

INSTITUT
KURDE
DE PARIS

Bulletin de liaison et d'information

N°241

AVRIL 2005

*La publication de ce Bulletin bénéficie de subventions
du Ministère français des Affaires étrangères (DGCID)
et du Fonds d'action et de soutien pour l'intégration et la lutte contre les discriminations (FASILD)*

Ce bulletin paraît en français et anglais

Prix au numéro : France: 6 € — Etranger : 7,5 €

Abonnement annuel (12 numéros) France : 60 € — Etranger : 75 €

Périodique mensuel

Directeur de la publication : Mohamad HASSAN

Numéro de la Commission Paritaire : 659 13 A.S.

ISBN 0761 1285

INSTITUT KURDE, 106, rue La Fayette - 75010 PARIS

Tél. : 01- 48 24 64 64 - Fax : 01- 48 24 64 66

www.fikp.org

E-mail: bulletin@fikp.org

sommaire :

- **JALAL TALABANI ÉLU PRÉSIDENT DE L'IRAK**
- **LE PARLEMENT IRAKIEN APPROUVE LE GOUVERNEMENT PRÉSENTÉ PAR LE PREMIER MINISTRE IBRAHIM JAAFARI**
- **TURQUIE : 200 PERSONNALITÉS DÉNONCENT LA MONTÉE DE LA FIÈVRE NATIONALISTE**
- **DERNIER CONSEIL D'ASSOCIATION UE-TURQUIE : L'UNION EUROPÉENNE MET EN GARDE LA TURQUIE**
- **STRASBOURG : LA C.E.D.H CONDAMNE ANKARA POUR VIOLATION DE LA LIBERTÉ DE L'EXPRESSION**
- **ANKARA: TREIZE DEPUTÉS AKP QUITTENT LE PARTI EN L'ACCUSANT DE NEPOTISME**
- **LE PRÉSIDENT IRANIEN, MOHAMMAD KHATAMI, EN VISITE DISCRÈTE À PARIS**
- **TÉHÉRAN: RAFSANDJANI ANNONCE SA CANDIDATURE À LA PRÉSIDENTIELLE IRANIENNE**
- **LE GENOCIDE ARMENIEN : 90 ANS APRÈS**
- **IRAK : DÉCOUVERTE DE NOUVELLES FOSSES COMMUNES DANS LES RÉGIONS KURDE ET CHIITE**
- **LE CHEF D'ETAT-MAJOR TURC MENACE LES KURDES, AVERTIT LES AMÉRICAINS, FULMINE CONTRE LES GRECS ET LES CHYPRIOTES**
- **SYRIE : UN PLAN GLOBAL DE NORMALISATION SERAIT UN PRÉPARATION POUR LES KURDES**
- **AINSI QUE...**

JALAL TALABANI ÉLU PRÉSIDENT DE L'IRAK

MALGRÉ le climat de violences dans certaines régions du pays, le processus démocratique avance et une ère nouvelle s'ouvre désormais en Irak.

Ainsi, avec l'élection le 6 avril de Jalal Talabani à la présidence irakienne à une majorité écrasante de 228 députés

sur les 275 de l'Assemblée nationale, les Kurdes, longtemps persécutées, en particulier sous le régime de Saddam Hussein, accèdent pour la première fois dans l'histoire de l'Irak moderne à la plus haute fonction de l'Etat. Jalal Talabani, 72 ans et ses deux vice-présidents, le chiite Adel Abdel Mahdi et le sunnite Ghazi al-Yaouar, ont prêté ser-

ment le 7 avril au Palais des Congrès dans la Zone verte, à Bagdad.

Dans son discours d'investiture, M. Talabani a tendu la main aux insurgés irakiens, leur proposant une amnistie afin de « leur donner une chance » de se réinsérer dans le nouvel Irak. « Je jure devant Dieu le tout puissant de remplir mes fonctions et les responsabilités légales qui m'incombent de la meilleure façon possible, de préserver l'indépendance de l'Irak, de défendre les

intérêts de son peuple, de son ciel et sa terre et le système démocratique fédéral », a déclaré le nouveau président qui a prêté serment sur le Coran. « (Je jure) de travailler à préserver les libertés publiques et privées ainsi que l'indépendance du système judiciaire pour appliquer la loi avec justesse. Que Dieu soit le témoin de ce que je viens de déclarer », a conclu ce résistant vétéran combattant contre le pouvoir central de Bagdad.

S'adressant à la Chambre, M. Talabani a déclaré: « *Je vous promets de faire tout ce qui est en mon pouvoir pour mériter votre confiance* ». « *J'écouterai vos propositions et exécuterai vos décisions et je participerai de toutes mes forces à l'établissement d'un régime démocratique, qui garantisse la liberté pour tous et pour déraciner le terrorisme criminel et la corruption et les idées racistes de (Michel) Aflak* », l'un des fondateurs du parti Baas, auquel appartenait Saddam Hussein, a-t-il ajouté. Une salve d'applaudissements a accueilli ces propos. Puis, ce combattant historique cause Kurde, a su trouver les mots justes pour rassurer la majorité arabe, notamment les sunnites, qui ont perdu le pouvoir qu'ils monopolisaient depuis des décennies. « *Nous devons travailler pour ramener l'Irak à la civilisation, à son milieu arabe et islamique, et pour que ce pays devienne un réel partenaire des nations, et un exemple de liberté, de démocratie et d'unité nationale pour libérer les nations du Proche-Orient de la tyrannie et de la dictature* », a affirmé avec vigueur le nouveau chef de l'Etat. Il a appelé à des « *relations équilibrées* »

avec les pays voisins, auxquels il a demandé « *de traiter l'Irak avec respect, de ne pas s'ingérer dans ses affaires intérieures et de ne pas aider les terroristes qui mènent une guerre d'extermination contre le peuple irakien* ».

Immédiatement après la cérémonie d'investiture et conformément à l'accord conclu entre les listes kurde et chiite, le Conseil présidentiel a nommé Premier ministre M. Jaafari, issu de la majorité chiite au Parlement. « *Avec ce que nous savons de votre bravoure, de votre compétence et de votre loyauté, le Conseil présidentiel a décidé que vous serez le Premier ministre et que vous devez commencer de choisir les membres du cabinet ministériel, selon la loi* », a indiqué M. Talabani à l'adresse de M. Jaafari. Concernant l'insurrection dont les attaques continuent d'ensanglanter l'Irak, M. Talabani a tendu la main aux rebelles irakiens estimant nécessaire de « *trouver une solution politique et pacifique avec les Irakiens qui se sont fourvoyés dans le terrorisme, leur accorder l'amnistie* » et les « *convier à participer au processus démocratique (...)* ». Il a en revanche jugé qu'il fallait « *repousser avec force les terroristes criminels qui viennent de l'étranger et font alliance avec les criminels baasistes* ».

Des scènes de liesse populaire se sont déroulées dans toutes les villes du Kurdistan. Pour beaucoup de Kurdes, qui jouissent depuis 14 ans d'une autonomie dans le Kurdistan irakien, cette journée a marqué un moment particulier, après des décennies de persécutions de la part des gouvernants arabes qui voulaient mettre au

pas ce peuple irréductible. « *Ce qui s'est passé aujourd'hui me laisse à penser que l'on peut transformer ce pays de tyrannie et de discrimination raciale en un pays où les droits sont égaux pour tous* », a déclaré avec satisfaction le député kurde Barham Saleh, vice-Premier ministre sortant. « *Il est possible pour nous Kurdes de sentir aujourd'hui que nous appartenons à un endroit qui a fonctionné durant 80 ans sur des bases ethniques et confessionnelles* », ajoute-t-il. Dans les provinces kurdes d'Irak et la ville pétrolière de Kirkouk, les habitants ont laissé éclater leur joie dans les rues, avec des danses et des coups de klaxon, pour célébrer cette élection. Des voitures au capot couvert du drapeau kurde, rouge, blanc et vert avec un soleil au milieu, défilent dans les rues, tout klaxon hurlant. Des Kurdes agitent des photos de Jalal Talabani et chantent des couplets à la gloire des peshmergas, leurs vaillants guerriers. En revanche, il n'y a aucun étendard irakien, car les Kurdes le considèrent comme celui de Saddam Hussein et insistent pour que le pays se dote d'une nouvelle bannière.

Au Kurdistan iranien, les gens sont descendus dans les rues dans plusieurs villes dont Mahabad. Les scènes de liesse se sont poursuivies jusqu'au soir. Les gens distribuaient des gâteaux et les conducteurs se faisaient des appels de phares. Le préfet de la ville, Seyed Marouf Samadi, a confirmé ces « *scènes de joie* » et n'a pas corroboré certaines informations sur des arrestations. Des scènes identiques se sont déroulées dans d'autres villes

de la région. « *A Piranshahr, les gens sont descendus dans la rue pour danser. Ils ont aussi distribué des confiseries* », a rapporté un ancien député local » Hassel Dassé. Le président Mohammad Khatami a félicité Jalal Talabani, dont l'élection à la présidence irakienne est pour lui « *source de joie* », selon un message de félicitations publié par l'agence estudiantine Isna. M. Khatami a renouvelé l'appel iranien à un Irak « *libre et indépendant* », dans un message adressé à un homme dont les bonnes relations avec le régime islamique sont connues. « *Je vous fais part de la disponibilité de notre pays à coopérer et à apporter au peuple et au gouvernement irakiens toute l'aide dont ils ont besoin* », a-t-il déclaré.

En Syrie, plusieurs centaines de Kurdes irakiens et syriens ont célébré dans le centre de Damas l'élection de Jalal Talabani.

Les Kurdes se sont rassemblés près des bureaux de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), le parti de M. Talabani. Ils ont distribué aux passants des douceurs et des boissons, et en chantant et dansant au rythme de musiques traditionnelles. « *Pour la première fois, un Kurde est élu à la tête de l'Etat* », s'est réjoui Salah Berwari, responsable de la communication au bureau de l'UPK à Damas. « *Pour la première fois, le peuple de l'Irak ne fait pas de différence entre un Kurde, un Arabe, un Turcoman ou un Assyrien. Le seul critère est la compétence et la disponibilité au service de la patrie* », a-t-il souligné. « *Nous sommes tous des frères, il n'y a pas de différence entre un Kurde, un*

chiite ou un sunnite », a insisté M. Berwari.

L'élection de Jalal Talabani a également donné lieu à toutes sortes de célébration au Kurdistan de Turquie et dans les communautés kurdes d'Europe, d'Amérique et du Caucase. Au-delà des clivages politiques et régionaux, les Kurdes ont trouvé un sujet de fierté à l'occasion de l'un des leurs à la magistrature suprême en Irak à l'issue d'élections libres. Les chiites irakiens ont aussi accueilli favorablement l'élection d'un opposant historique à la dictature de Saddam Hussein.

Les politiciens et la population sunnites restent divisés, certains reprochant aux chefs religieux de leur avoir fait perdre la magistrature suprême en appelant au boycottage du scrutin du 30 janvier. Dans le quartier d'Adhamiyah, le fief sunnite de Bagdad, un religieux se console en affirmant que l'essentiel à ses yeux c'est que « *le président soit musulman, qu'il soit sunnite, chiite ou kurde* ». « *Tout ceci est arrivé car nous n'avons pas de hiérarchie religieuse structurée et que les responsables religieux divergeaient sur la participation au scrutin* », a déclaré cheikh Ali Abdallah al Azaoui, pour expliquer pourquoi les sunnites ont perdu la plus haute fonction de l'Etat, occupée depuis 80 ans par un des leurs. La plus importante organisation religieuse sunnite, le Comité des oulémas musulmans (COM), avait appelé au boycottage des élections générales du 30 janvier, ce qui a réduit à 16 sur 275 le nombre des députés arabes de cette confession, alors que cette communauté représente

15 à 17% de la population. Candidat malheureux pour le poste de vice-président de l'Etat face à Ghazi al-Yaouar, Adnane Pachachi s'est plaint de l'absence de cohésion au sein des sunnites. « *Je les appelle à ne pas se sentir désemparés et à se préparer dès maintenant à participer aux prochaines élections (prévues à la fin de l'année) pour montrer le poids réel des Arabes sunnites dans la société irakienne* ».

L'élection du Conseil présidentiel a été suivie en prison sur un écran de télévision par l'ex-président Saddam Hussein et onze dignitaires de son régime déchu, a affirmé le ministre des droits de l'Homme Baktiar Amine. « *J'ai décidé d'installer aujourd'hui une télévision dans la prison pour que Saddam Hussein et 11 de ses hommes puissent assister à l'élection, afin qu'ils comprennent que leur temps est révolu et qu'un nouvel Irak est né, celui de la démocratie et non des coups d'Etat* », a expliqué le ministre.

Malgré ses appréhensions et ses réserves, les gouvernements des Etats voisins de Syrie, d'Iran, de Turquie et d'Arabie saoudite ont exprimé des vœux de succès. « *M. Talabani est un homme politique chevronné qui accorde de l'importance à l'unité de l'Irak. De ce fait, je le félicite* », a déclaré le chef de la diplomatie turque Abdullah Gul. Il a espéré que l'« *identité irakienne* » soit renforcée. En Syrie, le président Bachar al-Assad a exprimé « *ses meilleurs vœux de santé, de bonheur et de succès* » à M. Talabani, qui entretenait des liens étroits avec Damas notamment du temps

du défunt président Hafez al-Assad et père de l'actuel chef d'Etat. Le roi Fahd d'Arabie saoudite a aussi félicité Jalal Talabani et souhaité au peuple irakien « *prospérité, sécurité et stabilité* ». De même, l'émir du Qatar Hamad ben Khalifa Al-Thani lui a adressé ses félicitations.

Pour Mohammed VI du Maroc, l'élection de M. Talabani « *illustre l'orientation démocratique et l'attachement à l'unité nationale et territoriale de l'Irak frère* ». Le secrétaire général de l'Organisation de la conférence islamique), Akmal al-Din Oghali, s'est dit « *confiant qu'en tant que premier président irakien démocratiquement élu, M. Talabani saura conduire l'Irak sur la voie de l'unité, de la stabilité et du développement* ». Le secrétaire général de la Ligue arabe Amr Moussa, dont l'organisation compte 22 membres, a félicité Jalal Talabani, le qualifiant de « *personnalité politique éminente* ». La France, l'Australie et la Russie se sont félicités de cette élection, de même que de la nomination par le Conseil présidentiel d'Ibrahim Jaafari.

Pour les Etats-Unis, l'arrivée de la nouvelle équipe dirigeante intérimaire à Bagdad constitue une victoire d'étape, mais la longueur des tractations laisse augurer des difficultés sur la route de la démocratie. « *L'Assemblée intérimaire irakienne a franchi une étape importante vers la démocratie aujourd'hui, votant à une majorité écrasante pour élire le Conseil présidentiel* », a affirmé le président américain George W. Bush, qui a appelé au téléphone M. Talabani, 72 ans, pour le féliciter de vive

voix. L'Australie, une alliée de Washington dans la guerre contre l'Irak lancée en mars 2003, a également félicité la nouvelle présidence irakienne, qualifiant cette élection de signe de la « *maturité* » du pays et de son engagement dans la démocratie. Tony Blair a « *félicité* » Jalal Talabani ainsi que les autres membres du conseil présidentiel irakien, à l'occasion de la séance hebdomadaire consacrée au parlement aux questions au Premier ministre britannique. « *Je suis sûr que toute la Chambre se joindra à moi pour féliciter les nouveaux membres du conseil présidentiel irakien, qui ont été confirmés aujourd'hui par l'Assemblée nationale transitoire, résultat de la première élection démocratique dans l'Histoire de l'Irak* », a déclaré M. Blair. Le président de la Commission européenne José Manuel Durao Barroso a réaffirmé l'engagement de Bruxelles à soutenir la reconstruction de l'Irak, dans un message de « *félicitations* ». « *Je veux vous confirmer notre intention de continuer à soutenir la reconstruction de l'Irak ainsi que les processus politique et constitutionnel à venir, qui devraient se traduire par une vie meilleure et plus prospère pour toute la population irakienne* », a écrit M. Barroso.

A New York, le secrétaire général des Nations unies, Kofi Annan, s'est félicité de la nouvelle présidence, a indiqué espérer que le gouvernement transitoire sera formé rapidement et a assuré que l'Onu a hâte de travailler avec les nouveaux responsables politiques.

De son côté, le secrétaire général de l'Otan Jaap de Hoop Scheffer a assuré Jalal Talaba-

ni, du soutien de l'Alliance, dans un message de « *félicitations* » transmis pour sa nomination. « *La formation de ce gouvernement est un pas important et historique dans la création d'un Irak nouveau et démocratique* », a estimé M. de Hoop Scheffer, qui a également « *félicité* » les vice-présidents ainsi que le Premier ministre désigné Ibrahim al-Jaafari. « *Le gouvernement est confronté à de grands défis, l'un des plus importants étant d'assurer la sécurité de l'Irak par des Irakiens* » et dans cette voie « *l'Otan s'est engagée à apporter son aide* », a-t-il souligné. « *L'Alliance entend approfondir ce soutien et travailler avec la nouvelle direction irakienne* », a assuré M. de Hoop Scheffer qui a rappelé que l'Otan participe déjà à « *l'entraînement et l'équipement* » des forces de sécurité irakiennes.

L'Assemblée nationale doit en principe rédiger, d'ici au 15 août, la Constitution permanente, pour ratification par référendum avant le 15 octobre. Un délai non renouvelable de six mois est possible en cas de difficultés pour achever le texte. Si la Constitution est approuvée dans les temps, des élections générales devront se tenir au plus tard le 15 décembre et un nouveau gouvernement devra être mis en place au plus tard le 31 décembre. Le département d'Etat a souhaité que ce calendrier serré soit tenu. « *Tout le monde est d'accord sur l'importance de respecter le calendrier* », a déclaré son porte-parole Richard Boucher.

Par ailleurs, dans un entretien publié le 25 avril dans le quotidien turc *Sabah*, le président Talabani a déclaré que les

Kurdes irakiens ne vont pas accepter l'instauration d'un Etat islamique en Irak mais que l'identité islamique du pays serait respectée. « *Nous, les Kurdes, nous n'accepteront jamais la formation d'un régime islamique en Irak* », a déclaré Jalal Talabani. « *Arabes, Kurdes, Turkmènes, sunnites, chiïtes, musulmans, chrétiens vivent tous ensemble et cette structure ne permettra pas un régime islamique* », a-t-il poursuivi. Le président irakien a en outre déclaré qu'il promouvra le principe de laïcité dans le pays, même si « *nous n'utilisons pas le terme de laïcité* ». « *Ce que nous disons, c'est un Irak démocratique, fédéral, parlementaire, uni et indépendant, qui respecte l'identité islamique du peuple irakien. Et c'est une indication qu'il n'y aura pas de régime islamique ou de gouvernement islamique* », a-t-il conclu.

Le président irakien s'est également engagé le 21 avril à oeuvrer à l'amélioration des relations entre Bagdad et Ankara. « *Je lutterai pour le renforcement des relations entre la Turquie et l'Irak* », a déclaré M. Talabani, dont les propos étaient traduits en turc, sur la chaîne de télévision CNN Turc. « *Je ferai tout mon possible pour améliorer les relations dans tous les domaines, politique, économique et commercial* », a-t-il ajouté. Le chef de l'Etat irakien a précisé qu'il oeuvrerait en faveur de l'ouverture d'un deuxième poste-frontière entre les deux pays voisins afin de relancer le commerce, ainsi que d'un consulat turc à Mossoul. « *Le gouvernement irakien a décidé qu'il n'y aurait pas de place en Irak pour les*

groupes armés étrangers », a souligné M. Talabani. Lorsque la reconstruction de l'Irak aura

été achevée, « *la décision du gouvernement irakien deviendra applicable* », a-t-il assuré.

LE PARLEMENT IRAKIEN APPROUVE LE GOUVERNEMENT PRÉSENTÉ PAR LE PREMIER MINISTRE IBRAHIM JAAFARI

LE parlement irakien a, le 28 avril, approuvé à une large majorité, 180 députés sur les 185 présents, le gouvernement présenté par le Premier ministre Ibrahim Jaafari. Le vote a été salué par une salve d'applaudissements des députés. Après des semaines de tractations entre les deux grandes coalitions chiite et kurde, sorties victorieuses du scrutin, Ibrahim Jaafari a présenté son gouvernement le 27 avril au Conseil présidentiel avant de le soumettre le lendemain à un vote de confiance de l'Assemblée, qui avait également élu, le 3 avril, par 215 voix des 241 présents, le ministre sortant de l'Industrie, le sunnite Hajem al-Hassani à sa présidence avec deux vice-présidents du Parlement, le chiite Hussein Chahristani, un scientifique spécialiste du nucléaire emprisonné sous le régime de Saddam Hussein, et le Kurde Aref Tayfour, un responsable du Parti démocratique du Kurdistan (PDK).

Cependant, plusieurs des 36 ministères restent dans un premier temps occupés par les titulaires sortants, le temps pour les différentes formations de s'entendre sur un choix définitif. Cinq ministères sensibles restent ainsi sans titulaires, dont la Défense et le

Pétrole. Selon cette liste, la Défense, le Pétrole, l'Industrie, l'électricité et les Droits de l'Homme sont attribués à titre provisoire à des ministres par intérim. Le Premier ministre occupera ainsi le ministère de la Défense et Ahmed Chalabi sera ministre du Pétrole. Le chiite Baïan Djabbor a été nommé ministre de l'Intérieur. Un autre chiite, Ali Abdoul Amir Allaoui, a été désigné pour le portefeuille des Finances. Le Kurde Abdel Basset Karim devient ministre du Commerce.

La composition du gouvernement, qui compte par ailleurs sept femmes, a été proposée au Parlement par le Conseil présidentiel de trois membres. Le nouveau gouvernement a suscité de vives critiques de représentants de la communauté sunnite qui estiment avoir été marginalisés et n'avoir obtenu que « *des ministres d'opérette* ». Dans la liste qui a obtenu le vote de confiance du Parlement, les chiïtes, grands gagnants des élections du 30 janvier, se taillent la part du lion avec quelque 16 ministères, suivis par les Kurdes qui en obtiennent neuf.

Le vice-président irakien, Ghazi Al-Yaouar a convoqué une conférence de presse pour défendre sa décision « *Il est*

« vrai que le nombre de ministères (alloués aux sunnites) est en deçà des espérances », a-t-il concédé, expliquant avoir accepté la liste en raison de l'urgence que constitue à ses yeux la formation d'un exécutif 12 semaines après les élections générales. « Je ne suis pas totalement satisfait de ce gouvernement », a-t-il annoncé en reprochant à ceux qui l'ont formé de l'avoir fait sur une base confessionnelle. « On était bien obligé de le faire de cette manière », a regretté M. Yaouar, dont la liste Iraquioun n'a remporté que cinq sièges au Parlement.

Dans les milieux sunnites, le chef des wakfs, les biens religieux, Adnane Dlimi, un modéré, a réagi à l'annonce du gouvernement par une simple phrase: « Les sunnites ont été marginalisés ». « Mais les sunnites se sont marginalisés eux même en boycottant les élections », a ajouté M. Dlimi qui s'est consolé en relevant que le gouvernement n'aura qu'une durée de vie de quelques mois. Il a promis de s'employer à « sensibiliser (les siens) à la nécessité de participer au processus politique » en prévision des élections générales prévues en principe en décembre 2005 après l'adoption d'une Constitution permanente.

L'administration Bush avait exhorté la semaine précédente les Irakiens à s'entendre pour le gouvernement. La secrétaire d'Etat Condoleezza Rice et le vice-président américain Dick Cheney avaient demandé aux dirigeants kurdes et chiites irakiens de trouver un accord sur la formation du nouveau gouvernement irakien. *Le New York Times* avait indiqué dans son édition du 25 avril que la chef de la diplomatie américai-

ne avait téléphoné le 22 avril au nouveau président irakien Jalal Talabani, pour lui demander de compléter son gouvernement « aussi vite que possible », et « de faire le point sur la situation ». Le quotidien new-yorkais avait également indiqué que Mme Rice et M. Cheney avaient rencontré à Washington le vice-président irakien Adil Abdul Mahdi. *Le New York Times* a affirmé que Mme Rice avait indiqué à M. Talabani et à M. Mahdi qu'il s'était passé plus que le temps nécessaire depuis les élections de janvier, et qu'un gouvernement devait maintenant être formé. Ces pressions de la Maison Blanche constituent une nouveauté par rapport à l'approche non interventionniste affichée par l'administration Bush vis-à-vis des Irakiens, même si leur impact n'est pas clair, relève le journal.

Côté monde arabe, le ministre égyptien des Affaires étrangères Ahmed Aboul Gheit a indiqué que son pays « accueille favorablement cette étape essentielle du processus politique irakien, qui comprend notamment la rédaction d'une Constitution », tout en estimant que les « tiraillements (entre les diverses communautés irakiennes) vont se poursuivre et que l'instabilité va durer encore quelque temps ». Oussama Saraya, directeur de la rédaction de la revue gouvernementale *Al-Ahram Al-Arabi*, a estimé que « l'hiver politique va se prolonger en Irak ». « Nous souhaitons que l'Irak connaisse un printemps politique, mais c'est hélas l'hiver politique va se prolonger », a-t-il souligné, en incriminant la faiblesse d'une

« classe politique venue de l'étranger » pour diriger ce pays après la chute de Saddam Hussein.

Pour les journaux du Golfe, qui se font généralement écho des positions officielles, le nouveau gouvernement irakien, qui a laissé vacants plusieurs ministères importants, va être confronté à d'énormes défis. « C'était une naissance par césarienne (...), les pressions étaient fortes (...) Washington est intervenu ouvertement pour en finir » avec les tractations de plusieurs semaines entre les vainqueurs des élections générales du 30 janvier, écrit le quotidien *Al-Bayane* (Emirats arabes unis). Le « défi sécuritaire » sera le véritable test, estime le journal mais « à plus long terme, la réussite (du gouvernement) sera tributaire de sa capacité à accélérer le retrait des forces d'occupation ».

Tout en accordant un soutien multiforme aux insurgés sunnites irakiens, la Syrie a félicité le Premier ministre irakien Ibrahim al-Jaafari, indiquant qu'elle était prête à lui offrir son aide dans tous les domaines, selon l'agence officielle Sana. Dans un message de félicitations adressé à M. Jaafari, le Premier ministre Mohammad Naji Otri a également souhaité à son homologue « la réussite dans sa mission pour répondre aux espoirs du peuple irakien ». Par ailleurs, le président iranien Mohammad Khatami a fait part de sa « satisfaction » et a offert à l'Irak la coopération de la République islamique dans plusieurs domaines. Dans une lettre adressée à M. Jaafari, reproduite le 29 avril par les médias iraniens, M. Khatami

dit sa « satisfaction » de voir celui-ci accéder au pouvoir. « La période que le peuple et le gouvernement irakiens traversent

est vitale, elle nécessite de la vigilance et la préservation de l'unité nationale », ajoute M. Khatami.

TURQUIE : 200 PERSONNALITÉS DÉNONCENT LA MONTÉE DE LA FIÈVRE NATIONALISTE, L'HYSTÉRIE DE MASSE ET DES ACTES « RAPPELANT LA PÉRIODE NAZIE »

QUELQUES 200 personnalités turques, dans une lettre ouverte rendue publique le 11 avril, s'inquiètent de la montée du nationalisme en Turquie qui, selon elles, pourrait engendrer une recrudescence des tensions entre Turcs et Kurdes. Ce texte signé par des ONG, académiciens, écrivains, journalistes, artistes et musiciens, fait référence à une tentative de lynchage la semaine précédente par une foule survoltée de 2.000 personnes à Trabzon (sur le littoral de la Mer Noire) de cinq militants qui distribuaient des tracts dans un marché en faveur des droits des détenus.

Les jeunes gens, pris par les commerçants et les passants pour des activistes kurdes après des rumeurs selon lesquelles ils auraient brûlé un drapeau turc, ont été sauvés in extremis par une intervention de la police et écroués pour atteinte à l'ordre public. Un outrage par des adolescents kurdes à l'emblème national lors des célébrations du nouvel an kurde le 21 mars à Mersin (sud) amplifié et passé en boucle par les télévisions turques a provoqué une vague nationaliste à travers la Turquie. Les intellectuels demandent par ailleurs le limogeage immédiat d'un sous-préfet qui

avait ordonné la saisie dans sa localité de Sutculer (sud-ouest) des romans de l'écrivain turc Orhan Pamuk, défrayant la chronique dans un pays qui aspire à intégrer l'Union européenne. Dans un excès de zèle, le responsable, contrarié par des déclarations de l'écrivain sur le génocide arménien, avait publié une circulaire avant que celle-ci ne soit annulée par son supérieur. Voici de larges extraits de cet appel :

« Nous exprimons notre inquiétude sur le risque d'un renouveau du contexte de conflit et de violence, au vu des récentes tentatives d'entrave au processus de paix, de civilisation et de démocratie dans notre pays. La décision de disposer dans le code pénal des articles réprimant pour ainsi dire toute opposition politique et portant atteinte à la liberté de la presse, à la liberté de l'expression et à la liberté de la pensée est une dérive terrifiante du pouvoir judiciaire. Les articles en question ne prennent pas à partie certains membres de la presse mais proscrivent la liberté de l'information. Malgré le report de la date de l'entrée en vigueur de cette loi, nos inquiétudes persistent.

Les réactions qui ont suivi l'outrage commis par quelques enfants contre le drapeau (turc), ainsi que l'attitude

adoptée contre certaines provocations lors de la fête de Newroz conduisent vers un contexte nationaliste et raciste trouvant appui auprès des pouvoirs publics. Nous observons avec une grande inquiétude la détention en garde à vue des jeunes, victimes de lynchage, en lieu et place des agresseurs qui ont tenté de les lyncher dans la ville de Trabzon. Le respect dû au drapeau par tout citoyen est transformé en une hystérie de masse (...) engendrée par les nationalismes kurde et turc. Nous sommes inquiets de cette recrudescence susceptible de causer des conflits entre nos concitoyens risquant de reconduire notre pays vers un climat de violences et de division.

Un sous-préfet outrepassant ses compétences lance une campagne de punition contre des livres et des écrivains. La répétition des actes de cette nature et le maintien de l'autorité responsable de cette décision à son poste, nous inquiètent et nous rappellent la période nazie (...)

« Atteindre le niveau des civilisations contemporaines » constitue le principe même de la fondation de la République turque. Nous pensons que l'application de ce principe passe non pas par la classification de certaines personnes comme des soi-disant citoyens mais par la garantie de justice sans aucun esprit d'animosité contre un peuple, par la démocratisation, la civilisation et la paix entre les citoyens et le reste du monde. Nous considérons que les récents événements retardent les efforts en ce sens et éteignent les espoirs.

Nous nous opposons à la prépondérance dans notre pays d'une opinion séparatiste,

oppressive, partisane du « statu quo » et litigieuse. Nous alertons toutes les institutions en charge de l'avenir du pays et ceux qui continuent à alimenter les tensions parmi la population et les invitons à faire preuve de bon sens. »

Les premiers signataires : Adalet Agaoglu (écrivaine)- Can Dundar (journaliste)- Cetin Altan (écrivain)- Dogu Ergil (universitaire) – Etyen Mahcupyan (écrivain)- Fusun

Sayek (Présidente de TTB)- Genay Gursoy (universitaire)- Gurer Aykal (chef d'orchestre)- Hikmet Cetinkaya (journaliste)- Hrant Dink (journaliste)- Ibrahim Betil (administrateur)- Mehmet Aksoy (sculpteur)- Mehmet Ali Birand (journaliste)- Mehmet Altan (universitaire)- Mujde Ar (artiste) – Nese Duzel (journaliste)- Orhan Taylan (peintre)- Tugrul Eryilmaz (journaliste)- Zulfu Livaneli (écrivain-député).

DERNIER CONSEIL D'ASSOCIATION UE-TURQUIE : L'UNION EUROPÉENNE MET EN GARDE LA TURQUIE ET EXHORTE ANKARA À ACCÉLÉRER LE RYTHME DE SES RÉFORMES

L'UNION européenne exhorte la Turquie à accélérer le rythme de ses réformes avant l'ouverture des négociations d'adhésion en octobre, faisant part à Ankara de ses inquiétudes sur le respect des droits de l'homme et de la liberté de culte. « *Un certain nombre de problèmes nous préoccupent* », a, le 26 avril, déclaré le ministre luxembourgeois des Affaires étrangères, Jean Asselborn, à l'occasion du Conseil d'association UE-Turquie, dernière rencontre au plus haut niveau avant l'ouverture des pourparlers fixée au 3 octobre. « *Le gouvernement turc a consenti à d'immenses réformes mais elles doivent être poursuivies et par dessus tout appliquées* », a-t-il ajouté lors d'une conférence de presse avec son homologue turc Abdullah Gül. « *C'est ainsi*

que l'opinion publique (européenne) évaluera la volonté de la Turquie d'intégrer l'UE. »

L'Union européenne a mis en garde la Turquie contre tout écart dans la voie des réformes démocratiques, susceptible d'entraver l'ouverture dans moins de six mois des négociations d'adhésion avec Ankara. « *Certaines questions continuent à nous préoccuper, notamment la liberté religieuse, la protection des minorités, l'exercice des droits culturels et sociaux, les relations entre la société civile et l'armée* », a souligné Jean Asselborn. Dans un document élaboré pour la réunion, l'UE a pointé notamment la persistance de « *cas de torture et de mauvais traitements* » en Turquie. Le texte dénonçait également la répression d'une manifestation de femmes à Istanbul en mars

dernier. « *Une mise en oeuvre résolue, effective et globale des réformes sera déterminante pour le succès de l'ensemble du processus d'adhésion* », a averti M. Asselborn. Le commissaire européen à l'Elargissement Olli Rehn a renchéri en appelant à concrétiser les réformes « *dans toutes les rues et recoins de Turquie* ». Le ministre des Affaires étrangères turc Abdullah Gul a assuré en retour qu'il ne devait « *y avoir aucun soupçon* » quant à la volonté d'Ankara. « *J'ai renouvelé notre détermination à mettre en oeuvre les réformes... Ici ou là, il peut y avoir des problèmes qui apparaissent mais nous n'essayons jamais d'ignorer les difficultés* », a-t-il déclaré.

Jean Asselborn et Olli Rehn, commissaire européen à l'Elargissement, ont rappelé à Ankara la nécessité de renforcer l'état de droit et de mieux respecter le droit des femmes et des minorités ethniques et religieuses. Ils n'ont pas publiquement fait référence au passage à tabac par la police de manifestantes lors de la Journée internationale de la femme, le 8 mars dernier, ni évoqué les poursuites lancées par le Premier ministre Tayyip Erdogan contre plusieurs journaux ayant publié des caricatures satiriques. Mais un diplomate européen ayant assisté aux discussions a certifié que « *toutes ces questions avaient été soulevées lors de la réunion* ».

Ces critiques ont provoqué une réaction cinglante d'Erdogan, qui a accusé les Européens de traîner les pieds. « *Il n'y a aucune léthargie de notre part, et si on doit parler de léthargie, c'est de leur côté* », a-t-il déclaré

à Istanbul. « *Les efforts sincères de la Turquie doivent être bien compris par ses amis européens et ceux-ci devraient éviter les déclarations ou les mesures qui peuvent mettre en danger le processus de réformes et heurter la sensibilité du peuple turc* », a-t-il ajouté.

Olli Rehn a de son côté rejeté les arguments de certains partisans du non au référendum du 29 mai en France, qui affirment qu'un rejet du traité constitutionnel européen permettrait de s'opposer également à l'adhésion de la Turquie. « *La décision d'ouvrir des négociations d'adhésion avec la Croatie et la Turquie a été prise au plus haut niveau, par les chefs d'Etat de l'UE* », a-t-il rappelé pour souligner qu'elle ne dépendait pas de l'issue du référendum en France.

Ms. Asselborn et Rehn ont par ailleurs appelé de leurs vœux la signature rapide du protocole d'extension de l'accord d'union douanière de la Turquie aux dix nouveaux pays membres, une étape jugée cruciale pour la normalisation à terme des relations entre Ankara et Chypre, dont seule la partie grecque a intégré l'UE le 1er mai 2004. A. Gül a promis que la Turquie signerait le protocole dès qu'il serait prêt, ajoutant que son pays faisait des progrès dans l'application des réformes exigées par l'UE. « *Quand il y a tant de sujets à l'ordre du jour, certains problèmes sont inévitables* », a-t-il reconnu. La Commission européenne espère envoyer d'ici mi-mai le texte sur l'extension de l'union douanière de la Turquie au Conseil européen, en prélude à la signature d'Ankara. M. Gul a

pressé pour sa part l'UE de concrétiser rapidement l'aide économique de 259 millions d'euros jusqu'en 2006 promise l'an passé aux Chypriotes turcs, et l'établissement de liaisons commerciales directes entre le nord de Chypre et l'Union, bloquées par les réticences grecques et chypriotes. Le chef de la diplomatie turque n'a rien cédé en revanche sur le génocide arménien. Il a balayé d'un revers de main l'appel de son homologue français Michel Barnier à un « *travail de mémoire* » de la part d'Ankara. « *C'est de la politique interne, de la petite politique* », a déclaré M. Gul.

Par ailleurs, une majorité de Turcs sont toujours favorables à l'adhésion de leur pays à l'Union européenne (UE) mais ce soutien est en baisse, selon un sondage publié le 7 avril

par le journal turc *Milliyet*. Selon cette enquête réalisée la semaine dernière auprès de 3.302 personnes par l'institut Pollmark, 63,5% des sondés appuient l'intégration de la Turquie au club européen. Ce chiffre est en baisse de 10% par rapport à un sondage conduit par le même institut en juin 2004. Le soutien des Turcs à la cause européenne ces dernières années était entre 70 et 80%. Cette baisse d'enthousiasme envers l'UE peut s'expliquer par la montée du nationalisme provoquée par le débat sur les droits des Kurdes, le conflit chypriote et la pression internationale en faveur de la reconnaissance par Ankara du génocide arménien pendant l'empire ottoman, a estimé un coordinateur du dernier sondage, Ihsan Dagi, cité par le journal.

STRASBOURG :

LA COUR EUROPÉENNE DES DROITS DE L'HOMME CONDAMNE ANKARA POUR VIOLATION DE LA LIBERTÉ DE L'EXPRESSION

LA Cour européenne des droits de l'Homme (CEDH) a estimé le 26 avril que l'expulsion de Turquie d'un citoyen irakien membre de la minorité turkmène, dont la situation en Irak ne serait pas « pire » que celle de ses concitoyens, n'était pas contraire aux droits de l'Homme.

Ahmad Hassan Müslim, Irakien d'origine turkmène, avait fui son pays vers la Turquie en septembre 1998 après avoir été impliqué dans une bagarre dans laquelle un proche de Saddam Hussein avait été

blessé par balle. Il avait alors demandé le statut de réfugié, assurant qu'il risquerait sa vie en retournant chez lui en raison de ses origines turkmènes. Les autorités turques et le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) ne lui ont pas accordé ce statut. Il a pu malgré tout rester en Turquie grâce un statut de réfugié provisoire puis à un titre de séjour valable jusqu'au 1er mai 2005. Le requérant demandait devant la CEDH la condamnation de la Turquie notamment pour violation de l'article 3

(interdiction des traitements inhumains et dégradants) de la Convention européenne des droits de l'Homme.

La Cour a estimé que « les preuves fournies quant aux antécédents du requérant et au contexte général en Irak n'établissent aucunement que la situation personnelle de l'intéressé pourrait être pire que celle des autres membres de la minorité turkmène, ni même, peut-être, que celle des autres habitants de l'Irak du nord ». « Une simple possibilité de mauvais traitements en raison d'une conjoncture instable dans un pays n'entraîne pas en soi une infraction à l'article 3, d'autant moins qu'en l'espèce une évolution démocratique est en cours en Irak », a ajouté la Cour, soulignant que l'ONU, appuyée par le Conseil de l'Europe, avait mis en place un plan de retour des réfugiés en Irak. Ainsi, les juges européens ont conclu que l'éventuelle expulsion de M. Müslim ne serait pas une violation de l'article 3.

En revanche, la Turquie a été condamnée le même jour par la Cour européenne, pour violation de la liberté d'expression et violation de la liberté de réunion dans deux affaires distinctes. La CEDH a donné raison à Bulent Falakaoglu, un ancien rédacteur en chef du quotidien *Yeni Evrensel*, inculpé pour « propagande séparatiste » après la publication, en mars 2000, d'un article portant un regard critique sur la question kurde. Il avait été condamné en 2002 à une peine de deux ans de prison, convertie par la suite en une amende d'environ 1.050 € pour « incitation du peuple à la haine fon-

dée sur une race et une région ». La Cour a estimé que les motifs retenus n'étaient pas « suffisants pour justifier l'ingérence dans le droit du requérant à la liberté d'expression » et condamné la Turquie à lui verser 1.000 € pour dommage matériel et 3.000 € pour dommage moral pour violation de l'article 10 (droit à la liberté d'expression).

La CEDH a par ailleurs jugé que la dissolution du Parti de la Démocratie et de l'Evolution (DDP) en 1996 constituait une violation de l'article 11 (droit à la liberté d'expression). Créé en 1995 pour promouvoir le développement de la langue kurde, le DDP avait été dissous par les autorités turques au motif que son programme « était de nature à porter atteinte à l'intégrité territoriale de l'Etat et à l'unité de la nation ».

La Cour de Strasbourg a estimé que le DDP avait été dissous « sur la seule base de son programme, avant même d'avoir pu entamer ses activités » et qu'« en l'absence de projet politique de nature à compromettre le régime démocratique dans le pays », sa dissolution ne pouvait pas « être considérée comme répondant à un besoin social impérieux ». Elle a décidé d'allouer 4.316 € conjointement aux deux requérants pour frais et dépens.

Par ailleurs, La Turquie a été condamnée le 5 avril par la Cour européenne des droits de l'Homme dans deux affaires de personnes ayant passé quatre et cinq ans en détention provisoire.

Ali Hidir Polat, 45 ans, a été arrêté en mars 1996, inculpé

et placé en détention provisoire pour appartenance à une organisation illégale (le Parti communiste marxiste-léniniste, MLKP) et participation à des actions armées visant au remplacement de l'Etat. Après de multiples demandes de libération, il avait finalement été libéré après cinq ans et trois mois de détention provisoire, en juin 2001. La procédure pénale engagée contre lui est toujours pendante. Nabi Kimran, 40 ans, a été arrêté en septembre 1996, inculpé et placé en détention provisoire pour appartenance et assistance au MLKP. Il avait été libéré en juin 2001 après quatre ans et neuf mois de détention, avant d'être finalement condamné par la Cour de sûreté de l'Etat à 18 ans et neuf mois de prison (moins la durée de la détention provisoire).

Dans les deux cas, la Cour européenne a souligné que la justice turque avait prononcé le maintien en détention « en se fondant sur des formules presque toujours identiques, pour ne pas dire stéréotypées, telles la nature du crime reproché et l'état des preuves ». La Cour européenne, reconnaissant que « l'existence et la persistance d'indices graves de culpabilité » peut constituer un facteur « pertinent », a estimé que cela ne pouvait suffire à justifier « le maintien en détention litigieuse pendant une si longue période ». La Turquie a ainsi été condamnée pour violation de l'article 5 paragraphe 3 (droit d'être aussitôt traduit devant un juge) de la Convention européenne des droits de l'Homme et devra verser pour dommage moral 4.000 euros à M. Polat et 3.500 euros à M. Kimran.

ANKARA : TREIZE DEPUTÉS AKP QUITTENT LEUR PARTI EN L'ACCUSANT DE NEPOTISME, DE CORRUPTION ET DE MANQUE DE RES- PECT POUR LES OPINIONS DISSONANTES

LE chef du gouvernement a laissé transparaître lors des dernières semaines une mauvaise humeur inhabituelle, répliquant avec démesure à la moindre critique à l'encontre de son gouvernement. Les médias en particulier ont fait les frais de cette agressivité, se voyant accuser par M. Erdogan de faire le jeu des opposants à l'entrée de la Turquie dans l'Union européenne après qu'ils eurent dénoncé les violences perpétrées par la police contre des femmes pendant une manifestation à Istanbul début mars. L'organisation patronale la plus influente de Turquie a pour sa part essuyé un cinglant « *mêlez-vous de vos affaires* » quand elle s'est jointe au concert de critiques. Le Premier ministre turc, accusé de s'attaquer ces derniers temps à la presse, a gagné le 5 avril un procès en diffamation contre un journaliste qui avait critiqué ses efforts en faveur d'une pénalisation de l'adultère. Le tribunal a condamné Fikret Otyam, un ancien grand reporter, aujourd'hui peintre de renom âgé de 79 ans, à verser 5.000 nouvelles livres turques (2.835 euros) de dommages et intérêts à M. Erdogan, pour des critiques rédigées sur un ton humoristique. Récemment, un caricaturiste turc a été condamné à une amende pour avoir dépeint le Premier ministre sous les traits d'un chat emmêlé dans une pelote de laine,

symbolisant les efforts infructueux de M. Erdogan pour faire passer une loi facilitant l'entrée des étudiants issus de lycées religieux dans les universités. M. Erdogan a également lancé fin mars des poursuites contre le magazine *Penguen* l'ayant caricaturé sous la forme de divers animaux.

Cet homme politique, qui a passé quatre mois en prison à la fin des années 1990 pour avoir récité un poème à connotation islamiste au cours d'un rassemblement politique, s'est souvent décrit lui-même comme une victime de mesures antidémocratiques. Pour les détracteurs du gouvernement, celui-ci marque par ailleurs le pas en matière de réformes en vue d'une adaptation aux normes de l'Union européenne depuis que les dirigeants européens ont donné leur feu vert en décembre 2004 au lancement dès octobre de négociations d'adhésion avec Ankara. L'exécutif turc tarde ainsi à nommer un négociateur en chef devant mener les pourparlers avec l'UE et à mettre en application un nouveau code pénal adopté à l'automne en réponse aux demandes européennes.

Les plus ardents critiques de M. Erdogan et de son Parti de la Justice et du Développement (AKP), voient dans ces retards la preuve que le gouvernement n'a jamais réellement adhéré à l'idée d'une Turquie dans l'UE, qu'elle n'a

défendue que par opportunisme politique. « *L'UE n'est pas une voie en laquelle ils croient* », a ainsi déclaré Suleyman Saribas, un député qui a récemment démissionné de l'AKP parce que « *la démocratie est le régime de la tolérance, qui leur fait défaut* ». M. Saribas est l'un des 13 parlementaires -dont un ministre- à avoir quitté l'AKP depuis février, accusant le parti au gouvernement de népotisme, de corruption et de manque de respect pour les opinions dissidentes. La plupart des élus démissionnaires proviennent du centre-droit et n'ont rallié un AKP désireux de démontrer qu'il avait coupé les ponts avec l'islamisme qu'à la faveur des élections législatives de 2002. Le Premier ministre, évoquant « *les pommes pourries du panier* », a affirmé que ces défections ne l'avaient pas affecté et s'est borné à qualifier les critiques à l'encontre de son gouvernement de jalousies politiques.

Toutefois, l'AKP continue de jouir, selon les sondages, d'une forte popularité et dispose encore d'une majorité confortable au Parlement. Pour certains analystes cependant, les récentes défections ont peut-être mis à mal le projet d'installer ce parti comme une force incontournable sur l'échiquier politique. « *Dans une Assemblée à 550 membres, 357 sièges, c'est encore un nombre élevé, mais il est évident que la possibilité d'une hémorragie interne est apparue* », estime l'éditorialiste Cengiz Candar dans le quotidien *Tercuman*. Si le parti continue de perdre des députés, le gouvernement pourrait être contraint de convoquer des élections anticipées l'an prochain, conclut-il.

LE PRÉSIDENT IRANIEN, MOHAMMAD KHATAMI, EN VISITE DISCRÈTE À PARIS

LE président iranien Mohammad Khatami a déclaré, dans une interview accordée au quotidien français *Le Figaro* du 5 avril 2005, qu'il serait « inacceptable » pour l'Iran de renoncer à l'usage pacifique de l'énergie nucléaire. « Nous sommes prêts à considérer toute solution raisonnable mais nous refusons la suspension définitive de nos activités. Il faut que les Européens comprennent que le traité de non-prolifération et les conventions internationales nous autorisent à posséder la technologie nucléaire dans un but pacifique (...) nous obliger à renoncer au nucléaire pacifique (...) serait inacceptable pour nous », souligne le président de la République islamique. Selon lui, l'Iran est prêt à considérer toute solution raisonnable, mais refuse la suspension définitive des activités nucléaires. Mohammad Khatami, dont le mandat prend fin en juin, se trouvait à Paris pour une conférence internationale sur « le dialogue des civilisations », qui s'est tenu le 5 avril au siège de l'Unesco.

M. Khatami a insisté sur la nécessité de respecter l'accord conclu à Paris entre l'Iran et l'Union européenne, qui prévoit que l'Iran garantisse que ses activités nucléaires ne se dirigent pas vers l'armement nucléaire, tandis que l'Europe « offre une garantie ferme qu'elle assurera la sécurité et le développement de l'Iran ». « Nous savons que l'Europe

préfère une solution diplomatique. Nous espérons que les Européens se laisseront moins influencer par les pressions des Américains et des autres puissances », a déclaré le président iranien. Interrogé sur la question de savoir s'il prenait au sérieux les rumeurs concernant une possible frappe américaine sur les sites nucléaires iraniens, M. Khatami a déclaré que son pays les prend au sérieux « dans la mesure où nous nous y préparons » et l'Iran est prêt à se défendre.

Lors d'un entretien d'une heure et demie avec son homologue iranien, Jacques Chirac « a réaffirmé la volonté des Européens de trouver par le dialogue une solution qui établisse le caractère pacifique du programme nucléaire iranien », a indiqué le porte-parole du président français, Jérôme Bonnafont.

Depuis les accords de Paris de novembre 2004, qui ont amené l'Iran à suspendre ses activités d'enrichissement d'uranium, la « troïka » européenne tente de parvenir à un compromis avec Téhéran sur son programme nucléaire en échange de contreparties dans les domaines économique et commercial, notamment. Les Etats-Unis, qui se sont résolus à appuyer la démarche européenne faute d'une saisine du Conseil de sécurité de l'Onu, accusent l'Iran de chercher à se doter de l'arme atomique sous couvert d'activités nucléaires civiles. Pour encourager le régime des mollahs

sur la voie de la coopération, Washington a accepté de ne plus s'opposer à son adhésion à l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et d'autoriser la vente à l'Iran de pièces détachées pour les avions civils. L'Iran a présenté le 23 mars une proposition de compromis qui réduirait sa capacité nucléaire à 500 centrifugeuses, un parc l'empêchant en théorie de fabriquer une bombe atomique.

Le porte-parole du ministère iranien des Affaires étrangères, Hamid Reza Asefi, a pour sa part, annoncé le 24 avril à Téhéran que l'Iran va reprendre l'enrichissement d'uranium quelle que soit l'issue de ses négociations avec les trois grandes puissances européennes. S'exprimant devant la presse cinq jours avant la reprise prévue des négociations avec la France, la Grande-Bretagne et l'Allemagne, M. Asefi a déclaré que les Européens semblaient sérieux dans leur volonté de trouver un accord avec l'Iran. Mais que tout accord devait respecter le droit de l'Iran, en tant que signataire du Traité de non-prolifération nucléaire, d'enrichir de l'uranium. Il a aussi répété que la suspension de l'enrichissement d'uranium ne durerait pas longtemps, et que l'Iran reprendrait cette activité, quelle que soit l'issue des discussions avec les Européens: succès ou échec.

Par ailleurs, une compagnie allemande est soupçonnée d'avoir vendu de la technologie d'armement à l'Iran, rapporte le 30 avril la presse allemande. Selon le magazine *Der Spiegel*, une firme non identifiée est suspectée d'avoir vendu des secrets de construction de mis-

siles à l'Iran en 2002, tandis que l'hebdomadaire *Focus* identifie la compagnie sous le nom de Tira, ajoutant que les livraisons ont été interceptées fin 2004 à Dubaï par les agents de renseignements d'un pays allié. Selon les deux magazines, la technologie allemande devait être utilisée dans le cadre du programme de missiles Shahab, capables de porter des têtes nucléaires, et d'atteindre Israël ainsi que

plusieurs bases américaines au Moyen-Orient. Le 29 avril, les procureurs fédéraux ont déclaré qu'ils enquêtaient sur un responsable d'une compagnie de défense située dans l'Etat de Thuringie, dans l'est de l'Allemagne. L'homme âgé de 64 ans, Peter K., a été détenu puis relâché. Selon le communiqué des procureurs, la compagnie a commencé à livrer de la technologie à l'Iran dès les années 2001-2002.

TÉHÉRAN: L'ANCIEN PRÉSIDENT IRANIEN RAFSANDJANI ANNONCE SA CANDIDATURE À LA PRÉSIDENTIELLE IRANIENNE

L'AYATOLLAH Akbar Hachémi Rafsandjani a annoncé le 25 avril sa candidature à la présidentielle iranienne du 17 juin, estimant qu'il n'avait d'autre choix que « *d'avalier cette potion amère* », même si l'ancien président se présentait depuis des mois comme l'un des rares à pouvoir régler les problèmes du pays et améliorer les relations avec les Etats-Unis. « *La présidentielle est ma préoccupation du moment et, même si je voudrais voir quelqu'un d'autre prendre cette responsabilité, je crois que je dois avaler cette potion amère* », la candidature à la présidentielle, a déclaré l'ayatollah Rafsandjani cité par l'agence officielle *Irna*. « *Ce que je ne voulais pas est apparemment en train de se produire* », a ajouté, celui qui fut président de 1989 à 1997 et qui est resté un des plus hauts personnages du régime islamique.

Réputé comme un conservateur pragmatique, Rafsandjani

entretenait depuis des mois le mystère sur ses intentions, déclarant qu'il préférerait voir une autre personnalité « *capable* » de briguer la présidence et lui épargner ce qu'il décrit comme le sacrifice de sa personne. Il a de nouveau opposé sa stature d'homme d'Etat à celle des autres candidats conservateurs déclarés, et joué sur le risque d'une faible participation, dont les officiels ont fait un enjeu important pour déjouer les « *complots* » de ceux qui, en Iran ou à l'étranger, contestent la légitimité du régime. « *Les gens ne vont pas porter leur vote de confiance sur quelqu'un qu'ils ne connaissent pas* », a-t-il déclaré, « *on ne peut accepter que les choses continuent de la sorte et conduisent à l'élection d'un président avec une moindre expérience et un faible nombre de voix* ».

M. Rafsandjani, 70 ans, est aujourd'hui le numéro deux officiel du régime, derrière le Guide suprême, l'ayatollah Ali

Khamenei. Il dirige le Conseil de discernement, la plus haute instance d'arbitrage politique de la République islamique. C'est aussi un ancien proche collaborateur de l'imam Khomeiny, le fondateur de la République islamique. Sa déclaration évoque celle par laquelle l'imam Khomeiny accepta, comme on absorbe « *le poison* », le cessez-le-feu mettant fin à la guerre contre l'Irak en 1988. Commandant en chef des armées depuis quelques mois, c'est lui qui avait convaincu l'imam Khomeiny de mettre un terme au conflit qui a fait des centaines de milliers de morts. Il était président du parlement depuis 1980. Ses années à la tête de l'exécutif (1989-1997) furent marquées par une répression féroce contre les démocrates et par l'assassinat y compris en Europe des dirigeants de l'opposition sous un visage de « *modéré* » et de « *pragmatique* ». C'est donc l'un des piliers de la République islamique qui cherche à occuper à nouveau le devant de la scène. Depuis des mois, son entourage le présente comme le plus à même d'imposer les changements économiques dont le pays a un besoin criant, de s'opposer à une radicalisation du régime, mais aussi de dissiper les tensions internationales exercées sur la République islamique. « *Je ne suis pas le seul* » à pouvoir améliorer les relations rompues avec les Etats-Unis en 1980, « *mais je suis l'un d'entre eux* », disait-il en février dans le premier entretien accordé depuis longtemps à la presse étrangère, le quotidien américain *USA Today*.

Les anciens chefs de la diplomatie et de la télévision

publique, Ali Akbar Velayati et Ali Larijani, aujourd'hui conseillers du Guide suprême, les anciens commandants des Gardiens de la révolution (l'armée idéologique) et de la police, Mohsen Rezaie et Mohammad Baqer Qalibaf, se sont également portés candidats. L'ex-chef du Parlement Mehdi Karoubi et l'ex-ministre de l'Education Mostafa Moïn sont, eux, appelés à jouer le rôle de candidats réformateurs, pour peu que leurs candidatures soient entérinées par les organes de contrôle conservateurs. Le président réformateur en exercice, Mohammad Khatami, qui achève son deuxième mandat d'affilée de quatre ans, ne peut en briguer un troisième consé-

cutif selon la Constitution. Les candidatures doivent être déposées entre les 10 et 14 mai. La multiplicité de ces candidatures pourrait imposer un second tour, pour la première fois dans l'histoire de la République islamique, à moins de désistements. Le président élu aura des prérogatives limitées, l'ensemble du pouvoir étant détenu par des instances religieuses non élues. Dans cette théocratie où le chiisme jaférite est la religion d'Etat, des candidats de confession sunnite, chrétien ou laïcs sont exclus d'office alors que les sunnites (Kurdes, Baloutches, Turkmènes, etc) représentent plus du quart de la population iranienne.

relles avec la Turquie », avec laquelle Erevan n'a toujours pas établi de relations diplomatiques. « Cependant la dénegation de la Turquie suscite non seulement notre perplexité, mais celle de la communauté internationale toute entière », a-t-il ajouté.

Alors que des milliers de membres de l'importante diaspora arménienne étaient venus à Erevan, des milliers de personnes ont manifesté en France. Ils étaient plus de 500 à Athènes et d'un millier à Lviv, dans l'ouest de l'Ukraine. Le chiffre d'1,5 million de manifestants attendus à Erevan par les organisateurs était impossible à évaluer en raison de l'absence d'estimation officielle du nombre de visiteurs au monument du génocide.

LE GENOCIDE ARMÉNIEN : 90 ANS APRÈS

DES dizaines de milliers d'Arméniens se sont recueillis le 24 avril à Erevan devant le monument aux victimes du génocide de 1915, pour le 90e anniversaire des massacres perpétrés par les Turcs. En pleurs ou en silence, ils ont déposé des fleurs devant le monument aux victimes, érigé sur une colline de la capitale arménienne, comme le président Robert Kotcharian, alors qu'une prière était récitée par le catholicos Karékine II, chef de l'Eglise apostolique arménienne. Sur le monument a été suspendue une grande affiche avec les photos de 90 survivants du génocide.

Une minute de silence a été observée à travers tout le pays à 19H00 locales (14H00 GMT),

après une messe oecuménique célébrée dans la cathédrale Saint-Grégoire d'Erevan, avec des prières récitées par des représentants des Eglises catholique, anglicane, grecque et russe orthodoxe.

Le 24 avril 1915, en pleine Première guerre mondiale, les autorités turques avaient arrêté 200 leaders de la communauté arménienne, donnant le signal de ce que l'Arménie considère comme le début d'un génocide planifié. Il y a 90 ans de cela, « a été commis un crime sans précédent dans l'Histoire de notre peuple et de toute l'Humanité », a déclaré le président Kotcharian dans une adresse à la nation. Il a cependant fait un geste en direction de la Turquie en assurant que l'Arménie était « prête à construire des relations natu-

Le président américain George W. Bush a exprimé depuis son ranch de Crawford, au Texas, sa tristesse à l'occasion du 90e anniversaire des déplacements forcés et des massacres en masse des Arméniens sous l'Empire ottoman, tout en omettant de les qualifier de génocide. « *J'adresse à mes compatriotes américains (d'origine arménienne) et au peuple arménien dans le monde entier mes profondes condoléances pour ces horribles pertes en vie humaine* », a déclaré le président Bush dans un communiqué qui ne qualifie pas ces massacres de génocide pour ménager les susceptibilités de son allié turc.

En France, le président français Jacques Chirac et son homologue arménien Robert Kotcharian ont déposé le 22 avril une gerbe en hommage aux victimes du génocide arménien devant le monument

de Komitas, cours Albert 1er à Paris. La ville de Paris et le Conseil régional d'Ile-de-France ont affiché des kakémonos (banderoles verticales) géants. « Génocide arménien : l'Ile de France se souvient », « Génocide arménien : Paris se souvient », disent les bannières accrochées sur les façades du Conseil Régional et de l'Hôtel de Ville. Par ailleurs la ville a fait défiler sur les journaux lumineux de la Ville des messages « *Paris se souvient du génocide arménien* ».

Ankara rejette catégoriquement la thèse d'un génocide, estimant qu'il s'agissait d'une répression dans un contexte de guerre civile et limite son estimation du nombre de victimes arméniennes à entre 300.000 et 500.000 morts.

Le Premier ministre turc Recep Tayyip Erdogan a affirmé le 29 avril au journal turc *Milliyet* que la Turquie pourrait établir des relations politiques avec l'Arménie tout en menant parallèlement avec ce pays une étude sur les massacres d'Arméniens en 1915. « *Il pourrait y avoir un établissement de relations politiques et de l'autre côté les travaux d'étude pourraient se poursuivre* », a-t-il déclaré. Le président arménien Robert Kotcharian avait répondu par un oui conditionnel le 26 avril à une proposition d'Ankara de créer une commission d'experts pour étudier les massacres d'Arméniens, déclarant qu'il fallait au préalable établir « des relations normales » entre les deux pays. « *Votre proposition de nous tourner vers le passé ne sera efficace que si elle touche au présent et à l'avenir. Pour un dialogue constructif, nous devons néces-*

sairement créer un climat politique favorable. Ce sont les gouvernements qui répondent du développement des rapports bilatéraux, et non les historiens », ajoute M. Kotcharian.

Le gouvernement turc a également annoncé le 25 avril le lancement d'une campagne destinée à contrer les appels à reconnaître comme génocide le massacre d'Arméniens par les Turcs ottomans, et appelé les institutions publiques et la société civile turque à y participer. Le gouvernement juge désormais « *inévitables que toutes les institutions de l'Etat et les organisations non gouvernementales, que chacun (travaille) à réfuter ces allégations sans fondement dans le monde entier* », a déclaré le ministre de la Justice Cemil Cicek, à l'issue d'un conseil des ministres. « *Il n'y a pas eu de génocide. Un effort général est nécessaire pour exposer les mensonges de ceux qui affirment qu'il a eu lieu* », a affirmé M. Cicek, qui est également porte-parole du gouvernement. Les ministres ont également décidé de créer si nécessaire, une agence spéciale pour coordonner les efforts dans le cadre de cette campagne, a précisé M. Cicek. Le chef de l'armée turque, le général Hilmi Ozkok, avait appelé le 19 avril l'Arménie à s'engager dans des relations de bon voisinage avec la Turquie et à renoncer à ses revendications sur le caractère génocidaire des massacres d'Arméniens. Il avait expliqué l'exode auquel des centaines de milliers de membres de cette communauté ont été forcés par le fait que « *certaines d'entre eux* » se soient alliés à l'ennemi russe et « *procédé à des massacres contre le peuple turc* ».

La déportation viserait à les « *protéger d'éventuelles représailles de la population turque (...)* Les allégations de génocide sont sans fondement », avait-il souligné.

Le 90e anniversaire du génocide arménien intervient dans un contexte de pressions accentuées pour que la Turquie reconnaisse le génocide: le Parlement polonais, à l'instar de 15 autres pays, notamment européens, vient de qualifier, le 19 avril, le massacre de génocide et un débat a été ouvert au Parlement allemand. Les députés allemands ont, le 21 avril, appelé la Turquie à regarder en face la page la plus noire de son passé comme l'a fait l'Allemagne pour le nazisme, attitude qui, ont-ils assuré, contribuera à son enracinement européen. Et le président du parti de centre-droit français UDF François Bayrou, présent à Erevan, a annoncé le dépôt d'une résolution devant le Parlement européen pour que soit reconnu le terme de « *génocide arménien* », évoquant sa reconnaissance par la Turquie comme une condition à son éventuelle entrée dans l'Union européenne. Le ministre français des Affaires étrangères Michel Barnier a demandé à la présidence luxembourgeoise de l'Union européenne de rappeler la Turquie à son devoir de « *mémoire* » sur le génocide arménien, lors de la réunion du 25 avril à Luxembourg du Conseil d'association UE-Turquie. Le ministre des Affaires étrangères turc Abdullah Gul a balayé d'un revers de main l'appel lancé par son homologue français. « *C'est de la politique interne, de la petite politique* », a laconiquement répondu M. Gul à des journa-

listes qui l'interrogeaient à l'issue de la dernière réunion du conseil d'association.

Par ailleurs, un tribunal turc a commencé le 28 avril à juger un journaliste turc d'origine arménienne qui est accusé d'avoir « *insulté les Turcs* » dans des propos tenus il y a trois ans lors d'une conférence. Hrant Dink, rédacteur en chef de l'hebdomadaire en langue arménienne *Agos*, risque une peine de prison de trois ans s'il est reconnu coupable par la cour de Sanliurfa, où la conférence sur les droits de l'Homme et les minorités avait eu lieu. Le procès a dû être ouvert en raison d'une réponse à une question qui lui a été posée lors de la réunion sur ce qu'il ressentait pendant l'école primaire lorsqu'il récitait un serment que tous les élèves sont tenus de réciter chaque matin. Cette prose patriotique commence par les lignes: « *je suis turc, je suis honnête, je suis travailleur* ». « *J'ai répondu que j'étais un citoyen turc mais un Arménien. Et bien que je sois honnête et travailleur, je n'étais pas turc mais arménien* », a expliqué le journaliste. Il a précisé qu'il avait aussi critiqué un vers de l'hymne national turc qui évoque « *ma race héroïque* ». « *J'ai expliqué que je ne souhaitais pas chanter ce vers car je suis contre l'usage du mot race qui prête à une forme de discrimination* », a-t-il ajouté.

Elargir les droits des minorités est l'une des questions que la Turquie doit régler avant

d'adhérer à l'Union européenne. La Turquie, pays officiellement musulman à 99 %, reconnaît les minorités chrétienne et juive dans le traité de Lausanne signé en 1923, qui a ouvert la voie à la création de la République de Turquie sur

les ruines de l'empire ottoman. La communauté arménienne ne compte plus quelque 45.000 membres dans ce pays de 71 millions d'habitants, les Grecs sont moins de 5000 et les Assyro-chaldéens quelques milliers.

IRAK : DÉCOUVERTE DE NOUVELLES FOSSES COMMUNES DANS LES RÉGIONS KURDE ET CHIITE

UNE fosse commune contenant de nombreux corps a été découverte au nord de Bagdad, a annoncé le 28 avril un responsable de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK).

« *Une fosse commune a été découverte dans la zone de Kifri, à 150 km au nord de Bagdad, et d'après les premières informations elle contient les restes de nombreux femmes et enfants* », a déclaré à Aryane Raouf, en charge des droits de l'Homme au sein de l'UPK.

« *La découverte a été faite sur l'emplacement d'un ancien camp de l'armée irakienne et nous avons formé une commission d'enquête* », a-t-il ajouté, sans pouvoir dire avec certitude si les victimes sont des Kurdes. Kifri est cependant située au Kurdistan au sud de la région kurde autonome.

Par ailleurs, un responsable de

la région chiite de Nassiriyah, au sud-est de Bagdad, avait fait état le 13 avril de la découverte d'une fosse commune datant de l'ex-régime. De nombreux charniers ont été découverts en Irak après la chute du régime de Saddam Hussein il y a deux ans, notamment dans le sud chiite dont la population a été durement réprimée lors du soulèvement de 1991 qui avait suivi la défaite des forces irakiennes après leur invasion du Koweït.

L'armée américaine avait recensé jusqu'en mars 2004 259 charniers contenant quelques 300.000 corps de personnes exécutées par le régime baassiste ou tuées lors des guerres lancées par l'Irak après l'arrivée au pouvoir de Saddam Hussein en 1979. Mais l'ampleur exacte des exactions de l'ancien régime n'est toujours pas connue et certaines estimations font état de plus d'un million de tués.

LE CHEF D'ETAT-MAJOR TURC MENACE LES KURDES, AVERTIT LES AMÉRICAINS, FULMINE CONTRE LES GRECS ET LES CHYPRIOTES

LE chef d'état-major de l'armée turque a reproché le 20 avril aux Etats-Unis leur impuissance face au parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) installé à la frontière irako-iranienne et a mis en garde contre toute tentative de prise de contrôle du centre pétrolier de Kirkouk par les Kurdes irakiens. Dans un discours prononcé à Istanbul, le général Hilmi Ozkok s'est plaint de l'influence grandissante du PKK dans le Kurdistan irakien. Il a ajouté qu'encouragés par l'inaction des Américains, les militants du PKK avaient intensifié leurs opérations en Turquie à partir de leurs sanctuaires d'Irak. Le PKK « est sur la liste des organisations terroristes dressée par les Etats-Unis et l'Europe mais cela ne signifie rien dans les faits », a affirmé le général Ozkok. « Le PKK, a-t-il ajouté, doit être privé de tout soutien étranger ».

Le chef d'état-major turc s'est d'autre part déclaré inquiet des tentatives kurdes de prendre le contrôle de Kirkouk, centre d'une région riche en ressources pétrolières. « Il est important que Kirkouk ait un statut spécial, nous avons dit plusieurs fois que Kirkouk est une zone au bord de l'explosion et qu'en cas d'explosion toute la région sera affectée », a-t-il indiqué. La Turquie craint que les Kurdes d'Irak ne fassent de Kirkouk la capitale d'un Etat kurde souverain, attisant les sentiments natio-

nalistes des Kurdes de Turquie.

Par ailleurs, dans la première partie de son long discours annuel d'évaluation de la situation en Turquie et dans le monde qu'il a fait le 19 avril à l'Académie militaire turque, le chef d'état-major a fait allusion au projet du « Grand Moyen Orient » prôné par les Américains. Il a précisé que « la Turquie est citée par son positionnement stratégique. Certains milieux ont voulu présenter notre pays comme un « model de l'islam modéré » », et d'ajouter : « A peu près 99% de la population turque est musulmane. Mais la Turquie est un Etat de droit, laïque et démocratique. Elle n'est ni un pays de l'islam, ni un Etat islamiste. Il serait erroné de nous montrer comme modèle pour démontrer que l'on peut transformer facilement les pays à majorité musulmane en États démocratiques. Ce qu'on oublie c'est que le moteur du développement de la démocratie turque c'est la laïcité », a-t-il déclaré. Le chef d'état-major de l'armée turque, a insisté sur le fait que « la République turque n'a pas de religion officielle. La République prend soin de ne pas mêler les préoccupations religieuses avec les affaires d'Etat et du monde et voit dans le progrès de notre nation en accord avec son temps, la condition sine qua non de la réussite. Les principes laïques constituent les valeurs clés de la République turque. C'est seulement avec

cette qualité que la Turquie peut être donnée comme exemple. Il faut avoir présent à l'esprit que toute la nation se dressera devant la volonté de ceux qui voudront la transformer en « un modèle de pays de l'islam modéré ». »

Hilmi Özkök a tenu à revenir sur les attentats suicides du 15 et 20 novembre 2003 qui ont visé deux synagogues, le consulat de Grande-Bretagne et le siège de la banque HSBC : « Après les attentats, les groupes radicaux sous pression voyant les réactions, se sont senti dans l'obligation de regagner la sympathie de la population et d'élargir leur base. (...) Ce que l'on constate aujourd'hui c'est la politisation à l'extrême des groupuscules fondamentalistes qui se sont lancés dans une vaste campagne de propagande en utilisant tous les moyens possibles et inimaginables. (...) On constate une prolifération des groupes religieux radicaux, des organisations politiques intégristes qui utilisent avec habileté l'espace de liberté, de la démocratie et la tolérance républicaine en faisant semblant de jouer le jeu de la démocratie. (...) »

Par ailleurs, le général Ozkok, a sommé la Grèce de présenter des excuses au sujet d'une atteinte à son emblème national survenue à Athènes, menaçant sinon de « réviser » la coopération militaire turco-grecque. « Nous attendons que la Grèce présente des excuses officielles au sujet de cet incident », a-t-il déclaré lors de son discours. Le chef de l'état-major général faisait référence à un incident qui remonte à la semaine précédente. Des cadets turcs arrivés le 11 avril

dans la capitale grecque ont retrouvé dans leur chambre un drapeau turc détérioré et couvert d'inscriptions anti-turques. Faute d'excuses, le général Ozkok a menacé de « réviser » un programme de coopération qui prévoit des échanges d'élèves militaires et qui s'inscrit dans le cadre de « mesures de confiance » bilatérales.

L'incident est survenu le jour même où le ministre grec des Affaires étrangères, Pétrios Molyviatis, effectuait une visite à Ankara et annonçait avec son homologue turc des mesures visant à mettre fin aux tensions récurrentes entre les deux pays. Athènes a regretté l'incident et promis de punir les responsables. Le général a par ailleurs dénoncé l'augmentation des dépenses militaires grecques mais a affirmé toutefois que son armée oeuvrerait à améliorer les liens bilatéraux.

Le 12 avril, un face à face entre des vedettes turques et grecques autour de l'îlot d'Imia, dans le sud-est de l'Egée, qui avait été à l'origine d'une grave crise entre les deux pays en 1996, a créé un autre incident entre les deux pays. Une vedette turque avait forcé un navire de pêche grec à changer sa route alors qu'il pêchait près d'Imia. La marine grecque a ensuite envoyé un de ses navires et les deux vedettes se sont fait face pendant plusieurs heures. La crise avait été désamorcée après des discussions entre M. Molyviatis et son homologue grec Abdullah Gul qui avaient abouti au retrait simultané des deux navires. M. Molyviatis avait par la suite défendu son choix de rester à Ankara malgré la crise.

Sur le dossier chypriote, autre contentieux, le général a accusé l'Union européenne de ne pas remplir sa promesse d'alléger les sanctions visant l'entité chypriote-turque du nord de l'île, qui n'est pas reconnue internationalement. Il s'en est aussi pris à l'administration chypriote-grecque (République de Chypre, internationalement reconnue), devenue membre de l'Union européenne en mai 2004 et qu'il a accusée de vouloir exploiter la volonté d'Ankara d'entrer également dans l'UE pour obtenir des concessions à Chypre. « Selon eux, le succès de cette politique dépend de la pérennisation du conflit chypriote », a-t-il ajouté.

Le président de la Commission européenne, José Manuel Barroso, a rappelé à Ankara que de bonnes relations avec la Grèce étaient une des conditions à une entrée de la Turquie au sein de l'Union euro-

péenne, lors d'une visite le 18 avril à Athènes. « *Le respect total (des règles et des valeurs de l'UE) est une pré-condition pour l'accession* », a affirmé M. Barroso à l'issue d'une rencontre avec le Premier ministre grec Costas Karamanlis. « *Parmi celles-ci figure l'existence de relations de bon voisinage entre tous les Etats membres et les pays candidats* », a-t-il déclaré. M. Barroso a salué « *l'attitude du gouvernement grec en faveur de négociations avec la Turquie, sous condition que la Turquie adhère à toutes les règles et valeurs de l'UE* ». « *Nous avons choisi un chemin difficile* », a pour sa part assuré M. Karamanlis en référence au soutien d'Athènes à la candidature turque et à sa volonté d'améliorer les relations avec Ankara. « *Il ne s'agit pas d'une simple bataille. C'est une guerre et nous allons la gagner* », a-t-il ajouté.

SYRIE : UN PLAN GLOBAL DE NORMALISATION SERAIT UN PRÉPARATION POUR LES KURDES QUI CONTINUENT CEPENDANT À ÊTRE LARGEMENT RÉPRIMÉS PAR LE RÉGIME BAASSISTE

UN parti kurde fait état le 3 avril de démarches faites par les autorités syriennes pour régler le problème des Kurdes à qui on avait retiré leur carte d'identité lors d'un recensement de la population en Syrie en 1962. « *Les autorités ont demandé récemment aux bureaux de l'état civil dans le gouvernorat de Hassaké (nord-est) d'établir des listes des Kurdes à qui on avait retiré la nationalité* », indique un com-

muniqué signé par Aziz Daoud, secrétaire général du Parti démocrate progressiste kurde, interdit mais toléré. « *Ces démarches ont été effectuées en vue de régler la question des Kurdes sans nationalité* », souligne le communiqué. « *Nous demandons au président Bachar al-Assad de tenir la promesse qu'il a faite lors de sa visite à Hassaké en 2002 concernant le problème de ces Kurdes dont le nombre dépasse les 250.000* », poursuit le texte.

M. Daoud a également rendu hommage à « *l'initiative du président Assad qui a gracié la totalité des 312 prisonniers kurdes* » arrêtés après les affrontements sanglants de mars 2004.

Le quotidien *Al Hayat* du 4 avril reprend l'information et annonce que « *le pouvoir syrien met les dernières touches à son projet, qui doit être annoncé très prochainement, consistant à redonner la nationalité syrienne à près de 300.000 Kurdes auxquels cette nationalité a été retirée ou refusée, depuis l'installation du Baas au pouvoir et l'adoption d'une politique d'épuration* ». Ce projet ferait partie d'un plan global de normalisation en Syrie, le régime de Damas craignant que son affaiblissement ne pousse ces populations à se rebeller. Il aurait donc décidé de lancer un projet de réhabilitation du triangle kurde, appelé aussi « *bec de canard* » comprenant des régions kurdes de la Syrie, aux confins de l'Irak et de la Turquie. 60 millions de dollars par an seraient consacrés à ce plan, selon le quotidien, avec un financement syrien et étranger (italien et espagnol, ainsi que le programme de développement de l'Onu) et une contribution de la Turquie. Le quotidien souligne, par ailleurs, que « *le Premier ministre turc, Erdogan, a ordonné le pompage, au profit de la Syrie, de 90 m³ par seconde supplémentaire des eaux de l'Euphrate, pour permettre à la Syrie d'irriguer 150.000 hectares* ». Le quotidien conclut que dans le triangle kurde, « *2 millions de personnes vivent sous le seuil de pauvreté. Le développement*

économique de cette région devrait empêcher toute velléité kurde hostile à Damas ».

L'Association des droits de l'Homme en Syrie (ADHS) est cependant loin d'annoncer une accalmie. Elle précise dans un communiqué diffusé le 7 avril que treize Syriens, dont onze Kurdes, sont décédés sous la torture en 2004 dans les locaux des différents services de sécurité. « *Cinq Kurdes sont morts sous la torture à la suite des manifestations qui ont eu lieu à Qamechli ; six autres Kurdes sont morts dans des circonstances suspectes lors de leur service militaire; et deux Syriens sont décédés dans des locaux de la Sécurité criminelle affiliée au ministère de l'Intérieur* », précise l'association. « *Pratiquer la torture jusqu'à ce que la mort s'ensuive est un signe extrêmement dangereux de la violation, par la Syrie, des lois et accords internationaux* », ajoute-t-elle. L'ADHS fait en outre état de « *la poursuite des détentions arbitraires et illégales en Syrie où près de 445 citoyens ont été arrêtés, dont certains temporairement, en 2004* ».

La Syrie a adhéré en juillet 2004 à la Convention internationale contre la torture mais a émis des réserves sur le Comité chargé de contrôler le respect, par les signataires, de cette Convention.

Selon le rapport, il reste plus de 2.000 détenus politiques en Syrie, dont 270 dans la prison de Saydnaya (30 km de Damas). Les autres sont détenus par les services de sécurité, dont huit cents sont aux mains de la Sécurité militaire et plus précisément de la « *Branche de Palestine* », selon

l'ADHS. La Sécurité militaire syrienne est le plus important des services de sécurité du pays

Par ailleurs, quelque 200 Syriens, dont de nombreux Kurdes, se sont rassemblés le 24 avril à l'extérieur de la Cour de sûreté de l'Etat à Damas où se tenaient plusieurs procès, dont celui du militant des droits de l'Homme Aktham Nayssé, accusé de « *s'opposer aux objectifs de la révolution* ». La Cour de sûreté de l'Etat, un tribunal d'exception, a entendu les avocats de la défense de M. Nayssé, en présence de diplomates (américain et hollandais) et de représentants d'organisations internationales, a indiqué Me Anouar Bounni. Etaient notamment présents Patrick Mutzenberg de l'Organisation mondiale contre la torture (OMCT) et un avocat français, Emmanuel Altit, d'Avocats sans frontières (ASF). La prochaine audience du procès, débuté en juillet 2004, a été fixée au 26 juin.

Aktham Nayssé, président des Comités de défense des libertés démocratiques et des droits de l'Homme en Syrie (CDDS), avait été arrêté en avril 2004 et détenu pendant cinq mois avant d'être libéré sous caution. Accusé également de « *mener des activités contraires au système socialiste de l'Etat* », M. Nayssé est passible d'une peine allant de trois ans de prison à la réclusion à perpétuité. Dans un communiqué, les CDDS ont qualifié la cour de sûreté de l'Etat de tribunal « *illégal et inconstitutionnel* ». Ce procès « *pose des points d'interrogation sur les réformes politiques prévues et sur la*

capacité des autorités en Syrie à relever les défis » extérieurs, indique le texte. Affirmant que la situation des droits de l'Homme en Syrie est « en recul », les CDDDS ont appelé en outre à l'abrogation de la loi d'urgence et à la suppression des tribunaux d'exception, (...) au moment où le pays traverse des circonstances exceptionnelles, dans une allusion aux pressions américaines exercées sur la Syrie.

Le procès d'un jeune homme kurde, Shevan Abdo, arrêté il y a plus d'un an à la suite d'événements sanglants dans les régions kurdes en mars 2004, avait lieu devant le même tribunal. Plusieurs militants des droits de l'Homme ont arboré des photos du Kurde et des pancartes dénonçant « la justice d'exception » et « la loi d'urgence ». A l'arrivée de Shevan Abdo en fourgon cellulaire, les manifestants ont applaudi en scandant « liberté, liberté » alors qu'une cinquantaine de membres des forces anti-émeutes avaient bouclé le secteur.

Le tribunal a également entendu les avocats de la défense de Massaab Hariri (19 ans), incarcéré depuis trois ans. Son père est recherché pour appartenance au parti (interdit) des Frères musulmans, a indiqué Me Bounni. A cet égard, Me Bounni a réclamé « une amnistie générale pour tous les détenus politiques » ainsi que « l'annulation de la loi 49 » qui punit de la peine capitale les membres des Frères musulmans.

Le dernier sit-in organisé à Damas par des opposants et des militants des droits de l'Homme remonte au 10 mars.

Ceux-ci avaient alors accusé les autorités de les avoir empêchés de s'exprimer « pacifique-

ment » en les « encerclant » par des manifestations de soutien au régime.

AINSI QUE...

LEYLA ZANA RECOMMANDE UNE AMNISTIE GÉNÉRALE POUR LES MEMBRES DU PKK ALORS QUE PLUS DE TRENTE COMBATTANTS ONT ÉTÉ TUÉS À SIRNAK. L'ancienne députée Leyla Zana, qui s'est vue attribuer en 1995 le Prix Sakharov des droits de l'Homme par le Parlement européen, a recommandé le 6 avril au gouvernement d'Ankara de prononcer une amnistie générale pour des milliers de membres du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), estimant qu'il s'agirait d'une avancée décisive pour mettre un terme aux violences dans le Kurdistan de Turquie. « Désarmer les jeunes dans les montagnes et les éloigner de la violence va créer de grandes synergies sur la voie de la démocratie », a affirmé Mme Zana dans un communiqué. « Ce qui devrait être fait, c'est donner l'accolade à nos gens et les intégrer dans la vie politique et sociale à travers une législation démocratique », a-t-elle poursuivi. « Une telle avancée concrète va supprimer le terreau de la violence et soulager notre pays ».

Ankara a déjà proposé des amnisties limitées en faveur des combattants kurdes, mais leur résultat a été décevant en raison des conditions imposées pour en bénéficier, les autorités turques demandant un acte de repentance et des dépositions sur les activités clandestines du parti. Quelque 250 militants à peine se sont rendus aux autorités après la proclamation de la dernière amnistie, en 2003.

Par ailleurs, quelque 205 délégués réunis en congrès depuis le 28 mars « dans les montagnes du

Kurdistan » ont annoncé la refondation du PKK à compter du 4 avril, date anniversaire du chef de leur mouvement Abdullah Ocalan, a affirmé l'agence de presse MHA, se fondant sur un communiqué de l'organisation. « Notre congrès, en purifiant le PKK de ses insuffisances et de ses erreurs, a mené à son terme une détermination forte à se propulser vers l'avenir », affirme notamment le document, cité par MHA.

Le PKK avait été dissous en avril 2002 pour devenir le Kadek (Congrès pour la Démocratie et la liberté au Kurdistan), destiné à poursuivre « la lutte pour la libération des Kurdes ». En novembre 2003, le Kadek avait annoncé qu'il prenait l'initiative de sa dissolution, se baptisant Kongra-Gel et affirmant avoir renoncé au « séparatisme ». Cette dernière émanation du PKK a mis fin en juin 2004 à la trêve décrétée cinq ans plus tôt après l'arrestation d'Abdullah Ocalan, condamné à mort avant de voir sa peine commuée en emprisonnement à vie.

Les combats qui avaient pratiquement cessé dans le Kurdistan de Turquie ont depuis repris, même si leur ampleur est loin de rappeler celle des affrontements des années 1990. Le gouvernorat de la province de Sirnak a affirmé dans un communiqué diffusé le 16 avril que trente-trois combattants kurdes ont été tués depuis la fin mars lors d'opérations menées par les forces de sécurité turques dans la province. Les militaires auraient également découvert plusieurs caches d'armes dans lesquelles ils auraient saisi de nombreux fusils, des munitions et des

explosifs, ajoute le texte qui précise que les opérations se poursuivent au sol et avec un soutien aérien.

Selon la télévision privée turque NTV le 28 avril, le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) figure toujours sur la liste des organisations terroristes détaillée dans le rapport annuel sur le « terrorisme mondial » du Département d'Etat américain. Ce rapport indique que l'organisation compte encore 4 à 5 milliers de militants armés, dont jusqu'à 3 500 seraient basés dans le Kurdistan irakien. Le PKK recevrait un soutien et une certaine protection de l'Iran, et trouverait des soutiens financiers en Europe, indique le rapport.

KIRKOUK : LA MISE EN PLACE DE L'EXECUTIF PROVINCIAL RESTE BLOQUÉE À CAUSE DES RIVALITÉS ENTRE LES KURDES, LES ARABES ET LES TURCOMANS. Les rivalités entre Kurdes, Turcomans et Arabes bloquent la mise en place d'un exécutif depuis deux mois à Kirkouk. Les Kurdes, majoritaires, sont prêts à offrir le poste de vice-gouverneur aux Arabes ou aux Turcomans. « *La balle est dans leur camp pour décider qui occupera ce poste* », explique Mahmoud Mohamed Ahmad, membre du Conseil provincial et responsable du Parti démocratique du Kurdistan (PDK), qui déplore la « *mentalité de division ethnique* » responsable, selon lui, du blocage. Pendant ce temps, Arabes et Turcomans jouent la montre. Le conseil a tenu le 12 avril une cinquième session à laquelle aucun membre du groupe turcoman n'a pris part. Deux membres arabes y ont fait une courte apparition au dernier moment. « *La population se sent très frustrée, l'homme de la rue se moque de la composition du conseil, il veut que ses élus se mettent au travail, s'occupent de l'alimentation en eau et de l'électricité* », assure le colonel Gordon

Petrie, de la 116^e brigade de combat américaine, basée en périphérie de cette ville pétrolière.

Le conseil est dominé par les élus de la liste kurde Kirkouk-fraternité, les Turcomans ayant neuf sièges et les Arabes six. Sont en jeu les postes de gouverneur et de son adjoint, ainsi que celui de président du conseil de la province. Les Kurdes réclament le rattachement de cette province à leurs trois provinces autonomes, dont deux (Souleymaniyah et Erbil) sont contiguës. Ils avancent pour cela des raisons historiques mais aussi le poids de leur communauté dans la population dont l'équilibre a été bouleversé par la politique d'arabisation de la région menée par Bagdad à partir des années 1960. « *Il devait y avoir un recensement l'été dernier, mais il a été annulé parce que les Arabes étaient furieux que les Kurdes installent de nouveaux habitants* », explique la capitaine Kim Tschepe, qui travaille au service des renseignements de la 116^e brigade. Initialement, chaque liste devait recevoir un poste clef, les Kurdes s'attribuant celui de gouverneur.

Mais « *les boucliers se sont dressés et les anciennes animosités sont revenues à la surface* », résume le Lieutenant-colonel Anthony Wickham, l'officier de liaison avec le conseil pour la 116^e brigade.

Kirkouk est « *comme un Irak en miniature, si un groupe en vient à dominer les autres, la situation sera intenable* » explique un responsable de la province. « *La situation est à un point critique* », ajoute calmement Tahsin Kahya, un Turcoman, ex-président du précédent conseil de la province et membre de l'actuel, élu aux élections générales du 30 janvier. Mais comme c'est souvent le cas dans l'Irak de l'après-Saddam, encore peu rompue à la culture de compromis, les uns et les autres font monter en enchères avant de se

résoudre à une solution intermédiaire.

LE PRÉSIDENT TURC EN VISITE À DAMAS MALGRÉ LES PRESSIONS AMÉRICAINES. Le chef de l'Etat turc Ahmet Necdet Sezer est arrivé le 13 avril à Damas pour une visite de deux jours au cours de laquelle il s'est entretenu avec son homologue syrien Bachar al-Assad sur des questions régionales et les relations bilatérales. M. Sezer, accompagné de son épouse, a été accueilli à l'aéroport de Damas par le ministre syrien des Affaires étrangères Farouk al-Chareh. Un accueil « *populaire* » a été réservé au président turc à l'aéroport de Damas où « *des centaines d'élèves syriens et turcs ont accueilli M. Sezer et son épouse en arborant les drapeaux des deux pays ainsi que des pancartes saluant les relations entre les deux peuples voisins et amis* », a ajouté l'agence de presse syrienne Sana.

La Syrie fait l'objet de nombreuses pressions américaines depuis la chute du régime irakien de Saddam Hussein. Le président turc avait maintenu ce voyage en dépit de pressions américaines sur la Turquie pour qu'elle limite sa coopération avec son voisin du sud. Les médias officiels syriens ont par conséquent rendu un hommage appuyé au chef de l'Etat turc. « *La visite du président turc est très importante pour la Syrie, notamment après la position courageuse, audacieuse et sage de M. Sezer qui a insisté pour effectuer cette visite en dépit des pressions grossières exercées par les Etats-Unis et leurs ingérences flagrantes dans les affaires d'un grand pays régional* », écrit le 13 avril le journal gouvernemental *Techrine*. « *La coordination syro-turque a énormément évolué, notamment lors des réunions des pays voisins de l'Irak et en ce qui concerne la région arabe et le processus de paix* » au Proche-Orient, ajoute le quotidien qui affirme: « *en Syrie, M. Sezer est*

dans sa deuxième patrie ». Le journal du parti au pouvoir Al-Baas a également estimé qu'il s'agit d' « une visite extrêmement importante (...) qui consacrera le rapprochement effectué par les deux pays » depuis plus de cinq ans.

L'ambassadeur américain en Turquie, Eric Edelman, avait appelé en mars Ankara à se joindre aux appels lancés par la communauté internationale à la Syrie pour que ce pays retire immédiatement ses troupes du Liban, une déclaration perçue comme une mise en garde voilée contre un déplacement de M. Sezer.

La Turquie et la Syrie ont nettement amélioré leurs relations, orageuses depuis 1998, année où les deux pays s'étaient retrouvés au bord d'un conflit armé, Ankara ayant accusé Damas d'abriter des militants kurdes qui combattaient le gouvernement turc. La crise avait été résolue avec l'expulsion par Damas d'Abdullah Ocalan, avant de signer un accord de sécurité avec Ankara et de s'engager à ne plus soutenir le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) d'A. Ocalan. La Turquie a cherché à établir des liens plus étroits avec la Syrie depuis l'intervention américaine en Irak, notamment pour renforcer les liens commerciaux, malgré les avertissements de Washington. Les visites mutuelles se sont multipliées. M. Assad a effectué une visite historique en janvier 2004 à Ankara, consacrant une embellie dans les relations, et le Premier ministre turc Recep Tayyip Erdogan s'est rendu à Damas en décembre dernier. L'utilisation des eaux d'Euphrate et le statut de la province turque de Hatay (sud), dont la souveraineté est revendiquée par Damas, restent cependant des problèmes épineux à résoudre.

« Nous avons eu des entretiens utiles et fructueux visant à consolider la coopération politique, économique, commerciale et cul-

turelle », a indiqué M. Sezer dans une allocution publiée par la presse. Dans nos entretiens, nous avons souligné « la nécessité de poursuivre les efforts pour préserver la stabilité et l'unité nationale au Liban », a ajouté le président turc. Les deux chefs d'Etat syrien et turc se sont dits satisfaits du niveau des relations politiques et économiques entre la Syrie et la Turquie. « Nous avons réalisé une évolution importante dans nos relations de coopération sur le plan bilatéral et régional, en raison de la volonté commune » de nos deux pays, a affirmé le président syrien. « L'évolution positive et permanente des relations syro-turques nous rassure. Elle permettra de promouvoir la coopération dans les différents domaines », a affirmé de son côté M. Sezer. Avant son départ, M. Sezer, accompagné de son épouse, a visité le tombeau du soldat inconnu sur le mont Kassion surplombant la capitale syrienne et la mosquée des Omeyyades dans le vieux Damas.

ONU : DEUX ENQUÊTEURS EMPLOYÉS PAR LA COMMISSION INDÉPENDANTE D'ENQUÊTE DÉMISSIONNENT DE LA COMMISSION VOLCKER SUR LE PROGRAMME « PÉTROLE CONTRE NOURRITURE ».

Le scandale « pétrole contre nourriture » de l'Onu en Irak, source d'embarras grandissant pour les Nations unies depuis sa révélation en janvier 2004, connaît un nouvel épisode avec la démission de deux enquêteurs employés par la commission indépendante d'enquête. Ces deux enquêteurs, Robert Parton et Miranda Duncan, ont démissionné « parce qu'ils avaient terminé le travail pour lequel ils avaient été recrutés », a déclaré le 21 avril un porte-parole de la commission. Elle s'est refusée à tout commentaire sur des informations parues le même jour dans la presse américaine selon lesquelles les deux enquêteurs avaient démissionné parce qu'ils estimaient que le dernier rap-

port d'étape de la commission était trop indulgent à l'égard du secrétaire général des Nations unies, Kofi Annan. « La politique de la commission est de ne pas faire de commentaire sur ces questions, qui sont très sensibles », a-t-elle déclaré. La veille, le porte-parole de la commission, Michael Holtzman, avait déclaré dans un communiqué que « les rapports d'étape contiennent les jugements collectifs de la commission ». « Toutes les pièces à conviction sur lesquelles ces jugements sont fondés sont également contenues dans ces rapports. La commission n'a pas d'autre commentaire à faire », ajoutait-il.

Dans son dernier rapport d'étape, publié le 29 mars, la commission, dirigée par Paul Volcker, un ancien président de la Banque centrale américaine, avait lavé M. Annan de tout soupçon de corruption dans le scandale « pétrole contre nourriture ». Elle relevait qu'il n'y a pas eu trafic d'influence de la part de M. Annan dans l'attribution de contrats de l'Onu à une société employant son fils Kojo. Mais le texte mettait en cause Kojo Annan et reprochait au secrétaire général lui-même de ne pas avoir pris de précautions suffisantes pour s'assurer qu'il n'existait pas de conflit d'intérêt dans les affaires de son fils. La commission pointait aussi du doigt des collaborateurs de M. Annan, dont l'un est accusé d'avoir fait détruire trois ans de documents sur ce programme « pétrole contre nourriture ».

Ce dernier avait été mis en place pour permettre de 1996 à 2003 à l'Irak de Saddam Hussein, alors sous embargo, de vendre du pétrole pour acheter des biens de première nécessité pour sa population. Il avait été perverti par le régime de Saddam et des millions de dollars avaient été détournés. En février, un premier rapport d'étape de la commission Volcker avait mis en cause l'ancien directeur du programme, Benon Sevan, accusé d'avoir « nui à l'intégrité de

l'Onu» en intervenant dans l'attribution de contrats.

L'Onu a annoncé le 20 avril la suspension des activités du conseiller de Kofi Annan pour la Corée du Nord, le Canadien Maurice Strong, qui est visé personnellement par l'enquête. M. Strong a affirmé n'avoir jamais rien eu à voir avec le programme « pétrole contre nourriture » mais a reconnu être en relation avec un homme d'affaires coréen, Park Tong-sun, inculpé la semaine dernière par un procureur new-yorkais dans le cadre de cette affaire. M. Park est notamment accusé d'avoir reçu de l'argent irakien pour « s'occuper de » deux hauts responsables de l'Onu, non encore identifiés.

Le 21 avril, Henry Hyde, président de la commission des relations internationales de la Chambre des représentants américaine, qui enquête également sur l'affaire, a annoncé avoir envoyé une lettre à M. Volcker, demandant que son rapport final, attendu au cours de l'été, « réponde aux questions soulevées par les inculpations de la semaine dernière ». M. Hyde souhaite notamment savoir « si les deux hauts responsables de l'Onu, non encore identifiés, ont touché des pots-de-vin ».

Le secrétaire général des Nations unies, Kofi Annan, a estimé que les Etats-Unis et la Grande-Bretagne portaient une part de responsabilité dans l'affaire du programme pétrole contre nourriture destiné à l'Irak, en ayant permis des exportations de pétrole non contrôlées, dont Saddam Hussein a tiré profit. Kofi Annan, qui s'exprimait le 14 avril lors d'une conférence sur les Nations unies et les médias, a estimé que la majeure partie de l'argent que Saddam Hussein avait gagné provenait du pétrole vendu à la Jordanie et à la Turquie, hors du cadre du programme pétrole-contre-nourriture administré par l'Onu. Seuls des pays comme les Etats-Unis et la

Grande-Bretagne disposaient de forces qui auraient pu empêcher certaines ventes de pétrole. Mais, a souligné M. Annan, ces pays « ont décidé de fermer les yeux concernant la Turquie et la Jordanie, parce qu'il s'agissait d'alliés ». Kofi Annan reconnaît que la raison à cela était compréhensible: nul ne disposait des fonds nécessaires pour dédommager les voisins de l'Irak pour les pertes subies à cause des sanctions de l'Onu imposées en 1990 après l'invasion du Koweït par l'Irak.

Charles Duelfer, inspecteur de la CIA en matière d'armement, a évalué que la corruption au sein du programme pétrole-contre-nourriture, qui s'est traduite notamment par le gonflement de prix pour des biens livrés à l'Irak, équivalait à 1,7 milliard de dollars. Mais c'est l'Irak qui s'est principalement enrichi, en empochant pour des milliards de dollars de dessous-de-table sur des exportations pétrolières réalisées en dehors du cadre du programme. « L'essentiel de l'argent que Saddam a tiré provenait de trafics réalisés en dehors du programme pétrole contre nourriture. Cela s'est fait alors qu'Américains et Britanniques supervisaient », a indiqué Kofi Annan.

Par ailleurs, le Conseil de sécurité de l'Onu a déclaré le 11 avril que l'Onu envisageait d'accorder une assistance au processus constitutionnel en Irak. Dans une déclaration, le président du Conseil, le représentant de Chine Wang Guangya, a affirmé que les membres du Conseil soutenaient des plans élaborés par le représentant spécial de l'Onu Ashraf Qazi pour renforcer la présence de l'Onu dans les villes irakiennes d'Erbil et Bassora et, si nécessaire, accorder une assistance au processus constitutionnel du pays.

LE GROUPE AMÉRICAIN D'INSPECTION DE L'ARMEMENT IRAKIEN ANNONCE QU'AUCUN ÉQUIPEMENT

INTERDIT A ÉTÉ TROUVÉ. Dans son rapport final, Charles Duelfer, l'agent de la CIA dirigeant le groupe américain d'inspection de l'armement irakien, l'Iraq Survey Group (ISG) a annoncé que la recherche d'armes de destruction massive (ADM) en Irak a été poussée « aussi loin que possible » sans qu'aucun équipement interdit ait été trouvé. La possession présumée d'ADM par le régime de Saddam Hussein était le principal argument avancé par Washington et Londres pour lancer une « guerre préventive » en mars 2003.

Le chef de l'ISG précise dans les 92 pages diffusées le 25 avril sur Internet en additif au rapport de 1.500 pages publié à l'automne dernier, qu'il n'a pas non plus trouvé de preuves de ce que de telles armes aient pu être officiellement cachées en Syrie avant l'intervention américaine. Il n'exclut toutefois pas un transfert clandestin d'une quantité limitée d'équipement lié aux ADM. « En l'état actuel des choses, l'enquête de l'ISG est allée aussi loin que possible. Après plus de 18 mois, l'enquête sur les ADM et les interrogatoires des détenus liés aux ADM ont (été menés de façon) exhaustive », écrit Charles Duelfer. La recherche d'ADM a, à son plus fort, mobilisé plus d'un millier de traducteurs militaires et civils, experts de l'armement et autres spécialistes.

Charles Duelfer estime toutefois que « dans la mesure où un individu isolé peut mener certaines activités d'ADM, cela demeure une préoccupation importante ». Il souligne que les programmes irakiens ont formé un certain nombre d'experts en armement et que « des gouvernements étrangers hostiles, des terroristes ou des insurgés pourraient rechercher l'expertise irakienne ». Il ajoute aussi que les forces militaires en Irak pourraient continuer de trouver de petites quantités d'armes chimiques détériorées ayant échappé par

erreur à la destruction après la guerre du Golfe de 1991 et que des insurgés pourraient s'en servir pour terroriser même si les engins n'étaient plus efficaces.

L'ISG a par ailleurs découvert que de l'équipement pouvant entrer dans la fabrication de matériel nucléaire « avait disparu de sites fortement endommagés et pillés » mais l'insécurité régnant en Irak a empêché les enquêteurs de savoir ce qu'est devenu cet équipement. M. Duelfer juge que si armes étaient malgré tout découvertes en Irak, elles seraient probablement biologiques. Selon un responsable américain ayant requis l'anonymat, une équipe restreinte continue d'opérer avec la force multinationale en Irak bien que l'ISG ait officiellement été démantelé ce mois-ci.

LES AUTORITÉS TURQUES RETIRENT LE PERMIS DE TRAVAIL À UN ENSEIGNANT AUTRICHIEN POUR AVOIR EMPLOYÉ LE MOT KURDISTAN. Un enseignant d'un lycée autrichien d'Istanbul s'est vu retirer son permis de travail par les autorités turques pour avoir employé le mot « *Kurdistan* » lors d'un cours, selon des médias à Vienne. Professeur de biologie au Collège Saint-Georges, un lycée catholique d'Istanbul, Gerhard Pils a déclaré à la radio publique autrichienne Oe1 avoir involontairement provoqué l'indignation d'élèves turcs et de leurs parents en évoquant un voyage familial au « *Kurdistan* », de Turquie. « *Deux élèves se sont levés en criant : « Nous tuons tous ceux qui veulent un Kurdistan » »* et ils n'étaient pas les seuls à s'indigner face à cette remarque pourtant anodine, a-t-il témoigné le 11 avril.

Brièvement suspendu par sa direction, M. Pils a par la suite fait l'objet de la part des autorités turques d'une annulation de son permis de travail pour « *menaces envers la sécurité de l'Etat* », selon l'hebdomadaire

Profil. Le directeur adjoint du Collège Saint-Georges, Alexander Zabini, a confirmé l'incident à la radio. M. Pils, qui avait présenté ses excuses aux autorités turques, a assuré avoir utilisé « *sans arrière-pensée politique* » le mot *Kurdistan*, « *une appellation géographique fréquemment utilisée en botanique* ».

La Turquie affirme avoir octroyé des « *droits culturels* » aux Kurdes à la demande de l'Union Européenne, mais toute allusion à l'histoire kurde, au Kurdistan, demeure taboue et le respect des droits de l'Homme en Turquie reste un enjeu majeur alors que doivent s'ouvrir en octobre 2005 des négociations d'adhésion avec Ankara. Fin mars, un tribunal turc avait ordonné la mise en liberté provisoire d'une journaliste autrichienne, Sandra Kabutz, depuis rentrée à Vienne, qui avait purgé sept semaines de prison sous l'accusation « *d'appartenance à un groupe turc clandestin d'extrême gauche* ».

HUITIÈME RÉUNION MINISÉRIELLE DES PAYS VOISINS DE L'IRAK À ISTANBUL. La huitième réunion officielle des pays voisins de l'Irak, qui a été reportée à deux reprises en raison des retards pris dans la formation du gouvernement irakien, a eu lieu le 30 avril. Les ministres des Affaires étrangères des six pays frontaliers de l'Irak - la Jordanie, la Syrie, le Koweït, l'Iran, la Turquie et l'Arabie Saoudite - se sont réunis à Istanbul pour saluer la formation du nouveau gouvernement irakien mais aussi discuter des craintes d'une propagation des violences dans la région.

La stabilité de l'Irak n'est « *pas seulement le problème des Irakiens, mais c'est aussi le nôtre* », a prévenu le Premier ministre turc, Recep Tayyip Erdogan, qui a ouvert la conférence dans l'ancien palais ottoman Dolmabahçe. Le chef du gouvernement turc a jugé « *essentiel* » que le gouvernement irakien « *soit plei-*

nement représentatif ». « *L'Irak ne peut être un lieu où une entité domine les autres, ni un endroit que l'on divise comme on veut* », a-t-il ajouté. « *De telles tentatives susciteront la réaction des pays de la région et de la communauté internationale* » a-t-il indiqué.

A l'exception de l'Iran, les voisins de l'Irak, majoritairement sunnites, s'inquiètent de la perte de pouvoir des sunnites et d'une influence iranienne croissante en Irak. La Turquie, l'Iran et la Syrie, qui comptent de fortes populations kurdes, s'inquiètent aussi du poids politique croissant des Kurdes, craignant qu'ils ne créent leur propre Etat et n'alimentent des aspirations nationalistes dans leurs Etats respectifs.

Le ministre irakien des Affaires étrangères, Hoshyar Zebari, a représenté son pays au sommet d'Istanbul, le Premier ministre Ibrahim al-Jaafari étant retenu à Bagdad pour « *compléter* » son nouveau gouvernement. Confirmé le 28 avril à son poste, M. Zebari a affirmé « *nous croyons que les voisins de l'Irak ont un rôle crucial à jouer dans la stabilisation de l'Irak et de sa région* ». Outre la coopération régionale, le ministre des Affaires étrangères a affirmé que la question de « *l'infiltration des combattants étrangers et des terroristes* » en Irak et celle des aides militaire et financière qu'ils reçoivent a été abordées. Le gouvernement irakien s'est plaint à plusieurs reprises de l'infiltration en Irak de combattants arabes et étrangers qui entrent, selon lui, à partir de la Syrie, pour venir prêter main forte à la guérilla.

Par ailleurs, le ministère syrien des Affaires étrangères Farouk al-Chareh a annoncé le 30 avril que son pays allait rétablir des relations diplomatiques avec l'Irak après plus de 20 ans de suspension des liens entre les deux voisins. Lors d'une session à huis clos de la réunion, M. al-Chareh a déclaré que des

mesures pour rétablir les relations diplomatiques seraient prises dès que possible, rapporte l'agence de presse officielle syrienne SANA. Les relations entre Damas et Bagdad s'étaient dégradées après que la Syrie se fut rangée du côté de l'Irak en 1980 dans la guerre Iran-Irak. Les relations diplomatiques avaient été rompues en 1982.

L'IRAN : DES AFFRONTMENTS DANS LA PROVINCE DE KHOUZESTAN A MAJORITÉ ARABE. La province du Khouzestan (sud-ouest de l'Irak) et en particulier la ville d'Ahvaz ont été mi avril le théâtre d'émeutes et d'affrontements entre les forces de l'ordre et la population, dans cette région qui est en majorité arabe. Ces émeutes ont été déclenchées à la suite d'une rumeur concernant une lettre émanant d'un ancien proche conseiller du président Khatami et dans laquelle ce dernier aurait suggéré de « persaniser » les noms de lieux arabes de la région, tout en proposant des transferts de population afin de modifier la structure ethnique de cette province. Mohammad Ali Abtahi, ancien secrétaire de liaison entre la présidence et le Parlement (Majlis) a démenti toute implication et il s'est avéré qu'il s'agissait d'un faux. Dans le contexte particulier de la campagne pour l'élection présidentielle, prévue pour le 17 juin prochain, les députés conservateurs, majoritaires au Majlis, ainsi que le procureur général de la République, Ghorbanali Dari Nadjaf Abadi (conservateur), en ont pourtant profité pour accabler Abtahi et l'administration en partie encore aux mains des réformateurs. Le procureur de la ville d'Ahvaz, Amir Khani, a, le 20 avril, annoncé qu'environ 200 manifestants sur un total de 344 personnes arrêtées lors de troubles ont été libérés. Cinq personnes ont été tuées lors des heurts qui ont opposé les forces de sécurité et les Arabes majoritaires au Khouzistan, selon le dernier bilan officiel.

Les officiels voient dans les émeutes du Khouzestan la main de l'étranger, accusant au passage la chaîne de télévision arabe *Al Jazira*, d'autres, en revanche, voient dans ces événements le fruit d'un complot ourdi par les conservateurs afin d'affaiblir encore un peu plus Khatami et son gouvernement à moins de deux mois d'une élection présidentielle décisive. Téhéran a décidé de suspendre les activités de la chaîne panarabe *Al-Jazira* sur son sol. La chaîne basée au Qatar a reçu ordre de ne plus opérer sur le territoire iranien et de fermer son bureau de Téhéran, selon la même source. Déjà interdite sur le territoire irakien, la chaîne qatariote, qui n'hésite pas à donner la parole aux opposants des régimes du Moyen-Orient, a déjà eu des problèmes avec les autorités en Arabie saoudite, au Koweït, au Bahreïn et en Jordanie.

D'autre part, l'Irak a rouvert le 3 avril l'un des principaux postes frontaliers avec l'Irak, mais la République islamique décommande à ses ressortissants le voyage en Irak en raison de l'insécurité. Le passage de Chalamchah (sud-ouest de l'Irak) qui fait face à Bassorah (sud-est de l'Irak), fermé le 28 mars par les Irakiens, a été rouvert à indiqué Mohammad Ali Shirali, gouverneur de Khorramchahr, la grande ville iranienne voisine de Chalamchah. Selon les médias iraniens, cette décision prise sans concertation ni explication avait bloqué de nombreux pèlerins en route vers les lieux saints chiïtes d'Irak pour la célébration rituelle du 40ème jour du deuil d'Achoura, grande fête religieuse chiïte. Cependant, « seuls les détenteurs d'un visa peuvent se rendre en Irak via Chalamchah, mais nous conseillons d'y renoncer en raison de la situation dans ce pays en matière de sécurité », a-t-il ajouté. Les mises en garde des autorités de la République islamique ne dissuadent pas les Iraniens, les pèlerins en particulier, d'entreprendre le périple, même

illégalement. Six des douze imams vénérés par les chiïtes (majoritaires en Iran et en Irak) sont enterrés en Irak.

UNE QUARANTAINE DE KURDES EN GRÈVE DE LA FAIM DEPUIS PRÈS D'UN MOIS EN BELGIQUE SUSPENDENT LEUR ACTION. Une quarantaine de Kurdes qui observaient depuis près d'un mois en Belgique une grève de la faim, pour réclamer le droit de rester dans le pays, ont suspendu leur action après avoir obtenu l'assurance que leurs dossiers seraient réexaminés.

Trente-trois grévistes avaient entamé leur action le 29 mars dans l'église des Minimes, située à deux pas du palais de justice de Bruxelles, et avaient été rejoints dans leur mouvement par sept personnes au « *Petit Château* », un centre d'accueil pour demandeurs d'asile à Bruxelles, et quatre autres en Wallonie. Au cours d'une longue réunion le 27 avril avec des représentants des grévistes, le ministre de l'Intérieur, Patrick Dewael, jusque-là inflexible, a accepté de suspendre pendant deux mois pour des raisons humanitaires les « *ordres de quitter le territoire* » délivrés à l'égard de certains d'entre eux.

Les anciens grévistes kurdes pourront utiliser ce délai pour introduire de nouvelles demandes d'asile auprès des instances officielles belges. Originaires du Kurdistan de Turquie, ils affirment qu'ils ne peuvent pas retourner dans leur pays en raison de persécutions dont ils ont été l'objet. « *Nous sommes contents que le ministre nous ait reçus et entendus. Nous espérons qu'avec les nouveaux éléments survenus en Turquie en 2004, les grévistes ne devront plus retourner chez eux* », a déclaré un porte-parole à l'issue de la rencontre avec M. Dewael.

Durant leur grève de la faim, les Kurdes, dont l'état de santé s'était détérioré, avaient reçu le

soutien de mouvements contre le racisme, de plusieurs partis politiques belges et de députés européens. Ils ont été pris en charge par des médecins pour être réadmis.

LA TURQUIE SIGNE DES CONTRATS MILITAIRES AVEC LES AMERICAINS POUR UN MONTANT DE 1,1 MILLIARD DE DOLLARS ET LES ISRAËLIENS POUR 200 MILLIONS DE DOLLARS. Le ministre turc de la Défense Vecdi Gonul, a, le 26 avril, annoncé que le géant américain Lockheed Martin va moderniser la flotte de F-16 de l'aviation turque, un contrat d'un montant de 1,1 milliard de dollars (847,5 millions d'euros), à la suite d'un accord entre Ankara et Washington. Le projet débutera en juillet prochain et devrait se terminer dans le courant de 2012, a-t-il indiqué lors d'une conférence de presse conjointe avec l'ambassadeur américain à Ankara, Eric Edelman.

L'accord portant sur la modernisation de l'équipement avionique et le système d'armement des F-16 turcs concerne 117 appareils dans un premier temps avec une option sur 100 autres. « Cet accord est la meilleure preuve que nos relations sont sur la bonne voie », a souligné le ministre, en référence à des tensions entre les deux alliés de l'Otan au sujet de différences sur l'Irak notamment. « *Nous sommes des alliés et des partenaires stratégiques depuis plus de 50 ans (...) Notre partenariat se poursuit sur une base solide d'entente mutuelle et d'intérêts réciproques* », s'est félicité M. Gonul. Les firmes turques doivent contribuer au projet de différentes manières, à hauteur de quelque 400 millions de dollars, selon M. Gonul. « *Ce projet est bénéfique pour la Turquie et bénéfique pour les Etats-Unis* », a indiqué pour sa part l'ambassadeur américain, souhaitant le développement davantage des liens militaires entre les deux pays. « *Nous voulons une Tur-*

quie puissante au sein de l'Otan », a-t-il ajouté.

L'armée de l'air turque entend utiliser les F-16 jusqu'en 2040 environ. Ils devront entre-temps être remplacés graduellement par le futur chasseur JSF (Joint Strike Fighter), projet international auquel contribue la Turquie.

Par ailleurs, Israël va fournir à l'armée turque des drones d'appui tactique pour 200 millions USD selon le quotidien israélien Haaretz daté du 19 avril. Les Industries aériennes d'Israël (IAI) et la société Elbit, qui étaient en compétition pour ce contrat avec des sociétés française et américaine, fourniront à l'armée turque de trente à quarante drones UAV et une dizaine de stations terrestres de guidage, selon le journal. Ces appareils sont déjà opérationnels au sein des forces israéliennes. Le ministère turc de la Défense a choisi le drone Heron, doté de fonctions multiples mais spécialisées dans les missions de surveillance et de reconnaissance, qui peut voler sans arrêt pendant 52 heures et atteindre une altitude de 9 000 mètres.

Le partenariat stratégique entre Israël et la Turquie a été scellé en 1996 par un accord de coopération militaire. Cet accord, vivement dénoncé par les Arabes et l'Iran, avait été suivi d'un net développement des échanges économiques et culturels entre les deux pays, le volume commercial bilatéral ayant atteint 2 milliards de dollars en 2004, en hausse de 33% par rapport à l'année précédente.

UNE NOUVELLE LIGNE DE CRÉDIT D'UN MONTANT DE 10 MILLIARDS DE DOLLARS FINALISÉE PAR LA TURQUIE ET LE FMI. Le directeur général du Fonds monétaire international (FMI), Rodrigo de Rato, s'est félicité le 29 avril des performances économiques de la Turquie et a affirmé que le Fonds continuerait de

soutenir ce pays. « *Le programme de ce gouvernement, appliqué avec le soutien du FMI, a produit la meilleure performance économique depuis une génération* », a déclaré M. de Rato à Istanbul au terme d'une réunion internationale d'investissement regroupant les représentants de dix neuf firmes internationales de onze pays. Rappelant que la Turquie avait signé récemment une lettre d'intention pour un nouvel accord stand-by avec le FMI, le directeur a affirmé qu'il se réjouissait « *à la perspective de voir le nouvel arrangement avec le Fonds soutenir cette performance* ». M. de Rato a prédit un afflux des investissements étrangers en Turquie « *battant tous les records* » en 2005.

La Turquie et le FMI ont finalisé le 12 avril une nouvelle ligne de crédit d'un montant de 10 milliards de dollars qui n'attend plus que le feu vert du bureau exécutif de l'institution. Ankara et le Fonds étaient tombés d'accord en décembre pour ce nouveau crédit qui doit s'étaler sur trois ans. Le dernier crédit du FMI, portant sur 16 milliards de dollars, avait été octroyé en 2002 après la plus grave crise économique qui avait frappé le pays l'année précédente. Il s'est achevé en février. L'économie turque a enregistré une croissance de 9,9% en 2004 et une inflation de 9,32%, soit moins que les 12% prévus.

Cependant, le président turc Ahmet Necdet Sezer a, le 29 avril, mis son veto à une loi sur une réforme de l'administration des impôts demandée par le FMI. Cette loi qui modifie substantiellement le système administratif pour la perception des impôts fait partie des amendements législatifs réclamés par le Fonds pour débloquer la nouvelle ligne de crédit de 10 milliards de dollars pour la Turquie. M. Sezer a argumenté son rejet par le fait que la nouvelle loi stipule que les hauts fonctionnaires du fisc ne seront plus nommés par le chef de l'Etat comme c'était le

cas précédemment et souligne que cette procédure découle d'une « obligation constitutionnelle ». Le président de la République ne peut mettre son veto qu'une seule fois aux lois qui lui sont présentées. Si le Parlement adopte de nouveau cette loi dans les mêmes termes, M. Sezer sera contraint de la promulguer, mais il pourra encore saisir la cour constitutionnelle.

L'ANCIEN AMBASSADEUR DES ETATS-UNIS EN AFGHANISTAN NOMINÉ EN IRAK.

Le département d'Etat américain confirme la prochaine nomination de Zalmay Khalilzad, l'actuel ambassadeur des Etats-Unis en Afghanistan, au poste d'ambassadeur en Irak. La nouvelle a été annoncée le 5 avril par la secrétaire d'Etat Condoleezza Rice lors d'une cérémonie en présence de l'intéressé. Ce proche de George Bush succèdera ainsi à John Negroponte au poste le plus exposé de la diplomatie américaine. Negroponte a été promu en février au poste nouvellement créé de directeur national du Renseignement, chargé de la coordination des différentes agences de renseignement américaines. « *Je travaillerai avec tous les Irakiens, toutes les religions, tous les groupes ethniques, les hommes et les femmes, pour accélérer le succès en Irak* », a déclaré Khalilzad. « *Par succès, nous entendons un Irak capable de tenir sur ses deux pieds en termes de sécurité pour son peuple, de contrôle des frontières, de fourniture des services de base tels que l'éducation et la santé, et de création d'un cadre propice au développement du secteur privé* », a-t-il souligné.

La Maison Blanche doit encore officialiser sa désignation et le Sénat l'entériner. Avant d'être nommé en Afghanistan, Khalilzad avait notamment été ambassadeur itinérant pour les « Ira-

kiens libres », chargé des contacts avec l'opposition en exil. M. Khalilzad, un Américain d'origine afghane âgé de 54 ans, a joué un rôle clé dans la politique étrangère de George W. Bush en contribuant à la mise sur pied des structures du gouvernement afghan, dirigé par Hamid Karzaï. Passé par l'industrie pétrolière (Unocal), le Département d'Etat et le Pentagone, M. Khalilzad, surnommé « *Zal* » à Washington, connaît bien la situation irakienne.

ANKARA MET FIN AU BOYCOTT DU MATÉRIEL MILITAIRE HELVÉTIQUE.

Le quotidien turc *Hürriyet* a, le 29 avril, annoncé qu'Ankara mettait fin au boycott du matériel militaire helvétique, un mois après la décision des autorités suisses de normaliser la procédure. Le Département fédéral des affaires étrangères (DFAE) a salué cette décision. Pour le DFAE, cela démontre « *un esprit plus ouvert et une plus grande tolérance de la Turquie à l'égard d'opinions divergentes exprimées par d'autres Etats* ». L'annonce d'Ankara intervient un mois après la décision du gouvernement suisse de normaliser les procédures d'exportations d'armes vers la Turquie. Cette mesure avait été annoncée fin mars, à la veille de la visite de la cheffe de la diplomatie suisse Micheline Calmy-Rey en Turquie.

Le Conseil fédéral avait alors annoncé qu'il n'examinerait plus toutes les demandes d'exportation de matériel de guerre vers la Turquie et que la procédure ordinaire s'appliquerait à nouveau. Autrement dit, c'est le Secrétariat d'Etat à l'économie (seco) qui autorise ou non les exportations, en accord avec le DFAE. Le seco, qui salue lui aussi la décision d'Ankara de lever le boycott, précise que des demandes d'exportations lui

sont déjà parvenues depuis le 23 mars et qu'elles sont en cours d'examen.

Les relations entre la Suisse et la Turquie étaient tendues ces dernières années, notamment en raison de la reconnaissance du génocide arménien par le Conseil national (Chambre du peuple), en 2003. Outre la Suisse, Ankara a aussi effacé de sa « *liste rouge* » les deux autres pays restants: l'Autriche et la Suède. En raison de son processus d'adhésion à l'Union européenne, les boycotts contre des pays membres de l'UE ne sont plus indiqués, ont expliqué des sources gouvernementales, citées par le journal turc.

En 1991, le gouvernement helvétique avait déclaré la Turquie « *zone de crise* » lors de la première guerre du Golfe. La Suisse avait notamment réagi aux raids de l'armée turque contre des combattants kurdes dans le Kurdistan irakien. Depuis, le Conseil fédéral n'a donné son aval qu'à quelques exportations d'armes « *destinées à des personnes privées et utilisées à des fins de défense personnelle ou de tir sportif* ». Les firmes suisses ont toutefois continué de vendre du matériel à la Turquie dans le cadre de livraisons déjà approuvées par le gouvernement jusqu'à ce qu'Ankara place, en 1995, la Suisse sur la « *liste rouge* » des pays dont les entreprises d'armements seraient boycottées. Pour le Conseil fédéral, la situation s'est « *considérablement améliorée* » ces dernières années. Il cite pour preuve le fait que l'Union européenne ait accepté d'engager des négociations d'adhésion avec Ankara.

De nombreux pays de l'UE ont d'ailleurs déjà levé leurs restrictions à la livraison de matériel de guerre à la Turquie et ont autorisé en 2003 des exportations pour un total de 780 millions d'euros.

Iraq

Break that jam

BAGHDAD AND KIRKUK

The Shia Arabs and the Kurds are groping towards creating a government

NEARLY two months after a remarkably successful general election, Iraqis are still without a new government—and are getting understandably impatient. But leaders of the two main winning groups—the so-called “Shia list”, which won 140 of the 275 seats in the new parliament, and the Kurdish alliance which won 75—insist that they are close to striking a deal that will produce a coalition government. Though they have not yet said so publicly, the leaders seem to have struck a temporary compromise over the bitterly divided city of Kirkuk. The last stumbling block to creating a new government is over the final distribution of ministries and over whether Iyad Allawi, the interim prime minister, a secular-minded Shia whose alliance came third in the election, should be woven into a governing coalition—and if so what job he should get.

The stickiest issue, as expected, was the status of Kirkuk, which the Kurds say is their “Jerusalem” but which Arabs—Shias and Sunnis alike—say is part of their heritage. The Kurds now say that the Shias will reluctantly accept, for the time being, the arrangement written into the Transitional Administrative Law (known as the TAL), a temporary constitution endorsed by the Americans when they handed over formal sovereignty to an interim government last summer.

Under the TAL, “the permanent resolution of disputed territories, including Kirkuk, shall be deferred until [resettlement and compensation] measures are completed, a fair and transparent census has been conducted and the permanent constitution has been ratified. This resolution shall...[take] into account the will of the people of those territories.” If, during the drafting of a national constitution (due to be done by August), there is further disagreement over Kirkuk, the TAL says that Iraq’s three-person Presidency Council should “unanimously appoint a neutral arbitrator to examine the issue and make recommendations. In the event the Presidency Council is unable to agree on an arbitrator, it shall request the secretary-general of the UN to appoint a distinguished international person to be the arbitrator.”

What this means, say the Kurds, is that, once a census is taken, a referendum must be held (“taking into account the will of the people”) to decide whether the whole province of Kirkuk (also known as Tamim) should join the Kurdish region or whether (as some senior Kurds are suggesting, by way of compromise) the region’s borders should be redrawn to take in just those parts of the province where Kurds predominate, leaving the rest to be part of Arab Iraq. There will be further arguments over who is entitled to be counted; the expectation is that Kurds expelled by Saddam Hussein during his “Arabisation” campaign in the 1970s will be tallied, and the Saddam-era Arab settlers, many of whom have already gone, will not.

Separately, it is possible that the city of Kirkuk, even if it falls within an enlarged Kurdish region, may come under a special administration, perhaps under UN oversight, with built-in power-sharing on the city council to cater for non-Kurdish minorities, including Turkomen Iraqis who look to Turkey for protection and feel particularly aggrieved by Kurdish supremacy. Jalal Talabani, one of the Kurds’ two main leaders, is expected later this week to see Grand Ayatollah Ali al-Sistani, the voice of Shia Iraq, in the hope of sealing a deal—or, at any rate, agreeing to put off a final arrangement for Kirkuk until later. It is still not clear what will be put into writing.

The Shia never cared much for the TAL, which they say was imposed upon them by the Americans, but appear to have grudgingly agreed to accept it as Iraq’s temporary constitution—in order to get on with the business of governing. As a token of good intent, they have agreed to start resettling Arabs from Kirkuk. They have agreed to let the Kurds’ *peshmerga* (former guerrilla) fighters continue to serve as police in the north. And they reportedly agreed on the division of government funds, including oil revenues; the Kurds, who make up a fifth of Iraq’s population, say they have been getting 17% of the oil income and want to up the amount to 24%.

Even if the leaders do come to an agreement over Kirkuk, it will be hard for them to sell it to their followers, many of whom



Kurds celebrate in their Jerusalem

feel passionately about who controls the city. Many Sunni and Shia tribal sheikhs say that they are prepared to go to the aid of their co-religionists in the disputed province, should the Kurds try to hold it by force. And many Kurds, including Masoud Barzani, leader of the Kurds’ most powerful party, still say they will do just that, if the political process breaks down.

Even if a deal has been reached this time around, the issue will flare up again when a permanent constitution is written. Shia clergy swear from their pulpits that they will not accept the “sell-out” of Kirkuk, while Mr Barzani, the Kurdish region’s president-to-be, says that the province must join sooner rather than later.

Meanwhile, the allocation of top jobs is nearly done. Almost certainly, Mr Talabani will be Iraq’s president and Dr Ibrahim al-Jaafari, who heads the Dawa party within the Shia alliance, prime minister. The speaker is likely to be a Sunni, perhaps the current interim president, Ghazi al-Yawar. The Kurds may well keep the foreign ministry. Mr Allawi, if he is brought in, may be

given defence, though the main Shia alliance is wariest of him than the Kurds are.

In any event, with Kirkuk at least temporarily out of the way, it is time to start governing—in the hope that disaffected Sunnis, fairly represented in an apparently legitimate government, will start turning against the insurgents, who are plainly still very active. According to the Americans, insurgent attacks have dropped from around 70 a day in the months before the election to around 40-50. ■

Iraqi rebels press attacks on Shiites

By Robert F. Worth

BAGHDAD: Two suicide bombers in cars struck in central and northern Iraq Thursday, killing at least five Iraqis and wounding more than 20 as Shiites gathered around the country to celebrate a religious festival.

The attacks came as U.S. military officials announced that three American soldiers were killed in action on Wednesday and Thursday.

One suicide bomber drove a sedan packed with explosives into a crowd of celebrating Shiites in the northern city of Tuz Khurmatu, killing four Iraqis, American military officials said. Two of those killed were Iraqi Army soldiers and two were civilians. Iraqi officials said 17 people were wounded in the attack.

In Samarra, 100 kilometers, or 60 miles, north of Baghdad, a suicide attacker drove into an American military vehicle, killing one Iraqi civilian and wounding seven, U.S. military officials said. No Americans were hurt in the attack.

The attacks came on the Arbayeen festival, a Shiite holiday marking the end of a traditional 40-day mourning period for Hussein, the martyr who was killed near Karbala in the seventh century. Insurgents have struck before on Shiite holy days, and Iraqi officials expressed warnings in recent days about the possibility of more violence. On Wednesday, insurgents struck two groups of pilgrims on their way to Kar-

Bombs hit during religious festival

bala for the festival, killing at least one and wounding others.

In Mosul, a U.S. soldier was killed and five were wounded on Wednesday when three insurgents opened fire as they approached an American checkpoint in a taxi, said Sergeant John Franzen, a military spokesman. Soldiers at the checkpoint returned fire, killing all three attackers, Franzen said. Five Iraqi civilians were also wounded in the incident, he added.

In eastern Baghdad, a U.S. soldier was killed Wednesday afternoon when his patrol came under attack with small arms, military officials said.

A third U.S. soldier was killed in action Thursday in Hawija, in northwestern Iraq, military officials said, without providing further details.

Thirty five American soldiers were killed in Iraq in March, the lowest monthly death toll in more than a year, according to the Defense Department Web site.

Barham Salih, the Iraqi acting prime minister, extended by another month the state of emergency that has been in effect since Thursday. The interim prime minister, Ayad Allawi, is out of the country.

On Thursday, members of Iraq's newly elected National Assembly continued efforts to settle on a Sunni Arab to serve as the assembly's speaker. The assembly's second session collapsed on Tuesday after members argued about the failure to appoint a new government.

On Wednesday, one group of Sunnis nominated Meshaan al Juburi, an assembly member, for the post.

But the leading Shiite alliance in the assembly rejected Juburi, saying he lacked the support of all the Sunnis in the assembly, Saad Jawad Qandil, a member of the alliance, said.

"It is not the policy of the UIA to interfere in this issue," said Qandil, referring to his political group, the United Iraqi Alliance.

The New York Times

Iraqi Sunni clerics stage an about-face

Followers urged to join army and police

By Robert F. Worth

BAGHDAD: A group of Sunni clerics, including some hard-line figures who fiercely oppose the American presence here, issued a statement Friday urging their fellow Sunnis to join the Iraqi Army and the police.

The edict, signed by 64 imams and religious scholars, was a striking turnaround for the clerics, who have often lashed out in sermons at the fledgling army and police and branded them collaborators.

Many if not most insurgent attacks in recent months have been aimed at the police and army, which are largely composed of Shiites.

The prominent cleric who announced the edict, Sheikh Ahmed Abdul Ghafour al-Samarrai, said he believed the new directive would undercut those attacks.

But Samarrai also made it clear that the edict was aimed at regaining some control over Iraq's new security forces, not saving Shiite lives.

Sunnis dominated the higher echelons of the military under Saddam Hussein, and many, enraged by the American decision to dissolve the army two years ago, joined the insurgency.

The edict contained a condition, seemingly aimed at sweetening the pill for resistant Sunnis: the new police and army recruits must agree "not to help the occupier against his compatriots."

American and Iraqi officials welcomed the edict as a sign that Iraq's Sunnis, who largely boycotted the January elections, are taking steps toward joining the political process.

"It is a positive step," said Saad Jawad Qindeel, a member of the Shiite alliance that won the largest bloc of seats

in Iraq's new national assembly in January. "We are hoping the clerics will take an even more definite attitude in preventing terrorism."

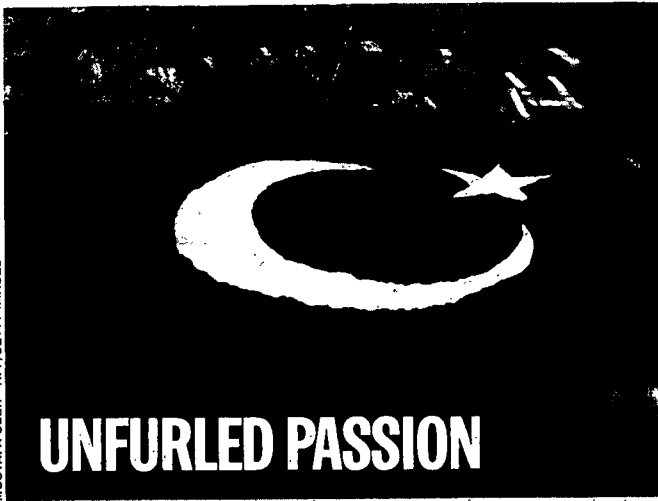
Samarrai delivered the edict Friday at the mosque in western Baghdad that houses the headquarters of the influential Muslim Scholars Association. The signatories included Ahmed Hassan al Taha, a hard-line imam at Baghdad's Abu Hanifa mosque.

But the leader of the Muslim Scholars Association, Harith al Dari, did not sign the edict, and it was not clear whether he or the Association was offering some tacit support by hosting the announcement. The association, like some of the scholars who signed the edict, is widely believed to have some influence over the armed resistance, but it is impossible to say how much.

The New York Times

APRIL 4, 2005

TIME



MUSTAFA ÖZIER—AFP/GETTY IMAGES

UNFURLED PASSION

Turks have been gripped by patriotic fervor. The national flag was on display across the country—flying from homes, taxis, city buses, banks and store fronts—after television news showed two boys trying to burn one during the Kurdish new year festival *Newroz*, when Kurdish nationalist sentiment traditionally runs high. Even Turkey's reticent but powerful military General Staff weighed in, issuing a statement describing the incident as an act of "treason" by "so-called citizens." Civilians, too, felt scorned. "Burning the

may be symptomatic of deepening national insecurity as relations with Europe deteriorate over eventual E.U. membership and recent allegations of police brutality. Ties with the U.S. are also frayed over uncertainties about post-war Iraq. Observers note that the country's best-seller lists currently include Adolf Hitler's autobiography *Mein Kampf* and *Metal Storm*, a fictional debut by two local authors in which the U.S. invades Turkey. "This is just the beginning," warns Berkan. "I expect this wave of nationalism to grow." —*By Pelin Turgut*

Turkey's high-flying flags put national pride in the public eye

flag is a slap in our face," said Ahmet Güney, a shop clerk in Istanbul's busy Taksim district. "We must show that we will not tolerate this." Turks have always been patriotic, but the flag-waving may be more than a response to a relatively minor incident. "Left- and right-wing nationalists are uniting on what they call an anti-imperialist agenda," says political commentator Ismet Berkan, editor-in-chief of the national daily *Radikal*. The reaction

Turkey Allows a First New Year for a Tiny Minority

By KATHERINE ZOEPF

MIDYAT, Turkey, April 1 — A windswept hilltop here in southeastern Anatolia has become the site for a reunion that once would have been unthinkable, as thousands of Assyrians from across the region have converged to openly celebrate their New Year in Turkey for the first time.

Like many other expressions of minority ethnic identity, the Assyrian New Year, or *Akito*, had been seen by Turkey as a threat. But this year, the government, with an eye toward helping its bid to join the European Union, has officially allowed the celebration by the Assyrians, members of a Christian ethnic group that traces its roots back to ancient Mesopotamia.

Yusuf Begtas, one of the celebration's organizers, said that because most of Turkey's tiny Assyrian population — about 6,000 people in all — lives in a heavily Kurdish region that has seen frequent clashes between the Turkish government and Kurdish militias, strong assertions of Assyrian ethnicity have long been politically impossible. But Turkey's political culture has been changing rapidly.

"Turkey is showing itself to the E.U.," Mr. Begtas said. "When we

asked the authorities for permission to celebrate this year, we knew it wouldn't be possible for them to deny us now. Turkey has to show the E.U. that it is making democratic changes."

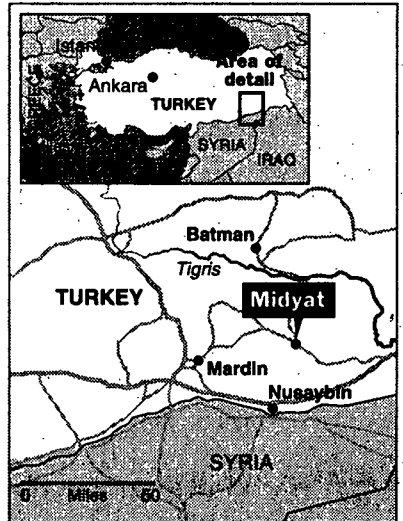
The festivities here on Friday were the culmination of a celebration that started on March 21, the first day of the Assyrian New Year. Behind

Mr. Begtas, on a raised stage near the wall of the Mar Aphrem monastery, a balding baritone sang in Syriac, the Assyrians' language, a Semitic tongue similar to Aramaic.

He was followed by a group of girls wearing mauve satin folk costumes, dancing in lines with their arms linked. They were cheered on by an audience of about 5,000, including large groups of visiting ethnic Assyrians from Europe, Syria and Iraq.

Iraq, where *Akito* is celebrated openly, has the world's largest population of Assyrians, about a million. Most of Turkey's Assyrians were killed or driven away during the Armenian massacres early in the last century, and the bullet scars on some of Midyat's almost medieval-looking sandstone buildings still bear witness to those times.

In recent years, Assyrians have suffered quieter forms of persecu-



The New York Times

Assyrians converged on Midyat for their New Year celebrations.

tion and discrimination. Since the 1980's, under those pressures, thousands of Assyrians have emigrated abroad. Kurds, with whom Assyrians have long had a tense relationship, are now a majority in Midyat, which until just a generation ago was 75 percent Assyrian.

Haluk Akinci, the regional governor of Nusaybin, a district next to Midyat, suggested that the Turkish government might see allowing the New Year celebration as a partial atonement for past persecutions.

"In the past, freedoms for minorities were not as great as they are now," he said, though he noted that in

APRIL 4, 2005

The New York Times

years past, private Assyrian New Year celebrations had generally been ignored by the authorities. "The Turkish government now repents that they let so many of these people leave the country."

After years of intense political and population pressure, the Turkish Assyrians say, public celebrations like Akito have huge emotional significance, and the participation of Assyrians from abroad has become particularly meaningful.

Terros Lazar Owrah, 60, an Assyrian shopkeeper from Dohor, in northern Iraq, said he had driven 14 hours for the opportunity to attend the celebration. "So many of us are leaving the region," he said. "It's very important for Assyrians from everywhere to get together in one place."

Thanks in large part to greater political freedoms granted recently in

Iraq and Turkey, the Assyrians say, a sense of pan-regional Assyrian identity seems to be gathering strength. And though Turkey does not have any legal Assyrian political parties, there are those who would like to turn this rapidly developing sense of solidarity into a political voice, even into a discussion of nationhood.

Representatives from several overseas Assyrian political parties were present at the celebration.

Emanuel Khoshaba, an Iraqi Assyrian who represents the Assyrian Democratic Movement in Damascus, pointed out that Midyat lies between the Tigris and the Euphrates, the Mesopotamia that the Assyrians believe to be their rightful homeland.

"Protecting our national days is as important to us as preserving the soil of our nation," Mr. Khoshaba said. "Whether they live in Iraq or Syria or

Turkey, our goal is to bring Assyrians together as a nation."

That is unlikely to happen. With countries in the region increasingly wary of the flowering of Kurdish nationalism in northern Iraq, smaller nationalist movements seem to have even less of a chance of finding political support in the region.

Still, the relaxation of Turkish antagonism toward the New Year's celebration was a significant enough start for many who attended.

"It's about coming together in spite of our rulers," said Fahmi Soumi, an Assyrian businessman who had traveled from Damascus to attend the Akito festivities. "When we unite like this, there is no Turkey, no Syria and no Iran. We are one people."

Iran hopes for nuclear accord with West

By Craig S. Smith

PARIS: President Mohammad Khatami of Iran, on a brief visit here, voiced hope that his country could reach an agreement with France, Britain and Germany that would satisfy the West that Iran's nuclear power program has no military applications.

"We are closer today to a resolution than we have been for some time," Khatami said after his meeting with President Jacques Chirac at the Elysée Palace. "The European reaction, in particular that of France, has been very open" to Iran's latest proposal, he said.

Chirac did not speak to reporters.

The West worries that Iran is using its

nuclear technology to secretly build a bomb. The United States has for years urged that the case be referred to the UN Security Council, which can threaten Iran with sanctions. But the Europeans have favored a less confrontational approach. Last year, France, Britain and Germany convinced Iran to temporarily suspend its most worrisome activities.

Iran has never said anything to suggest that it will permanently abandon those activities, particularly uranium enrichment. The trio was negotiating a package of incentives for Iran to give up those activities altogether.

Last month, the Iranians proposed that they be allowed to maintain a pilot enrichment facility too small to produce

a sufficient quantity of weapons-grade uranium to build a bomb, but big enough to allow them to save face. "The Europeans must understand that the Nuclear Nonproliferation Treaty and international conventions authorize us to possess nuclear technology for peaceful ends," Khatami told *Le Figaro* in an interview published Tuesday.

The West's problem is that Khatami is right: Although Iran has breached its obligations under the Nuclear Nonproliferation Treaty by failing to inform the International Atomic Energy Agency of its enrichment activities, it has the right to develop technology to refine uranium for use in nuclear power plants.

The New York Times

Le président Khatami affirme que Téhéran va produire du combustible nucléaire

LES AUTORITÉS de Téhéran ont fait monter les enchères avec les Européens, mercredi 30 mars, dans le cadre des négociations sur le programme nucléaire de l'Iran. A l'occasion d'une visite organisée pour la presse internationale sur le site de l'usine d'enrichissement de l'uranium de Natanz, le président Mohammad Khatami a affirmé que l'Iran a l'intention de reprendre ses activités d'enrichissement suspendues dans le cadre de l'accord signé en novembre 2004 avec la troika européenne (France, Allemagne, Grande-Bretagne).

« Malgré les pressions de tous bords pour la priver de technologie nucléaire pacifique, la République islamique est sur le point de produi-

re du combustible, a indiqué le président iranien. Il est intolérable pour notre gouvernement et notre nation que des centaines de jeunes scientifiques qui se sont sacrifiés pour cette technologie abandonnent leurs activités. Dans le proche avenir, nous achèverons ce que nous avons fait jusqu'ici. » « Nous n'abandonnerons les activités nucléaires pour aucune récompense », a-t-il conclu, en allusion aux avantages commerciaux que les Européens seraient prêts à accorder à l'Iran.

En dépit de son ton menaçant, la déclaration du président Khatami ne signifie pas que l'Iran a l'intention d'abandonner les négociations avec les Européens. Le prési-

dent a rappelé que l'Iran a fait une proposition (les activités d'enrichissement seraient réduites à la portion congrue), qui est en cours d'examen par les experts européens. A Téhéran, la campagne pour l'élection présidentielle du 17 juin est en cours, et la question du programme nucléaire en constitue l'un des thèmes. Bien qu'il ne puisse lui-même se représenter, le président souhaite manifestement éviter qu'un candidat ultràconservateur et hostile à un accord avec les Européens ne l'emporte.

A Washington, le département d'Etat a choisi de relativiser les propos de M. Khatami, tout en les condamnant. Washington, a rappelé un porte-parole, soutient la

démarche européenne pour obtenir une « cessation complète » du « programme d'armement nucléaire » de l'Iran. « Au-delà de la mise en scène d'un événement médiatique », a-t-il ajouté en faisant référence à la visite organisée à Natanz, l'Iran doit faire preuve d'une véritable transparence.

La position européenne a également été renforcée par la déclaration du ministre israélien de la défense, Shaul Mofaz, en visite mercredi à Washington. « Les Européens suivent une approche diplomatique et nous pensons que la voie diplomatique est la bonne pour empêcher les Iraniens de devenir une puissance nucléaire », a-t-il déclaré. - (AFP, Reuters)

Chiites, Kurdes et sunnites se sont accordés pour désigner le Conseil présidentiel.

Fin du grand marchandage sur le partage du pouvoir en Irak

Les discussions ont été longues, délicates, mais le nouveau pouvoir irakien a fini par se mettre en place. Hier, c'est le Kurde Jalal Talabani qui a été élu président de l'Irak par l'Assemblée nationale transitoire, avec les voix de 228 des 275 députés. Le chef de l'Etat sortant, le sunnite Ghazi al-Yaouar, et le chiite Adel Abdel Mahdi ont été élus vice-présidents. Il n'y avait pas d'autres candidats pour ces trois postes, dont l'attribution avait été négociée à l'avance entre les représentants des listes chiite et kurde et des politiciens sunnites. Le Président et ses deux adjoints forment désormais le Conseil présidentiel. Un organe qui choisira officiellement aujourd'hui comme Premier ministre le chiite Ibrahim al-Jaafari, chef du parti fondamentaliste chiite Dawa. Il reviendra à ce dernier de former le gouvernement, dont la composition est déjà presque arrêtée. C'est la première fois qu'un Kurde est nommé chef de l'Etat depuis la création de l'Irak moderne. C'est aussi la première fois qu'un président, Ghazi al-Yaouar, accepte de quitter son poste pour celui de vice-président sans en être chassé par la force ou être exécuté, comme le furent tous ses prédécesseurs depuis l'instauration de la république, en 1958.

Attentats anti-américains. Le nouveau pouvoir n'est sans doute pas celui dont rêvaient les Etats-Unis. Certes, Talabani peut être considéré comme un allié de Washington, mais il a aussi de solides relations avec l'Iran, où il s'est à plusieurs reprises réfugié. Adel Abdel Mahdi est un ancien maoïste devenu l'un des dirigeants de l'Assemblée suprême de la révolution islamique en Irak (ASRII, formation islamiste longtemps contrôlée par l'Iran). Le Premier mi-

nistré Al-Jaafari appartient au Dawa, matrice de tous les partis islamistes chiites du monde musulman et impliqué à la fin des années 70 dans de san-

«Les Irakiens se sont réapproprié le processus politique, qui tient compte maintenant des rapports de force.»

Kendal Nezan, de l'Institut kurde de Paris

glants attentats anti-américains. Deux ministères essentiels, celui des Finances et du Pétrole, devraient revenir à deux responsables de l'ASRII. Enfin, à la tête du Parlement, on trouve Hajem al-Hassani, un sunnite proche des Frères musulmans qui avait violemment condamné l'offensive américaine contre le bastion islamiste de Fallouja.

Grands litiges. Derrière ce nouveau pouvoir, on sent l'influence du grand ayatollah iranien Ali Sistani, dont Al-Jaafari est proche. Lors des législatives, ce dignitaire religieux avait regroupé toutes les formations chiites au sein d'une liste hétéroclite. Plus qu'entre chiites et Kurdes, c'est, semble-t-il,



Jalal Talabani, dans son bureau à Ghalachoulane, au sud de Soulaymaniya, le 13 mars. Le leader de l'Union patriotique du Kurdistan s'installe aujourd'hui dans le fauteuil de son pire ennemi, Saddam.

l'arbitrage entre ces partis chiites acharnés à se disputer les postes ministériels qui a ralenti la mise en place du nouveau pouvoir. Trois grands litiges qu'il fallait trancher expliquent aussi le retard pris: le statut de Kirkouk, celui des 100 000 peshmergas (guérilleros kurdes) et des questions protocolaires entre les différents postes de responsabilités. Selon Kendal Nezan, président de l'Institut kurde de Paris, ces questions ont fait l'objet d'un accord qui devrait être annoncé prochainement: les 300 000 Kurdes chassés par Saddam pourront revenir à Kirkouk, participer au référendum sur l'avenir de la ville tandis que les «colons» arabes voulant en partir seront indemnisés. Les peshmergas, eux, resteront sous contrôle du gouvernement kurde autonome jusqu'au référendum sur la Constitution. «Les questions procédurales ont fait aussi l'objet de longues discussions. Avant, c'était simple. Une seule personne (Saddam Hussein, ndlr) décidait de tout», ajoute Nezan.

Dans ce nouveau pouvoir qui sort enfin du bois, on remarque un grand absent: le Premier ministre sortant Iyad Allaoui, qui a échoué à être reconduit. Les députés de sa liste se sont d'ailleurs abstenus, hier, lors de l'élection du Président et de ses adjoints. «Les Irakiens se sont réapproprié le processus politique, qui tient compte maintenant des rapports de force», souligne encore Kendal Nezan. Le départ des forces américaines n'est pas pour autant à l'ordre du jour. Hier, Ghazi al-Yaouar et Ibrahim al-Jaafari ont estimé prématuré l'établissement d'un calendrier de retrait des forces étrangères d'Irak. «Pas un seul Irakien ne veut voir la force multinationale rester, mais nous devons être prudents dans la situation actuelle», a déclaré Al-Yaouar. ♦

JEAN-PIERRE PERRIN



7 AVRIL 2005

Turquie

Liberation

6 AVRIL 2005

La guerre en best-seller

Vendu à 300 000 exemplaires, «Tempête de métal» raconte une guerre entre la Turquie et les Etats-Unis en 2007. Une politique fiction appuyée sur une haine anti-américaine croissante, doublée de relents d'antisémitisme. Une paranoïa ambiante renforcée par l'hésitation des Européens sur l'adhésion à l'UE du pays.

Ankara, Istanbul envoyé spécial. Les avions de combat américains pilonnent Ankara et Istanbul. «Les bombardements intenses ont duré plus de quatre heures et il y a d'importantes pertes civiles. Les ponts sur le Bosphore sont coupés.»

La scène est supposée se passer en mai 2007. L'opération «Tempête de métal» vient de commencer et vise, entre autres, à s'emparer des très importants gisements turcs de bore. «L'occupation de la Turquie par les Etats-Unis», clame le sous-titre barant la couverture

du livre, un criard montage photographique de GI hurlants et de mosquées en flammes. Sorti mi-décembre, *Metal Firtina* (Tempête de métal) pulvérise tous les records, dépassant déjà les 300 000 exemplaires. Du jamais vu dans un pays où un best-seller vend, des meilleurs cas, dix fois moins. «C'est de la politique fiction, mais ce roman évoque une théorie du possible et brise un tabou. Dans notre inconscient, ce sentiment était là depuis des

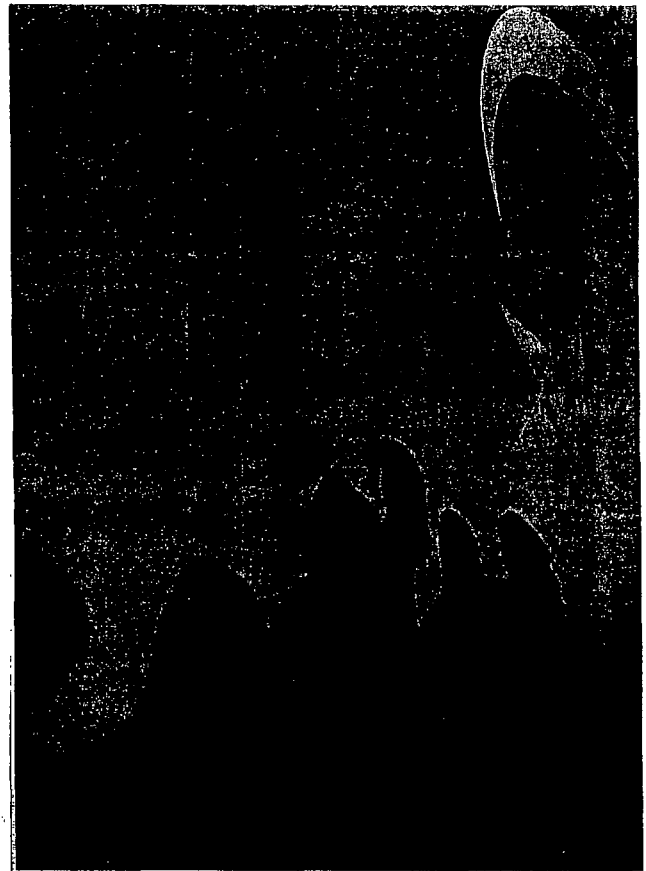
Inauguration du Jardin des religions, à Belek, en Turquie, le 8 décembre 2004

années, mais nous n'osions pas l'admettre, car nous vivions dans la peur d'une crise ouverte avec les Etats-Unis», explique Burak Turna, 30 ans, journaliste économique et coauteur, avec Orkun Uçar, de ce succès de librairie. Le premier à apporté l'idée, l'autre, auteur et éditeur spécialisé en science-fiction, son savoir-faire. Le style est sommaire et la trame manichéenne, débouche sur l'inévitable «happy end»: la victoire d'Ankara après la déroute initiale de ses forces armées. Sur fond de tensions croissantes américano-turques depuis le début de la guerre en Irak, la recette marche à mi-veille. «Ce n'est pas un livre anti-américain, mais un livre contre la politique de Bush qui précipite la région dans le chaos», se justifie Burak Turna, au diapason de ses concitoyens: selon un sondage de la BBC, 82 %

des Turcs considèrent les Etats-Unis comme LA menace pour la paix mondiale, battant tous les records européens.

«Mein Kampf» réédité

Le livre trône partout. Il est en vitrine au fin fond de l'Anatolie dans des échoppes où même la presse nationale n'arrive pas régulièrement. On le voit dans les kiosques des aéroports comme dans les bonnes librairies d'Istanbul ou d'Ankara. «Il y a d'abord eu la curiosité. Maintenant, l'effet de mode fonctionne à plein», explique un libraire. Les intellectuels se pincent le nez mais beaucoup d'hommes politiques adorent, notamment ceux de l'AKP (Parti de la justice et du développement), le parti au pouvoir issu du mouvement islamiste dont certains ténors dénoncent sans trêve «le génocide» commis



par les Américains en Irak. Les nationalistes de gauche ne sont pas en reste. Partout, les piles de *Tempête de métal* voisinent avec celles de *Da Vinci Code*, succès mondial de la théorie du complot, ou celles de *Mein Kampf*, le sinistre manifeste d'Adolf Hitler. Traduit la première fois en 1939, ce livre était régulièrement réédité par l'extrême droite avec des tirages confidentiels. Les nouvelles éditions ont dépassé les 50 000 exemplaires et mettent le titre en quatrième position des meilleures ventes. «*Nous avons pensé que dans la période actuelle, le livre pourrait bien marcher*», se justifie Sami Celik, propriétaire des éditions Emre assurant avoir obéi à des raisons «*purement commerciales*».

«*Tempête de métal cristallise des peurs latentes mais réelles et Mein Kampf vient dans le sillage. L'un et l'autre sont les révélateurs d'un air du temps xénophobe et d'un nationalisme défensif, dépressif, toujours plus paranoïaque, nourri de ressentiments vis-à-vis des Etats-Unis et de l'Union européenne*», souligne Ahmet Insel, professeur d'économie à l'université Galatasaray d'Istanbul et à Paris-I. Les sondages montrent une opinion toujours massivement favorable à une future adhésion (seuls 12 % des Turcs y sont hostiles) et 43 % des personnes interrogées se déclarent «*optimistes sur l'avenir*». Mais dans les profondeurs de la société turque, les frustrations bouillonnent. Inquiètes pour l'image du pays, les autorités ont réagi au succès de *Mein*

Kampfen rappelant «*qu'il n'y a pas de tradition antisémite en Turquie*». Avec une amère ironie, Türker Alkan, du quotidien libéral *Radikal*, souligne que «*le fascisme turc n'a pas besoin de la technique allemande et ceux qui torturent dans les commissariats n'ont pas besoin de lire Mein Kampf*». Dans le même journal, Haluk Şahin n'hésite pas à dénoncer les «*Milosevic turcs*». Le grand romancier Öhran Pamuk a récemment fait les frais du climat ambiant. Dans une interview à un journal suisse, il avait évoqué «*le million de morts arméniens de 1915 et les 30 000 Kurdes tués dans les années 80-90*». Dénoncé comme «*traître*» par la presse nationaliste, menacé, il a préféré s'éloigner quelque temps d'Istanbul.

«*Il y a une part d'exagération médiatique, mais des sentiments antioccidentaux montent à cause de la campagne antiturque en Europe, et surtout du fait de la politique américaine en Irak*», confirme Sefi Tashan, directeur de l'Institut de politique étrangère à Ankara. Longtemps pilier du flanc sud-est de l'Otan face au bloc soviétique, la Turquie vit des relations toujours plus conflictuelles avec Washington. Tout a commencé au printemps 2003, avec le refus du gouvernement de l'islamiste modéré Recep Tayyip Erdoğan d'autoriser le déploiement de 80 000 GI pour ouvrir un front nord contre Saddam. Depuis, la po-

«L'antiaméricanisme existe partout en Europe mais il faut être sourd et aveugle pour ne pas voir qu'en Turquie il est en train de nourrir un racisme antikurde qui va croissant.»

Cengiz Candar, intellectuel libéral

lémique s'est envenimée. Ankara s'est montré réservé sur le résultat des élections irakiennes. La capitale turque reste l'un des derniers appuis du régime syrien. Les ténors des *think tanks* républicains d'outre-Atlantique dénoncent toujours plus ouvertement un pays «*ingrat, antisémite et paranoïaque où monte l'islamisme*».

Magasins «interdits aux Américains»

«*Ce qui est nouveau dans cet antiaméricanisme et le rend si fort est le fait qu'il ne se limite plus aux franges de l'extrême droite ou des islamistes radicaux, mais qu'il est désormais partagé par une partie des élites et même par certains militaires*», sou-

ligne Ahmet Insel. Les attaques dérapent facilement dans la dénonciation du «*complot sioniste*» et la presse ne se prive pas de rappeler à l'occasion les «*origines ethniques*» – c'est-à-dire juives – de l'ambassadeur américain Eric Edelman, qui a fini par démissionner à cause de ses relations exécrables avec les autorités locales. L'antiaméricanisme est encore plus évident au niveau populaire, notamment dans la base de l'AKP. En janvier dernier, des affiches «*interdit aux Américains*» sont apparues sur les vitrines de nombreux magasins de Kale, le vieux quartier d'Ankara, avant d'être enlevées après une protestation de l'ambassade américaine. Dans les forums Internet, la paranoïa explose. «*Ils attaquent*

les pays musulmans voisins... Pourquoi nous épargneraient-ils ?» clame un internaute sur l'un des sites de discussion les plus fréquentés.

«*Les Turcs ont trop longtemps accepté sans réagir que les Etats-Unis se servent d'eux, mais ils refusent maintenant que Washington joue ouvertement la carte kurde au détriment de leurs intérêts*», martèle Burak Turna. Les auteurs de *Metal Firtina* font démarrer la guerre turco-américaine en Irak du Nord, épice centre du contentieux, là où, protégés des Américains, les Kurdes irakiens consolident aujourd'hui leur autonomie. Ceux-ci sont en passe de prendre le contrôle de la ville de Kirkouk, dont les riches réserves pétrolières assureraient à un éventuel Etat kurde les moyens de son indépendance. Au risque de susciter l'hostilité en Tur-

quie, où les Kurdes représentent environ 12 millions des 70 millions d'habitants du pays. S'inspirant directement de cette réalité, le livre contient tous les ingrédients à même de satisfaire les fantasmes locaux. On y trouve ainsi l'inévitable capitaliste ploutocrate qui convainc George

Bush de se lancer dans l'aventure avec le soutien des chrétiens fondamentalistes qui veulent reconquérir Constantinople.

Les auteurs de *Tempête de métal* sont invités à des dizaines de débats – celui organisé par l'AKP d'Istanbul a été annulé au dernier moment sur ordre du gouvernement soucieux de ne pas aggraver son contentieux avec Washington. Ils reçoivent des milliers de messages de félicitations. Les seules critiques leur reprochent d'avoir montré l'armée turque indécise, mal organisée et incapable de faire face...

Des Kurdes, agents américains

«*L'antiaméricanisme existe partout en Europe, mais il faut être sourd et aveugle pour ne pas voir qu'en Turquie il est en train de nourrir un racisme antikurde qui va croissant*», s'inquiète Cengiz Candar, intellectuel libéral. Car les Kurdes, considérés comme des agents américains, cristallisent désormais tous les ressentiments. Dans la revue *Birikim*, Tanil Bora, professeur de sciences politiques à Ankara, a analysé les messages circulant sur le Net, appels délirants à lancer «*un nettoyage ethnique préventif*» contre les Kurdes ou à utiliser contre eux «*les armes de destruction massive*». Le 21 mars, jour de Newroz (nouvel an des peuples d'Asie centrale), à Mersin, grand port du Sud, trois gosses ont tenté de brûler un drapeau turc, finalement sauvé par un policier. Cette provocation est devenue un psychodrame national. «*Une telle détestation du drapeau par de prétendus citoyens est totalement inexplicable et injustifiable*», a souligné un communiqué de l'état-major. Les grands médias ont aussitôt appelé les citoyens à exposer partout les couleurs nationales.

«*L'hostilité manifestée par la Turquie vis-à-vis de ses citoyens kurdes ne peut que ralentir notre marche vers l'Europe*», reconnaît, préoccupé, Cengiz Candar. Après avoir reçu un feu clignotant des «25» pour

l'ouverture des négociations d'adhésion en octobre prochain, le gouvernement traîne dans la mise en œuvre des réformes et Bruxelles dénonce toujours plus durement «ces retards». Dans les talk-shows télévisés, europhobes et souverainistes triomphent, dé-

nonçant «l'hypocrisie des Européens» sinon leurs projets de dépeçage du pays. «Il faut qu'ils nous disent finalement clairement s'ils veulent ou non de nous dans l'Europe», affirme Burak Turna. Habile à sen-

tir le vent, il est en train d'achever son prochain livre sur une guerre entre la

Turquie... et l'UE. «Cela commence avec des massacres de Turcs sur fond de propagande raciste et néonazie en Europe», explique l'auteur qui veut ainsi «faire réfléchir les Européens comme il a tenté de faire réfléchir les Américains». Il est convaincu que ce sera le best-seller turc de l'été. ◆

MARC SEMO

THE INDEPENDENT
Wednesday 6 April 2005

Bullet-riddled body of child casts shadow over Turkey's EU aspirations

BY MERIEL BEATTIE
in Kiziltepe, Turkey

WITH HIS small face, framed by the broad white Peter Pan collar worn by schoolchildren throughout Turkey, Ugur Kaymaz looks even younger than 12. His wide, dark eyes stare out of a black-and-white photograph,

sellotaped to the windscreen of his father's truck where the pair died in a hail of gunfire last November. The truck hasn't moved since, parked by the roadside in Kiziltepe, a rundown town on the troubled road to Iraq and Syria. The caption under the photograph reads: "People won't forget you."

With Turkey bent on joining the European Union, the bloody conflict with its Kurdish minority is one that Ankara would like forgotten. But there has been a resurgence in fighting. This week the army said that it had killed nine "Kurdish rebels" in five days of clashes.

With Brussels watching, the bullet-riddled body of a child is proving hard to explain. Four policemen are on trial accused of the extra-judicial killing of Ugur and his father and then planting a large rifle in the boy's small hands.

The handling of the Kaymaz killings has become a test case, at home and abroad, for

Ankara's willingness to rein in its feared security forces, particularly in the embattled Kurdish villages of the south-east.

"Even though the laws are changing, the people who are supposed to implement those laws in daily life are still working in the same old way," said Huseyin Cangir, the head of the Human Rights Association and the Kaymaz family lawyer. "Turkey is trying to be a law-based state. But what we still have is a police state."

The government of Recep

Tayyip Erdogan has scrapped the death penalty, abolished the notorious state security courts and cut the time allowed for detention without trial.

Kiziltepe's mainly Kurdish residents have been traumatised after years of armed conflict. The Kaymaz family had to leave their own village because of the fighting. Ugur's father, Ahmet, had been detained at least twice on suspicion of supporting the militants. He had no



Makhule and Emine Kaymaz, the mother and grandmother of Ugur, who died with his father, Ahmet Umit Bektas

proven links to the PKK.

With unemployment high, Ahmet, like many men here, made his money transporting oil between northern Iraq and the Turkish refineries.

On the evening her son and husband died, Makbule said it was already dark and she was putting out the plates for dinner. Ahmet, who was getting ready for another oil run, needed to carry his duvet and other things for the trip over to the truck – and Ugur went with him to help. Then she heard noises.

“When I looked for a second from our gate, I could see Ugur,” she says. “I recognised his white trousers. Policemen were forcing him down, pushing him to the ground.

“When we heard the gunfire, I took all the children and went to our neighbour’s. And then after a while a lady, the state prosecutor, came in and said “My condolences,” but I didn’t

understand what was going on. They didn’t say then that they’d killed Ahmet and Ugur. We couldn’t believe that they had died. One of them was a truck driver, the other a schoolboy. Why would they do that?”

The official versions of what happened are quite different. The police say they were acting on a tip-off that a PKK attack would be launched from the Kaymaz house on a passing military convoy. Initially the shootings were described as a “clash” in which the police claimed they returned fire after father and son started shooting. That version was later changed to say that they were killed after ignoring an order to stop.

Immediately after the incident, the provincial governor Temel Kocaklar denounced Ahmet and Ugur Kaymaz as “terrorists”.

In the past that would have been the end of it. Then Ahmet Tekin intervened. A teacher at

Ugur’s school, he was asked by police to identify the two bodies.

Remarkably in a community which has learnt to keep its mouth shut, Mr Tekin has talked openly of the policemen’s initial disbelief when he told them Ugur’s name and age – a reaction interpreted by the family’s lawyers to suggest they had actually come for someone else.

More significantly, it is Mr Tekin – one of the few people to see the weapon lying next to Ugur’s body – who has repeatedly emphasised the absurdity of the idea that he could have carried such a large gun.

Then something unprecedented happened – in a country where abuse of the Kurdish minority is overlooked – the public got interested. Photos of Ugur soon appeared in the papers, incensing public opinion. Journalists seized on autopsy reports that nine of the bullets in Ugur’s back had been fired from just 50cm. A parliamentary

commission criticised the security forces. The Prime Minister weighed in, criticising the governor’s description of the child as a terrorist. Four of the police involved were suspended. A date was set for a trial.

That momentum may now be fading. By the time the trial opened, all four policemen had been reinstated and re-assigned to other districts. The Kaymaz family lawyers claim that the public prosecutor has watered down the case.

Ahmet’s brother Resat, said: “If you don’t make people here feel secure, what will these children do when they grow up? They go to the cities and become pickpockets. Or they join the PKK.”

Iraqi assembly elects president, ending deadlock

By Edward Wong

BAGHDAD: As Saddam Hussein watched the proceedings Wednesday on a television set outside his cell, Iraq’s National Assembly appointed one of his most tenacious opponents to the office of president, taking a significant step in forming a government and breaking a political deadlock nearly 10 weeks after general elections.

The assembly elected Jalal Talabani,

a Kurdish leader, as president; Adel Abdul Mahdi, a prominent Shiite politician, as vice president, and Sheikh Ghazi al-Yawar, the Sunni president of the interim government, as the other vice president. The three men are expected to take their oaths of office on Thursday and may name a prime minister on the same day, assembly members said.

The appointments came after the country’s main political parties reached an agreement Tuesday evening

over the selection of the officials, ending an impasse that had threatened to wreck the confidence built during the Jan. 30 elections, when Iraqis defied insurgent threats and walked in droves to polling stations.

The public has shown increasing impatience with the gridlock, and American military commanders have warned that a continued lack of a government could lead to a rise in insurgent violence.

But new problems erupted at the assembly meeting as many Shiite members called for the interim government of Prime Minister Ayad Allawi to be dissolved as soon as Talabani and his deputies were sworn in. Shiite officials have been particularly critical of Allawi’s rule, saying he has brought back into the government former senior members of the Baath Party who played key roles in oppressing ordinary Iraqis, especially Shiites and Kurds.

The debate on Wednesday foreshadowed what many people see as a potentially harsh purging of former Baathists from the government once the new rulers are installed.

The Kurds had been pushing hard for Talabani to be president, and the Shiite parties said weeks ago that they would respect the nomination. Although the prime minister, likely to be a Shiite, will wield the most power, Talabani’s appointment will give the Kurds strong leverage in the new government and in negotiations over the permanent consti-



Sasa Kralj/The Associated Press

Kurdish youngsters in Sulaimaniya, in northern Iraq, celebrating the National Assembly’s election on Wednesday of Jalal Talabani, a Kurd, as the president of Iraq.

tution, during which the Kurds will no doubt press for broad autonomy.

But having Talabani in that position is also likely to raise tensions with neighboring countries, which are trying to suppress Kurdish independence movements within their own borders, and irk Arabs here in Iraq, who generally look down on the Kurds with extreme condescension.

Saddam and 11 of his aides inside Camp Cropper, near the Baghdad airport, were forced to watch the assembly meeting, said Bakhtiyar Amin, the human rights minister and a Kurd. Saddam held the title of president during his rule, while Talabani headed the Patriotic Union of Kurdistan, a Kurdish party with a militia of tens of thousands that was key to the opposition movement.

The Kurds were long oppressed under Saddam, with as many as 100,000

killed in the so-called Anfal campaign of the 1980s.

"We want them to know they are not presidents, or ministers, or anything other than prisoners," Amin said in an interview. "Their time is over."

Amin said the idea to force Saddam to watch the proceedings came from Kosrat Rasoul, secretary of the political office of Talabani's party. "I thought it was a very sensible idea for Saddam and his aides to watch with their own eyes Jalal Talabani, who had been excluded from all amnesties issued by Saddam, being elected today as president," Amin said.

After a vote was held to formalize the appointments, assembly members marched up to the front of the meeting room in the heavily fortified Green Zone to congratulate Talabani one by

one, shaking his hand or kissing him on both cheeks. Talabani then took to the podium and urged his colleagues to work toward building a unified Iraq.

"We will carry out our goals without any sectarian or racial differences," he said.

Talabani and his two vice presidents, who make up the presidency council, will have two weeks to pick a prime minister, who would then select a cabinet. The new government would have to be approved by a majority vote of the assembly.

Because a two-thirds vote of the 275-member assembly is needed to install the presidency council, the main Shiite and Kurdish blocs, which together have enough seats to meet that requirement, haggled for weeks to try to use their leverage to its maximum.

The New York Times

Kurdish leader elected to be Iraqi president

FINANCIAL TIMES THURSDAY APRIL 7 2005



By Steve Negus in Baghdad

Iraq's parliament yesterday confirmed the Kurdish leader Jalal Talabani as the country's largely ceremonial president, and a Sunni and Shia as vice-presidents, clearing the way for the formation of a government after over two months of political logjam.

The three are expected to appoint the Shia leader Ibrahim al-Jaafari as prime minister later today, and he in turn will choose a cabinet, a step parliamentary deputies said could happen within a few days.

The two main blocs in parliament, the Shia-led United Iraqi Alliance and a Kurdish coalition, had agreed last month on the positions to be held by Mr Jaafari and Mr Talabani, but a final settlement had been held up by disagreements over the policies, over the distribution of

other ministries, and finally over who should have the posts of speaker and vice-president, which had been designated for Sunni.

On Monday night, negotiators for the two main blocs decided to appoint the outgoing President Sheikh Ghazi al-Yawer, a tribal leader

from northern Iraq, as the Sunni vice-president, with the Shia position going to the outgoing finance minister Adel Abd al-Mahdi. Last week Hajem al-Hassani was appointed speaker.

In a show of consensus after weeks of bickering, the three ran unopposed on a single slate, taking 227 out of 257 ballots cast, with the other 30 ballots blank.

Delegates at the session hailed the ethnic diversity of Iraq's new leaders, as well as the rare example of a peaceful transfer of power in the region.

"This is the new Iraq, an

Iraq where a Kurdish citizen is elected to be president of the country and a former Arab president becomes his deputy," said Mr Hassani.

Lawmakers had earlier said that ousted President Saddam Hussein and his deputies, under detention at a US-guarded prison, would watch the new president's election on television from their prison cells.

Negotiators for the main blocs said talks would continue on the distribution of ministries but a rough division of the four most important cabinet posts had been arranged.

The interior and finance portfolios would go to the Shia-led alliance, the foreign ministry would go to the

Kurdish leader Jalal Talabani delivers one of his first speeches as Iraq's president. After days of wrangling, the country's parliament also confirmed a Sunni and Shia as vice-presidents

Kurds, and the defence ministry would go to a Sunni, negotiators said.

However, Kurdish negotiators said that the oil ministry - considered only

slightly less important than the other four - was still being discussed.

In a sign of forward political momentum, Iraq's parliament began for the first time yesterday to pass resolutions. Responding to deputies who objected to meeting under the guard of foreign troops, the parliament resolved to move to a new

building outside central Baghdad's US-controlled "Green Zone".

The body also laid complaints about alleged last-minute appointments by Iyad Allawi, the outgoing prime minister, to the army and police force.

The latter issue may be among the most divisive that the parliament will handle, as some Shia parties want to purge former members of Mr Hussein's Ba'ath party whom they claim Mr Allawi brought into the security services.

Nation's Arab identity under strain

Talabani's elevation is seen by many as caving in to a minority, say Steve Negus and Dhiya Rasan

FINANCIAL TIMES THURSDAY APRIL 7 2005

With the selection of Jalal Talabani as Iraq's next president, a country which once declared itself the vanguard of Arab nationalism now has a Kurdish head of state.

For some, the elevation of a member of a formerly persecuted ethnic group to the most senior (if not the most powerful) position in government is an example of equality in post-Saddam Hussein Iraq, but for others, Mr Talabani's appointment means a newly empowered minority has pushed its luck too far.

Having suffered massacres and mass deportations under the Sunni-dominated Saddam Hussein regime, and suspicious of the intentions of the Shia majority, Iraq's Kurds - estimated at 20 per cent of the population - have remained aloof from the rest of the country in their northern autonomous zone.

Nonetheless, Mr Talabani's selection set off massive celebrations in Sulamiya, his headquarters in northeastern Iraq, as crowds took to the streets waving pictures of the 72-year old "Uncle" Jalal.

"People are ecstatic. For many, at long last they feel Iraqi, that they are being treated as equals," says Hiwa Osman, a Kurdish analyst and journalist.

But while some in Baghdad hailed this demonstration of ethnic unity, others said that the Kurds had used hard-edged negotiating tactics to force the other parties in government to sell out Iraq's Arab identity.

Fadhel Humam, 37, civil servant and member of the Sunni-dominated Iraqi Islamic party, placed the blame on the Shia-led United Iraqi Alliance, the largest bloc in parliament, for cav-

ing in to the Kurds' demands. "They forced Iraqis to accept something to which they are not accustomed. I reject that there be Kurds in such a high position, as they are a minority," Mr Humam said.

Mr Talabani's acceptance speech seemed designed to appease such sensitivities, emphasising Iraq's "Arab identity", and declaring that the "new Iraq of the people will have a great role in supporting the Palestinian people" - a pan-Arab issue championed by Iraq's previous governments.

Nonetheless, Mr Talabani will have his work cut out trying to mend Arab-Kurdish relations in the months ahead, as parliament takes up issues that are likely to inflame tensions.

One is the flag. Many Kurds say that they will never live under a banner

flown by the Iraqi army as it invaded their homeland, and call for parliament to change it. For many Arabs, however, the flag has become a symbol of sovereignty and resistance to US domination.

Mr Talabani was reported to have said yesterday that he would accept the old flag if parliament decided to keep it, but the mere spectacle of Kurds pushing for a change may provoke a backlash.

A more substantive and dangerous issue involves the disputed city of Kirkuk, from which the Saddam Hussein regime deported thousands of Kurds and other ethnic minorities as part of an "Arabisation" campaign.

The Kurds want Kirkuk eventually to join their autonomous Kurdistan, but many Arabs reject what they consider to be a foreign-sponsored plan to split and weaken Iraq.

The New York Times APRIL 7, 2005

Leaders Emerge From a Long-Awaited Iraqi Coalition

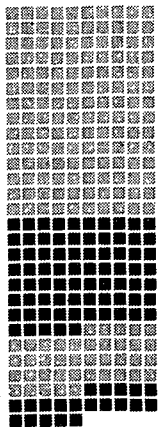
In its first significant action since the national elections on Jan. 30, Iraq's transitional national assembly selected a new president and two vice presidents.

TRANSITIONAL NATIONAL ASSEMBLY

Legislative branch



Speaker
Hajim M. al-Hassani
Iraqis Party
Sunni Arab



BREAKDOWN OF THE 275 SEATS

United Iraqi Alliance	140
Kurdistan Alliance	75
Iraqi List	40
Others	20

PRESIDENCY COUNCIL

Executive branch



President
Jalal Talabani
Kurdistan Alliance
Sunni Kurd



Vice president
Sheik Ghazi al-Yawar
Iraqis Party
Sunni Arab



Vice president
Adel Abdul Mahdi
United Iraqi Alliance
Shiite Arab



Leading candidate for prime minister
Ibrahim al-Jaafari
United Iraqi Alliance
Shiite Arab

The final number of cabinet members has not been decided yet.

Le Parlement irakien élit un Kurde à la présidence de la République

Les ambitions de Jalal Talabani pour son pays

Delphine Minoui

Ceux qui ont fréquenté Jalal Talabani au petit déjeuner racontent toujours les prouesses du prétendant à la présidence d'Irak, lorsqu'il avale trois œufs d'un coup sans s'étouffer. A 72 ans, le leader de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) – un des deux grands partis kurdes, qu'il dirige depuis sa création il y a trente ans –, adore être au centre de l'attention. Il parle fort, raconte des blagues à tout va, et jongle aisément entre le kurde, sa langue maternelle, l'anglais et l'arabe.

Né au Kurdistan, éduqué à Bagdad, ses racines sont au Nord, mais pour cet homme qui voit large, l'horizon est aujourd'hui irakien. Son combat – qui mena à l'autonomie du nord de l'Irak, en 1991 –, il l'a essentiellement consacré à la cause des Kurdes. Dès l'âge de 13 ans, il adhère au Parti démocratique du Kurdistan (PDK), fondé en 1946, par le légendaire Moustafa Barzani, leader de la bataille pour l'indépendance kurde.

Peu à peu, ses ambitions grandissent. En 1975, il fonde son propre parti, l'UPK, et installe son quartier général à Sulamaniya, au sud-est du Kurdistan. La même année, Moustafa Barzani, basé à Erbil, cède la direction de son parti à ses deux fils, Idriss et Massoud. En 1979, Massoud prend définitivement la tête du PDK. Commence alors une longue guerre, parfois verbale, parfois armée, entre Jalal et Massoud, qui durera jusqu'à la réconciliation devant le Parlement kurde, quelques mois avant l'invasion américaine en

Irak. Le 30 juin dernier, les deux hommes ont mis leurs rancunes au placard, en s'alliant sur une liste commune pour les élections parlementaires. Quand, l'été qui suit la chute du régime de Saddam, Jalal Talabani est désigné parmi les neuf chefs tournants du Conseil de gouvernement provisoire irakien, il n'hésite pas une seconde. Son rôle sera bien sûr plus symbolique que pratique. Sa candidature, en tant que kurde, à la présidence de l'Irak a été savamment négociée avec les chiïtes, qui visent, eux, le poste de premier ministre.

Elle est également le fruit de discussions préalables entre Jalal Talabani et Massoud Barzani, qui remontent à plus de deux mois avant les élections, où les chiïtes et les Kurdes ont respectivement remporté 140 et 75 sièges de la nouvelle Assemblée.

« Le scénario était ficelé d'avance, confie Nashih Ghafoor Ramadan, un membre actif du PDK. Convaincus que leur liste commune allait arriver en deuxième position au Parlement, les deux leaders kurdes, Talabani et Barzani, s'étaient déjà partagé le gâteau en décidant que l'un soit désigné comme le candidat des Kurdes à la présidence irakienne, et que l'autre récupère la présidence du gouvernement régional du Kurdistan. »

Pour Saadoun al-Douleyimi, directeur général du Centre irakien pour la recherche, « c'est un choix qui va de soi ». « Barzani, dit-il, est plus tourné vers ses racines kurdes. Pour lui, les valeurs de la tribu sont importantes. Talabani est plus irakien. Son horizon est plus large. Il joue plus le jeu des politiciens. »

Amman :
de notre envoyé spécial
Georges Malbrunot

L'Assemblée nationale a élu hier Jalal Talabani président de la République d'Irak. Leader de l'Union patriotique du Kurdistan, il est le premier Kurde à diriger l'Irak, et le premier non-Arabe à devenir président d'un pays arabe, même si à Bagdad le poste est largement honorifique. Le Parlement, issu des élections du 30 janvier dernier, a également désigné les deux vice-présidents, Abdel Mahdi, le ministre sortant des Finances (chiïte), et le sunnite Ghazi Yaouar, jusque-là président de la République. « C'est le nouvel Irak », s'est félicité, après le vote, le président du Parlement, Hajem al-Hassani, « un pays qui élit un Kurde, et un président qui accepte de céder sa place pour devenir vice-président ».

Le triumvirat prêtera serment aujourd'hui. Selon Talabani, le même jour, Ibrahim

Jaafari sera désigné premier ministre par le Conseil présidentiel. Leader du Parti fondamentaliste chiïte al-Daawa, il reviendra alors à Jaafari de former le nouveau gouvernement. Sa composition est presque entièrement arrêtée, seuls quelques portefeuilles restent à pourvoir, dont celui du Pétrole que se disputent les partis chiïte et kurde, vainqueurs des élections législatives de janvier.

La désignation de Jalal Talabani a été accueillie comme une revanche sur l'histoire

dans les provinces kurdes du nord de l'Irak, qui ont longtemps souffert de la dictature baasiste. Les drapeaux kurdes flottaient dans les principales villes du Nord ainsi qu'à Kirkouk, que les Kurdes entendent conquérir pour son pétrole. S'adressant à la Chambre après son élection, Talabani s'est engagé à « déraciner le terrorisme criminel, la corruption et les idées racistes de (Michel) Aflak », l'un des fondateurs du parti Baas auquel appartenait Saddam Hussein. Il a appelé à des



A genoux devant le drapeau irakien, un jeune Kurde arbore fièrement le portrait du nouveau président, Jalal Talabani, devant les bureaux de l'Union patriotique du Kurdistan, hier au centre de Bagdad. (Photo Sabah Arar/AFP)

« relations équilibrées » avec les pays voisins, auxquels il a demandé de « traiter l'Irak avec respect, de ne pas s'ingérer dans les affaires intérieures, de ne pas aider les terroristes qui mènent une guerre d'extermination contre le peuple irakien ». Implicitement visés, l'Iran et la Syrie sont accusés de laisser passer des « terroristes » à leurs frontières avec l'Irak.

Le nouveau président a, en revanche, prôné le dialogue avec « les Irakiens qui portent les armes contre les forces étrangères ». « Il y a, selon

lui, une ligne séparant les terroristes liés à l'étranger et les Irakiens qui pensent que leurs opérations armées sont dans l'intérêt de l'Irak. » Il vise les groupes sunnites qui alimen-

tent la guérilla et dont l'intégration ou non au processus politique déterminera dans une large mesure le retour à la sécurité à travers le pays.

Sur le terrain, un soldat

américain a été tué hier dans la capitale par l'explosion d'un engin piégé contre son convoi.

Saddam a regardé l'élection à la télé

L'ancien président Saddam Hussein a pu assister hier à la télévision à l'élection de son successeur à la tête de l'Etat irakien, Jalal Talabani. Le ministre chargé des Droits de l'homme, Bakhtiar Amine, avait pris l'initiative d'installer un poste de télévision dans la prison afin que Saddam Hussein et onze dignitaires de son régime

déchu « comprennent que leur temps est révolu et qu'un nouvel Irak est né, celui de la démocratie et non des coups d'Etat », a-t-il expliqué à l'AFP. C'est la première fois depuis leur arrestation que ces douze personnes, inculpées par le Tribunal spécial irakien, pouvaient regarder la télévision.

Jalal Talabani est le premier chef d'Etat irakien élu démocratiquement.

La consécration d'un seigneur de la guerre kurde

Il a la rondeur du notable bien installé. « Un seigneur de guerre en habits de maire », résuma, non sans admiration, un diplomate américain. Le chef kurde Jalal Talabani, 72 ans, a la finesse d'un vieux routier de la politique irakienne, ce qui lui a permis, malgré les tragédies successives subies par son peuple et les retournements d'alliances, de maintenir son fief à Soulaymaniya, dans l'est du Kurdistan irakien. Désormais premier chef d'Etat élu démocratiquement de l'histoire de l'Irak, il s'installe dans le fauteuil qui fut celui de son implacable ennemi, Saddam Hussein. « Les Kurdes citoyens de seconde zone, c'est fini. Dans

la nouvelle démocratie irakienne, je suis un citoyen comme les autres et j'ai donc le droit de revendiquer n'importe quel poste et pourquoi pas la présidence, d'autant que les Irakiens me connaissent et savent que j'ai passé toute ma vie à combattre pour la démocratie », déclarait Jalal Talabani, peu après les élections du 30 janvier, dont les résultats obligeaient à cette alliance entre le bloc kurde, majoritaire au Nord, et la liste chiite, largement gagnante au niveau national, pour arriver à l'indispensable majorité des deux tiers.

Symbole. Le leader de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), en tant que président de ce Conseil présidentiel de trois membres, disposera de pouvoirs assez succincts, mais le symbole est là : l'éternel proscrit occupe la magistrature suprême.

L'autre grand chef kurde, Massoud Barzani, le leader du Parti démocratique du Kurdistan (PDK), a décidé, lui, de se concentrer sur l'administration régionale de la zone kurde, de fait complètement hors du contrôle de Bagdad depuis 1991. Eternels rivaux, les deux leaders sont désormais alliés, parfaitement conscients l'un et l'autre de l'opportunité historique. Représentant 25% de la nouvelle Assemblée, les Kurdes sont les faiseurs de roi et comptent bien pousser leurs revendications sur un Irak « fédéral et démocratique ».

Et aussi obtenir l'extension de la zone kurde à la riche ville pétrolière de Kirkouk.

Et les deux chefs kurdes se partagent les rôles. Chacun a son style bien affirmé. Massoud Barzani affectionne le pantalon bouffant traditionnel et le keffieh, donnant plutôt dans le genre chef tribal, à l'instar de son père, le légendaire combattant historique de la cause kurde, le général Mustapha Barzani, duquel il a hérité le pouvoir et le parti. Jalal Talabani, lui, cultive une allure d'intellectuel, affectionnant les costumes austères et la fréquentation des diplomates avec qui il s'entretient aussi facilement en français qu'en anglais.

Comme la plupart des militants kurdes de son pays, Jalal Talabani commença la politique dans les rangs du PDK et y milita activement après le coup d'Etat de 1958 qui renversa la monarchie. Il devient l'un des lieutenants du général Barzani, puis,

rapidement, entre en conflit avec lui, se présentant comme l'alternative moderne, socialisante et urbaine face au pouvoir tribal du vieux chef. En 1975, après l'échec du long soulèvement contre le gouvernement baasiste, il fonde à Damas sa propre formation, l'Union patriotique du Kurdistan. Les deux partis continuent la guerre dans les montagnes alors que la répression par le régime de Saddam s'intensifie, avec la campagne de terreur Al-Anfal (au moins 180000 victimes) et le bombardement à l'arme chimique de la ville d'Halabja, en 1988, qui fit 5000 morts.

Méfiance. A la fin de la première guerre du Golfe, le pays kurde se soulève avec les encouragements de George Bush père, puis la révolte, comme celle des chiites au Sud, est abandonnée à son destin. Mais l'émotion suscitée par l'exode amène la communauté internationale à créer une zone kurde sous protection des alliés. C'est une ébauche d'Etat pour ce peuple écartelé entre quatre pays. Mais la rivalité entre les deux chefs kurdes plombe le rêve. Les pressions américaines mettront fin, en 1998, à la longue guerre civile interkurde. Au Kurdistan irakien se tient, en février 2003, la grande conférence de l'opposition, juste avant la guerre qui balaye le régime de Saddam. Aujourd'hui considérés par les Américains comme leurs plus fidèles alliés en Irak, les Kurdes restent méfiants. Ils ont connu trop de trahisons. Talabani lui-même n'hésite pas à rappeler le vieux proverbe : « Les Kurdes n'ont que deux amis, Dieu et la montagne. »

MARC SEMO

7 AVRIL 2005



Le Kurde Jalal Talabani élu à la présidence de l'Irak

Le conseil présidentiel devrait nommer aujourd'hui le premier ministre, qui devrait être le chiite Ibrahim Jaafari, chef du parti islamiste Al-Dawa

la Croix
Jeudi 7 avril 2005

Comme prévu, c'est le leader kurde Jalal Talabani, 72 ans, qui a été élu, hier à Bagdad, président de l'Irak par l'Assemblée nationale transitoire, avec les voix de 228 députés sur 275. Cette victoire sonne comme une revanche pour les Kurdes irakiens, communauté représentant entre 15 et 20% de la population irakienne, longtemps persécutée sous les différents régimes qu'a connus ce pays, et notamment sous Saddam Hussein, qui n'a pas hésité à gazer 6000 d'entre eux en 1988, à les transférer par la force et à les jeter sur les routes de l'exil.

«Je vous promets de faire tout ce qui est en mon pouvoir pour mériter votre confiance», a dit le nouveau président à l'adresse de la Chambre. Jalal Talabani est né en 1933 dans le village de Kalkan, au nord de l'Irak. Il a fait ses études de droit puis s'est engagé dans la lutte contre le régime de Saddam Hussein. Il rejoint le Parti démocratique du Kurdistan (PDK), fondé en août 1946, et combat dans les montagnes quand éclate la première grande révolte kurde en 1961 et 1963. Mais quand le PDK signe en 1964 un accord de paix avec Bagdad qui ne mentionne pas l'autonomie du Kurdistan, il entre en dissidence et part pour l'Iran. En 1975, il forme son propre parti, l'Union patriotique du Kurdistan

(UPK), réputée plus à gauche que le PDK. Sa formation contrôle depuis lors la zone de Suleimaniyah. Les relations entre les deux formations rivales kurdes seront tumultueuses, jusqu'à se combattre l'une l'autre.

Après la guerre du Golfe en 1991, les régions kurdes, protégées par la zone d'exclusion aérienne surveillée par les avions britanniques et américains, avaient obtenu l'autonomie, mais le mouvement kurde avait été marqué par la lutte de pouvoir entre Talabani et le chef du PDK, Massoud Barzani. Les deux hommes devaient finir par signer une trêve sous l'égide des Américains en 1998. Ils ont présenté une liste commune à l'élection du 30 janvier.

«J'écouterai vos propositions et exécuterai vos décisions et je participerai de toutes mes forces à l'établissement d'un régime démocratique, qui garantisse la liberté pour tous et pour déraciner le terrorisme criminel et la corruption et les idées racistes de [Michel] Aflak», un des fondateurs

du parti Baas, auquel appartenait Saddam Hussein, a-t-il déclaré. Jalal Talabani a promis d'œuvrer pour restaurer la sécurité dans le pays. Il a appelé les États voisins à aider l'Irak en empêchant les infiltrations de combattants étrangers.

L'un des points cruciaux sera l'avenir de Kirkouk, ville pétrolière, que les Kurdes veulent intégrer dans leur région autonome.

«Notre peuple est patient. Mais il y a des limites à sa patience, a-t-il encore affirmé. Il refuse de courber la tête, sauf devant Dieu, et nous demandons à tous de traiter l'Irak avec respect, de ne pas s'ingérer dans ses affaires intérieures et de ne pas aider les terroristes qui mènent une guerre d'ex-

termination contre le peuple irakien», a-t-il encore dit, dans une référence implicite à la Syrie et à l'Iran.

S'il a promis de travailler pour tous les Irakiens, «libérés de la plus horrible des dictatures», Jalal Talabani va veiller dans les prochaines semaines à ce que la future Constitution protège les droits des Kurdes. L'un des points cruciaux sera l'avenir de Kirkouk, ville pétrolière à 290 km au nord de Bagdad, que les Kurdes veulent intégrer dans leur région autonome. Mais le président devra

aussi superviser le retour des Kurdes déplacés sous Saddam Hussein.

Hier également, le nouveau Parlement a élu deux vice-présidents: le chef de l'État sortant, le sunnite Ghazi Al Yaouar, et le ministre des finances sortant, le chiite Adel Abdel Mahdi. Il n'y avait pas d'autre



Jalal Talabani, leader kurde et nouveau président irakien: «J'écouterai vos propositions et exécuterai vos décisions et je participerai de toutes mes forces à l'établissement d'un régime démocratique...»

candidat pour ces postes, dont l'attribution avait été négociée à l'avance entre les représentants des listes chiite et kurde et des politiciens sunnites. La formation du gouvernement et la désignation du conseil présidentiel avaient débuté peu après les élections législatives du 30 janvier - où la liste kurde est arrivée en deuxième position, et compte 77 députés, derrière celle des chiites de l'Alliance unifiée irakienne, qui en compte 146, et étaient bloquées depuis des semaines.

Les trois hommes forment désormais le conseil présidentiel, chargé de nommer à l'unanimité un premier ministre, qui devra ensuite former son cabinet avant de le présenter à la Chambre pour approbation à la majorité absolue. Tous ces mandats prendront fin à l'issue de nouvelles élections générales prévues en décembre prochain.

«*Nous demandons à Dieu que vous soyez capable de conduire le pays vers les objectifs dont rêve le peuple, et nous sommes certains que vous en êtes capable. Votre peuple compte sur vous dans cette période difficile pour que vous le guidiez vers la démocratie*», a déclaré le nouveau président de l'Assemblée, le sunnite Hajim Al Hassani.

Selon le chiite Hussein Chahrastani, vice-président du Parlement, ce serait Ibrahim Jaafari, chef du parti chiite islamiste Al-Dawa, qui devrait être désigné aujourd'hui comme premier ministre par le conseil présidentiel. Reste un poste très disputé entre chiites et kurdes : le ministère du pétrole.

AGNÈS ROTIVEL

REPÈRES

UN PEUPLE DISPERSÉ SUR QUATRE PAYS

■ **Peuple d'origine indo-européenne**, descendant des Mèdes et des Scythes, les Kurdes, musulmans sunnites dans leur majorité, sont établis essentiellement dans quatre pays, la Turquie, l'Irak, l'Iran et la Syrie. En Irak, leur nombre est estimé entre quatre et cinq millions, soit 15 à 20 % de la population. En Turquie, ils représenteraient entre 12 % et 20 % de la population.

■ **Considérés par le régime de Saddam Hussein comme une cinquième colonne** à cause de leurs aspirations indépendantistes, les Kurdes d'Irak ont été en butte depuis la fin des années 1960 à une politique d'arabisation et de déplacements de population.

«Aujourd'hui, les Kurdes sont le peuple le plus heureux du monde»

■ Les Kurdes d'Irak ont laissé éclater leur joie dans les rues, avec des danses et force coups de klaxon, pour célébrer hier la première élection dans l'histoire du pays d'un des leurs, Jalal Talabani, à la tête de l'État. «*C'est un jour historique, le fruit d'un sacrifice et d'une lutte de plusieurs décennies*», a dit un chauffeur de taxi, Kawa Ahmad, en déposant une famille venue fêter l'évènement au centre d'Erbil, capitale du Kurdistan autonome, à 350 km au nord de Bagdad. Des voitures au capot couvert du drapeau kurde, rouge, blanc et vert avec un soleil au milieu, défilaient dans

les rues, tout klaxon hurlant.

Des Kurdes agitaient des photos de Jalal Talabani et chantaient des couplets à la gloire des peshmergas, leurs vaillants guerriers.

«*Les Kurdes sont le peuple le plus heureux du monde aujourd'hui, parce que c'est la première fois dans leur histoire qu'un des leurs devient président d'un État*», lance Hama Najim Abdallah, 55 ans, vendeur de tapis. L'élection de Jalal Talabani pourrait paradoxalement calmer les tensions entre Kurdes et Arabes. «*Quand j'ai vu les députés arabes voter pour lui, je n'en ai pas cru mes yeux, parce que j'ai toujours pensé qu'ils nous détestaient*», dit un habitant Nawzad Ali Hassan.

(AFP)

Le Monde
ÉDITORIAL

VENREDI 8 AVRIL 2005

Un Kurde pour l'Irak

L'ÉLECTION de Jalal Talabani à la présidence irakienne, mercredi 6 avril, est un événement sans précédent à plusieurs titres. C'est la première fois qu'un Kurde devient président de l'Irak et la première fois qu'un non-Arabe préside un pays à majorité arabe. Jalal Talabani sera aussi le premier président de l'Irak élu démocratiquement.

Sans doute cette dernière affirmation doit-elle être relativisée. Les élections irakiennes du 30 janvier ne pourraient pas servir de modèle pour les vieilles démocraties. Mais, dans la situation chaotique de l'Irak, où la violence n'a pas cessé depuis la fin de la guerre américaine, elles ont tout de même

doté le pays d'une Assemblée constituante à peu près représentative. Dans la région, ce n'est pas très courant.

On ne saurait oublier non plus que l'élection de Jalal Talabani par cette même Assemblée est le résultat de marchandages entre les partis chiites, majoritaires, les Kurdes, arrivés en deuxième position, et les sunnites. Le président venu du Kurdistan sera d'ailleurs flanqué de deux vice-présidents représentant les deux autres composantes de la société irakienne. Il ne pourra guère prendre de décision sans l'aval de ses deux adjoints. Cette forme de présidence collégiale peut être un handicap, mais elle manifeste aussi la volonté des

trois communautés de travailler ensemble.

La désignation d'un Kurde à la plus haute charge officielle de l'État marque d'autre part le souci des nouvelles autorités de maintenir l'unité de l'Irak et écarte, à moyen terme au moins, une indépendance du Kurdistan, ce dont tous ses voisins, les Turcs en particulier, ne peuvent que se féliciter.

Cela dit, et sans préjuger de la forme de la Loi fondamentale qui sortira des délibérations de l'Assemblée constituante, la réalité du pouvoir n'appartient pas au président et à ses adjoints, mais au premier ministre. Le chef du gouvernement devrait être Ibrahim Jaafari, un islamiste modéré qui s'appuiera sur la majorité chiite pour gouverner. Le laïque Talabani n'aura guère les moyens de s'opposer au parti religieux si celui-ci veut imposer à l'Irak, sous l'œil des Américains, une législation inspirée d'une interpréta-

tion fondamentaliste du Coran.

Le problème le plus urgent que les nouvelles autorités ont à résoudre reste cependant la persistance du terrorisme. Il n'est pas de jour en Irak où des attentats ne fassent des victimes parmi la population civile, les forces de l'ordre irakiennes ou les soldats de la coalition. Dans ses premières déclarations après son élection, le président Talabani a établi une différence entre les «*terroristes*», venus de et stipendiés par l'étranger, et «*les Irakiens, qui portent les armes contre les forces étrangères*», allusion aux groupes armés sunnites.

C'est un langage nouveau qui laisse à penser qu'une intégration de ces groupes dans le processus politique est possible, à condition qu'ils renoncent à la violence. S'ils s'engageaient sur cette voie, une nouvelle page serait tournée dans la marche de l'Irak post-Saddam vers la stabilisation.

Un exercice de destruction créatrice



DU 7 AU 13 AVRIL 2005

En ce printemps 2005, le rédacteur en chef de *Spectator* est retourné en Irak. Au milieu des gravats et de la désolation, il a vu un pays renaître.

THE SPECTATOR
Londres

A lors que notre Puma bourdonne au-dessus de Bagdad, je contemple la vue par-delà le canon de la mitrailleuse. Je dois l'avouer, je sens la nostalgie me submerger. Car je suis déjà venu ici, il y a presque deux ans de cela. C'était une semaine après la fin de la guerre ; à l'époque, je faisais du jogging le long du Tigre scintillant, je sortais manger au restaurant, je me baladais partout sans gilet pare-balles, collant mon carnet de notes sous le nez des gens pour leur poser des questions du genre : "Qu'est-ce que vous pensez de George Bush, mmh ?"

Et maintenant, regardez ce qu'est devenue cette bonne vieille ville. Ça fait deux ans que nous sommes là. Nous, Britanniques, avons dépensé aux alentours de 7 milliards d'euros. De leur côté, les Américains en ont englouti 300 milliards. La dernière fois, j'étais arrivé en voiture par la Jordanie. Ces temps-ci, le danger est tel que même les militaires évitent les routes. Quand ils quittent l'aéroport, c'est en hélicoptère. Notre premier hélicoptère a apparemment été la cible de tirs à Bassorah, obligeant le pilote à larguer des leurres. Le deuxième a été endommagé par un pigeon suicidaire. Nous en attendons donc un troisième à l'aéroport de Bagdad. Je suis aux toilettes quand un obus de mortier explose à quelques centaines de mètres de là. Bien sûr, selon les critères locaux, je n'ai pas vu grand-chose. On recense quelque vingt-trois attaques par jour, dont beaucoup sont mortelles. Au cours des vingt-quatre mois qui se sont écoulés depuis ma bienheureuse première visite, les Américains ont réagi avec une minutie qui frise la maniaquerie. Où que l'on aille dans la "zone verte", la vue est bouchée par des blocs de béton grands comme les monolithes de Stonehenge. Des GI en sueur vous interpellent et vous contrôlent, tandis que des panneaux vous rappellent que le moindre signe de désobéissance sera traité avec une "force meurtrière". Pas question de filer pour s'acheter un tapis ou un paquet de clopes. Si vous voulez sortir de la zone verte, prenez un hélicoptère.

30 % DES IRAKIENS SOUHAITENT LE RETOUR DE SADDAM HUSSEIN

A Bassorah, la situation est moins dramatique, mais elle est loin d'être idéale. Il y a deux



Geert Van Keesteren/Focus-Cosmos

▼ Dans une gimbarde à Bagdad.

semaines, un véhicule de l'ambassade de Grande-Bretagne a été détruit par une bombe artisanale. Assis, je bavarde avec un vieux politicien chiite à l'air morose qui fait cliqueter son stylo tout en m'expliquant : "Il y a cinq jours, ils ont décapité deux de mes proches. Ils décapitent des dizaines de personnes tous les jours." Même pour les rares Irakiens à ne pas avoir fait l'expérience des meurtres, attentats et enlèvements, les raisons d'en vouloir aux forces de la coalition ne manquent pas.

Nous voici en 2005, et non seulement tous les grands édifices publics sont toujours tordus, calcinés et crevassés d'impacts de missiles, mais l'électricité reste intermittente et les services de santé sont médiévaux. L'inflation se situe à 30 %, il faut faire la queue pendant deux jours pour se procurer de l'essence et la corruption, libérée de l'étreinte de la terreur baasiste, est pire que jamais. Nous le reprochent-ils ? Manifestement, oui. D'après Abed Jassim, enquêteur dans un institut de sondages, le pourcentage de la population qui considère les forces multinationales comme des "occupants" plutôt que comme des libérateurs est passé de 48 % à 85 %. Quand on leur a demandé qui ils considéraient comme les garants de l'autorité, les habitants de Bassorah ont répondu d'abord les "forces tribales", puis les "terroristes", puis la "police irakienne" et enfin l'"armée britannique". Quatre-vingts pour cent des Irakiens pensent que la guerre a été néfaste, et ils sont 30 % à souhaiter le retour de Saddam Hussein.

■ Bilan humain

Le nombre de morts irakiens depuis le déclenchement de la guerre est difficile à évaluer. Le site bodycount.org, qui recense les pertes humaines rapportées par les organes de presse, le situe dans une fourchette comprise entre 17 000 et 20 000. De son côté, le magazine britannique *The Lancet* avait avancé le chiffre de 100 000 victimes. 1 539 soldats américains, 87 Britanniques et 90 militaires des autres pays de la coalition ont également perdu la vie depuis le début de l'intervention en Irak.

Nous sommes pris au piège d'un cercle vicieux. Sous certains aspects, la vie en Irak est tellement catastrophique qu'elle constitue un vecteur de mobilisation idéal pour les insurgés et les réfractaires. Voyez le monde que vous ont apporté les Américains ! Mort aux étrangers !

Comment rompre ce cycle de la terreur et de l'insatisfaction ? La première chose qu'il faut comprendre, c'est que le désastre économique n'a pour ainsi dire rien à voir avec la coalition. Il est lié au fait que les Irakiens font preuve d'un attachement presque grotesque aux subventions et financements de l'Etat baasiste. Savez-vous combien les Irakiens paient leur essence ? A peine 1,5 centime. Il en va de même de la nourriture. L'électricité est gratuite, subventionnée par l'Etat. Mais, quand on survole Bagdad, on voit les toits criblés d'antennes satellite toutes neuves : ces fléaux de la liberté connaissent un vrai boom.

En outre, malgré les difficultés logistiques, notre présence [anglo-américaine] a des côtés positifs. J'ai été très impressionné par la

patience des gardiens de prison britanniques qui s'efforcent d'instaurer la loi et l'hygiène dans une taule fétide de Bassorah, où trente-quatre adolescents voleurs et assassins croupissaient dans une seule salle.

Je vous recommande également de faire un tour en Black Hawk à environ 10 kilomètres à l'est de la zone verte. Là, vous trouverez de vastes installations, l'école militaire Al-Rustamiyah, le "Sandhurst du désert". Vous assisterez à la naissance d'une nouvelle armée irakienne et d'un nouveau corps d'officiers, créé par les Britanniques. La coalition a sans aucun doute commis une erreur colossale quand elle a décidé, en mai 2003, de démanteler l'ensemble de l'armée, poussant des milliers de soldats mécontents à rejoindre les rangs des insurgés. Mais, aujourd'hui, nous faisons enfin amende honorable. Et, dans cette plaine alluviale boueuse, on peut voir des officiers britanniques former les cadets irakiens.

70 % DES IRAKIENS SOUHAITENT SÉPARER RELIGION ET POLITIQUE

Bien sûr, on peut s'étonner que cela vienne seulement maintenant, deux ans plus tard. Et, face à l'étendue du problème, c'est une réponse qui semble cruellement étriquée. Mais la coalition

vous opposera qu'une armée toute neuve, avec formation à la Sandhurst et mise en valeur du corps des sous-officiers, est le début de la véritable stabilité civile et qu'il faut bien commencer quelque part. On investit aujourd'hui des sommes considérables dans la police et les forces de sécurité irakiennes, qui comptent actuellement 142 472 hommes, au lieu d'un demi-million sous Saddam.

Pour reprendre les termes d'un responsable de l'ONU, ce n'est pas la peine de construire un hôpital si on ne peut pas aller le superviser. Et, pour ce qui est de la supervision, les frais atteignent des sommets. Sur 1,2 milliard de dollars récemment engagés par Washington pour le développement, 750 millions ont été consacrés au personnel de sécurité, qui rassemble pour l'instant 38 000 volontaires. C'est pour ça qu'il nous faut une solution irakienne, laquelle passe par un nouveau gouvernement irakien crédible.

Aussi étonnant que cela puisse paraître, certains secteurs de l'économie prospèrent. Les salaires ont augmenté. Pour la première fois depuis des décennies, le privé est plus important que le public. Depuis la guerre, les ventes de voitures ont progressé, et 50 % des foyers irakiens possèdent au moins un véhicule. Certes, les vio-

lences liées à l'insurrection restent terribles, mais elles ont décliné depuis les élections du 30 janvier, et les diplomates se risquent à émettre de timides manifestations d'optimisme. Ils disent que c'est aux Irakiens qu'il incombe de poursuivre les réformes et d'en tirer le meilleur profit.

Incontestablement, on court le risque de voir des groupes chiites chercher à détourner le processus de rédaction de la Constitution, annoncée pour le 15 août, pour faire du pays une sorte de théocratie à l'iranienne. Mais les sunnites gardent un droit de veto. Et puisque 70 % des Irakiens souhaitent qu'il y ait une nette séparation entre religion et politique, cette évolution semble peu probable. Oui, les sunnites sont furieux depuis qu'on les a privés de leur chasse gardée gouvernementale en éliminant le parti Baas [de Saddam Hussein]. Mais tous ceux avec qui j'ai pu m'entretenir regrettaient d'avoir boycotté les élections en janvier, et tout semble indiquer qu'ils se rendront aux urnes à la prochaine échéance, prévue pour la fin de l'année. Tout ça pourrait donc bien finir par marcher. Pour reprendre une expression à la mode dans la politique britannique, cette guerre aura été un exercice de destruction créatrice.

Boris Johnson

CONTREPOINT

Chat échaudé craint l'eau froide

Voici qu'une fois de plus les Kurdes se trouvent accusés de "comploter" contre l'Irak ! En effet, les exigences qu'ils considèrent comme évidentes ne le sont pas pour la majorité des Irakiens. Pourquoi, se demandent certains, les Kurdes exigent-ils que la région de Kirkouk soit annexée à leur province du Kurdistan ? Pour quelle raison tiennent-ils tant au principe du fédéralisme sur une base géoethnique ? Dans quel but cherchent-ils à conserver leurs forces armées, qu'ils veulent garder sous leur commandement quand bien même elles feraient partie de l'armée irakienne, exigeant que cette dernière ne puisse pénétrer au Kurdistan sans l'accord du Parlement kurde ? Pourquoi tiennent-ils tant à une séparation entre la religion et l'Etat ? Qu'est-ce qui les pousse à demander qu'un pourcentage des revenus du pétrole soit attribué au Kurdistan ?

Les Kurdes ne sont pas responsables du piétinement des négociations politiques. Il suffit de lire la première ébauche de l'"accord" qu'ont rapportée à leurs leaders du Kurdistan les négociateurs kurdes présents à Bagdad pour se rendre compte qu'il ne s'agit que de "sept pages de pur verbiage". C'est pour cette raison que les Kurdes exigent que tout accord avec l'autre partie (les chiites et sunnites arabes) soit rédigé et signé. C'est tout simplement parce qu'ils ne croient plus

aux promesses "fraternelles", ni aux accords jurés "sur l'honneur". Pendant plus de quarante ans, ils ont systématiquement été trompés par ce genre de promesses et d'engagements, y compris par la célèbre Constitution provisoire de 1958, dans laquelle le régime d'Abd Al-Karim Kassem s'était engagé à ce que Kurdes et Arabes soient des "partenaires" au sein de la nation irakienne. Or Kassem lui-même, moins de trois ans après l'adoption de cette Constitution, est entré en guerre contre les Kurdes, une guerre qui devait durer trente ans, de 1961 à 1991, ponctuée durant les années 1960 par divers accords jamais respectés, jusqu'à celui de mars 1970, du général Hassan Al-Bakr, dont le régime baasiste déclara par la suite que cet accord n'était qu'une "déclaration" des autorités du pays condescendant à accorder aux Kurdes l'aumône d'une autonomie, qui plus est tronquée.

Et, aujourd'hui, le projet d'accord entre chiites et Kurdes est riche en phraséologie, mais dépourvu de contenu réel. On peut se demander ce que signifient des expressions telles que "la nécessité de promouvoir l'esprit de consultation, de compréhension, de fraternité et de patriotisme pour résoudre les différends entre les communautés" ! En revanche, on ne trouve aucun paragraphe mentionnant que l'Etat irakien est une démocratie qui garan-

tit la séparation de la religion et de l'Etat ou, du moins, pour laquelle l'islam n'est que l'une des sources de la législation, et non la seule et unique source. Rien non plus concernant l'adoption d'un régime fédéraliste. Toujours rien concernant la répartition des revenus des ressources naturelles, sur laquelle les Kurdes attendent une réponse claire pour s'assurer de compensations régulières qu'ils puissent utiliser pour développer leurs régions, victimes de tant de négligence et de destructions durant les dernières décennies. Les Kurdes exigent aussi que l'armée irakienne ne pénètre dans leur province qu'après accord donné par le Parlement du Kurdistan, et cela ne veut pas dire que l'accord sera toujours refusé. Mais on peut très bien comprendre leurs craintes à ce sujet puisque, dans la conscience kurde, l'armée irakienne est synonyme de guerre, d'armes chimiques, de nettoyage ethnique et de déplacements de populations. Enfin, aujourd'hui, les Kurdes ne sont pas les seuls en Irak à craindre le pouvoir central de Bagdad. Ainsi, les chiites viennent de lancer une campagne en faveur de la formation d'un "gouvernement fédéral qui gère la province du Sud [chiite], à l'instar de la province du Kurdistan", comme l'a affirmé leur communiqué fondateur. Il n'y a donc pas que les Kurdes qui n'ont pas confiance en Bagdad !

Kameran Karadaghi, Al-Hayat (extraits), Londres

DU 7 AU 13 AVRIL 2005

Contrepoint

« Il y a des gens qui ne sont pas arabes dans ce pays »

IRAK

le défi kurde

Depuis les élections, les partis kurdes représentent la deuxième force politique du pays. Et ils sont plus que jamais déterminés à obtenir de la majorité chiite d'importantes garanties comme l'instauration d'un système fédéral, le rattachement de la ville de Kirkouk à la région kurde et une Constitution laïque

De notre envoyé spécial en Irak, Chris Kutschera

L Le Kurdistan est un pays à part, qui fait théoriquement partie de l'Irak. Et pourtant c'est un îlot de calme et de tranquillité. On y regarde sur les écrans de télévision les événements sanglants qui ébranlent chaque jour un peu plus l'Irak arabe avec la même consternation, le même étonnement et... la même distance qu'à Paris, Londres ou Washington. Un peu comme s'il s'agissait d'événements surgis d'une autre planète.

Certes les mesures de sécurité le long de la « ligne verte », la frontière entre le reste de l'Irak et la région du Kurdistan, sont rigoureuses, et tous les véhicules immatriculés en zone arabe, à Mossoul en particulier, sont l'objet d'une fouille systématique. Régulière-

ment les services de sécurité de l'UPK et du PDK (Union patriotique du Kurdistan et Parti démocratique du Kurdistan) interceptent d'ailleurs des individus ou des voitures qui tentent d'introduire des explosifs. Mais le résultat est là : le Kurdistan est un îlot de sécurité dans un Irak ravagé par la guerre civile.

Ici, les élections n'ont même pas donné lieu à une véritable campagne électorale. Comme les deux grands partis kurdes, le PDK et l'UPK, avaient décidé de former une liste unique, la liste de l'Alliance du Kurdistan, une campagne n'avait pas de sens, et il n'y a pas eu, comme en 1992, de grands meetings populaires. Pour l'élection des conseils provinciaux (gouvernorats), les partis avaient bien décidé de retrouver leur indépendance, mais d'un commun accord

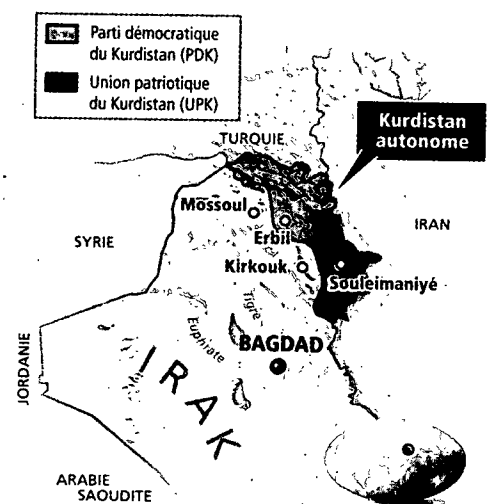
ils ont limité la campagne aux médias. Seuls les habitants de Dohok, Erbil et Souleimaniyé n'ont pu résister à la tentation de manifester leurs opinions en arborant sur leurs voitures les drapeaux du Kurdistan et de leurs partis préférés - vert pour l'UPK, jaune pour le PDK, rouge pour le Parti communiste - et en improvisant des cortèges de voitures dans les rues de leurs villes. Des scènes d'ailleurs totalement inimaginables dans un autre lieu en Irak.

Avec un peu plus de 2 millions de voix et 75 sièges au Parlement de Bagdad, les Kurdes sont devenus la deuxième force politique du pays derrière la liste unifiée des chiites (4 millions de voix et 140 sièges sur un total de 275). Conscients des défis qui les attendent à Bagdad et au Kurdistan, ils comptent donc bien mettre leurs partenaires au pied du mur. En commençant d'abord par revendiquer le poste de président de la République pour Jelal Talabani, dirigeant de l'Union patriotique du Kurdistan ! Les pouvoirs du président sont essentiellement honorifiques, mais l'élection d'un Kurde à la présidence n'en aurait pas moins un énorme retentissement : « Cela voudrait dire qu'il y a des

gens qui ne sont pas arabes dans ce pays, que l'Irak ne fait pas partie de la nation arabe, et n'en fera jamais partie », martèle Nechirvan Barzani, actuel Premier ministre du gouvernement kurde, avec son franc-parler habituel.

Mais le véritable enjeu, c'est la Constitution qui doit être rédigée par l'assemblée nouvellement élue. « C'est là que se déroulera la véritable bataille », assure Jelal Talabani, qui envisage déjà de renoncer à la présidence si la majorité de la nouvelle Assemblée refuse d'inscrire dans la Constitution les demandes des Kurdes. « Nous ne nous battons pas pour un poste, mais pour un programme », ajoute-t-il.

Un régime démocratique, le respect des droits de l'homme, un système fédéral pour l'Irak précisant le statut de Kirkouk et fixant



les limites géographiques et le budget de la région kurde, la nature des relations entre l'Etat et la religion, tels sont les principaux points de la nouvelle Constitution sur lesquels les Kurdes se battraient résolument.

« Ce sont des garanties essentielles si nous ne voulons pas courir le risque de vivre à nouveau sous une dictature », affirme Adnan Mufti, candidat de l'UPK pour le poste de président du Parlement kurde d'Erbil. Adnan Mufti sait de quoi il parle quand il évoque la dictature du Baas : c'est un miraculé, il a échappé à trois reprises à la mort, une première fois lors d'un bombardement de l'aviation irakienne, puis après avoir été empoisonné au thallium en 1987 par les services de renseignement irakiens et enfin lors des attentats suicides de février 2004 qui firent 117 victimes à Erbil. « Les droits des Kurdes doivent être inscrits dans la Constitution. Nous devons avoir un système fédéral avec si possible deux Etats, un Etat kurde et un Etat arabe. Eventuellement, avec quatre ou cinq Etats arabes – cela rendra le pouvoir central plus faible – mais en tout cas avec un seul Etat kurde », dit-il.

Depuis que le Parlement kurde d'Erbil a solennellement adopté le principe du fédéralisme le 4 octobre 1992, les Kurdes ont eu le temps d'ébaucher plusieurs projets de statut fédéral – dont la dernière version a été ratifiée par l'assemblée parlementaire lors de sa réunion du 4 octobre 2002, qui a marqué la réconciliation du PDK et de l'UPK.

En fait, plus qu'au fédéralisme les Kurdes songent au confédéralisme – un système qui maintiendrait des liens très lâches entre les diverses « régions » constituant l'Irak : « Si le ministre de l'Enseignement supérieur à Bagdad veut transmettre des directives à l'université d'Erbil, il ne doit pas le faire directement, mais passer par le Premier ministre du Kurdistan », déclarait Jelal Talabani à l'époque où il n'était encore que dirigeant de l'UPK. Surtout les Kurdes entendent conserver leur autorité sur leurs forces armées, les peshmergas et en particulier sur leurs unités de « gardes frontaliers ». Bagdad, à leurs yeux, ne devrait pas pouvoir envoyer de troupes au Kurdistan sans l'assentiment des autorités kurdes.

Les Kurdes ont introduit dans leur projet de Constitution deux autres articles qui dérangent énormément leurs partenaires arabes, chiites ou sunnites : l'article 74 proclame en effet que toute loi ou décret affectant ou limitant les droits nationaux légitimes du peuple kurde ou contredisant les termes de cette Constitution sont nuls et non avenue. Et l'article 75 affirme que la structure et le système politique de la

République fédérale d'Irak ne peuvent être changés sans le consentement de l'Assemblée de la Région du Kurdistan. Toute violation conduirait le peuple de la Région du Kurdistan à exercer son droit à l'autodétermination, c'est-à-dire – mais le projet de Constitution ne le dit pas – à... l'indépendance.

Pour tous les Kurdes, qu'il s'agisse des dirigeants de l'UPK et du PDK ou des simples citoyens, le fédéralisme n'a pas de sens sans un réajustement des « frontières » et l'inclusion dans la région kurde des territoires qui en font

de Constitution de l'Irak, affirme la nécessité de corriger la politique d'arabisation du Baas.

« La guerre de 1974 avait commencé à cause de Kirkouk, déclare Massoud Barzani, président du PDK. Pourquoi l'article 58 de la LAT ne serait-il pas appliqué ? Pourquoi les habitants originels ne seraient-ils pas autorisés à voter ? Quelle conscience peut accepter cela ? » Et, rappelant que tous les partis politiques irakiens ont signé la loi administrative transitoire, Massoud Barzani lance cet avertissement : « Tout retour en arrière signifie que l'Irak ne peut pas être unifié. Le fédéralisme est le minimum que les Kurdes puissent accepter. Nous n'admettons pas que ceux qui n'acceptent pas la LAT gouvernent l'Irak. »

Les autorités de Bagdad – le gouvernement d'Iyad Allawi, la commission électorale indépendante et les ambassadeurs américain et britannique – ont dû céder devant les pressions de Massoud Barzani et de Jelal Talabani, qui menaçaient de boycotter les élections si des dizaines de milliers de déplacés kurdes n'étaient pas autorisés à voter. Finalement, la commission électorale indépendante a permis à tous les Kurdes capables de prouver qu'ils avaient été enregistrés à Kirkouk lors du recensement de 1957, et à leurs descendants, de participer au vote. Plus de 120 000 Kurdes déplacés, vivant dans les camps à la périphérie d'Erbil ou de Souleimaniyé, ont pu ainsi voter, ce qui a permis aux Kurdes de remporter une nette majorité, avec 237 000 voix sur 406 000, les Turkmènes ne reportant que 73 790 voix – ce qui en dit long sur l'importance réelle de la communauté turkmène à Kirkouk. Mais malgré cette première victoire des

Kurdes, tout reste à faire.

Les statistiques sont hasardeuses, mais on estime qu'environ 300 000 Kurdes ont en effet été chassés de la région de Kirkouk, et 200 000 à 250 000 Arabes, souvent des chiites, y ont été implantés à leur place. Réinstaller ces Arabes dans leurs régions d'origine en leur fournissant de quoi acquérir ou construire un nouveau logement et une aide leur permettant de redémarrer une nouvelle existence, demandera beaucoup d'argent. Et il en faudra aussi beaucoup pour accueillir décemment tous les Kurdes qui campent aujourd'hui dans les ruines du camp militaire Khaled ou dans le stade de Kirkouk, ou dans des bidonvilles dans les banlieues d'Erbil ou de Souleimaniyé. « Mais l'Irak est riche, souligne Adnan Mufti. Avant 70% de l'argent allait aux armes et aux services de renseignement. Si nous construisons un



Safin Hamde-APF



Reuters

En haut : Massoud Barzani, leader du PDK, et Jelal Talabani, alors chef de l'UPK. Ci-dessus, incendie d'un pipeline à proximité de Kirkouk après un attentat.

historiquement partie : Khanakin à l'est, Sinjar à l'ouest et au centre Kirkouk, avec non seulement la ville elle-même, mais les districts qui en ont été détachés dans le cadre de la campagne d'arabisation menée par le Baas depuis 1968. Et les Kurdes sont d'autant plus fermes sur ces revendications territoriales que l'article 58 de la loi administrative transitoire (LAT), promulguée le 8 mars 2004 par l'Autorité provisoire de la Coalition, et qui sert pour l'instant

Les erreurs de Washington

« Nous avons prévenu les Américains, déclarait Jelal Talabani peu de temps avant de devenir président de la République d'Irak, nous leur avons dit qu'il serait très facile de renverser Saddam, mais très difficile de gouverner l'Irak. » Face au chaos arabe, cette guerre civile de faible intensité qui ravage le reste du pays, les Kurdes commencent par signaler que la chute du Baas est sans précédent dans l'histoire politique de l'Irak : « Chaque fois qu'il y avait un coup d'Etat, tous les principaux partisans du régime étaient massacrés. Mais cette fois-ci il n'y a pas eu de liquidations physiques sur une grande échelle. Et il est naturel que les sunnites, qui détenaient 99% du pouvoir entre leurs mains, soient en rébellion », constate Nechirvan Barzani, Premier ministre du gouvernement kurde (PDK) d'Erbil. Tout en approuvant l'intervention américaine de 2003 en Irak, les Kurdes reconnaissent que les Américains ont multiplié les erreurs. Notamment en se concentrant sur les 55 dirigeants du fameux jeu de cartes, et en laissant en liberté des centaines de cadres intermédiaires des forces armées et des services de renseignement baassistes qui dirigent ou encadrent aujourd'hui l'insurrection contre les forces de la coalition. Or les services de sécurité kurdes les avaient souvent localisés en conseillant aux Américains de les arrêter. En vain.

Masrouf Barzani, fils de Massoud Barzani et responsable des services de sécurité du Parti démocratique du Kurdistan (PDK), rappelle

que le fameux « triangle sunnite » n'a pas été libéré par les forces américaines, mais est tombé sans combats. L'élite des unités de l'armée, et en particulier de la Garde républicaine, et des services spéciaux, qui était originaire de cette région, est demeurée intacte.

A Bagdad, les innombrables officiers de



Masrouf Barzani

mistes – l'insurrection serait financée par des dons provenant pour la plupart des pays arabes voisins. « Je ne dis pas des gouvernements, mais des "organisations caritatives" qui financent parfois directement les terroristes », affirme Masrouf Barzani.

Paradoxalement les Kurdes, qui font jusque-là la même analyse, n'ont pas la même vision du rôle de leurs voisins. Le PDK a tendance à accuser la Syrie, et l'UPK l'Irak : « Beaucoup de terroristes (les Kurdes refusent de parler de "résistants") sont infiltrés en Irak à partir de la Syrie », accuse Masrouf Barzani. De son côté, Adnan Mufti, dirigeant de l'UPK, redoute une intervention iranienne au Kurdistan : « Si les Iraniens décident de créer des troubles au Kurdistan, ils peuvent utiliser de jeunes Kurdes qui vivent dans des camps à Nagadé ou à Merivan, facilement manipulables. Pour nous, ces terroristes kurdes sont beaucoup plus difficiles à détecter que les Arabes. » Se protégeant des infiltrations de terroristes arabes (essentiellement des Yéménites, Syriens et Tunisiens) en renforçant les contrôles le long de la

« ligne verte », les Kurdes sont conscients que, s'ils veulent préserver la stabilité et la sécurité de la région kurde, ils doivent projeter leurs forces au sud de la « ligne verte », en particulier à Kirkouk et surtout à Mossoul, le bastion des nationalistes arabes dans le nord de l'Irak, à la frontière du Kurdistan. Et, depuis le début de l'année, plusieurs centaines de membres des forces spéciales kurdes et de leurs services de renseignement opèrent à Mossoul et à Kirkouk aux côtés des forces américaines. ■ C. K.

l'armée irakienne qui y avaient établi leur résidence ont été laissés en liberté. « Ces gens-là savent qu'ils ne reviendront jamais au pouvoir dans un Etat démocratique, affirme Masrouf Barzani. Comme ils n'ont pas été arrêtés après la chute de Bagdad en avril 2003, ils ont un sentiment d'impunité totale. »

Selon les responsables kurdes, ces ex-officiers baassistes ont aussi mis la main sur d'importantes sommes d'argent après la chute du régime. Mais – et c'est un des facteurs de l'alliance des baassistes et des isla-

nouvel Etat, le peuple irakien aura un niveau de vie élevé. »

Après le rétablissement d'une situation démographique normale à Kirkouk, les étapes suivantes sont l'organisation d'un recensement et celle d'un référendum pour décider du sort de Kirkouk – son éventuel rattachement à la Région du Kurdistan. Pour les Kurdes, la question est déjà tranchée, et l'article 5 de leur projet de Constitution de la Région du Kurdistan proclame : « La ville de Kirkouk sera la capitale de la région kurde. » L'article 70 proclame également qu'une « part des ressources naturelles – en particulier du pétrole –, proportionnelle à l'importance de la population de la Région du Kurdistan par rapport à la population totale de l'Irak », ira alimenter les revenus de la Région du Kurdistan. Les Kurdes fixent ce pourcentage à 25%, alors que les Arabes l'estiment à... 17%.

Les Etats de la région, et en particulier la Turquie, peuvent-ils s'opposer au rattachement de Kirkouk à la Région du Kurdistan ? « Le problème de Kirkouk ne peut pas être résolu par des menaces, répond Massoud Barzani, la Turquie

● Pour tous les Kurdes, le fédéralisme n'a pas de sens sans un réajustement des « frontières ».

.....

n'a pas le droit d'intervenir dans les affaires intérieures de l'Irak. »

Tout en acceptant dans leur projet de Constitution de la République fédérale d'Irak que l'islam soit la religion de l'Etat, les Kurdes ne veulent absolument pas d'un Etat islamique – ce à quoi ils ont très peur d'aboutir avec Ibrahim Jaafari comme Premier ministre. « Jaafari est comme le Baas, assène un dirigeant du PDK, proche collaborateur de Massoud Barzani, qui occupe un poste important dans le régime de transition à Bagdad, il profitera de ses fonctions pour construire un Etat Daawa (du nom du parti islamique Daawa, dont Ibrahim Jafari est un

des dirigeants). Il veut que tout l'Irak soit islamique, avec un visage moderne. C'est pourquoi nous ne l'aimons pas. » Et d'ajouter : « Si les chiites veulent vivre avec nous, il faut que la Constitution soit laïque, sinon nous nous séparerons. Nous ne pouvons pas nous opposer à ce qu'ils veulent faire dans leur partie de l'Irak, mais nous pouvons nous opposer à ce qu'ils veulent faire pour tout l'Irak, ou pour le Kurdistan. Voilà pourquoi nous aurions préféré comme Premier ministre Allaoui, Chalabi ou Adel Abdel Mahdi. Mais encore une fois tout dépend de leur programme de gouvernement. Si nous obtenons les garanties que nous voulons sur le fédéralisme et les régions contestées, nous pouvons dormir à un seul œil ! »

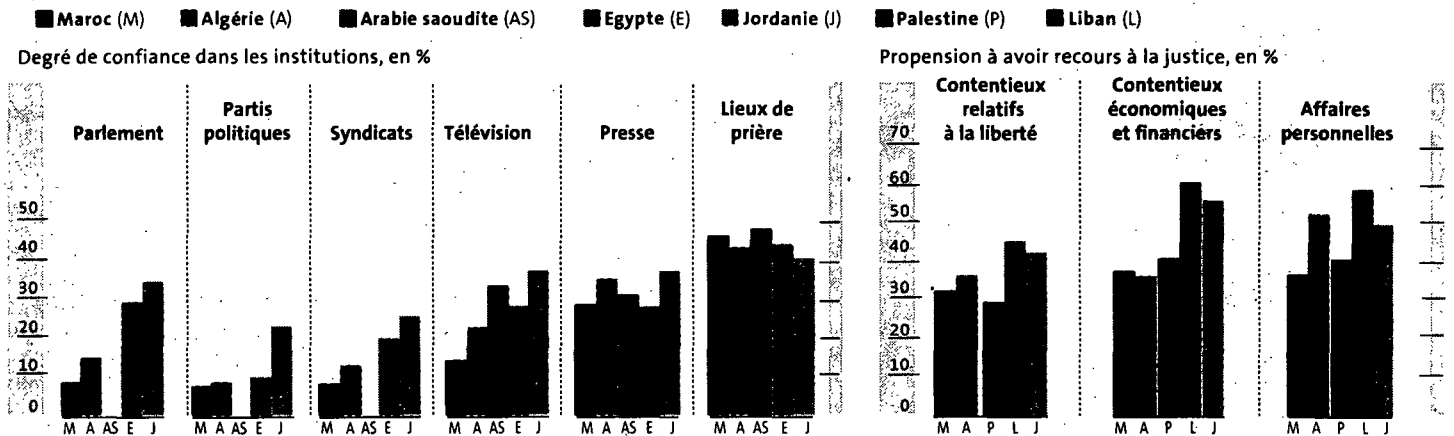
Tout est dit : c'est avec les plus grandes réticences que les Kurdes sont disposés à soutenir un gouvernement dirigé par un religieux chiite. Instruits par une longue expérience de négociations désastreuses avec le gouvernement central de Bagdad, ils sont fermement résolus à ne pas céder sur leurs revendications : entre la coopération et la séparation, il n'y a qu'un pas.

CHRIS KUTSCHERA

Pour l'ONU, les réformes dans le monde arabe sont restées « embryonnaires et fragmentaires »

Le rapport annuel du PNUD de 2004 est alarmant sur le développement humain de la région

DE GRAVES DÉFICITS EN MATIÈRE DE LIBERTÉS ET DE BONNE GOUVERNANCE



Données extraites de sondages réalisés pour le PNUD sur des échantillons représentatifs des populations des pays cités — près de la moitié de la population du monde arabe — comprenant des hommes et des femmes à parts égales et tenant compte de l'âge ainsi que de la répartition géographique. Source : Rapport sur le développement humain dans le monde arabe

C'EST un document-phare, devenu rituel, qui suscite une attente inquiète chez les gouvernants et un soulagement – fût-il pour l'heure seulement moral – au sein des élites libérales des pays arabes. Ses incidences sont réelles, quelles que soient les dénégations que l'on peut entendre ici ou là. Il s'agit du *Rapport annuel sur le développement humain dans le monde arabe*, qui vient d'être publié pour la troisième année consécutive par le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD).

Le constat est affligeant : « *La crise du développement arabe s'est approfondie et a atteint un degré de complexité tel qu'elle requiert le plein engagement de tous les citoyens arabes dans une réforme globale afin de provoquer une renaissance humaine dans la région. Les réformes partielles, si variées soient-elles, ne sont plus efficaces, voire possibles ; peut-être ne l'ont-elles jamais été, dans la mesure où la réforme requiert un environnement social favorable* », estiment les auteurs, pour qui les principales entraves à une telle « renaissance » sont les restrictions politiques, et singulièrement les déficits aigus en matière de libertés et de bonne gouvernance.

Non que les pays arabes soient figés dans une inexorable paralysie. Pour tenter de relever les défis qui leur sont posés, des initiatives régionales ont bien été prises depuis 2003 : au niveau officiel, notamment la Déclaration sur le processus de réforme et de modernisation adoptée par le sommet arabe, en mai 2004, mais aussi au niveau de la

société civile, avec la Déclaration de Sanaa, de janvier 2004, ou la Charte d'Alexandrie, en mars de la même année.

Sur le plan national, des forces politiques et de la société civile ont réussi à forcer des progrès appréciables. Certains gouvernements ont tenté des ouvertures timides vers

l'opposition, ou d'étendre – frileusement – la sphère des libertés publiques. Mais les réformes sont restées « embryonnaires et fragmentées » : des mesures d'embellissement, en somme, qui ne sont pas de nature à dissiper l'environnement répressif prédominant.

A des degrés divers, les libertés demeurent à la merci de deux sortes de pouvoir : celui de régimes non démocratiques, et celui de la

« Les réformes partielles, si variées soient-elles, ne sont plus efficaces, voire possibles »

tradition et du tribalisme, parfois sous couvert de religion. Ces forces jumelles se sont conjuguées pour court-circuiter les libertés et les droits fondamentaux. Journalistes, activistes politiques, écrivains et artistes ont, entre autres, pâti de ces restrictions, que la lutte contre le terrorisme n'a fait qu'accroître.

Dans certains pays, elles peuvent aller jusqu'à la violation de la vie privée, la privation de citoyenneté, les arrestations, la torture et les mauvais traitements, voire les exécutions extrajudiciaires. Les violations sont encore plus flagrantes lorsqu'il s'agit de minorités, qu'elles soient religieuses, culturelles ou ethniques. Sans parler de la ségrégation que continuent de subir les femmes. Ce ne sont là que quelques exemples de déficits relevés dans ce rapport de 248 pages, dressé à partir d'enquêtes de terrain en 2004.

Ces graves déficits tiennent, selon les auteurs du rapport, à un ensemble de structures sociales, économiques et politiques qui ont

empêché des forces politiques et sociales d'émerger et de bénéficier de la crise des régimes autoritaires, totalitaires et paternalistes. Le vice est parfois inhérent aux textes constitutionnels qui, tout en légalisant les libertés de pensée, d'opinion, de croyance et d'association, imposent des restrictions à ces mêmes libertés au nom de la sécurité ou de l'unité nationale. Dans d'autres cas, c'est la législation qui impose des limites aux libertés autorisées par la Constitution. L'indépendance du pouvoir judiciaire est bafouée.

En un mot comme en mille, et quelle que soit la diversité des régimes en place – monarchies absolues, républiques révolutionnaires ou pouvoirs islamiques radicaux –, l'Etat moderne arabe ressemble à ce « trou noir » qui fige son environnement social en un décor où rien

ne bouge et dont rien ne s'évade. Avec, dans certains cas, une hypertrophie du pouvoir exécutif, voire la concentration de ce pouvoir aux mains d'un seul homme.

Le tableau, bien sombre, expose l'étendue de la répression – laquelle appauvrit le paysage politique, social et associatif –, de la corrup-

tion – érigée en moyen de gouvernement – et des maillons de la chaîne qui restreint les libertés – de l'éducation familiale et scolaire jusqu'à l'âge adulte – ainsi que d'un mode de production rentier qui rend le citoyen tributaire de ses gouvernants.

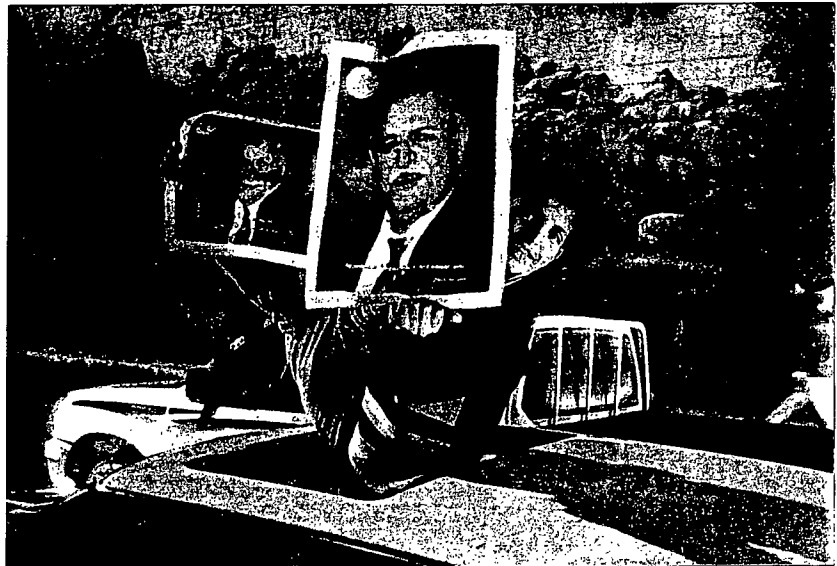
Les incidences de facteurs régionaux et internationaux ne sont pas étrangères à cet état des lieux, explique le rapport. La politique israélienne en Palestine, doublée du soutien américain au Conseil de sécurité, n'est pas de nature à favoriser les conditions d'un développement humain harmonieux et démocratique. Pas davantage que l'occupation américaine de l'Irak, où la chute du dictateur est loin d'avoir ouvert une ère de libertés et de respect des droits. L'incidence de ces deux points chauds régionaux n'est pas uniquement locale. Couplée avec la marginalisation de l'ONU dans un monde globalisé et unipolaire, la perpétuation de ces conflits de basse intensité suscite un sentiment de dépit et d'injustice qui, soulignent les auteurs, pourrait exacerber la tendance à l'extrémisme.

Mouna Naïm

Le Monde 8 AVRIL 2005

Elu mercredi 6 avril
président
de la République
irakienne,
Jalal Talabani
a consacré sa vie
à la promotion
des Kurdes d'Irak.
Un combat
qui a emprunté
des chemins
parfois tortueux

UN PRÉSIDENT KURDE POUR L'IRAK



Des enfants irakiens brandissent le portrait du leader kurde Jalal Talabani à l'annonce des résultats des élections, le 13 février, à Souleimaniyé, dans le nord de l'Irak.

CERTAINS retournements de situation laissent à penser que l'histoire aime se jouer des hommes et de leur destin. Il n'y a pas si longtemps, personne n'aurait osé parier un dinar sur l'avenir politique de Jalal Talabani en Irak. Au Kurdistan, on se souvient que lorsque Saddam Hussein, dans ses rares élans de mansuétude, accordait une amnistie générale aux combattants kurdes rebelles, il en excluait toujours, et nommément, leur leader, Jalal Talabani. « *Qui aurait pu imaginer, s'esclafait récemment un journaliste kurde, que Saddam, l'homme qui a le plus haï et exterminé les Kurdes, devrait un jour s'en remettre à la grâce présidentielle de Talabani pour espérer échapper à une condamnation à mort ?* »

On n'en est pas encore là. Mais à 71 ans, et presque autant de temps passé à lutter pour les droits de son peuple maltraité par les gouvernements successifs, le leader kurde peut aujourd'hui goûter une douce vengeance : il est président de l'Irak. L'époque est bien loin où, se souvient-il, il « [craquait] à la frontière iranienne, de la boue jusqu'aux genoux, pour échapper à l'armée irakienne ». Et il faut remonter au temps des croisades et de Saladin pour trouver un Kurde à la tête d'un Etat arabe.

A part de petits soucis de santé, des kilos en trop qui lui imposent un régime drastique, la vie sourit à Jalal Talabani. Ses sourcils qui froncent dès qu'il parle lui donnent un air d'éternel mécontent. Une apparence trompeuse. Volontiers blagueur selon ses amis, très bavard de son propre aveu, cet amateur de bons vins et de gros cigares savoure une victoire amorcée au lendemain des élections irakiennes du 30 janvier.

Jalal Talabani n'a même pas attendu le dépouillement des votes pour revendiquer la présidence. L'annonce des résultats n'a fait que le conforter dans ses prétentions : arrivée en deuxième position, derrière la liste chiite mais loin devant les Arabes sunnites qui se sont abstenus, la liste kurde unifiée (LUK) peut légitimement réclamer un poste-clé.

Ne fallait-il pas réserver la présidence, au rôle largement cérémoniel, à la communauté sunnite perdante pour encourager sa participation au sein du nouveau gouvernement irakien et ménager la susceptibilité des pays voisins ? Jalal Talabani balayait l'argument d'un brusque accès de colère : « *Les Kurdes citoyens de seconde catégorie, c'est fini !* » Une question de principe, finalement. Quant au caractère symbolique de la fonction, le Kurde assure qu'il sera « *un président fort qui aura son mot à dire* ». Les mauvaises langues ajoutent que, de toute façon, « *Talabani a toujours été très sensible aux honneurs et aux flatteries. Cette fonction lui va donc comme un gant.* »

La fréquentation, longue et assidue, des chancelleries étrangères l'a habitué aux salons, mais l'a surtout rompu à l'art diplomatique. Par ailleurs, personne ne conteste ses faits d'armes ni sa bravoure sur le terrain. Farouche nationaliste, homme de passion et de conviction, Jalal Talabani est aussi un ambitieux obstiné qui est toujours parvenu à ses fins, quitte, on le verra, à pactiser avec le diable. Ses adversaires politiques reconnaissent en lui un intellectuel cultivé qui parle, outre la langue kurde, l'arabe, le farsi, l'anglais et quelques rudiments de français. Et capable de réciter dans le texte aussi bien des

passages du Coran que les vers du célèbre poète irakien Al-Jawheri, dont il fut un ami intime.

Sa bibliothèque, impressionnante par la quantité de livres qu'elle renferme, est aussi variée que sa table, réputée l'une des meilleures du Kurdistan.

Son parcours politique est à l'image de l'histoire des Kurdes d'Irak : long, sinueux, marqué par les alliances et les mésalliances. A l'origine, rien ne semble le prédestiner à un brillant avenir politique. Né en 1934 à Koysandjak, petite ville plantée au cœur des montagnes du Kurdistan irakien, Jalal Talabani est issu d'une famille religieuse connue et respectée, mais non d'une grande tribu. La nuance est importante car dans cette région, comme ailleurs en Irak, les liens tribaux déterminent la position sociale. Cela participera à forger sa réputation de self-made-man. C'est aussi un des éléments avancés au Kurdistan pour expliquer pourquoi Jalal Talabani s'est plus tard détourné du mouvement nationaliste, dirigé par la puissante tribu des Barzani, provoquant une longue lutte intestine entre Kurdes d'Irak.

Le jeune Jalal est envoyé au collège à Kirkouk, à l'époque une ville riche, cosmopolite et majoritairement kurde. Cet âge d'or prend fin avec la politique d'arabisation de Saddam Hussein, qui poussera, dans les années 1980, plus de 100 000 Kurdes à fuir et à se réfugier dans des camps insalubres, plus au nord, où nombre d'entre eux crouissent encore. Aujourd'hui, Kirkouk dépend de l'autorité de Bagdad, et son intégration au sein de la région du Kurdistan est devenue l'une des revendications essentielles de Jalal Talabani, au

point de l'appeler la « Jérusalem kurde ».

Plus tard, étudiant en droit à l'université de Bagdad, il se révèle un élève doué et un activiste politique précoce. Séduit par l'idéologie marxiste - *Le Capital*, de Karl Marx, occupe encore une place de choix dans sa bibliothèque -, le jeune homme est également fervent admirateur de Mollah Moustafa Barzani. L'étudiant apprécie autant les idées politiques que le courage guerrier de ce héros du nationalisme kurde, grand patron du PDK (Parti démocratique du Kurdistan), alors exilé à Moscou, après avoir été banni d'Irak et d'Iran.

Il a trouvé sa voie. Il sera, comme Barzani, un ardent défenseur de la cause nationaliste kurde. Peut-être rêve-t-il aussi déjà d'en devenir un héros tout aussi célèbre. Son zèle le fait remarquer. Charismatique et populaire au sein de la jeunesse kurde, il n'a pas vingt ans quand il devient membre du comité central du PDK. Son mariage avec Hero, fille d'Ibrahim Ahmad, secrétaire général du parti, couronne son ascension politique. « *Au début des années 1960, se souvient un de ses compatriotes, le*

nom de Talabani était déjà dans toutes les bouches. Il suscitait l'admiration et la sympathie. C'est à cette époque qu'il a gagné le surnom de "Mam Jalal" [oncle Jalal, en kurde], qui ne l'a jamais quitté depuis. »

Mais, peu après le retour de Mollah Moustafa Barzani en Irak, en 1958, à la faveur d'un changement de régime à Bagdad, les relations entre le maître et le disciple se dégradent, et se rompent définitivement en 1964. Après onze années d'exil, le « général » Barzani cherche à reprendre le contrôle de ses troupes. La relève, incarnée par Ibrahim Ahmad et son talentueux gendre, ne l'entend pas de cette oreille.

RIVALITÉS personnelles ? Lutte d'influence entre le clan tribal et l'élite urbaine ? Les deux, répondent les spécialistes de l'histoire kurde. Tandis qu'une nouvelle révolte de Mollah Moustafa contre l'autorité de Bagdad déclenche la guerre, Talabani choisit le camp de son beau-père, entraînant avec lui une fraction du PDK.

Surviennent alors les « années de la honte », pour reprendre l'expression des rares Kurdes qui osent évoquer 1966 et les quatre années suivantes. Ibrahim Ahmed et Jalal Talabani s'allient avec le gouvernement irakien, dont le Baas, arrivé au pouvoir en 1968. Leurs hommes deviennent alors l'armée auxiliaire de Bagdad. Ces mercenaires kurdes, restés dans les mémoires sous l'appellation méprisante de Jash, les « bourricots », répriment sans pitié leurs anciens frères d'armes du PDK. C'est là, préviennent des connaisseurs, un épisode qu'il faut éviter d'évoquer en présence de Mam Jalal, d'une susceptibilité malade sur cette erreur de parcours.

Le 11 mars 1970, Mollah Moustafa arrache à Saddam Hussein un accord promettant l'autonomie du Kurdistan. La promesse ne sera pas complètement tenue, mais la situation s'améliore et le mouvement kurde se réconcilie. Du moins en apparence : aussitôt qu'il a rejoint les rangs, l'ambitieux Talabani est invité à prendre le large, à Beyrouth puis à

Damas, en tant que représentant du PDK. C'est durant ces années qu'il court les ambassades et les chancelleries et gagne une stature internationale.

Pendant ce temps, au Kurdistan, les combats ont repris. En 1975, le mouvement kurde s'effondre, abandonné par l'Irak, qui le pourvoyait en argent et en canons. La déroute est totale et, pour la première fois, Barzani dépose les armes.

Talabani s'oppose encore à son chef et refuse la défaite. Tandis que les peshmergas (combattants) s'enfuient à travers les montagnes, il organise avec son épouse et cinq fidèles en armes la dernière barricade de la résistance kurde.

Son exemple rallie une petite troupe de combattants qui parviennent à bloquer l'avance des troupes irakiennes. Ce succès lui permet de fonder, le 1^{er} juin, l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), qui regroupe divers petits partis gauchisants. Talabani scelle ainsi son divorce définitif avec le PDK des Barzani. « *Depuis cette époque, raconte un journaliste local, l'UPK et Mam Jalal ont toujours maintenu une présence armée en Irak. Des hommes du PDK sont revenus se battre, mais leur chef était exilé en Iran. La présence physique de Talabani sur le terrain a installé son prestige au sein de la population. Il est alors devenu le champion de la cause kurde. »*

Volontiers blagueur, très bavard, cet amateur de bons vins et de gros cigares savoure une victoire amorcée au lendemain des élections du 30 janvier

Jalal Talabani participera, si l'on peut dire, à l'ultime retour de son rival. En 1993, il escorte la dépouille mortelle de Mollah Moustafa, enterré en Iran presque quinze ans plus tôt, jusqu'au village irakien de Barzan, respectant ainsi le dernier vœu formulé par celui qui avait été jadis son maître à penser. Mais le duel avec le PDK n'a pas pris fin avec la mort de son chef. Au contraire, il se radicalise avec Massoud Barzani, fils de Mollah Moustafa et héritier du parti.

Il faut la férocité de la campagne d'Anfal, lancée en 1987-1988 par Saddam Hussein, pour que les frères ennemis cessent de se combattre. En quelques mois, plus de 700 villages sont rasés et plusieurs milliers de Kurdes sont gazés à Halabja. Dans un élan né du désespoir, PDK et UPK tentent de sauver ce qui peut encore l'être en unissant leurs forces au sein d'un Front du Kurdistan d'Irak. Cette réconciliation ne durera pas plus de cinq ans. Elle vole en éclats alors que le Kurdistan, devenu zone d'exclusion aérienne après l'intervention

alliée en Irak de 1991, vit pourtant ses premières années d'autonomie.

De 1994 à 1997, c'est la guerre civile. En 1996, l'UPK, allié à l'Irak, décide d'en finir militairement avec les Barzani. Persuadé d'être en danger de mort, Barzani va réclamer l'aide de l'ennemi honni : Saddam Hussein. Au sortir de cette lutte acharnée et fratricide, les deux leaders sortiront discrédités pour longtemps. Le véritable rapprochement entre les deux partis n'intervient qu'en 2003, alors que la chute de Bagdad apparaît inévitable. Il n'est officialisé que le 3 février 2005, quelques jours après les élections générales, quand Massoud Barzani et Jalal Talabani proclament solennellement la réunification du Kurdistan.

Comprendre ce qui différencie le PDK de l'UPK n'est pas simple. Leurs leaders actuels sont tous deux des survivants qui ont lutté toute leur vie pour la même cause : le droit des Kurdes. Si le clan Barzani a été le premier à réclamer l'autonomie du Kurdistan, Talabani est l'inventeur du concept d'un Irak fédéral. Leurs différences auraient davantage trait à leurs personnalités. Les partisans de l'UPK aiment ainsi à souligner la « modernité » de Mam Jalal. Modernité qui s'exprimerait, selon eux, autant par ses costumes-cravates, en opposition à l'éternel keffieh de Massoud Barzani, que par son attitude moins conservatrice, notamment envers les femmes. Encore que, dans la pratique, ces jugements restent à prouver.

Quoi qu'il en soit, aucun camp, kurde ou arabe, ne s'est ouvertement opposé à la présidence de Jalal Talabani. L'éloignement physique des deux frères rivaux serait même la meilleure garantie de l'unité kurde. C'est du moins ce qui se dit au Kurdistan.

Quant à son programme présidentiel, Mam Jalal en a déjà donné les grandes lignes : « *Rendre visite aux pays victimes de Saddam, c'est-à-dire l'Irak et le Koweït, pour leur demander pardon au nom de l'Irak, mais aussi une aide financière. Réformer d'urgence la police et l'armée. Refuser catégoriquement un Etat islamiste et, pour mes invités, avoir toujours chez moi, à Bagdad, une bonne bouteille de champagne frais !* »

Cécile Hennion



Turquie : neuf rebelles et un soldat tués dans des combats

DIYARBAKIR (Turquie), 4 avr (AFP) - 14h40 - Neuf rebelles kurdes du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, rebaptisé Kongra-Gel) et un soldat turc ont été tués au cours de combats dans une zone montagneuse du sud-est de la Turquie, a-t-on annoncé lundi de source officielle.

Les affrontements de ces cinq derniers jours ont eu lieu dans la région de Cudi, située dans la province de Sirnak, près de la frontière avec l'Irak, précise un communiqué de ce gouvernorat.

Des armes, des munitions et un grand nombre d'explosifs ont été saisis lors des opérations dans plusieurs caches et grottes, ajoute le document.

Il s'agit des plus violents accrochages de ces derniers mois dans le sud-est, peuplé majoritairement de Kurdes et dont le chef-lieu est Diyarbakir.

Le PKK a mené entre 1984 et 1999 une lutte armée indépendantiste contre les forces de sécurité turques. Les combats ont perdu de leur intensité depuis la condamnation à la prison à vie en 1999 du chef de l'organisation Abdullah Ocalan.

L'armée turque estime cependant à quelque 5.000 le nombre des rebelles réfugiés dans le Kurdistan irakien. Ceux-ci s'infiltrèrent avec la fin de l'hiver en territoire turc et sont interceptés par les forces turques.

Les rebelles kurdes de Turquie reprennent le nom de PKK (agence)



ISTANBUL, 4 avr 2005 (AFP) - 16h44 - Les rebelles kurdes du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), qui militent pour l'indépendance du sud-est de la Turquie, ont décidé lundi de reprendre leur nom d'origine après avoir changé deux fois d'appellation depuis 2002, a rapporté l'agence de presse pro-kurde MHA.

Quelque 205 délégués réunis en congrès depuis le 28 mars "dans les montagnes du Kurdistan" ont annoncé la refondation du PKK à compter du 4 avril, date anniversaire du chef de leur mouvement Abdullah Ocalan, a affirmé l'agence, se fondant sur un communiqué de l'organisation clandestine.

"Notre congrès, en purifiant le PKK de ses insuffisances et de ses erreurs, a mené à son terme une détermination forte à se transporter vers l'avenir", affirme notamment le document, cité par MHA.

Le PKK, créé en 1978, a mené entre 1984 et 1999 une lutte armée contre le pouvoir central d'Ankara pour la création d'un Etat kurde indépendant dans le Sud-Est anatolien qui a fait près de 37.000 morts.

L'organisation marxiste a décrété un cessez-le feu unilatéral en septembre 1999 après la capture, puis la condamnation à mort (peine commuée à la prison à vie) en juin de la même année d'Abdullah Ocalan.

Considéré comme une organisation terroriste par la Turquie et nombre de pays occidentaux, dont les Etats-Unis, le PKK a été dissous en avril 2002 pour devenir le Kadek (Congrès pour la Démocratie et la liberté au Kurdistan), destiné à poursuivre "la lutte pour la libération des Kurdes".

En novembre 2003, le Kadek avait annoncé qu'il prenait l'initiative de sa dissolution, se baptisant Kongra-Gel et affirmant avoir renoncé au séparatisme.

Cette dernière émanation du PKK a mis fin en juin 2004 à la trêve décrétée cinq ans plus tôt.

Les combats qui avaient pratiquement cessé dans le sud-est anatolien ont depuis repris, même si leur ampleur est loin de rappeler celle des affrontements des années 1990.

Neuf militants du PKK et un soldat ont été tués au cours des cinq derniers jours lors d'affrontements dans la province de Sirnak (sud-est), a-t-on rapporté lundi de sources officielles.

La Turquie appelle Jalal Talabani à préserver l'unité de l'Irak



ANKARA, 6 avr 2005 (AFP) - 14h04 - La Turquie, toujours inquiète des visées indépendantistes des Kurdes d'Irak, a salué mercredi l'élection d'une personnalité issue de cette communauté au poste de président irakien, tout en appelant Jalal Talabani à oeuvrer en faveur de "l'unité" de son pays.

"M. Talabani est un homme politique chevronné qui accorde de l'importance à l'unité de l'Irak. De ce fait, je le félicite", a déclaré le ministre des Affaires étrangères Abdullah Gul à la presse lors d'une visite à Dubaï, dans des propos cités par l'agence turque Anatolie.

Pour M. Gul, "la tâche première du président irakien devrait assurément être de préserver l'unité et l'intégrité de son pays". Il a espéré que "l'identité irakienne" soit renforcée dans ce pays voisin de la Turquie.

C'est la première fois dans l'histoire de l'Irak moderne qu'un Kurde occupe la plus haute fonction de l'Etat.

M. Erdogan a par ailleurs souligné l'importance particulière pour Ankara que la ville pétrolière irakienne de Kirkouk jouisse d'un "statut spécial".

En saluant ainsi l'élection de M. Talabani, la Turquie a confirmé l'évolution de sa diplomatie au sujet des Kurdes d'Irak, une communauté qui représente près de 20% de la population irakienne et qui a été longtemps persécutée sous différents régimes.

Ce changement de position a été provoqué notamment par le fait que les Kurdes soient les alliés des Américains en Irak.

La Turquie a toujours très mal vu toute velléité d'indépendantisme des Kurdes irakiens. Elle a cependant ouvert ses frontières en 1991 pour protéger des centaines de milliers d'entre eux de la vengeance du président de l'époque, Saddam Hussein, après la première guerre du Golfe.

Elle avait dans la foulée établi des liens avec l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) de M. Talabani et le parti démocratique du Kurdistan (PDK) de son rival, Massoud Barzani.

La Turquie a considéré le nord de l'Irak jusqu'à son occupation par les Américains en 2003 comme son arrière-cour, car il échappait au contrôle de Bagdad, et y menait de fréquentes incursions afin de pourchasser les rebelles du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK).

Les deux chefs kurdes disposaient d'un passeport diplomatique qui leur avait été délivré par Ankara pour pouvoir voyager à l'étranger mais ils ont été honnis par la classe politique turque pour des déclarations considérées comme indépendantistes.

Dans un exercice de realpolitik, Ankara avait envoyé en février une mission pour rencontrer de M. Talabani en Irak.

"Le fait qu'une délégation turque ait rencontré M. Talabani en Irak démontre que la Turquie n'est pas opposée à ce qu'il soit président", avait-on précisé de source turque.

A chaque déclaration d'un dirigeant kurde qui semble réclamer une certaine autonomie pour sa communauté, la presse turque réagit vivement. Mais cette attitude doit changer, estime Mustafa Aydin, de la faculté des sciences politiques d'Ankara.

"La Turquie doit modifier sa rhétorique concernant les leaders kurdes car ils deviennent les dirigeants d'un pays voisin", a-t-il expliqué sur une chaîne privée de télévision.

Selon cet analyste, l'élection d'un Kurde comme président devrait "pour le moment geler" les aspirations autonomistes de sa communauté.

Ankara est en effet inquiet d'un éventuel expansionnisme des Kurdes dans le nord de l'Irak visant à inclure Kirkouk dans leur zone autonome.

La crainte d'Ankara est que Kirkouk soit rattachée aux provinces kurdes et devienne, à terme, la riche capitale d'un Etat indépendant que beaucoup de Kurdes souhaitent créer dans cette région située aux portes de la Turquie.

Des Kurdes célèbrent à Damas l'élection de Talabani à la tête de l'Irak



DAMAS, 7 avr (AFP) - 22h20 - Plusieurs centaines de Kurdes irakiens et syriens ont célébré jeudi dans le centre de Damas l'élection du Kurde Jalal Talabani à la tête de l'Etat irakien, a constaté un journaliste de l'AFP.

Environ 500 Kurdes irakiens et syriens se sont rassemblés près des bureaux du parti de l'Union patriotique du Kurdistan (PDK) que dirige M. Talabani.

Ils célébraient l'élection de ce chef kurde à la présidence de l'Irak en distribuant aux passants des douceurs et des boissons, et en chantant et dansant au rythme de musiques traditionnelles.

"Pour la première fois, un Kurde est élu à la tête de l'Etat", s'est réjoui Salah Berouari, responsable de la communication au bureau de l'UPK à Damas.

"Pour la première fois, le peuple de l'Irak ne fait pas de différence entre un Kurde, un Arabe, un Turcoman ou un Assyrien. Le seul critère est la compétence et la disponibilité au service de la patrie", a-t-il souligné.

L'agence officielle syrienne Sana avait auparavant rapporté que le président syrien Bachar al-Assad avait exprimé "ses meilleurs voeux de succès et de santé" à Jalal Talabani pour son élection à la tête de l'Etat irakien.

Dans un message adressé à M. Talabani, le président Assad a félicité M. Talabani, lui exprimant "ses meilleurs voeux de santé, de bonheur et de succès dans ses nouvelles responsabilités".

Le président Assad a souhaité que "le peuple irakien frère renforce son unité et réalise la sécurité, la stabilité, le développement et le progrès" dans son pays.

C'est la première fois dans l'histoire de l'Irak moderne qu'un Kurde occupe la plus haute fonction de l'Etat. Elu mercredi par l'Assemblée nationale, Jalal Talabani, 71 ans, a prêté serment jeudi à Bagdad, entouré de ses deux vice-présidents, Ghazi al-Yaouar et Adel Abdel Mahdi.

M. Talabani entretenait des liens étroits avec les responsables syriens notamment du temps de l'ex-président Hafez al-Assad.

Avant la chute du régime irakien en avril 2003, le chef kurde séjournait régulièrement en Syrie où son mouvement, l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), dispose d'un bureau.

Talabani fera allégeance au "drapeau de Saddam Hussein"



LE CAIRE, 7 avr (AFP) - 12h18 - Le nouveau président d'Irak, le Kurde Jalal Talabani, a indiqué dans une interview publiée jeudi qu'il prêterait serment devant le drapeau de "Saddam Hussein" mais s'est dit déterminé à remplacer cet étendard.

"Bien sûr, car c'est le drapeau en place et c'est le drapeau de l'Irak et nous le respectons", a dit M. Talabani au correspondant du quotidien gouvernemental égyptien Al-Ahram, qui lui demandait s'il prêterait serment jeudi "devant l'étendard actuel".

Mais M. Talabani, le premier kurde à diriger l'Irak, a réitéré sa détermination à changer le drapeau actuel. "Il y aura certainement un nouveau drapeau, car la bannière actuelle est celle de Saddam Hussein", a-t-il dit peu après son élection mercredi à la tête du pays.

"Mais, il faut que nous approuvions le (nouveau) drapeau irakien, qu'il soit le drapeau du 14 juillet ou un nouveau qui serait approuvé par tous les Irakiens", a-t-il ajouté.

"Nous, au Kurdistan, nous utilisons le drapeau républicain irakien de la révolution du 14 juillet car il fait l'unanimité, donc (nous utilisons) le drapeau d'avant l'arrivée de Saddam au pouvoir", a poursuivi l'ancien ennemi juré du dictateur déchu.

Le 14 juillet 1958, une révolution conduite par Abdel Karim Kassem renversa la monarchie et instaura la république, optant pour un drapeau rouge, blanc et vert portant un soleil ainsi qu'un poignard et un sabre.

Après la guerre de mars 2003, les Irakiens s'étaient élevés contre le Conseil de gouvernement transitoire aujourd'hui dissous pour avoir tenté d'imposer un nouvel étendard comprenant deux bandes bleues symbolisant le Tigre et l'Euphrate, séparées par une bande jaune, couleur emblématique des Kurdes, surmontées d'un rectangle blanc avec au milieu un croissant, symbole de l'islam. Ils critiquaient les bandes bleues qui rappelaient trop selon eux le drapeau israélien.

"Maintenant, nous allons apprendre l'arabe", affirment les neveux de Talabani



BAGDAD, 6 avr (AFP) - 18h23 - Sara et Zargos, les neveux du Kurde Jalal Talabani n'en reviennent pas de voir leur oncle élu président de la République par un Parlement composé en majorité d'Arabes, eux qui n'ont entendu parler que de récits sur les combats de leur peuple pour défendre son identité.

"Maintenant, nous allons apprendre l'arabe", affirme dans son costume bien coupé Zargos Ibrahim, avec un parfait accent britannique. Ce jeune homme de 17 ans avoue ne parler que l'anglais et le kurde.

"Oui, je vais m'y mettre", approuve sa soeur Sara, 18 ans, qui s'exprime également en anglais.

En voyant les députés, dont certains chefs de tribus arabes en habit traditionnel venir embrasser leur oncle, l'ancien rebelle, Zargos confie aux journalistes: "Qui aurait pu imaginer ceci, il y a cinq ans? Franchement, nous n'y étions pas préparés".

Pour eux, l'Irak a vécu une journée historique mercredi en portant pour la première fois depuis la naissance de l'Irak il y a plus de 80 ans un Kurde à la magistrature suprême. En montant à la tribune après son élection, Jalal Talabani a affirmé avec éloquence son souhait de voir son pays ravagé par la violence devenir le phare de la démocratie et des droits de l'Homme au Moyen-Orient.

"Nous allons travailler sérieusement avec vous (les députés) et le gouvernement pour bâtir une démocratie protégeant les droits de l'Homme et la liberté, extirpant la terreur, la corruption et l'idéologie fasciste de (Michel) Aflaq", fondateur du parti Baas, qui monopolisa le pouvoir durant 35 ans en Irak.

Une salve d'applaudissements accueille ces propos. Puis, ce combattant pour les droits des Kurdes, va trouver les mots pour rassurer la majorité arabe, notamment les sunnites, qui ont perdu le pouvoir qu'ils ont toujours monopolisé.

"Nous devons travailler pour ramener l'Irak à la civilisation, à son milieu arabe et islamique, et pour que ce pays devienne un réel partenaire des nations, et un exemple de liberté, de démocratie et d'unité nationale pour libérer les nations du Proche-Orient de la tyrannie et de la dictature", affirme avec vigueur le nouveau chef de l'Etat.

Mercredi, celui qui a été appelé durant la séance "oustaz" (maître) car il fut avocat, a été élu avec les deux vice-présidents Adel Abdel Mahdi et Ghazi al-Yaouar, par 228 voix sur 257 députés ayant pris part au vote.

Les députées kurdes affichaient un visage rayonnant alors qu'elles flânaient dans la salle dans des robes élégantes. Pour beaucoup de Kurdes, qui jouissent depuis 14 ans d'une autonomie dans leurs montagnes du Nord, cette journée a marqué un moment particulier, après des décennies de persécutions de la part des gouvernants arabes qui voulaient mettre au pas ce peuple irréductible.

"Ce qu'il s'est passé aujourd'hui me laisse à penser que l'on peut transformer ce pays de tyrannie et de discrimination raciale en un pays où les droits sont égaux pour tous", déclare avec satisfaction le député kurde Barham Saleh, vice-Premier ministre sortant.

"Il est possible pour nous Kurdes de sentir aujourd'hui que nous appartenons à un endroit qui a fonctionné durant 80 ans sur des bases ethniques et confessionnelles", ajoute-t-il.

Dans les provinces kurdes et la ville pétrolière de Kirkouk, les habitants ont laissé éclater leur joie dans les rues, avec des danses et des coups de klaxon, pour célébrer cette élection.

"Quand j'ai vu les autres députés (arabes, ndlr) voter pour lui, je n'en ai pas cru mes yeux parce que j'ai toujours pensé qu'ils nous détestaient", a confié Nawzad Ali Hassan, un Kurde de Kirkouk.



Le monde arabo-musulman félicite le premier président kurde d'un Etat arabe

BAGDAD, 8 avr (AFP) - 9h49 - Le monde arabo-musulman a félicité le président d'Irak Jalal Talabani, le premier kurde élu à la tête d'un Etat arabe, alors que le premier gouvernement élu du pays en un demi-siècle a pris forme avec la désignation à sa tête du chiite Ibrahim Jaafari Premier ministre.

Jalal Talabani, 71 ans et ses deux vice-présidents, le chiite Adel Abdel Mahdi et le sunnite Ghazi al-Yaouar, ont prêté serment jeudi au Palais des Congrès dans la Zone verte, secteur ultra-protégé à Bagdad.

C'est la première fois dans l'histoire de l'Irak moderne qu'un Kurde occupe la plus haute fonction de l'Etat. Sa communauté avait été persécutée pendant des décennies sous différents régimes irakiens.

L'élection de M. Talabani, même si elle fait craindre des appels à l'indépendance parmi les communautés kurdes dans certains Etats voisins, a été bien accueillie dans la région et en Occident.

Les gouvernements des Etats voisins de Syrie, d'Iran, de Turquie et d'Arabie saoudite s'en sont félicités.

"M. Talabani est un homme politique chevronné qui accorde de l'importance à l'unité de l'Irak. De ce fait, je le félicite", a dit le chef de la diplomatie turque Abdullah Gul, dont le pays reste inquiet des visées indépendantistes des Kurdes d'Irak. Il a espéré que l'"identité irakienne" soit renforcée.

En Syrie, le président Bachar al-Assad a exprimé "ses meilleurs voeux de santé, de bonheur et de succès" à M. Talabani, qui entretenait des liens étroits avec Damas notamment du temps du défunt président Hafez al-Assad et père de l'actuel chef d'Etat.

Le roi Fahd d'Arabie saoudite a aussi félicité Jalal Talabani et souhaité au peuple irakien "prospérité, sécurité et stabilité". De même, l'émir du Qatar Hamad ben Khalifa Al-Thani lui a adressé ses félicitations.

Pour Mohammed VI du Maroc, l'élection de M. Talabani "illustre l'orientation démocratique et l'attachement à l'unité nationale et territoriale de l'Irak frère".

Le secrétaire général de l'Organisation de la conférence islamique (membres), Akmal al-Din Oghali, s'est dit "confiant qu'en tant que premier président irakien démocratiquement élu, M. Talabani saura conduire l'Irak sur la voie de l'unité, de la stabilité et du développement".

Le secrétaire général de la Ligue arabe Amr Moussa, dont l'organisation compte 22 membres, a félicité Jalal Talabani, le qualifiant de "personnalité politique éminente".

M. Talabani et ses deux vice-présidents ont été élus mercredi par l'Assemblée nationale transitoire issue des élections historiques du 30 janvier. Ils forment le Conseil présidentiel, la plus haute autorité de l'Etat.

La France, l'Australie et la Russie se sont félicités de cette élection, de même que de la nomination par le Conseil présidentiel d'Ibrahim Jaafari, issu de la majorité chiite à l'Assemblée, premier ministre après près de deux mois de tractations ardues entre kurdes et chiïtes, vainqueurs des élections.

Pour les Etats-Unis, l'arrivée de la nouvelle équipe dirigeante intérimaire à Bagdad constitue une victoire d'étape, mais la longueur des tractations laisse augurer des difficultés sur la route de la démocratie.

L'Assemblée nationale doit en principe rédiger, d'ici au 15 août, la Constitution permanente, pour ratification par référendum avant le 15 octobre. Un délai non renouvelable de six mois est possible en cas de difficultés pour achever le texte. Si la Constitution est approuvée dans les temps, des élections générales devront se tenir au plus tard le 15 décembre et un nouveau gouvernement devra être mis en place au plus tard le 31 décembre.

Le département d'Etat a souhaité que ce calendrier serré soit tenu. "Tout le monde est d'accord sur l'importance de respecter le calendrier", a déclaré le porte-parole Richard Boucher.

L'avancée politique semble avoir peu de chances d'influer à court terme sur la sécurité et les perspectives de départ des forces américaines, qui vont devoir continuer d'assumer pour une durée indéterminée l'essentiel du fardeau face à l'insurrection.

"Les forces irakiennes ne sont en aucune façon capables de faire face à la situation, et je ne pense pas que ce nouveau gouvernement veuille précipiter le départ des troupes américaines", assure Steven Cook, du Council on Foreign Relation (CFR), un centre d'études de New York.

Dans son discours d'investiture, M. Talabani a tendu la main aux insurgés irakiens, leur proposant une amnistie afin de "leur donner une chance" de se réinsérer dans le nouvel Irak, toujours en proie à la violence.

Paris adresse ses "chaleureuses félicitations" à Jalal Talabani



PARIS, 7 avr (AFP) - 13h48 - La France a salué jeudi la désignation par l'Assemblée Nationale irakienne du collège présidentiel et a adressé ses "chaleureuses félicitations" au dirigeant kurde Jalal Talabani, élu président.

"Nous adressons nos chaleureuses félicitations au président Jalal Talabani ainsi qu'aux deux vice-présidents de la République (d'Irak) désignés ce jour, M. Ghazi Al-Yaouar et M. Adel Abdel Mehdi", a déclaré jeudi le porte-parole du ministère français des Affaires Etrangères, Jean-Baptiste Mattei.

"C'est une nouvelle étape importante et attendue de la transition politique engagée en Irak, qui ouvre la voie à la formation d'un exécutif transitoire", a-t-il ajouté.

"D'autres étapes importantes du processus doivent suivre au cours des prochains mois, notamment l'élaboration d'une nouvelle Constitution dans laquelle tous les Irakiens doivent se reconnaître" a-t-il souligné. "Nous appelons dans cet esprit l'ensemble des forces politiques du pays qui rejettent la violence à participer au processus" a poursuivi M. Mattei.

M. Mattei a enfin indiqué que la France "renouvelle sa détermination à aider le peuple irakien et à travailler avec ses représentants et confirme sa volonté de contribuer à la reconstruction de l'Irak".

Talabani écarte une crainte des Kurdes, blâme les médias égyptiens



LE CAIRE, 7 avr (AFP) - 14h16 - Le nouveau président irakien, le Kurde Jalal Talabani, a écarté l'existence de craintes concernant la nomination d'un Kurde à la tête de l'Etat et a accusé certains médias égyptiens de "glorifier" les terroristes, dans un entretien publié jeudi par le quotidien cairote Al Ahram.

"Le peuple irakien ne craint pas l'expérience kurde, le peuple irakien croit en la fraternité arabo-kurde", a affirmé M. Talabani au journaliste qui le priait de commenter "les craintes de la rue irakienne à majorité arabe après sa prise de fonction comme chef d'Etat".

"Durant les journées les plus noires, lorsque les Kurdes étaient décimés et opprimés, le peuple arabe irakien épaulait les Kurdes irakiens", a ajouté M. Talabani dans cet entretien accordé peu après son élection mercredi.

Il a blâmé certains médias égyptiens, les accusant de glorifier les terroristes.

"La position officielle égyptienne appuie et aide le peuple irakien. La position de certains médias est contre le peuple irakien, car ils glorifient les meurtriers, les criminels et les gangs qui commettent d'horribles crimes en les qualifiant de +résistance+", a déploré M. Talabani.

"Il s'agit d'une position contraire aux principes auxquels croient les Egyptiens et contraire à la démocratie", a-t-il estimé.

"Ces bandes criminelles, qui tuent aveuglément les enfants, les femmes, les vieillards et ceux qui prient dans les mosquées, les husseiniya (mosquées chiites) et les églises, ne relèvent pas de la résistance, mais de bandes de mercenaires", a martelé M. Talabani.

Comme dans son discours mercredi à l'Assemblée nationale transitoire, il a affirmé à Al Ahram qu'il donnera la priorité à "l'éradication du terrorisme" en Irak.

Le président irakien Jalal Talabani défend la présence américaine en Irak



WASHINGTON, 10 avr 2005 (AFP) - 18h15 - Le nouveau président de la République irakienne, le Kurde Jalal Talabani, a défendu dimanche la présence américaine en Irak au lendemain d'une manifestation qui a rassemblé des dizaines de milliers de personnes à Bagdad pour conspuer les Etats-Unis.

"Je pense que nous avons grand besoin des Américains et des autres soldats alliés en Irak jusqu'à ce que nous soyons capables de reconstruire nos forces de sécurité", a dit M. Talabani interrogé sur CNN depuis Bagdad.

"Nos amis américains sont venus pour libérer notre pays", a-t-il dit.

M. Talabani a estimé que les Irakiens seront en mesure d'avoir leur propre armée "d'ici deux ans".

Mais, a-t-il ajouté, le retrait américain ne dépend pas seulement de la formation d'une nouvelle armée irakienne. Un des facteurs du retrait, a-t-il dit, "est de mettre l'Irak à l'abri du terrorisme".

Beaucoup de terroristes "viennent de l'étranger", a estimé M. Talabani. Il s'agit de "fondamentalistes très réactionnaires qui sont contre une grande majorité d'Irakiens", a-t-il ajouté.

Il a affirmé que le Jordanien Abou Moussab al-Zarqaoui, chef du réseau terroriste Al-Qaïda en Irak, était "l'un des principaux criminels" que l'Irak doit affronter. Mais, a-t-il souligné, "si nous avons pu capturer Saddam Hussein, un jour nous capturerons (Zarqaoui) et les autres criminels qui se cachent".

A propos de l'ancien président, M. Talabani a dit que "Saddam Hussein sera jugé après la formation du nouveau gouvernement". "Je ne peux pas dire exactement quand son procès commencera mais ce sera une des tâches du nouveau gouvernement", a-t-il dit.

M. Talabani a également plaidé pour l'unité de l'Irak en jugeant que l'indépendance du Kurdistan n'était "pas réaliste".

Reprise des exportations de pétrole irakien vers Ceyhan en Turquie



BAGDAD, 19 avr (AFP) - 15h19 - L'Irak a repris ses exportations de pétrole brut vers Ceyhan en Turquie, selon un responsable de SOMO, la société publique chargée de la vente du pétrole à l'étranger.

Le ministre du Pétrole irakien Thamer Abbas Ghabbane avait indiqué à la mi-février que son pays avait cessé ses exportations vers la Turquie en raison de sabotages répétés des installations pétrolières par les insurgés.

Le responsable de la SOMO, s'exprimant sous couvert de l'anonymat, s'est refusé à préciser le volume de pétrole transitant actuellement vers la Turquie, en expliquant qu'"à chaque fois que c'est rendu public, dans l'heure, (les conduites) sont attaquées".

Le principal oléoduc permettant d'exporter notamment vers Ceyhan le pétrole des champs de Kirkouk, à 250 km au nord de Bagdad, a une capacité théorique de 400.000 barils par jour.

"Nous arrivons à faire passer quelques barils vers nos centres de stockage mais, jusqu'à maintenant, nous évitons d'en parler", a expliqué le responsable en justifiant ce mutisme par des raisons de sécurité.

Une force de protection des infrastructures pétrolières, comptant environ 1.500 hommes, s'est révélée incapable à ce jour d'endiguer complètement les attaques des rebelles contre les oléoducs.

Lundi, un oléoduc de la région de Kirkouk (nord) alimentant la raffinerie de Baiji (180 km au nord de Bagdad) était en feu après un acte de sabotage.

Le ministre du Pétrole avait indiqué en février que l'Irak exportait autour de 1,5 million bpj par le sud du pays, où sont situés ses gisements et ses réserves les plus importants.

Kurdes et Arabes renvoient à plus tard la dispute sur Kirkouk et son pétrole

ERBIL (Kurdistan)

de notre envoyée spéciale

« Je ne laisserai jamais personne dire que j'ai renoncé à Kirkouk. Pour elle, je verserai jusqu'à la dernière goutte de mon sang », déclarait en 1975 le général Barzani, alors chef du mouvement national kurde en Irak. Trente ans plus tard, dès l'annonce des résultats des élections irakiennes du 30 janvier 2005, ses propos étaient repris sur toutes les chaînes de télévision du Kurdistan, suivis de chants patriotiques célébrant « Kirkouk, ville de feu et de lumières, source de notre sagesse et de notre culture, toi la plus kurde des villes de notre patrie ».

C'est dire l'importance que revêt Kirkouk aux yeux des Kurdes. Son rattachement au Kurdistan constitue l'une de leurs revendications principales, et sans doute celle qui sera la plus difficile à obtenir. Non seulement la ville rassemble un cocktail ethnique - Kurdes, Arabes, Turcomans - explosif, mais ses gisements de pétrole représentent près de la moitié des exportations irakiennes. De telles richesses pourraient en outre, si elles tombaient entre les mains des Kurdes, permettre la création d'un Kurdistan indépendant économiquement viable. Ce scénario inquiète aussi la Turquie qui en craint les répercussions sur sa minorité kurde, et qui a répété régulièrement qu'un contrôle kurde sur Kirkouk constituerait « une ligne rouge » justifiant l'intervention de ses troupes en Irak.

La question du statut de Kirkouk et le partage de ses ressources ont ainsi été parmi les principaux points de litige entre chiïtes et Kurdes au cours des négociations pour le nouveau gouvernement. Aucun accord n'a été trouvé, si ce n'est celui de renvoyer la question à décembre 2005, date à laquelle les Irakiens devront élire une nouvelle Assemblée.

Le problème ne date pas d'hier. En 1974, le

refus de Saddam Hussein, alors vice-président de l'Irak, de concéder au général Barzani ne serait-ce qu'une autorité administrative sur Kirkouk avait déclenché la guerre, aboutissant à l'écrasement de la révolte kurde et à une politique d'arabisation à outrance, culminant avec les opérations meurtrières de la campagne Anfal à la fin des années 1980.

LE MYTHE DU RETOUR

Tandis que des milliers de familles arabes, principalement des chiïtes originaires du sud paupérisé, étaient transplantées dans la ville, les Kurdes et, dans une moindre mesure, les Turcomans ont été chargés dans des camions et forcés de trouver refuge là où ils le pouvaient. La plupart se sont installés dans des camps en bordure d'Erbil et de Souleimaniyé. Ils forment aujourd'hui une population estimée à 300 000 personnes, vivant dans des conditions exécrables. La nouvelle génération née dans les camps n'a jamais mis les pieds à Kirkouk, mais elle a grandi dans le mythe du retour.

Voilà pourquoi, côté kurde, on affirme aujourd'hui que l'enjeu est avant tout « humain ». « Une question de justice après trente-cinq années de souffrances, de sacrifices et des milliers de morts, estime Seywan Barzani, le représentant de l'autorité kurde en France. Kirkouk doit revenir aux Kurdes et les Arabes devront partir, par l'argent ou par la force. » « Quant au pétrole, nous revendiquons 25 % du revenu total, soit une part proportionnelle au poids démographique des Kurdes en Irak » explique-t-il, tout en dénonçant la politique d'exclusion systématique qui continue, selon lui, à frapper sa communauté. Par exemple, « la Compagnie de pétrole du nord, qui dépend de l'autorité directe du ministère du pétrole, emploie 12 000 fonctionnaires, parmi lesquels 50 à 55 seulement sont kurdes ».

Les dirigeants kurdes affirment que la ville a toujours été majoritairement kurde. Un recensement officiel, effectué en 1957, établit que 48,3 % de la population de la ville est kurde, 28,2 % arabe et 21,4 % turcomane. En 1977, un autre recensement comptabilise 37,6 % de Kurdes, 44,4 % d'Arabes et 16,3 % de Turcomans. Ces derniers chiffres « prouvent l'ampleur de la politique d'arabisation, avant même les opérations Anfal », dit M. Barzani.

Autre argument : la coalition kurde a remporté 26 des 41 sièges du conseil de province lors des élections de janvier 2005. Mais ces résultats sont contestés par les responsables locaux arabes et turcomans, qui dénoncent des chiffres artificiellement gonflés par la venue, à cette occasion, de dizaines de milliers de réfugiés. Le camp de Beni Slawa, dans la banlieue d'Erbil, était, il est vrai, presque vide le jour du scrutin, le vote à Kirkouk étant considéré comme un « devoir patriotique ».

Depuis la chute de Saddam Hussein, beaucoup de déplacés sont revenus à Kirkouk, investissant le stade, quand ils ne sont pas parvenus à récupérer leur maison, occupée ou détruite. Cette présence, qui pourrait durer, fait planer la menace de règlements de comptes entre Kurdes et Arabes qui risqueraient d'enflammer les esprits déjà très échauffés. Des chiïtes se revendiquant du leader radical Moqtada Al-Sadr ont organisé une manifestation le 18 mars pour protester contre toute expulsion des populations arabes. Comme ailleurs dans le pays se profile le risque d'une guerre civile. Depuis le début de l'intervention américaine en Irak, plusieurs responsables et policiers kurdes ont été assassinés et les sabotages d'oléoducs se multiplient dans la région.

Cécile Hennion

9 AVRIL 2005

Le Monde

Le président Talabani se dit favorable à une amnistie pour les insurgés irakiens

M. Al-Jaafari devra former le gouvernement

DÈS sa prestation de serment, jeudi 7 avril, devant l'Assemblée nationale intérimaire, le président de la République d'Irak, Jalal Talabani, a tendu la main aux insurgés qui ont pris les armes contre les forces étrangères présentes dans le pays. « Il faut trouver une solution politique et pacifique pour les Irakiens qui se sont fourvoyés dans le terrorisme, et leur accorder l'amnistie », a dit le nouveau chef de l'Etat, soucieux de « donner une chance » à ces derniers de se réinsérer dans le nouvel Irak. Il les a conviés à « participer au processus démocratique et à profiter des libertés accordées, même s'ils appellent au retrait des forces étrangères ou d'occupation, comme ils les qualifient ».

M. Talabani a en revanche jugé qu'il fallait « repousser avec force les terroristes criminels qui viennent de

l'étranger et qui font alliance avec les criminels baasistes ». Il faut, a-t-il dit, « les isoler des gens pour nettoyer les régions dans lesquelles ils se trouvent contre le gré de la population ». « Il faut amnistier les Irakiens qui sont prêts à coopérer avec nous dans le processus démocratique car on ne peut pas avancer sans eux dans le nouvel Irak », a-t-il souligné. Il a également souhaité parvenir à un « accord avec les frères arabes pour qu'ils arrêtent leur soutien médiatique, financier, mais aussi en armes et entraînement » à la guérilla. Les autorités irakiennes ont fréquemment dénoncé le soutien dont les insurgés bénéficieraient, selon elles, de la part d'Etats voisins comme l'Iran, la Syrie et la Jordanie.

Le nouveau président, qui a prêté serment sur le Coran, s'est engagé à « sauvegarder l'indépendance de

l'Irak, défendre les intérêts de son peuple, de son ciel et de sa terre, et le système démocratique fédéral ». Il a promis de « travailler à préserver les libertés publiques et privées ainsi que l'indépendance du système judiciaire pour appliquer la loi avec justice ». Ses deux vice-présidents, le chiïte Adel Abdel Mahdi et le sunnite Ghazi Al-Yaouar, ont fait de même lors de la cérémonie tenue dans le Palais des congrès, dans la « zone verte », secteur ultraprotégé au centre de Bagdad. Après la prestation de serment, le chiïte Ibrahim Al-Jaafari, qui dirige le parti Al-Daawa, a été officiellement chargé par M. Talabani de former un gouvernement. Il a souligné que sa priorité était « d'asseoir la sécurité » en Irak. Il a dit qu'il serait « particulièrement attentif à ce que les portefeuilles ministériels soient tenus par des technocrates très efficaces et honnêtes, en tenant compte de leur passé et de leurs capacités de travail ».

RÈGLEMENTS DE COMPTES

Dans la nouvelle configuration institutionnelle, les chiïtes (majoritaires) et les Kurdes (minoritaires) obtiennent ainsi une sorte de revanche après avoir été, pendant des dizaines d'années, les principales

cibles de la répression officielle.

D'ores et déjà, les règlements de comptes avec le gouvernement sortant ont commencé. Dès l'élection, mercredi, du Conseil présidentiel, des députés chiïtes ont accusé l'équipe dirigée par Iyad Allaoui de corruption et d'avoir introduit des baasistes de l'ancien régime dans les ministères de la défense et de l'intérieur. Un débat agité s'est engagé à l'Assemblée sur une proposition de la liste chiïte de l'Alliance unifiée irakienne (AUI), visant à demander des comptes à M. Allaoui sur les contrats et les nominations de son gouvernement depuis les élections du 30 janvier. Une commission a été créée pour décider, avant dimanche, si le Parlement doit se prononcer sur cette proposition.

La situation est compliquée par le fait que M. Al-Jaafari occupait les fonctions de vice-président de l'Etat sortant et qu'un autre membre de l'AUI, Adel Abdel Mahdi, élu mercredi vice-président, est également ministre sortant des finances. M. Al-Jaafari a suggéré la création d'une commission chargée d'enquêter sur les allégations de corruption et d'infiltration de hauts fonctionnaires de l'ancien régime. - (AFP.)

IRAK Deux ans après la chute de Saddam, l'Amérique a été conspuée à Bagdad à l'appel de l'imam radical Moqtada al-Sadr

Les intégristes chiites font la loi dans les rues de Bassora

Deux ans après la chute de Saddam Hussein, des dizaines de milliers d'Irakiens ont conspué les Etats-Unis samedi à Bagdad. La manifestation, la plus importante depuis deux ans, a répondu à l'appel de l'imam chiite radical Moqtada al-Sadr. La violence, attribuée à la rébellion sunnite, a connu un regain en ce jour anniversaire, faisant 30 tués. A Bassora, dans le Sud chiite, où les religieux ont emporté les élections du 30 janvier, les miliciens de Moqtada al-Sadr, partisans d'un Etat islamique, cherchent à imposer la charia, au désespoir d'une bonne partie de la population.



A Bassora, les miliciens de Moqtada al-Sadr, partisans d'un Etat islamique, cherchent à imposer la charia. Il y a trois semaines, ils ont violemment attaqué des étudiants réunis pour un pique-nique au parc Andalou. (Photo E. Al-Sudani/AFP.)

Bassora (Irak) :
Delphine Minoui

Quand Celia Garabet, jeune chrétienne brune de 21 ans, quitta son domicile ce matin-là, le ciel était bleu pur et la brise venue du Golfe balayait la chaleur du début de printemps. Le temps était idéal pour le pique-nique organisé par 400 étudiants irakiens de la faculté d'ingénierie de Bassora, sous les palmiers du parc Andalou, non loin de la rive du Chatt al-Arab. La partie de campagne a viré au cauchemar, sous les coups des miliciens de l'imam chiite radical, Moqtada al Sadr.

« J'étais assise avec des amies à l'extrémité du jardin, quand j'ai vu plusieurs de mes camarades courir en tous sens », se souvient Celia, visage pâle et chevelure fine. « Un homme masqué, vêtu de noir, s'est planté en face de nous en nous demandant violemment pourquoi nous ne portions pas de foulard. J'ai reçu un grand coup sur la tête. Partout, c'était la panique, on entendait des jeunes crier et des tirs en l'air. Comme j'essayais de me diriger vers la sortie, j'ai été frappée d'un second coup avec une barre de fer. Ce fut le trou noir pendant quelques minutes », poursuit, fébrile, la jeune femme. Trois semaines plus tard, elle continue à porter une

minerve autour du coup. Elle voit trouble et souffre de migraines.

La partie de campagne, première du genre en deux ans, s'annonçait pourtant bien. Les étudiants, avec l'accord du recteur, s'étaient donné rendez-vous au parc Andalou. La plupart des filles portaient le foulard. Seules les jeunes chrétiennes et quelques musulmanes n'étaient pas couvertes. « Nous avons joué au volley-ball. Les copains avaient apporté de la musique et quelques garçons ont dansé. Nous n'avions pas d'alcool, raconte Mohammed Samir, chiite de 22 ans et camarade de classe de Celia. Au bout d'une heure, nous avons vu surgir une trentaine de jeunes hommes en noir, munis de kalachnikovs, de bâtons et de longs couteaux. Ils nous ont attaqués en nous accusant d'être des infidèles. Ils traitaient les filles de prostituées. »

Parmi les assaillants, Celia reconnaît Cheikh Abdullah Mohammed, jeune clerc enturbanné, responsable des affaires étudiantes dans l'organisation de Moqtada al-Sadr. « C'est lui qui donnait les ordres », dit-elle. Au bout de quelques minutes, la police maritime, en



patrouille dans le coin, intervient. « Mais, au lieu de venir à notre secours, la moitié des policiers se sont rangés du côté des miliciens », regrette le jeune Mohammed. Plusieurs étudiants, gravement blessés, passèrent la nuit à l'hôpital.

Les jeunes de Bassora sont furieux. Ils ont organisé deux manifestations pour protester. Sur un calicot, on peut lire leurs revendications : juger les criminels, interdire l'accès du campus aux partis religieux, présenter des excuses aux étudiants, rendre les objets volés. Les officiels locaux se taisent. « Nous traversons une période sensible et nous devons avancer avec prudence », se justifie

Mohammed Sadoun al-Ebaadi, chef du Conseil provincial. Désigné après les élections du 30 janvier, il est membre d'un groupe religieux, relativement modéré, le mouvement al-Dawa. Son parti a remporté 3 des 41 sièges du nouveau Conseil de Bassora, contre 20 pour la liste Bassora islamique et 12 pour Fadhila, un autre parti religieux. Les partisans de

Moqtada al-Sadr avaient refusé de se présenter aux élections. Ce sont pourtant eux qui font la loi dans la rue. Ils tentent d'imposer la charia, avant même que la Constitution du pays ne soit rédigée.

En guise de regrets suite à l'incident du parc Andalou, le bureau de Sadr a publié un communiqué promettant de ne plus attaquer les rassemblements de jeunes. Dans les faits, c'est une autre histoire. Plusieurs étudiants qui avaient participé au pique-nique ont été arrêtés et interrogés, dans un lieu secret, par les miliciens de Moqtada. Ces derniers ont menacé le correspondant de la chaîne américaine en langue arabe al-Hurra de fermer son bureau, prétextant une mauvaise couverture médiatique de l'incident par la chaîne.

Assis en tailleur dans la salle de prière du QG du parti de Moqtada, Cheikh Assad al-Basri, son représentant, turban et longue robe grise, campe sur ses positions. « Seule la violence peut stopper la dérive morale. Nous pourrions y recourir de nouveau si nécessaire, insiste-t-il. Au cours de ce pique-nique, les filles portaient des chemises trop légères, et les garçons dansaient. C'est immoral ! » En outre, ajoute-t-il, « les étudiants

ont osé se rassembler en période de deuil, alors que les chiïtes célébraient le martyre de l'imam Hossein, et quelques jours après l'attentat suicide de Hilla qui coûta la vie à plus de 120 chiïtes ! »

Cheikh Assad al-Basri est fier de mettre à l'actif de son organisation les attaques orchestrées, depuis la chute de Saddam il y a deux ans, contre une dizaine de boutiques d'alcool de Bassora. Les 12 000 miliciens locaux de Moqtada (les soldats de l'Armée du Mahdi), formés au maniement des armes, sont prêts à se mobiliser. « Ils sont partout, s'inquiète le docteur

Mohammad Nassir, directeur de la maternité de Bassora. Ils sont venus dans notre hôpital pour nous convaincre d'interdire aux médecins hommes de soigner des femmes. »

Il y a trois mois, une étudiante de la faculté des sciences a été retrouvée morte sur le chemin de sa maison. Quelques jours plus tôt, des miliciens l'avaient menacée du pire si elle ne recouvrait pas sa chevelure du voile islamique. Juliana Youssef Daoud, professeur d'anglais de confession chrétienne, se souvient, nostalgique, de sa jeunesse, dans les années 60 et 70. « C'était l'âge d'or de Bassora,

dit cette élégante irakienne, avant l'arrivée de Saddam au pouvoir, avant la guerre contre l'Iran, avant l'embargo et toutes les galères qui ont suivi. »

Sur un vieil album photo, on la voit en minijupe avec des copains. « Quand j'avais l'âge de mes étudiants, j'allais au cinéma. Le week-end, on allait jouer au casino, le long de la corniche. Puis on se retrouvait au cabaret. On buvait de la bière, on organisait des pique-niques toutes les semaines. Aucun de ces petits plaisirs de la jeunesse n'est désormais autorisé. »

New president in Baghdad ■ By Peter W. Galbraith

Iraq may still break apart

WASHINGTON
On Wednesday, Iraq's National Assembly chose Jalal Talabani — a lifelong Kurdish rebel — as Iraq's first ever democratically elected head of state.

Talabani's personality could not be more different from Saddam Hussein, whose seat he now holds. While Saddam was insular, paranoid and ignorant, Talabani is gregarious, widely traveled and has an appetite for knowledge as large as his legendary love of food. He is a humanist who opposes the death penalty, perhaps the starkest contrast to a predecessor whose regime murdered well over 500,000 of its own citizens.

President George W. Bush's supporters rightly will trumpet a democratic process that has replaced Saddam with a leader of the very people Saddam once gassed. But democracy can also be inconvenient, especially for an administration that has made the spread of freedom its top foreign policy goal for the Middle East, but which also is deeply committed to preserving the region's existing states.

Jalal Talabani's elevation is the product of a deal between the two winners of Iraq's National Assembly elections in late January. The winners — a Shiite religious list that was supported by two thirds of Iraq's Shiites and a Kurdish nationalist slate that won nearly all the votes in the Kurdish north — were able to agree that a Kurd would hold the largely symbolic presidency while a Shiite would be the more powerful prime minister. They agreed on a division of cabinet portfolios, but on almost nothing else.

The negotiations, ostensibly about the powers of a Kurdish region that has been de facto independent since 1991, masks

the simple reality that the people of Kurdistan do not want to be Iraqi at all. Simultaneous with the official balloting

in January, Kurdistan held an informal referendum on the region's status, with 97 percent choosing independence.

Contrary to Bush administration hopes for building a united and democratic Iraq, democracy has not endeared Iraq to the Kurds but has intensified their belief that independence is achievable. Even if Kurds and Shiites can find common ground on a loose federal system, it is hard to see how it will last. The Kurdish people will always want their own state and will use

The Kurds will always want their own state and will use the democratic process to ratchet up their demands.

the democratic process to ratchet up their demands.

If Iraq does come apart, it will follow the pattern of the other multi-ethnic states. Democracy broke apart the Soviet Union, Yugoslavia and Czechoslovakia because major national communities — the Baltics and Ukrainians, the Croats and Slovenes, and the Slovaks — could vote not to be ruled by Russians, Serbs and Czechs.

Throughout the Middle East, religious and ethnic divisions lie just below the surface. With its sclerotic political system and almost complete isolation, Syria is a prime target for administration democratization efforts.

As in Iraq, ousting the regime may be the easy part. For decades, Syria's Alawite minority has ruled over a Sunni majority, who will have scores to settle. Having seen their Iraqi brethren help overthrow Saddam, Syria's long-suppressed Kurds staged nationalistic

protests of their own in 2003. It was the only direct democratic fallout of the regime change in Iraq.

Iran, also in the administration's crosshairs, has more non-Persians than Persians. Iran's seven million Kurds have long resisted Tehran's authority, but they are not alone in their grievances. Iran's Azerbaijani and Baluch populations have been relatively quiet, but may not remain so in a climate of political change.

Pakistan, not a country on the Bush democracy list, is the scene of regular and horrific attacks on its Shiite minority. Its southern provinces, Sind and Baluchistan, deeply resent the Punjabi-dominated military that has governed Pakistan for most of its history.

As it did in Eastern Europe in the 1990s, the spread of democracy in the Middle East threatens existing states. As in Europe, the emergence of new states is not inherently bad and is probably unavoidable. The problem comes when the breakup is accompanied by conflicts over territory and resources — conflicts that are often rooted in a web of historical claims that leaves each group deeply convinced of the rightness of its position.

As Yugoslavia disintegrated in 1991, the first Bush administration focused on the hopeless task of trying to hold the country together when it should have been working to prevent a war.

The current President Bush cannot promote democracy in the Middle East without also being prepared to manage

the inevitable breakups. As the Bush administration salutes President Talabani, it must still face up to the reality of a Kurdistan that dreams of independence.

Peter W. Galbraith, a former U.S. ambassador to Croatia, is a fellow at the Center For Arms Control and Nonproliferation in Washington. This article first appeared in The Boston Globe.



Hadi Mizban/The Associated Press

Ibrahim al-Jaafari, right, embraced his predecessor, Ayad Allawi, in Baghdad Thursday.

Iraqis name a Shiite as new prime minister

From news reports

BAGHDAD: Iraq's presidential council was sworn in Thursday and named a Shiite, Ibrahim al-Jaafari, as prime minister, giving the country its first freely elected government in 50 years and further consolidating the postwar power shift.

Jaafari has two weeks to name his cabinet, which will allow the new government to begin work on its primary task: drafting a permanent constitution that would pave the way for elections for a permanent government in December.

Jaafari is seen as a moderate Islamist, favoring a strong role for Muslim teachings but reaching out to all of Iraq's communities.

U.S. officials say they are confident Iraq will not emulate Iran in establish-

ing an Islamic state hostile to Washington. Jaafari says he backs the U.S. military presence in Iraq — at least until Baghdad's own security forces are better able to tackle the mostly Sunni Arab insurgency.

After taking office, the new president, Jalal Talabani, a Kurdish leader, pledged to fight the insurgency that has claimed thousands of lives since Baghdad fell to U.S.-led forces on April 9, 2003. "The task of finishing off the black plague of terrorism is a nagging necessity that cannot be

delayed," he said.

Talabani also reached out to the Sunnis. "It is time for our Sunni brothers," he said, "to participate in the democratic march."

While only 17 of the 275 members of Parliament are Sunnis — a reflection of the fact that most of them either boycotted the election in January or were too afraid to vote — they are being given several top posts in the government.

Talabani committed one gaffe during the session: After his inaugural speech, he walked off the stage without naming the new prime minister, returning after most television feeds of the event were cut off to say he had simply forgotten.

Jaafari was supposed to be formally nominated as prime minister, the government's most powerful position, by the presidency council during the ceremony. (The council, in addition to Talabani, includes his two deputies, Sheik Ghazi al-Yawar, a Sunni, and Adel Abdul Mehdi, a Shiite.)

But the speaker of Parliament, Hajim al-Hassani, adjourned the session right after Talabani gave the second part of his acceptance speech in Kurdish in a large auditorium inside the capital's fortified Green Zone.

Some legislators rushed to congratulate Talabani, while many from the United Iraqi Alliance gathered around Jaafari and the party's leader, Abdul

Aziz al-Hakim, loudly protesting the breach of protocol.

Talabani returned to the stage and, with cameramen and photographers swarming around Jaafari, pulled a paper from a green folder and said smiling: "I nominate you prime minister, we can't find a better man."

Jaafari did not seem upset, telling reporters afterward: "This day represents a democratic process and a step forward."

Hassani said the outgoing prime minister, Ayad Allawi, had turned in his resignation but was asked to stay on in a caretaker role until the new cabinet is named. Hassani urged Iraq's new leaders to begin immediately. "Your people are looking at you and waiting," he said. "So, work!"

Jaafari's rise to the prime minister's job solidifies the rise to power of Iraq's majority Shiites and minority Kurds after decades of brutal oppression under Saddam Hussein's Sunni-dominated regime. Shiites, who make up about 60 percent of Iraq's 26 million people, have a majority of seats in the National Assembly, while the Kurds have the second-largest bloc.

Jaafari spent more than two decades in exile, mostly in Britain and Iran,

helping to lead anti-Saddam opposition forces in the Islamic Dawa Party, Iraq's first Shiite Islamic political party. He also has close ties to Grand Ayatollah Ali al-Sistani, Iraq's most influential Shiite cleric. Jaafari's wife is a distant relative of Sistani's.

Talabani was chosen as president on Wednesday, while Mehdi and Yawar were elected vice presidents after weeks of sometimes tense negotiations.

The new line-up represents Iraq's third set of interim leaders since the U.S. invasion. The Allawi government replaced the U.S.-appointed Iraqi Governing Council.

Saddam and 11 of his top aides were given the choice of watching a tape of Wednesday's National Assembly session in their prison and all chose to do so, said Bakhtiar Amin, the human rights minister in the outgoing government.

Amin said Saddam watched by himself, while the others viewed it as a group. "I imagine he was upset," Amin said of Saddam. "He must have realized that the era of his government was over, and that there was no way he was returning to office." The former officials were not watching Thursday's session.

(AP, Reuters, AFP)

INTERNATIONAL
Herald Tribune

APRIL 8, 2005

THE INDEPENDENT
Monday 11 April 2005

Let Iraq's new government show what it can do

TWO YEARS after the fall of Saddam Hussein, Iraq is finally starting to have something akin to an elected administration. It is not perfect. The elections which produced the interim parliament were boycotted by the Sunni minority. Their negligible representation in the organs of power will do little to stem the continuing insurgency and could threaten trouble for the future. Some resent what they say has been a "sectarian carve-up" and a "fix".

But it is better than it might have been. After 10 weeks of haggling, Iraq has a Kurdish

president - Jalal Talabani, who is the only non-Arab head of state of a majority Arab country. His two deputies are a Shia and a Sunni. The prime minister, Ibrahim Jaafari, is a Shia. In saying, as he did after being sworn in last week, that there had to be continued dialogue to complete a full understanding with the Sunni Arabs, Mr Talabani showed that he at least understood the need not to leave the Sunnis out of the equation.

Agreement on these appointments means that, for the time being, Iraq has preserved its territorial integrity and maintained its identity as a multi-ethnic state. It has also brought to power the two ethnic groups repressed by Saddam Hussein. So long as there is a Kurdish president, it is likely that the country's Kurds will retain the large degree of autonomy they

currently enjoy and stop short of demanding a separate state. This should be good for Iraq; it will certainly be a source of relief to its neighbours, especially to Turkey.

It may have been coincidence that the weeks of deadlock over the nomination of the president and prime minister were eventually broken on the eve of the second anniversary of the fall of Saddam Hussein. That anniversary, however, pointed up an unfortunate truth. The Americans may have toppled Iraq's dictator, but they have not won either the gratitude or affection of Iraqis. On the contrary, the anniversary was marked in Baghdad with one of the biggest anti-US demonstrations the capital has seen.

This ought to be the cue. If Iraq's embryonic administration shows it can do its job, it should be left to do so, and the forces of occupation should be given a date for withdrawal.

Stop killing Iraqis, nationalists warn Islamic fanatics

THE INDEPENDENT
Monday 11 April 2005

GUNMEN ORDERED 16 off-duty Iraqi soldiers out of a truck in Latafiya, south of Baghdad, at the weekend and killed them, but signs are growing that the slaughter of all Iraqis in the army or police, or civilians working for the government, is leading to divisions in the resistance.

The split is between Islamic fanatics, willing to killing anybody remotely connected with the government, and Iraqi nationalists who want to concentrate on attacking the 130,000 US troops in Iraq.

Posters threatening extreme resistance fighters have appeared on walls in Ramadi, a Sunni Muslim city on the Euphrates river west of Baghdad.

Insurgents in the city say that resistance to the Americans is being discredited by the kidnapping and killing of civilians. "They have tarnished our image and used the jihad to make personal gains," Ahmed Hussein, an imam from a mosque in Ramadi, was quoted as saying.

A further indication that the armed resistance may be losing momentum is a fall in American casualties since January when 127 US and other foreign troops

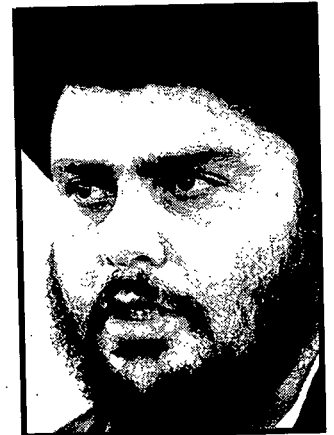
BY PATRICK COCKBURN
in Arbil, northern Iraq

were killed, compared to 40 in March and just 12 in the first days of April. The US says the number of attacks by the resistance is slightly down from 50-60 a day in January to 40-45 now.

At the same time, the US occupation is as unpopular as ever among Iraqi Arabs, going by the mass rally against it by

300,000 people in the heart of Baghdad on Saturday. Called by the Shia militant leader, Muqtada al-Sadr, it was the largest anti-American demonstration since the overthrow of Saddam Hussein. Effigies of George Bush, Tony Blair and Saddam Hussein dressed in orange prison jump suits were symbolically thrown down amid cries of "No, No to America! No, No to occupation!"

Opinion polls confirm that



Muqtada al-Sadr: Led an anti-US demonstration

two-thirds of Shia Arabs - 60 per cent of Iraq's population - as well as an overwhelming majority of

Sunnis want US troops to leave immediately or in the near future. The Kurds, a fifth of Iraqis, are the only community fully to



A rally in Baghdad saw feelings run high against the occupation of Iraq by coalition forces
Hadi Mizban/AP

support the US presence.

The resistance in Iraq has always been fragmented and, unlike many traditional liberation movements, it has never had a political wing. Some 38 different groups have claimed attacks on the US troops. The insurgents have also proved extraordinarily effective – far more so than the regular Iraqi army during the war in 2003 – killing 1,089 US soldiers and wounding some 10,000.

The key to the effectiveness of the resistance is that it has swum in a sea of popular support or acquiescence. However, often after an attack on Iraqi police or army recruits, furious bystanders have said to me: "Why

are they attacking our own people and not killing Americans?"

The near universal antipathy to the occupation enabled marginal, unpopular or criminal groups opposed to the US to flourish. Islamic fundamentalists, commonly called the Salafi or Wahabi, were able to establish themselves in Sunni Muslim districts. Baathist officials, army officers and security men were swiftly able to establish guerrilla cells.

The extreme Islamic groups, typified by that led by Abu Musab al-Zarqawi, see themselves fighting a world full of "infidels", "apostates" and "crusaders" in which an Iraqi

Shia or Christian was as worthy of death as a US soldier. When American troops allegedly damaged two mosques in Mosul, insurgents blew up two churches in the city in retaliation.

The Sunni sectarianism of the Salafi limited the nationalist appeal of the resistance and ensured that Shias supported the destruction of Fallujah by the US Marines last November.

The Sunni community as a whole is reassessing its options in the wake of the 30 January elections which it boycotted. It fears that a Shia-Kurd state, from which it is excluding itself, is developing. In an amazing turnaround, the Association of Muslim Scholars, an influential

body often the political wing of the resistance, called last week for Sunnis to join the army and police. The Shia parties, for their part, are intent on gaining control of the Interior Ministry and Mukhabarat security forces.

The Sunni leaders know that, in many ways, the resistance has been very successful. Two years ago, US officials were airily speaking of a prolonged occupation of Iraq. It was only as guerrilla attacks intensified that they agreed to the elections

in January. The Sunni leaders may now wonder what they have to gain by intensifying resistance at a time when US forces are on the retreat.

Le Monde 12 AVRIL 2005

L'anniversaire de la chute de Saddam a été célébré par une grande manifestation antiméricaine à Bagdad

Le djihadiste jordanien Abou Moussab Al-Zarkaoui appelle à la poursuite de la guerre sainte après l'offre du président irakien, Jalal Talabani, d'amnistier les rebelles qui déposeraient les armes

DEUX ANS APRÈS la chute de Bagdad, le 9 avril 2003, les violences continuent en Irak où au moins quarante personnes ont trouvé la mort, samedi 9 et dimanche 10 avril. Dans la seule journée de dimanche, dix Irakiens ont été tués dans différentes attaques à travers le pays et les corps de nombreux autres, ainsi que d'un kamikaze, ont été trouvés. Parmi ces Irakiens figurent un ex-responsable du conseil de province de Ninive, Oujail Mohsen Oujail, qui a été tué par balles, selon la police de Mossoul. Un haut fonctionnaire du ministère de l'intérieur, le général Bassem Mohammad Kazem, a pour sa part disparu à Bagdad, et le groupe de l'islamiste Abou Moussab Al-Zarkaoui a annoncé son enlèvement et son exécution.

Samedi, jour anniversaire de la chute du régime de Saddam Hussein, il y a eu trente tués en quelques heures. Vingt-cinq Irakiens, dont quinze soldats, sont morts dans une série d'attaques dans la zone rebelle du sud de Bagdad. A Mossoul, au nord-ouest de l'Irak, un civil et un policier ont été tués et quatorze autres personnes, dont onze policiers, ont été blessées dans un attentat suicide. Trois autres personnes dont un soldat irakien et un civil ont été tués par un engin explosif à Machahda, à 30 km au nord de Bagdad.

Ce jour anniversaire a également été marqué par une série de manifestations appelant au départ des troupes de la coalition. La foule s'est rassemblée place Ferdaous,

où, le 9 avril 2003, des Irakiens, aidés par des soldats américains qui venaient d'entrer dans la capitale, ont jeté à terre une statue de l'ancien dictateur. Ce rassemblement s'est effectué à l'appel de l'imam radical chiite Moqtada Al-Sadr. C'était la plus importante manifestation jamais organisée à Bagdad depuis la chute de l'ancien régime. « Non, non à l'Amérique ! Non, non à l'occupation » a scandé la foule qui a brandi des portraits du président américain George

Bush et du premier ministre britannique Tony Blair avec les dents ensanglantées et l'inscription « terroristes internationaux ».

Intervenant sur CNN, le nouveau président de la République, le Kurde Jalal Talabani, a défendu la présence américaine en Irak. « Je pense que nous avons grand besoin des Américains et des autres soldats alliés en Irak jusqu'à ce que nous soyons capables de reconstruire nos forces de sécurité », a-t-il dit. Le groupe d'Abou Moussab Al-Zar-

kaoui, a rejeté l'offre d'amnistie du nouveau président qu'il a traité de « laquais de l'Amérique » et a appelé à la poursuite du djihad (la guerre sainte).

Par ailleurs, on a appris que l'Irak comptait début avril 17 000 détenus, dont les deux tiers incarcérés dans les prisons des forces américaines et le reste dans les prisons irakiennes.

ENLÈVEMENT D'UN PAKISTANAIS

Sur la scène politique, le groupe parlementaire du premier ministre irakien sortant, Iyad Allaoui, a décidé de rejoindre le prochain cabinet, qui sera dirigé par Ibrahim Al-Jafaari. « C'est une décision définitive », a affirmé, dimanche, Hani Idris, membre du conseil politique du Mouvement de l'entente nationale, qui a obtenu 40 sièges sur 275 dans l'Assemblée nationale transitoire. Selon M. Idris, Iyad Allaoui n'est pas candidat à un ministère.

D'autre part, à Islamabad, le ministère pakistanais des affaires étrangères a indiqué qu'un de ses employés, Malik Mohamed Javed, travaillant au service consulaire et n'ayant pas le statut diplomatique, a été enlevé à Bagdad. « Des gens disant appartenir au groupe Omar Ben Khattab l'ont kidnappé », a indiqué un communiqué. Une rançon a été réclamée.

Le gouvernement sortant a également annoncé qu'un neveu de Saddam Hussein, Ibrahim Sabaoui, présenté comme un financier de la guérilla, a été arrêté récemment près de Bagdad. – (AFP, Reuters.)



PANCHO

Campaign against Iraq rebels is said to make progress

By Eric Schmitt

WASHINGTON: Two years after the fall of Saddam Hussein, the American-led military campaign in Iraq is making steady if uneven progress in defeating a resilient insurgency and in training Iraqi security forces in sufficient numbers and quality to allow the Pentagon to plan significant troop reductions by early next year, senior commanders and Pentagon officials say.

Senior American officers are wary of declaring success too soon against an insurgency that still has perhaps 12,000 to 20,000 hard-core fighters, plentiful financing and the ability to change tactics quickly to carry out deadly attacks. But these officers point to several positive emerging trends, adding a cautionary note to each one.

Attacks on allied forces have dropped to 30 to 40 a day, from an average daily peak of 140 soon before the Jan. 30 elections but still about at the levels of a year ago. Only about half of the attacks cause casualties or damage, but on average one or more U.S. troops die in Iraq every day, often from roadside bombs.

Thirty-five U.S. troops died there in March, the lowest monthly death toll since February 2004, when 21 died.

The attacks now are aimed more at killing Iraqi civilians and security forces, as the insurgency has learned the difficulty of piercing U.S. forces' protective barriers.

Several top associates of Abu Musab al-Zarqawi, the Jordanian militant whose network has claimed credit for many of most deadly attacks, have been captured or killed in recent weeks. American commanders say it now takes longer for insurgents to regroup and conduct a series of attacks with new tactics, like the one on April 2 against Abu Ghraib prison that wounded 44 Americans and 13 Iraqi prisoners.

But foreign fighters who carry out most of the suicide bombings are still infiltrating Iraq, mainly from Syria; the overall number of insurgents has remained virtually unchanged since last autumn, even though hundreds, and maybe even thousands have been killed or captured, suggesting that the insurgency is still attracting the unemployed, disaffected and even true believers; and U.S. commanders fear that the fledgling Iraqi government and security services are riddled with informants, despite vigorous vetting, officials say.

On the ground, the U.S. military's top priority has shifted from conducting offensive operations to training Iraqi troops and police officers. Iraqi forces



Jerome Delay/The Associated Press

Iraqi National Guardsmen assisted by U.S. soldiers from the 3rd Infantry Division patrolling the often violent Haifa Street district of Baghdad on Sunday.

now oversee sections of Baghdad and Mosul, with U.S. forces on call nearby to help in any crisis. More Iraqi civilians are defying the insurgents' intimidation to give Iraqi forces tips on the location of hidden roadside bombs, weapons caches and rebel safe houses.

The Pentagon says 152,600 Iraqi military and police forces are now trained and equipped, but the quality and experience of the forces varies widely, and the U.S. Government Accountability Office says the figures are inflated to include perhaps tens of thousands of police officers who are absent from duty.

Interviews with more than a dozen senior U.S. and Iraqi officers, top Pentagon officials and U.S. lawmakers who have visited Iraq yield an assessment that the combination of routing insur-

gents from their sanctuary in Falluja last November and the Iraqi elections on Jan. 30 has given the military operation sustained momentum, and put the Bush administration's goal of turning Iraq over to a permanent, elected Iraqi government within striking distance.

"We're on track," General Richard Myers, the chairman of the Joint Chiefs of Staff, said in an interview. But he warned that the insurgency "kills virtually every day."

"It's still a very potent threat," he said

That is a view shared by virtually all senior U.S. commanders and Pentagon officials, who base their judgments on 50 to 70 specific measurements, from casualty figures to assassination attempts against Iraqi government offi-

cial, as well as subjective analyses by American commanders and diplomats.

These military leaders recall how plans a year ago to reduce U.S. forces were dashed by resurgent rebel attacks in much of the Sunni-dominated areas north and west of Baghdad, and in Shiite hot spots like Najaf.

"I worry about being excessively optimistic," Defense Secretary Donald Rumsfeld told reporters on March 29.

Precisely when and how many American forces withdraw from Iraq hinges on several factors, including the security situation, the size and competence of newly trained Iraqi forces and the wishes of the new Iraqi government. General George Casey Jr., the top commander in Iraq, said on CNN two weeks ago that if all goes well, "we should be able to take some fairly substantial reductions in the size of our forces" by this time next year.

The New York Times

Robert Worth contributed reporting from Baghdad.

Herald INTERNATIONAL Tribune

April 11, 2005

L'EXPRESS

SEMAINE DU 11 AU 17 AVRIL 2006

IRAK

Un Kurde à Bagdad

Même si sa fonction est honorifique, l'élection de Jalal Talabani à la présidence constitue une première historique

Dans sa cellule, où ses geôliers lui ont fourni une télévision afin qu'il n'ignore rien de ce camouflet de l'Histoire, Saddam Hussein doit écumer de rage. Depuis le 6 avril, voici, trônant dans le fauteuil présidentiel dont le rais a été chassé manu militari, le leader kurde Jalal Talabani. L'un de ses adversaires les plus implacables

d'hier, l'un des représentants de la minorité ethnique qu'il méprisait souverainement. Certes, aujourd'hui à Bagdad libérée de la dictature, les fonctions de président sont honorifiques. Il n'empêche : en choisissant démocratiquement, par 228 voix sur 275 députés, ce chef kurde de 72 ans, qui a troqué depuis longtemps son costume de *peshmerga* (combattant) pour le costume-cravate, les membres de l'Assemblée nationale transitoire irakienne ont pris une décision hautement symbolique et, à de nombreux égards, novatrice.



Le 6 avril, à Kirkouk, des Kurdes célèbrent Jalal Talabani.

C'est la première fois, dans l'histoire de l'Irak, qu'un Kurde – dont la communauté représente moins de 20 % de la population – accède à la présidence. Une éclatante revanche, puisque, sous Saddam Hussein, les villages de la province rebelle du Kurdistan étaient régulièrement bombardés, souvent à l'aide d'armes chimiques. Aujourd'hui, les quelque 300 000 Kurdes expulsés pourront revenir à Kirkouk. Autre nouveauté : c'est la pre-

mière fois qu'une personnalité non arabe devient président d'un pays arabe, même si, en l'occurrence, le chef de gouvernement, qui aura la réalité du pouvoir, est le chiite Ibrahim al-Jaafari. Mais il y a mieux : jamais, depuis l'instauration de la république irakienne, en 1958, un président comme le chef de l'Etat sortant, le sunnite Ghazi Al-Yaouar, n'avait accepté de quitter son poste sans être chassé par la force ni exécuté... ● A. L.

Iraqi leader expresses support for U.S. troops

By Brian Knowlton

WASHINGTON: The new president of Iraq gave strong support on Sunday to the U.S. troops occupying his country, a day after tens of thousands of Iraqis demonstrated in Baghdad for their withdrawal.

The president, Jalal Talabani, also said he believed that his countrymen could devise a constitution by the target date of mid-August.

Talabani, who as a militia leader from the Kurdish minority had fought against the former Iraqi government, spoke Sunday with considerable confidence about the country's future.

For now, he said, "we are in great need of American forces."

But he also said that he expected the Iraqi military to be sufficiently trained within two years to take charge of national security.

Talabani added that this did not necessarily mean that a full withdrawal of U.S. troops could then take place.

It would depend rather on when Iraqis were able to defeat terrorists and control the country's borders, and the decision would have to reflect a "common desire" of Iraqis and Americans.

He brushed aside the possibility that the country might yet descend into civil war.

Talabani made the remarks in a CNN interview taped four days after the country's National Assembly had named him president and two days after it had appointed Ibrahim al-Jaafari, a religious Shiite, as prime minister.

The anti-U.S. demonstration Saturday, primarily involving Shiite supporters of the militant Moktada al-Sadr, also called for the imposition of Shariah, or Islamic law. And Jaafari himself has made clear that he favors a strong Islamic component in the new constitution. But Talabani said there were limits.

Referring to the transitional law co-written by Iraqis and American administrators, he said: "We agreed that Islam is the religion of Iraq, and we respect the Islamic identity of the Iraqi people, but we will not have an Islamic government. We are not asking for an Islamic government."

The transitional law would be a main source of the constitution, he said, adding, "Yes, I hope we will be able to

draft the constitution on time."

Concerns had grown, after delays following the Jan. 30 elections, that the nascent Iraqi government would remain on schedule in writing a constitution by midyear, which would allow for new elections by year's end. Speculation has mounted that an extension would be required.

But after prolonged wrangling over filling the top posts, the president said he now expected Jaafari to complete the formation of a cabinet within weeks.

Talabani suggested that the expeditious holding of a trial for Saddam Hussein, the former dictator, was a priority, while adding, "I cannot say exactly when it will begin."

And he confirmed that tapes of his own swearing-in ceremony had been showed to Saddam and other political prisoners prominent in the former regime.

"The Iraqi minister of human rights wanted to show them which kind of democracy we now have," he said, "and how the president and prime minister of Iraq must be elected — not by military coup or conspiracy or by bluffing, but by free election of the people."

Talabani said that "there is no real danger for civil war" now, and also indicated that he did not favor creation of an independent Kurdish state, long a goal of many Kurds.

International Herald Tribune

April 11, 2005

INTERNATIONAL
Herald Tribune

Jalal Talabani, nouveau président irakien, explique le processus politique en cours:

«Un Kurdistan indépendant ne peut pas survivre»

13 AVRIL 2005

Libération



Un café de Soulaymaniya, au Kurdistan irakien, le 9 février. «Les Kurdes ne sont plus des citoyens de seconde classe», a déclaré le président Jalal Talabani.

Le nouveau chef de l'Etat irakien, Jalal Talabani, entend peser de tout son poids dans le futur débat constitutionnel. Il s'en explique à Libération.

Un Kurde président de l'Irak. C'est un moment historique!

Cela marque une ère nouvelle dans l'histoire de notre pays. Pour la première fois, ses dirigeants ont été désignés lors d'élections démocratiques, non pas imposés par un coup d'Etat. Pour moi, en tant que Kurde, cela signifie qu'il y a dorénavant une égalité complète entre tous les Irakiens. Les Kurdes ne sont plus des citoyens de seconde classe.

En Irak, la fonction de Président n'est-elle pas surtout honorifique?

Détrompez-vous. Le bloc kurde réclamait l'un des postes dirigeants, la présidence de l'Etat ou la tête du gouvernement, et m'avait désigné comme son candidat. Le Président est le garant de la souveraineté de l'Irak, il commande les armées et exerce un droit de regard sur l'action gouverne-

mentale. Il peut mettre son veto à toute décision qu'il juge inacceptable.

Vous comptez donc jouer un rôle clé lors du débat sur la Constitution.

Elle va être rédigée par un comité élu par l'Assemblée, assisté par des experts et des personnalités sunnites non élues. Je peux user de mon droit de veto et le bloc kurde dispose de 77 députés. Nous jouerons donc un rôle très important dans ce processus. Le texte devra ensuite être approuvé par référendum. Par la loi, trois provinces (*le Kurdistan autonome est composé de trois provinces, ndlr*) pourront le rejeter, à la majorité des deux tiers des voix. Il doit donc faire l'objet d'un consensus entre Arabes sunnites, chiïtes et Kurdes. Sans accord, il ne sera pas adopté.

Durant ce débat, quelles seront vos lignes rouges?

Nous nous opposerons à tout ce qui contient en germe un retour à la dictature. Nous demandons un système fédéral, fondé sur la démocratie et l'égalité. Nous voulons aussi que la charte provisoire (*établie par l'ex-proconsul américain Paul Bremer et le conseil de gouvernement transitoire, ndlr*) serve de source principale à cette Constitution.

L'ayatollah Sistani, parrain de la liste chiïte, exige que, dans la Constitution, l'islam soit reconnu comme source principale du droit.

Au terme de la charte provisoire, l'islam est une des sources de la législation, non sa source principale. Nous reconnaissons l'identité musulmane du peuple irakien dans le respect des autres confessions, chrétiennes, yazidi ou sabéenne. Mais nous n'accepterons pas que l'islam soit la source principale du droit. Toutes les parties ont d'ailleurs accepté

que les principes contenus dans la charte provisoire figurent au programme du nouveau gouvernement.

Réclamez-vous toujours le rattachement de Kirkouk et de ses champs pétroliers au Kurdistan autonome?

Cette question sera examinée quand la situation sera redevenue normale, conformément à l'article 58 de la charte provisoire. Nous sommes convenus que ses habitants (*Kurdes, ndlr*) expulsés par le régime baassiste regagnent d'abord leurs foyers. Ceux qui ont été installés par la dictature, dans le cadre de sa politique d'arabisation, doivent repartir dans leurs régions d'origine. Une fois ce processus achevé, la population locale décidera elle-même si elle veut dépendre du gouvernement régional kurde ou non.

Par référendum?

Oui, par un référendum ou via des élections.

A quand le départ des forces étrangères?

Elles doivent rester tant que nos propres forces ne seront pas capables de maintenir la sécurité et d'éradiquer le terrorisme. Quand ce sera le cas, nous leur demanderons de partir. Sans fixer de délai, j'estime que cela n'interviendra pas avant la fin de 2006.

Comment intégrer les sunnites, grands absents du scrutin, au processus politique?

Ils ont été dissuadés de participer aux élections sous la menace terroriste. Ils paient aussi les erreurs tactiques de certains de leurs leaders. Maintenant, la majorité d'entre eux regrettent ce boycott et veulent prendre part au prochain scrutin, prévu dans un an.

En dépit de leur nombre réduit au Parlement, nous essayons de les intégrer au processus démocratique. Ils ont obtenu un poste de vice-président. Nous nous efforçons de leur réserver des ministères et de les inclure dans le débat constitutionnel.

Dans votre discours d'investiture, vous avez évoqué une amnistie pour les terroristes.

Pas pour tous. Les terroristes n'entrent pas tous dans la même catégorie. Certains Irakiens croient que, à travers la prétendue résistance, ils peuvent contraindre les Américains à quitter l'Irak et comprennent aujourd'hui que ce n'est pas possible. Nous pouvons faciliter leur réintégration dans le jeu démocratique. Mais les criminels d'Al-Qaeda ou de Zarqaoui, qui mènent une guerre d'extermination contre les chiïtes et les Kurdes, doivent être éradiqués.

Votre élection à la présidence de l'Irak marque-t-elle la fin du rêve d'indépendance kurde, partagé par tout votre peuple?

Le rêve est une chose, la réalité, une autre. Les Kurdes ont voté en majorité pour notre liste, qui revendique une fédération dans le cadre de l'Irak et non l'indépendance. Comme tout autre peuple, ils veulent le droit à l'autodétermination. Mais, confrontés à la réalité, ils comprennent que ce n'est pas possible. Car même si nos voisins ne nous attaquent pas mais se contentent de fermer leurs frontières, un Kurdistan indépendant ne peut pas survivre. ◆

Recueilli par CHRISTOPHE BOLTANSKI

IRAK Visite surprise du secrétaire à la Défense américain à Bagdad

Donald Rumsfeld demande d'éviter les purges

Cinq Irakiens ont été tués hier par l'explosion d'une voiture piégée au passage d'un convoi de l'armée américaine à Mossoul (nord). De leur côté, les autorités irakiennes ont affirmé avoir arrêté quatre chefs de groupes islamistes liés au réseau al-Qaida, ainsi qu'« un terroriste » membre du même réseau, qui s'apprêtait à réceptionner une voiture piégée de Syrie. Enfin, a également été appréhendé Fadhil al-Machadani, soupçonné d'agir comme intermédiaire entre des responsables baasistes en exil en Syrie et des commandants de la rébellion en Irak.

Georges Malbrunot



Le premier ministre irakien, Ibrahim Jaafari (à gauche), et Donald Rumsfeld hier à Bagdad. « Notre mission ici consiste à mettre le pays sur la voie de la démocratie, de la liberté et d'un gouvernement représentatif », a expliqué le secrétaire à la Défense américain. (Photo Hadi Mizban/AP.)

Haro sur la corruption et les risques de purges dans les ministères ! Pour sa neuvième visite à Bagdad depuis la chute du régime de Saddam Hussein, Donald Rumsfeld a mis en garde hier les dirigeants irakiens contre les écueils à éviter à la veille de la formation d'un nouveau gouvernement. L'avertissement vise d'abord les Chiïtes, qui s'apprêtent à diriger l'Irak. « Mon inquiétude est qu'ils fassent le ménage. Ils n'ont pas le même type de règlements en matière de service public que nous », a déclaré le secrétaire

américain à la Défense. C'est la première fois que le message est exprimé aussi clairement. Depuis des mois, les observateurs s'inquiètent d'une professionnalisation croissante dans les principaux ministères, avec les dérives qui s'ensuivent. « Tout ce qu'ils feront aux ministères de l'Intérieur et de la Défense devra être fait en gardant à l'esprit le fait que des Irakiens se font tuer et il vaudrait mieux

qu'ils (les nouveaux responsables) aient une bonne raison de faire ce qu'ils font », a ajouté Rumsfeld. Les Américains ont de quoi être inquiets. Des membres de l'Alliance unifiée chiïte, vainqueur des élections législatives du 30 janvier, ont appelé à une purge au ministère de l'Intérieur et dans les services de renseignements. Ils affirment – non sans raison – que ces administrations ont été infiltrées par

d'anciens membres du parti Baas de Saddam Hussein, recrutés par le premier ministre sortant Iyad Allaoui, lui-même ancien baasiste. Après avoir ordonné en mai 2003 le renvoi des anciens membres des services de sécurité du régime déchu, les Américains en viennent donc à faire machine arrière face aux risques accrus de chasse aux sorcières. Au sujet de la corruption, qui atteint des

proportions très élevées selon un récent rapport international, Rumsfeld estime que le fléau pourrait « saboter » les progrès politiques et économiques. En réponse, le nouveau premier ministre Ibrahim Jaafari s'est dit « sûr que nous aurons de bons ministres. Tous sont de bons technocrates, très efficaces ».

Deux ans après la victoire américaine sur Saddam Hussein, Rumsfeld a reconnu que les Etats-Unis n'avaient « pas vraiment une stratégie de sortie. Nous avons une stratégie de victoire. Notre mission ici consiste à mettre le pays sur la voie de la démocratie, de la liberté et d'un gouvernement représentatif ». Même si l'appareil de sécurité irakien semble gagner en efficacité, le départ des troupes étrangères, réclamé par la minorité sunnite, ne se fera pas avant deux ans, vient de déclarer Jalal Talabani, le président de la Ré-

publique. La fin de l'occupation a également été exigée le 9 avril lors de manifestations organisées par les partisans du leader chiïte radical Moqtada Sadr. Washington s'est par ailleurs montré hostile à l'idée avancée par Talabani d'une amnistie pour les insurgés ayant tué des soldats américains. Talabani a assuré Rumsfeld que le prochain gouvernement irakien verrait le jour « le plus tôt possible. Nous espérons avoir un cabinet à la fin de la semaine ».

(Avec AFP.)

la Croix
Mardi 12 avril 2005

Le régime irakien se met peu à peu en place

La formation d'un nouveau gouvernement sous la direction du chiite Ibrahim Al Jaafari devra refléter la diversité du pays, effacée lors des élections du 30 janvier

La formation d'un gouvernement en Irak est entrée hier dans une phase active après que le bloc du premier ministre sortant Iyad Allaoui, fort de 40 députés sur 275, a donné son accord pour en faire partie. Il va devoir négocier avec l'Alliance unifiée irakienne à dominante chiite qui peut compter sur 146 députés, et la coalition kurde qui en a 77.

Deux mois après les élections du 30 janvier, le Kurde Jalal Talabani a été nommé la semaine dernière au poste de président de la République, suivi du porte-parole du parti islamique chiite Dawa, Ibrahim Al Jaafari, au poste de premier ministre.

Deux longs mois d'après et secrètes négociations entre les différentes forces politiques ont suscité une exaspération croissante de la part d'une population irakienne impatiente de voir émerger un nouveau gouvernement. « Tous ces élus ont déjà perdu beaucoup de crédit, constate Wamidh Nadhmi, professeur de sciences politiques à l'université de Bagdad. Les Irakiens attendaient d'eux qu'ils mettent de côté leurs petits intérêts personnels pour privilégier l'intérêt national et pour vite s'atteler à résoudre les problèmes de la vie quotidienne: la sécurité, le chômage, la réhabilitation de l'électricité. Au lieu de cela, ils se sont entre-déchirés, comme pour se partager un trésor. »

Le résultat des élections laissait cependant présager une telle issue. Avec un peu plus de 50 % des suffrages exprimés, la liste de l'Alliance irakienne unifiée (AIU), composée des principales formations islamiques chiïtes, n'a pas réussi à obtenir les deux tiers des sièges de l'Assemblée nationale, nécessaires pour tenir seule les rênes de l'exécutif irakien. La liste kurde



Le premier ministre Ibrahim Al Jaafari (au centre) pense pouvoir annoncer la composition de son gouvernement sous quinzaine.

(25 % des voix) est donc devenue un interlocuteur incontournable, aux revendications précises.

Les Kurdes avaient d'abord la volonté d'asseoir définitivement la perspective d'un État fédéral au sein duquel le Kurdistan jouirait d'une large autonomie. Ensuite ils revendiquent le rattachement au Kurdistan de la région pétrolière de Kirkouk, une répartition du produit des bénéfices pétroliers en rapport avec le poids démographique des Kurdes en Irak (20 % de la population) et, enfin, le maintien de la milice peshmerga.

« On est revenu un an en arrière, à l'époque de la rédaction de la Constitution provisoire, analyse Raed Fahmi, responsable au Parti communiste irakien. À l'époque, aucun terrain d'accord n'avait été trouvé. Ces divergences, semble-t-il, vont encore être reportées, cette fois à l'échéance de la rédaction de la Constitution définitive. Les Kurdes sont très méfiants vis-à-vis des islamistes chiïtes. Ils refusent un État islamique. Ils veulent des garanties fermes. »

Un accord secret aurait été conclu entre ces deux listes, donnant aux représentants kurdes un droit de veto sur toutes les décisions du prochain gouvernement, dominé par les chiïtes. En outre, en cas de retrait des Kurdes de l'exécutif, tout remaniement ministériel

serait impossible sans repasser par la case de l'Assemblée nationale.

« De nombreuses avancées ont cependant été réalisées, tempère Mahmoud Othman, en quatrième position sur la liste kurde lors des élections. Contrairement à l'an passé, les chiïtes ont désormais accepté de maintenir la Constitution provisoire pendant cette année de transition, et l'idée d'un État fédéral est désormais acquise pour tous. Nous étions, de toute façon, obligés de parvenir à un accord pour bâtir ensemble les futures institutions irakiennes et opposer un front commun à tous ceux qui veulent nous voir échouer, en particulier les Baasistes et les terroristes. Cela n'a pas été facile, d'autant que chaque liste n'est

Un accord secret donnerait aux représentants kurdes un droit de veto sur toutes les décisions du prochain gouvernement, dominé par les chiïtes.

pas homogène et est constituée de différentes tendances aux ambitions parfois antagonistes. »

Le partage des différents portefeuilles ministériels est ainsi l'objet de tractations serrées entre ces différentes

listes, mais aussi au sein même de celles-ci. « Le prochain gouvernement reflétera les forces ethniques et confessionnelles en présence, prédit

Raed Fahmi. La Liste irakienne unifiée des islamistes chiïtes bénéficiera au moins de la moitié des portefeuilles. S'ils n'ont pas réussi à former seuls le gouvernement, ils comptent cependant enracciner le résultat des urnes. Raison pour laquelle ils ont exigé de bénéficier d'au moins la moitié des portefeuilles dont ceux de l'intérieur, du pétrole, des finances, de la santé et de l'éducation nationale. Leur but: imprimer une marque islamique à l'État, avec tous les dangers que cela peut comporter, en particulier au ministère de l'intérieur avec des forces de sécurité noyautées. C'est pourquoi la participation de la liste de l'ancien premier ministre irakien Iyad Allaoui (NDLR: 14 % des suffrages lors des élections) est importante pour offrir un contrepoids laïc

aux islamistes chiïtes.»

Le premier ministre Ibrahim Al Jaafari se donne désormais deux semaines pour officialiser son gouvernement. Un gouvernement qui devrait aussi compter quelques sunnites, un représentant chrétien

et un turcoman afin de donner au futur exécutif une coloration nationale. «Le problème est de savoir quels sunnites seront au gouvernement, interroge Ghassan Al Attiya, historien et analyste politique. Tout laisse à penser que ceux qui

ont joué depuis toujours le jeu du processus politique depuis la chute de l'ancien régime seront les élus. Les opposants, mais partisans du dialogue, risquent une nouvelle fois, en revanche, d'être marginalisés.»

JEAN-PHILIPPE HAMON

La résistance dénonce les « dérives proaméricaines » de Paris

La France mal vue de la guérilla irakienne

Amman :
de notre envoyé spécial
Georges Malbrunot

« Où se situe la France ? Est-elle avec ou contre nous ? » L'interrogation de cet homme d'affaires irakien, proche des groupes armés sunnites, donne la mesure de l'amertume de la guérilla. « On veut que la France choisisse son camp », ajoute un autre irakien, proche d'Abdallah Jenabi, le chef du comité des moudjahidins du bastion rebelle de Faludja.

Un glissement proaméricain est souvent dénoncé. « En refusant de nous soutenir, la

France montre qu'elle appuie les Américains en Irak, comme elle le fait au Liban ou au Darfour », explique l'homme d'affaires.

Le « silence français » face aux violences dont sont victimes les civils irakiens, est également pointé du doigt. « Pourquoi n'avez-vous pas élevé la voix quand les Américains ont détruit Faludja ou lancé leur offensive sur Samarra ou Salman Park ? », ajoute-t-il.

A l'image de l'ancien pouvoir irakien, la résistance, dont une partie est issue, garde une conception autocentrée de ses relations avec l'extérieur : elle s'imagine à tort que la politique française au Moyen-Orient s'articule autour de ses relations

avec l'Irak. Sans ignorer le passé, elle éprouve régulièrement le besoin d'être rassurée sur le refus français d'envoyer

« aujourd'hui et demain » des troupes en Irak.

« Paris peut résister aux pressions, d'autant que nous ne demandons que des contacts secrets », répond l'homme d'affaires quand on lui rétorque que l'Hexagone ne peut s'opposer frontalement à Washington.

Déçue de se voir régulièrement éconduire, la guérilla a proposé aux Français d'envoyer un émissaire porteur d'une lettre signée d'Ezzat Ibrahim al-Douri, ancien dirigeant baassiste qui jouerait un rôle important dans l'insurrection. « On nous a dit que c'était impossible », regrette la source, qui demande à Paris d'abriter une chaîne de télévision satellitaire.

A Bagdad, les diplomates français, en contact avec des responsables d'organisations sunnites, comme que le Comité des oulémas, sorte de vitrine légale de la résistance, encouragent leurs interlocuteurs à s'intégrer au processus politique en cours. Mais dans la nébuleuse des groupes armés, la théorie du complot a la vie dure. Il suffit que des inscriptions en français soient retrouvées sur la carlingue d'un drone pour confondre Paris dans sa « collusion » présumée avec les Américains.

« Nous avons rencontré les Russes, les Chinois et les Cubains. Pourquoi serait-ce impossible avec les Français ? », s'étonne l'homme d'affaires.

Au-delà d'un soutien politique et médiatique, la guérilla a d'autres exigences. Elle a besoin d'argent. Le trésor de guerre de Saddam est bloqué

dans des comptes à l'étranger. « Nous sommes également en quête d'armes sophistiquées, en particulier des missiles sol-air Strella. Ceux dont nous disposons sont usagés », confie l'homme de Faludja.

La guérilla sunnite a « apprécié » le discours de Michel Barnier au sommet de Charm el-Cheikh fin novembre. Le ministre des Affaires étrangères avait réclamé l'intégration des groupes armés au processus politique, dès lors que ceux-ci renonçaient à la violence. Certains y avaient vu un clin d'œil adressé à nos ravisseurs, l'Armée islamique en Irak. « Hélas, ce discours n'a pas été suivi d'effet », déplore la source de Faludja.

La détention de journalistes français est-elle un moyen d'infléchir la politique française ? Les réponses vont du démenti poli au silence qui en dit long. Quoi qu'il en soit, les revendications politiques figuraient en bonne place des exigences de l'Armée islamique en Irak. Selon nos informations, Giuliana Sgrena, journaliste au quotidien italien *Il Manifesto*, a été séquestrée un mois par des fedayins de Saddam, une ancienne milice du régime déchu. Quant à Florence Aubenas, l'hypothèse d'une détention par d'anciens saddamistes, soucieux d'exercer des pressions sur Paris, est avancée par certains. Ce que démentent les autorités françaises : « Nous n'avons reçu aucune demande à caractère politique », nous a répondu le premier ministre Jean-Pierre Raffarin.

La police de nouveau prise pour cible

Vague d'attentats

Les attentats meurtriers se sont multipliés hier à Bagdad. Dans la capitale, l'explosion de deux voitures piégées au passage d'un convoi de la police a coûté la vie à au moins quinze irakiens, pour la plupart des policiers, et en a blessé trente-sept. Au même endroit, un troisième véhicule piégé a été intercepté par la police qui l'a fait exploser. Le groupe d'Abou Moussab al-Zarqawi, chef d'al-Qaïda en Irak, a revendiqué le double attentat de Bagdad dans un communiqué qui lui est attribué sur un site Internet islamiste.

Plus au sud, à Mahawil, à 90 kilomètres de Bagdad, quatre policiers ont été tués et six civils blessés lorsqu'un kamikaze s'est fait exploser en plein marché.

A Kirkouk, dans le nord du pays, quatre policiers ont été tués et trois autres blessés, ainsi qu'un civil, dans une attaque contre un poste de police. A Baaqouba, quatre civils ont été blessés par l'explosion d'une bombe au passage d'un convoi américain. Deux soldats américains ont reçu des soins sur place. Cinq civils ont été blessés, selon des témoins et une source hospitalière, dans une attaque similaire à Tall Afar, dans le nord de l'Irak.

A Tikrit, huit civils irakiens ont été blessés dans un attentat-suicide au camion-citerne piégé. Le véhicule aurait tenté de forcer son passage vers une villa occupée par l'armée américaine.

(AFP.)

Car bomb kills 4 Iraqis in Mosul

By Robert F. Worth

BAGHDAD: A suicide bomber detonated a car packed with explosives near an American convoy in the northern city of Mosul on Tuesday, killing four Iraqis and wounding at least seven, as Iraqi officials announced the capture of a former Baathist accused of helping to finance and direct the insurgency.

The bomb exploded on a busy road in the northeastern Muthanna neighborhood at about 1 p.m., incinerating a car full of civilians that was passing near the U.S. military convoy, witnesses said. Several pedestrians were among the wounded, but no U.S. soldiers appeared to have been hurt, the witnesses said.

In Baghdad, a high-ranking official in the Interior Ministry narrowly escaped an assassination attempt Tuesday morning as gunmen fired on his car, killing a bodyguard and wounding three, Interior Ministry officials said.

The attacks came as the Iraqi government announced the capture of Fadhil Ibrahim Mahmoud al-Mashadani, a former official in Saddam Hussein's government who is accused of playing a major role in coordinating and fi-

nancing insurgent attacks.

Mashadani was captured Tuesday on a farm northeast of Baghdad, Iraqi officials said in a statement. He had been a high-ranking Baath Party member and had led the military bureau in Baghdad under Saddam.

Mashadani is suspected "of being a critical link between the senior Baathist leaders hiding in Syria and the terrorists within Iraq," the statement said. He is not on any of the lists of most-wanted Iraqis compiled by the American government after the fall of Baghdad two years ago.

Iraqi and American officials have long accused Syria of turning a blind eye to former Saddam loyalists and other insurgents operating across the border with Iraq.

On Sunday, Iraqi officials announced the capture of Ibrahim Sabawi, the son of Sabawi Ibrahim al-Hassan al-Tikriti, a half brother of Saddam who also is accused of financing and directing insurgent attacks. Hassan was captured in February with the help of Syrian officials. It is not clear whether the Syrian government assisted in the capture of Mashadani or other former Baathists caught since that time.

Fighting the insurgency is the top pri-

ority of Iraq's new coalition government, whose leaders on Tuesday continued negotiations aimed at finalizing a list of names of people to run the government's 30-or-so ministries.

Adel Abdul Mahdi, who was named one of two vice presidents last week, told reporters Tuesday that all serious disagreements between the Shiite and Kurdish alliances had been resolved, and a final list of names for the new government was likely to be released within days. Mahdi spoke in Najaf, where he spent the day meeting with Iraq's most senior Shiite ayatollahs.

Iraq's outgoing prime minister, Ayad Allawi, met in Baghdad on Tuesday with an envoy of President Pervez Musharraf of Pakistan and discussed efforts to free a Pakistani diplomat who was abducted Saturday. The hostage, Malik Muhammad Jaweed, called the Pakistani Embassy hours after his capture to say he had not been harmed.

The New York Times

U.S. report faults Halliburton unit's work in Iraq

By Erik Eckholm

Serious cost overruns and a "poor performance" have plagued Halliburton's continuing \$1.2 billion contract to repair Iraq's vital southern oil fields, a new U.S. State Department report says.

The news about Kellogg, Brown & Root, a subsidiary of the Texas-based Halliburton, adds an additional layer of troubles to the company's multibillion-dollar operations in Iraq.

The report, a quarterly update on Iraqi reconstruction that was delivered to Congress last week, blames guerrilla attacks, the unexpectedly decrepit state of oil facilities and delays in repairs for the fact that Iraq's oil output, at 2.1 million barrels a day, was lower in February than it had been last fall.

Disappointing oil exports are widening the Iraqi transitional government's budget deficit, which the report estimates could reach \$5 billion this year. The report does not detail what it calls the poor performance and excess spending. But it says that, on Jan. 19, the U.S. Embassy took the unusual step of issuing a "Cure Notice" — a threat to terminate the contract. Kellogg, Brown & Root replaced some senior managers, but the government remains dissatisfied, the report says.

The embassy has asked a Kellogg, Brown & Root rival, Parsons, which

won the contract to work on northern oil fields, "to execute some of the remaining work" in the south, originally meant for Kellogg Brown & Root.

Kellogg Brown & Root was previously criticized for excess spending in its multibillion-dollar contract to provide logistical support for the U.S. military. It also had an earlier, \$2.2 billion contract for oil repairs and fuel imports that was granted secretly as the Iraq invasion began.

The State Department report provides the government's strongest public criticism yet of Kellogg Brown & Root's performance in southern Iraq over the past year in a competitive contract. Parts of the report were described Saturday in *The Los Angeles Times*.

A Halliburton spokeswoman, Beverly Scippa, said Monday in an e-mail message that the company had "made adjustments" in the management of the oil field project and was working with the government to "resolve the outstanding cost reporting issues."

New questions about the earlier oil and fuel contract were also raised Monday when a congressional committee released data from five audits of the program. The data showed that Pentagon specialists had questioned \$212 million out of \$1.69 billion in bills that Kellogg Brown & Root had submitted for fuel imports in 2003 and 2004. The in-

formation was released by the minority office of the U.S. House of Representatives Committee on Government Reform.

The company said it had performed admirably under difficult circumstances in the aftermath of the invasion of Iraq and that cost disputes were "part of the normal contracting process."

The State Department report notes unanticipated problems and delays in the \$18.4 billion American aid effort, of which \$12 billion had been set aside for specific purposes and \$4.2 billion had been spent as of March 29.

Accelerating a shift that began last year, the U.S. Embassy has reallocated an additional \$832 million in planned spending away from huge, turnkey infrastructure projects managed by American companies toward smaller repairs using local businesses and the training of Iraqis to maintain power and water systems.

Where possible, work will be shifted to Iraqi subcontractors "that are somewhat less susceptible to insurgency attacks and are not burdened by the same heavy overhead expenses of foreign firms," the report says. The officials also hope to avoid contracts that have allowed foreign companies "to continue billing even during delays."

The New York Times

IRAK

"Tonton" Jalal : un président kurde pour un Etat arabe

Le quotidien libanais *An-Nahar* salue l'élection du chef kurde Jalal Talabani à la tête de l'Irak. Ce choix sort l'arabité de sa dimension étroitement nationaliste.

AN-NAHAR
Beyrouth

L'élection d'un leader kurde, Jalal Talabani, à la présidence de l'Irak est un événement historique et positif pour les Kurdes comme pour les Irakiens et pour tous les Arabes. Et peu importe si cela ne réjouit pas les uns et les autres. On peut affirmer, sans hypocrisie ni duplicité, que les Irakiens kurdes n'avaient jusqu'ici jamais été traités en citoyens. Du temps de Saddam Hussein, ils n'étaient qu'un groupe minoritaire à qui le despote infligeait persécutions, punitions collectives, déplacement de populations, privations et meurtres. Avec l'élection de Jalal Talabani - Mâm Jalal [Tonton Jalal, en kurde] - à la présidence de l'Irak, les Kurdes recouvrent la confiance en leur citoyenneté, en leur pays et en leur appartenance à ce pays. Ils vont pouvoir compenser ainsi toute l'injustice et la marginalisation dont ils ont été victimes.

Jamais les Kurdes d'Irak, et Talabani lui-même, ne se sont sentis autant Irakiens que ces jours-ci ! Même si leur combat historique a pour objectif final l'indépendance. Ils n'ont jamais eu confiance en Bagdad ni en ses projets les concernant. Mais les Irakiens arabes, de leur côté, se sont toujours méfiés des aspirations indépendantistes des Kurdes, surtout depuis la mise en place de l'autonomie du Kurdistan irakien, au début des années 1990, après la guerre du Golfe. Une autonomie que les Kurdes ont résolument défendue et poursuivie, après la chute du régime de Saddam, en exigeant un Irak fédéraliste doté d'une Constitution provisoire qui consacre le statut spécial des trois gouvernorats kurdes et leur accorde une marge de manœuvre importante dans la prise des décisions nationales. Les élections

du 30 janvier 2005 ont renforcé encore plus cette méfiance des Irakiens arabes, puisqu'un sondage officieux révélait que 97 % des électeurs kurdes étaient pour l'indépendance du Kurdistan.

Or que pourrait-il y avoir de plus rassurant pour les Kurdes, concernant leur avenir au sein de l'Irak, que la

▼ Jalal Talabani.
Dessin de Stavro
paru dans
Al-Dabbour,
Beyrouth.



confiance qui leur est accordée aujourd'hui, en plaçant l'un d'entre eux à la tête du pays, puisqu'ils retrouvent ainsi l'égalité en droits et en devoirs de tous les citoyens irakiens ? Et ce qui est le plus important, n'est-ce pas après tout que cette démarche soit une décision résolue qui s'assure du retour des Kurdes au sein de la nation irakienne et constitue la meilleure préservation de l'unité de l'Irak ?

LE LEADER KURDE A INSISTÉ SUR L'IDENTITÉ ARABE DE L'IRAK

On peut, bien sûr, formuler de nombreuses critiques sur le fonctionnement de la démocratie sous l'occupation ; en particulier l'absence d'une frange non

négligeable de la population [les sunnites] aux élections législatives, ce qui porte atteinte à la signification véritablement démocratique du processus. Il faut aussi reconnaître que l'arrivée de Talabani à la présidence de l'Irak n'est que le résultat de tractations entre chiites et Kurdes sur la répartition du pouvoir, sachant que les Kurdes ont tenu mordicus à ce poste, tout comme ils l'avaient fait, lors du gouvernement irakien provisoire, au sujet du ministère des Affaires étrangères. Mais cela ne réduit en rien l'importance du choix de Tonton Jalal et contribue plutôt à préserver un Irak uni. Force est de reconnaître que, loin de tout chauvinisme arabe, l'élection d'un non-Arabe à la présidence d'un pays arabe prouve la possibilité d'un nationalisme arabe plus sûr de lui, capable de s'ouvrir aux minorités et aux diverses ethnies qui le composent, élargissant ainsi sa conception de l'arabité. C'est le leader kurde lui-même qui, lors de sa première allocution présidentielle, a tenu à calmer les craintes et réticences des Irakiens, en insistant sur l'identité arabe de l'Irak et sur le rôle que sera appelé à assumer le nouvel Irak dans le soutien du droit des Palestiniens à vivre sur leur territoire dans un Etat indépendant.

Il est évident que les discussions et débats au sujet de ce précédent ne cesseront pas de sitôt. Mais l'événement a été salué et résumé par le président de l'Assemblée nationale transitoire, Hajem Al-Hassani, en ces mots : "Tel est le nouvel Irak ! Un Irak qui se choisit un Kurde comme président, et un leader arabe pour l'assister comme vice-président !" Pourtant, il ne faut pas se contenter de fêter cette avancée politique. Il faut encore se doter des moyens d'en préserver la signification. Le défi dépasse de loin la répartition des portefeuilles ministériels entre chiites et Kurdes, tout en y associant les sunnites. Ce ne sont que les premiers pas d'un long chemin. Le véritable défi consiste à réaliser un accord durable entre tous les Irakiens. Ce qui ne pourra se faire qu'en réglant les profonds différends entre Irakiens, lorsqu'ils affronteront le test suprême, la rédaction de la Constitution, qui doit être terminée avant la mi-août.

Sahar Baassiri

Kirkuk becomes Iraq's destiny

By Bruce Fein

April 7, 2005

Washington Times

Kirkuk is Iraq's testing ground as a diverse and democratic nation. Many of Iraq's problems in building a post-Saddam nation converge in that oil-rich and hotly contested northern city. Kirkuk is a microcosm of Iraq fragile unity, and as Kirkuk goes, so goes Iraq.

The city has a multi-ethnic history. Turkoman, Kurdish, and Arab communities (with a small number of Christians) commingled for centuries enjoying equal political rights and representation. Saddam disrupted Kirkuk's delicate ethnic balance by diabolical forced relocations and Arabization.

After Saddam's ouster, Kurds moved en masse into Kirkuk. Property disputes mushroomed. Kurds claimed de facto sovereignty over the city, and reinforced their arguments by deploying private ethnic militias. Arabs and Turkomans complained of discrimination and oppression.

The Transitional Administrative Law (TAL), or interim constitution, temporized over Kirkuk, and the future governing and disposition of the city has confounded negotiations between Kurds and Shi'ites over forming an Iraqi government. Failure to resolve its status now will jeopardize a unified Iraq.

Article 58 of the TAL seeks to restore Kirkuk to its pre-Saddam character. It directs the Iraqi Transitional Government "expeditiously to take measures to remedy the injustice caused by the previous regime's practices in altering the demographic character of certain regions, including Kirkuk, by deporting and expelling individuals from their places of residence, forcing migration in and out of the region, settling individuals alien to the region, depriving the inhabitants of work, and correcting nationality." The article elaborates that, "With regard to residents who were deported, expelled, or who emigrated; [the Iraqi Transitional Government] shall, in accordance with the statute of the Iraqi Property Claims Commission and other measures within the law, within a reasonable period of time, restore the residents to their homes and property, or, where this is unfeasible, shall provide just compensation."

Implementation of Article 58 in Kirkuk has been lead-footed because Kurdish authorities have permitted only Kurds to adjudicate property claims. That ethnic discrimination should end. To obtain legitimacy, Kirkuk property disputes must be resolved by transparent rules of proof and by impartial judges above ethnic or religious suspicion.

Kirkuk is a cornerstone of Iraq. It must be included in the blueprint for restructuring the nation with the aim of restoring equality among the city's constituencies. Kurdish domination can be avoided by giving Iraq's national government

authority over Al Tamim Province and the city of Kirkuk in particular.

At present, the national government is powerless to extend its laws, curfews or troop movements anywhere in Kurdistan. Kurdish officials, moreover, have voiced a desire to annex Kirkuk to a Kurdish province by majority vote despite Article 53 of the TAL. It prohibits incorporation of the governorates of Kirkuk and Baghdad into another region.

According to the final declaration of a March 19, 2003, meeting in Ankara between Turkey, the United States, and Iraqi opposition delegates, Iraq's resources belong to all its people. Regional hoarding is taboo. Development and administration of Kirkuk's vast petroleum reserves should thus be a responsibility of the national government, which should cool ambitions to dominate the city.

The ethnic militias deployed on the heels of Saddam's overthrow should be replaced by a new local police force fairly representing Kurds, Turkomans and Arabs. Mass migration from other parts of Iraq to Al Tamim Province should be banned. And new property acquisitions should be strictly regulated to maintain the demographic equilibrium among Kirkuk's three constituent communities. They should be represented on an equal footing in the administrative and political delegations that will represent the provinces in the central government.

Equal quotas should also obtain in Kirkuk's local legislative, executive, and judicial offices, in the local police force, and in provincial elections. The three communities should rotate in occupying senior administrative positions, for example, the governor, mayor and the security and education directors. Senior officials should be complemented by two deputies representing the other communities.

Turkish, Kurdish, and Arabic should all be official languages in Kirkuk and Al Tamim Province. All local legislation and regulations should be published in all three languages. Kirkuk's three constituent communities and minorities should also enjoy the right to operate autonomous schools and social, religious, and cultural institutions in their respective mother tongues.

If Kirkuk succumbs to Kurdish domination, Iraq will ineluctably fragment along ethnic lines. The United States should exert maximum cajolery and incentives to make resolution of Kirkuk a standard to which all Iraq may repair.

Bruce Fein is a constitutional lawyer and international consultant with Bruce Fein & Associates and the Lichfield Group.

Copyright (c) 2005 The Daily Star

Iraq's northern capital stalked by suicide bombers

15/04/2005 The Independent - By Patrick Cockburn

Anybody who believes Iraq has turned the corner and violence is diminishing should pay a visit to its northern capital, though they must be extremely careful when doing so.

A suicide bomber detonated explosives in his car outside an army post in Mosul yesterday, creating a cloud of smoke and dust that hovered over the city. Across the country, insurgents opened a new offensive with at least 18 people being killed by suicide bombs in Baghdad.

I was in a car a few hundred yards away when the bomb in Mosul went off. I was being driven by a Kurdish soldier who had disguised himself as a civilian by sitting on his pistol and wearing a long brown Arab robe over his uniform. Another soldier, concealing his machine gun, sat in the back, dressed in a tracksuit. We were trying to reach the centre of Mosul to meet the deputy governor, Khasro Goran. We had driven from the Kurdish province of Arbil with four uniformed soldiers - all Kurds from the 1st Battalion of the Iraqi National Guard - to protect us. There was no trouble on the road between the two cities. But when we reached an army post on the outskirts of Mosul the soldiers looked apprehensive. Lt-Col Yassin, commander of the base, said: "If I send you further into the city in a convoy with three vehicles and men in uniform, you are likely to be a target for suicide bombers."

Two of his men, disguised as civilians, drove us in a nondescript car at speed through east Mosul, a city of 1.75 million people, about 30 per cent Kurdish and 70 per cent Sunni Arab. Although we were in the mostly Kurdish and supposedly safer part of the city, the driver avoided main roads where bombers might lurk.

As we got close to the fortified office - once the headquarters of the local Baath party - of Mr Goran, the head of the Kurdistan Democratic Party in Mosul, as well as deputy governor, we saw smoke rising from a suicide bomber's car. Mr Goran assured us the city was "much more secure than a few months ago and soon it will be better still". The insurgents could no longer establish checkpoints or kidnap so easily. But he admitted there were problems. He thought the 14,000 Iraqi police in Nineveh

province, of which Mosul is the capital, were often in league with the insurgents. They were implicated in the assassination of a previous governor, Osama Kashoula, on 14 July. Mr Goran said that in an uprising on 11 November last year, the police had largely disappeared or changed sides. "I tell my bodyguards not to trust the police and don't tell them our movements."

The 30 police stations in Mosul city have been largely abandoned. He is trying to have the chief of police fired. What happens in Mosul is of great significance. It is probably the second largest city in Iraq and most of the population is Sunni Arab, living on the west bank of the Tigris, with a long nationalist and fundamentalist Islamic tradition. Mosul was a recruiting ground for officers of the old Iraqi army and thousands still live here. After Saddam's fall, "Mosul was a critical centre for the insurgents, more important than Fallujah," said Sadi Ahmed Pire, former leader of the Patriotic Union of Kurdistan in Mosul.

The Kurds resented the efforts of the first US commander, General David Petraeus, to conciliate Sunni Arabs by keeping people who the Kurds regarded as Baathists in their jobs. They accused the US-appointed police chief, Mohammed Barhawi, of being a crypto-supporter of the insurgents.

Mr Goran says that, while he disagreed with General Petraeus, a critical mistake was the US replacement of the 21,000 strong 101st Airborne by the much smaller Stryker Brigade. He thinks there are now only 5,000 to 6,000 US troops in Nineveh. For now, Mr Goran and Mr Pire are probably right in thinking insurgency is on the retreat. Intelligence has improved. Television confessions of captured resistance fighters, often doubling as criminals, have damaged the insurgents.

But the government has a faltering grip on Mosul. There is simmering ethnic conflict between Kurds and Arabs. "About 520 Kurds have been killed of whom 400 were civilians - often just because they were wearing Kurdish clothes," says Mr Pire. The war is far from over.

The Independent

Kurdistan rising

12 April 2005

Village Voice - By David Axe

For the pesh in northern Iraq, it's the birth of a nation—and they don't mean Iraq

SULAYMANIYAH, IRAQ—K.G. was just a kid when Saddam Hussein's army swept into his village near this city in northern Iraq. It was spring 1991. Hussein's defeat in Kuwait at the hands of the American-led coalition had inspired both Shiites in southern Iraq and Kurds in the north to revolt. The result of the Kurdish revolt is still in question in 2005, as Kurdish ambitions play out on the stage of Iraq's nascent democratic govern-

ment. Kurds account for only 15 percent of Iraq's 25 million people. But with an estimated 75 to 85 percent of eligible Kurds voting on January 30, the Kurdish alliance led by Patriotic Union of Kurdistan (PUK) chief Jalal Talabani won 75 of the new national assembly's 275 seats. In recent weeks, Talabani has forged a coalition with the majority Shiite United Iraqi Alliance. As part of the deal, Talabani will serve as the new government's first president.

At stake as Kurds wield their growing political power are the

unity of Iraq, more than 5 percent of the world's oil reserves located in one key Kurdish city, and a peculiar relationship that has developed over the years between the Kurds and the United States.

In 1991, the Iraqi army, battered though it was in Operation Desert Storm, swiftly crushed the Shiite revolt. But in mountainous Kurdistan—the area around Sulaymaniyah and north of the oil-rich city of Kirkuk, where half of Iraq's estimated 4 million Kurds live—guerrillas known as peshmerga, hardened by decades of insurgency, stopped Hussein's soldiers dead in their tracks.

Fourteen years later, the rusting remains of Iraqi tanks littering Sulaymaniyah bear grim testimony to the peshmerga forces' victory.

But Kurdish victory came too late for K.G. and his family. K.G.'s father was a well-known "pesh" leader in an area crawling with Iraqi agents. Their village ravaged and his cover blown, they fled north into Turkey in a column of refugees. K.G. recalls stealing bread from the houses of dead families and drinking from puddles teeming with frogs. Eventually, they reached the relative safety of Turkey. But in 1997, a brief civil war between Kurdish factions in Turkey claimed the life of K.G.'s father and put the family in flight again—this time to America, which since 1991 had become a sort of big brother to young Kurdistan. Since the pesh victory, the U.S. Air Force had flown daily air patrols over northern Iraq and dropped food supplies to starving Kurdish villages.

Now, years later, Kurdistan is all grown up—and K.G., now in his mid-20s, is too. And like his father and his grandfather before him, he's a soldier in the Kurdish army.

Sort of.

Actually, K.G. is a U.S. Defense Department translator working for the U.S. Army in Sulaymaniyah. But he carries a weapon, wears a uniform, speaks Kurdish most of the time, and is still an Iraqi (he says "Kurdish") national. And in order to protect himself from insurgents, he identifies himself only as "K.G."—a practice entirely consistent with that of other Kurds, who typically use only one name.

K.G. says that he's a Kurd and an American—and that he's equally proud to be both. In a land whose fortunes are irrevocably tied to the United States, K.G. is a living, breathing symbol of an unusual and, at times, uneasy alliance.

On Kurdish maps, the limit of Saddam Hussein's former reach into northern Iraq is marked in green with a wobbly line running east to west through the 36th parallel. The Green Line, they call it. Everything north of the line is Kurdistan.

Officially, there is no Kurdistan, except to Kurds. And while it has its own army, police, and courts—even its own national assembly—Kurdistan is not recognized by any other nation in any official capacity. All of autonomous Kurdistan is contained within the borders of Iraq, and these days, Iraq's territorial

integrity is a main priority of the U.S. government. Meanwhile, Kurdish regions in neighboring Iran and Turkey are anything but autonomous—oppressed is more like it. While some Kurds dream of a pan-state Kurdistan that would unite all Kurds under one government, that's unlikely as long as both Iran and Turkey have all those tanks and helicopters, and as long as the U.S. has any say. Only in Iraq, only in the unique conditions created by U.S. intervention in the region, beginning with Operation Desert Shield in 1990, could there be any Kurdistan at all, official or otherwise.

Kurdistan only exists because, from 1991 to 2003, the U.S. Air Force and the Royal Air Force flew round-the-clock jet fighter patrols over northern Iraq that kept Hussein's own aircraft on the ground and hamstrung his forces. It was this advantage that enabled the lightly equipped pesh fighters to best the Iraqi army.

The pesh are the key to Kurdish autonomy and, inasmuch as Kurdistan has prospered, the key to its success—a fact not lost on the U.S. Army. There are very few U.S. forces deployed north of the Green Line, and those that are carry unloaded weapons and defer to Kurdish commanders. American troops of the Idaho National Guard's 116th Regiment, deployed to Camp Stone in Sulaymaniyah, even live inside a pesh compound.

There's a healthy respect for the pesh among American soldiers here. But it's a respect tempered by the danger the pesh pose to U.S. intentions in Iraq. For America wants a stable, peaceful Iraq—an Iraq where rival ethnic groups bury their differences and where the oil flows freely. But Kurds want at least their autonomy—many say their independence—and in the short term, that would mean breaking Iraq into pieces and shuffling around its ethnic populations, a process that would be anything but peaceful. And as for oil, 40 percent of Iraq's reserves—5 percent of the world's—lie beneath Kirkuk, a city of almost a million people just south of the Green Line. But despite pumping nearly a million barrels of oil per day, Kirkuk suffers a gasoline shortage and still has neighborhoods that are "below Third World," according to Brigadier General Alan Gayhart, the 55-year-old commander of the 116th.

Since the Shiite-dominated Iraqi government in Baghdad has a monopoly on the state's oil production and is using oil revenue to fund reconstruction, "nothing comes back into Kirkuk," says Major Darren Blagburn, 36, also from the Idaho regiment.

All that would change if the Kurds had their way.

Kirkuk's population is evenly split among Shiites, Arab Sunnis, and Kurds, but it's surrounded by areas that are almost entirely Kurdish, and many Kurds eye it as the heart of a future independent Kurdistan. "The PUK's goal is to bring Kirkuk into Kurdistan as the capital," Blagburn says.

But any Kurdish attempt at taking Kirkuk from Iraq could instigate large-scale violence, because of what Blagburn calls the city's "competing social demographics."

"In order to keep a unified, peaceful Iraq," Blagburn adds,

"Talabani must keep the Kurds back."

Kirkuk is a fascinating place. As Gayhart says, "A political science major would go nuts here."

Old pesh are a rare breed, because most pesh die fighting. For a century, they've fought for Kurdish independence—first on horseback with sabers and breech-loading rifles, later with AK-47s and Soviet-built tanks captured from the Iraqi army. Even with the tanks, they were always outgunned by their enemies. But the pesh relied on stealth, dark of night, and not a little savagery to gain the upper hand during the bloody '80s and early '90s. K.G. remembers when pesh would slip into towns at night, gun down collaborators in their homes or in the streets, then slip away. That yesterday's pesh used the same tactics as today's insurgents is not lost on him. Old-school pesh were terrorists.

But these old pesh are now in their forties and fifties. They've graduated from gaunt terrorists to potbellied military officers and politicians. Their goals are the same, but their means have evolved.

Anwar Dolani was a pesh fighter—and one of the best. It was his troops that destroyed the last Iraqi tank to penetrate Sulaymaniyah in 1991; its rusting carcass is a famous landmark. After the liberation in 2003, Dolani surrendered his PUK membership in order to accept a general's commission in the new Iraqi army.

His men came with him.

Today, fat and imposing at the age of 47, with a cigarette always in one hand and a bottle of Scotch in the other, Dolani is one of the most powerful men in Kurdistan, commanding an entire brigade of 2,000 former pesh wearing Iraqi army uniforms and overseeing security for all of Sulaymaniyah and its environs. He wears the uniform of his former enemy—and not with irony. Dolani says that his people are becoming the real Iraq and that they want the rest of the country to "stop falling behind."

He's got a point.

Kurdistan is the most prosperous region of the country—so prosperous that it steals jobs from other areas. "We're seeing a lot of businesses move to Kirkuk from Baghdad because it's safer," Blagburn says.

Kurdistan's a refuge too. Local security forces—overwhelmingly pesh and former pesh—are entirely capable of independent operations. They even deploy to other parts of Iraq for emergencies. On election day, Kurdish patrols appeared unannounced in the Sunni town of Baqubah and began clearing roadside bombs from polling sites. Kurdish forces are so strong that the U.S. Army plans to turn over Kirkuk within weeks, making it the first city outside of Kurdistan proper to make the full transition from foreign to local protection.

"Because of the safety and security, Arabs come here to forget about the problems in their own towns," Colonel Kamal, one of Dolani's lieutenants and another former pesh, says, as K.G.

translates. "Kurds have a good habit of respecting them."

During a visit to a shrine to the 5,000 victims of Hussein's 1988 chemical attack on the Kurdish town of Halabja (a former pesh stronghold), a badly scarred Arab gentleman in his fifties approaches this reporter, introduces himself as a doctor, and says in British-accented English that I must show the world the evils of terrorism.

"I've tasted it," he says.

Two years ago, he was working for the U.N. in the Baghdad Green Zone. On August 19, 2003, an insurgent rocket attack blew off half his face. Only the quick work of U.S. Army surgeons saved him. After months of treatment abroad, he returned to Iraq. But word was out on him; death threats piled up. So he fled to Kurdistan—the only place in Iraq, he says, where he feels safe.

"We're Kurds, but we're never against anyone," Dolani explains. "Our goal is every human on earth considering every other human equal."

That's Dolani the pesh-turned-politician talking. But even Dolani the politician betrays his nationalistic priorities. "[Kurds and Arabs] are all the same, but [the Kurds'] true leader is Talabani."

That's just Talabani. Not Talabani's coalition. Not the Iraqi government. Just Talabani. In a moment of candor after an emotional visit to the Halabja shrine, Colonel Kamal is more direct: "Arabs were troublemakers from the beginning. This is our land, but no one will call it our land. It's the 21st century. . . and we don't even have a country."

And the U.S. government hopes it stays that way. In the meantime, anxious American officers in Kurdish cities keep an eye on their pesh and former-pesh comrades. American diplomats walk a fine line between their resolute demand for a unified Iraq and their tacit recognition and open respect for Kurdish accomplishments. Everyone waits and watches as Talabani and his landless people plan their next move.

As for K.G., he's torn. "I love the U.S. I love Kurdistan," he says. And even while he's fighting the good fight in Kurdistan—a Kurdish soldier in an American uniform—he's applying for U.S. citizenship so he can join the FBI.

But he says he'll always be a Kurd.

Village Voice, 11th April.

Syria loves Ankara but will the relationship last?

By Omer Taspinar and Emile El-Hokayem
Tuesday, April 19, 2005 - Daily Star

How quickly things change in the Middle East. In 1998, Turkey massed troops on its border with Syria to coerce the regime of President Hafez Assad into relinquishing its support for the Syria-based Kurdish Workers Party (PKK). Within days, Abdullah Ocalan, the PKK leader, was forced to leave Damascus and was eventually apprehended in Nairobi by Turkish intelligence officers tipped off by the CIA and the Mossad. Those were the good old days of the Turkish-Israeli-American strategic alliance in the Middle East.

That has changed. Turkey now makes the news because of its growing anti-American and anti-Israel feelings. The flashiest symptoms are the two bestselling books in the country: The first is a novel about a Turkish-American war depicting Washington's decision to use nuclear weapons. The second is Adolf Hitler's "Mein Kampf." In such atmospherics, it is no wonder that Syria and Iran have turned into natural allies. When Turkish President Ahmet Necdet Sezer visited Syria last week, he was hailed as a hero not only by Syrians but also by a Turkish public that admired his willingness to resist American pressure. No one in Turkey seems to remember that Syria is still governed by a regime that supported the PKK. Anti-American solidarity can indeed work wonders.

That Syria and Turkey now see convergent interests in the Middle East is an unexpected result of the war in Iraq. It is also an unpleasant surprise for Washington. Yet there should be nothing startling about Syria's attempt to forge better ties with Turkey. The regime of President Bashar Assad is facing unprecedented isolation. After being rebuked by Saudi Arabia and Egypt, Assad is looking for a sense of legitimacy anywhere he can find it. What seems more astonishing is Turkey's willingness to play along.

For those confused about Turkish sympathy for Syria, it is important to understand that Turks never truly developed an interest in Arab politics. Turkey's focus has historically been on the West. The Middle East became relevant for Ankara only in the framework of two issues: Kurdish nationalism and great-power politics. The current malaise in Turkey, reflected by the growing anti-Americanism, is a direct result of these two dynamics interacting in the worst possible way. Almost all Turks believe that current U.S. policies in Iraq will end up creating an independent Kurdish state. Needless to say, this is a nightmare scenario for Turkey.

Although the Turkish government is now trying to warm up to Jalal Talabani's presidency in Iraq, the sad fact is that Ankara until very recently discounted Talabani and the other powerful Kurdish leader, Massoud Barzani, as "tribal leaders." So much for a visionary approach in Turkish foreign policy.

Syria's Kurdish problem captured the headlines in April 2004 when riots erupted in the northeast of the country. The regime

quelled the uprising by combining force and compromise, including a recent decision to grant citizenship to 300,000 Kurds. Whether this solution will prove durable is far from certain. Syria's Kurds, like Kurds in Iran and Turkey, are watching the prospects of their Iraqi cousins improve with considerable envy. Syria's ethno-sectarian fabric is fragile, and tensions have so far been contained through a delicate mix of repression and cooptation. The Assad regime now fears that a combination of external and internal forces might bring it down.

Syria feels encircled these days. The consequences of the assassination of former Lebanese Prime Minister Rafik Hariri have been very damaging. Under international pressure, Syria is withdrawing from Lebanon and is facing international scrutiny. Its relations with Iraq are at best frosty. Iraqi and coalition authorities complain about Syria's failure to prevent the infiltration of foreign fighters, and Damascus still harbors former Baathist officials. Even worse, the belief is strong in Washington and Baghdad that Syria is actively contributing to the Iraqi turmoil. Despite a thaw on border issues with Jordan, Syria is eying with great concern the strong relationship between U.S. President George W. Bush and Jordan's King Abdullah II.

Meanwhile, Israel is now in a stronger position vis-a-vis Damascus. Washington firmly supports Israeli Prime Minister Ariel Sharon's focus on the Palestinian track, and shares the view that Syrian calls for peace talks are just a ploy to buy time and counter mounting pressure. And, as usual, no help is to be expected from the Arab League, both because of its irrelevance and Arab fatigue with Syrian posturing.

There is some apparent justification for Syria's anxiousness about U.S. intentions toward Assad's regime. Reports that American officials have met with Syrian opposition members lend credence to Syrian suspicions that the crisis over Lebanon is more than that: in Syria's eyes, it is essentially an attempt to weaken and eventually overthrow its leadership. While it is clear that the Bush administration has decided to isolate Syria, whether induced regime change has become policy still remains unsure.

Syria's foreign-policy priority is regional relevance. This is a game that Damascus is losing. Without regional alliances or a strong voice in Middle Eastern politics through involvement in Lebanese and Palestinian affairs, Syria would no longer be an important player. The crisis over Lebanon has already cost Damascus its buttresses in the Sunni Arab world. However, because Syria is engaged in a subtle balancing act, tying its fortunes to Iran is not yet the preferred option in Damascus. Syrian officials worry this will be interpreted as an irreversible decision to join the dark side. But more importantly, Syria might learn the hard way that Iran's interests do not always intersect with Syria's, and that Tehran regards the present Syrian dilem-

ma as secondary to the great power game in the Persian Gulf.

Because Syria currently feels insecure, it needs to illustrate a sense of regional importance. That's why Turkey's open arms were much appreciated. No wonder Syria's information minister, Mehdi Dakhllallah, described his country as Turkey's closest Arab ally. The Syrians probably believe that Turkey's important ties with the U.S. and NATO will help them avert a showdown with the West. But Damascus also has practical motives for deepening relations with Turkey: its economy is likely to become more dependent on trade with its northern neighbor, especially if sanctions are imposed on Syria.

Turkey and Syria are coming together because of shared concerns about U.S. policy in the region. Still, whether such courtship will turn into a more permanent alliance remains to be seen. After all, Turkey is still an official ally of the U.S. and has embarked on a historic journey into the Europe Union. Ankara has nothing to gain by cozying up to dictators. In contrast, the Assad regime may have already overplayed its

hand in the current crisis. Because the stakes for Syria are much higher than what Turkey has to gain, the rupture between Damascus and Ankara might come more rapidly than expected.

Much depends on how the Kurdish question in the region will evolve. Iraq's Kurds will play a decisive role in this regard. Talabani's election as president is a sign that the Kurds see their future as part of a new Iraq. If Talabani wants, he could also win over Turkey by clearing northern Iraq of the PKK. This, after all, would be a small price to pay for pleasing a powerful regional state.

Omer Taspinar is the director of the Turkey program at the Brookings Institution. Emile

el-Hokayem is a Middle East security analyst at the Henry L. Stimson Center. They wrote this commentary for THE DAILY STAR.

Copyright (c) 2005 The Daily Star

Turkish troops pursue Kurdish rebels after 25 die

15 Apr 2005 16:37:50 GMT

Source: Reuters

DIYARBAKIR, Turkey, April 15 (Reuters) - Turkish troops pursued Kurdish rebels on Friday in the second day of an operation which has left 25 people dead, including 21 guerrillas, military officials said.

Three soldiers and a state-sponsored village guard were also killed in the fighting with Kurdistan Workers Party (PKK) militants, which began on Thursday morning in the Besta area bordering Sirnak and Siirt provinces.

Warplanes and helicopters took off from an airbase in the

main southeastern city of Diyarbakir to support the operation involving soldiers from three brigades along with 2,000 village guards.

Officials said security measures had been tightened around state buildings in the region to prevent revenge attacks.

The PKK has increased attacks on security forces since June 2004 when it called off a unilateral ceasefire. Violence in the mainly Kurdish southeast had subsided since 1999 when PKK leader Abdullah Ocalan was captured and jailed.

More than 30,000 people, mainly Kurds, have been killed since 1984 when the PKK took up arms against the Turkish state in a campaign to carve out an ethnic homeland in the southeast.

Irak: 12 policiers tués au nord de Kirkouk, attaques à Bagdad

(Associated Press) 13 avril 2005

BAGDAD (AP) - Une bombe a explosé mercredi près de Kirkouk dans le nord de l'Irak, tuant douze policiers irakiens qui tentaient de désamorcer un autre engin explosif, semble-t-il factice, selon la police. Trois autres policiers ont été blessés.

L'explosion s'est produite à 15km de Kirkouk, alors qu'un groupe de policiers bouclait la zone, selon le brigadier Sarhat Qadir de la police irakienne. Les autorités pensent que la première bombe était un leurre destiné à attirer les policiers avant que la seconde n'explose, a-t-il précisé.

Bagdad a été également le théâtre d'une série d'attaques alors qu'elle recevait la

deuxième visite surprise d'un haut responsable américain en deux jours. Après le patron du Département de la Défense, Donald Rumsfeld la veille, Robert Zoellick, numéro deux du Département d'Etat, passait la journée en Irak.

Lors de cette visite qui avait été tenue secrète jusqu'à la dernière minute pour raisons de sécurité, le bras droit de Condoleezza Rice s'est rendu à Falloujah dans le triangle sunnite où il a pu constater la lenteur de la reconstruction. Il a été confiné dans un convoi de blindés, rencontrant seulement des responsables de la ville dans un camp militaire fortifié.

Dans la matinée, une voiture piégée avait explosé à Bagdad au passage d'un convoi du département de la Défense américain, tuant cinq Irakiens et blessant quatre Américains employés par des entreprises travaillant en

Le tabou arménien a la vie dure en Turquie

Ankara propose une commission mixte d'historiens turcs et arméniens pour enquêter sur le génocide de 1915.

Istanbul de notre correspondant

Les plus optimistes y voient un prudent premier pas de la Turquie pour régler officiellement ses comptes avec la partie la plus sombre de son histoire. Le Premier ministre turc, Recep Tayyip Erdogan, issu du mouvement islamiste, a proposé, dans un message à son homologue arménien, Robert Kotcharian, l'instauration d'une commission mixte composée d'historiens turcs et arméniens afin d'enquêter sur les massacres de centaines de milliers d'Arméniens, en 1915, qu'Ankara se refuse toujours à qualifier de génocide.

L'initiative paraît néanmoins être surtout une manœuvre pour désamorcer les critiques occidentales qui appellent de plus en plus fermement Ankara à ce «travail de mémoire» alors que les négociations d'adhésion à l'UE devraient commencer en octobre prochain. «L'administration turque est coincée car elle veut poursuivre son processus d'accès à l'Union européenne alors que les lobbies arméno-occidentaux font monter la pression à la veille des commémorations du 90^e anniversaire de ces événements tragiques», estime le professeur d'histoire Halil Berktaş, de l'université Sabancı, une des rares personnalités turques, avec Taner Akçam, spécialiste du problème arménien, qui contestent la thèse officielle. Les massacres et les déportations d'Arméniens, entre 1915 et 1917, ont fait entre 1,2 et 1,3 million de morts, selon les Arméniens, et 300 000 selon les Turcs.

«Nouvelle stratégie». Occultée pendant quatre-vingt-dix ans par l'histoire officielle, la mémoire arménienne a ressurgi en Turquie au travers de livres et d'expositions. Mais si la société civile bouge sur cette question, les autorités restent beaucoup plus timorées. Le vice-Premier ministre et ministre des Affaires étrangères, Abdullah Gül, avait pourtant annoncé mercredi une campagne tous azimuts et «une nouvelle stratégie», redoutant que le Congrès américain adopte une résolution qualifiant ces événements de génocide. Les députés de la Grande Assemblée nationale, réunis en session extraordinaire, se sont mis d'accord sur un texte commun. «La raison et la logique imposent que la Turquie et l'Arménie ne craignent pas de briser les tabous dans une initiative commune [...]. C'est le moyen d'éviter que notre passé n'assombrisse notre présent et notre avenir», affirme ce docu-



Archive du Centre de recherche sur la diaspora arménienne. 1,3 million de morts selon les Arméniens; 300 000 selon les Turcs.

ment, qui, pour l'essentiel, réaffirme les thèses classiques d'Ankara: il n'y a pas eu de génocide, une commission mixte d'historiens de Turquie et d'Arménie doit étudier leurs archives respectives et celles d'autres pays; et Ankara condamne fermement les parlements des pays qui reconnaissent le génocide de 1915.

«Au-delà de l'effet d'annonce, il n'y a aucune nouveauté dans la position turque», observe un journaliste de l'hebdomadaire arménien d'Istanbul *Agos*, précisant qu'«il ne s'agit pas d'un débat mais d'une déclaration unilatérale qui avoue l'entêtement et les embarras d'Ankara».

En effet, Abdullah Gül, qui a facilement adopté le ton officiel devant le parlement, a réfuté en bloc l'existence d'un génocide, estimant que «la Turquie était fière de son histoire». Le numéro 2 du gouvernement turc a aussi précisé que «l'ouverture de la frontière et de l'espace aérien ainsi que le développement des relations commerciales turco-arméniennes dépendaient de l'abandon, par Erevan, de ses thèses falsifiant l'histoire».

Encore plus catégoriques ont été hier les propos du président du Centre d'études stratégiques et historiques de l'armée turque, le général Erdogan Karakus, rappelant que l'ensemble des archives de l'état-major, couvrant la période de 1914-1918, est ouvert depuis 1984: «La totalité des documents et des correspon-

dances des autorités civiles et militaires de cette époque seront publiés en quatre volumes. Quand vous les lirez, vous allez bien comprendre qui a fait le génocide contre qui.» Le nationa-

lisme monte en flèche depuis quelques mois, notamment contre l'Union européenne, accusée de «soutenir les terroristes kurdes et d'encourager les partisans du génocide arménien». Une atmosphère qui rend difficile un débat vieux de quatre-vingt-dix ans. **Condition préalable.** La reconnaissance du génocide arménien de 1915 par une dizaine de pays, dont la France, avait provoqué un choc. La République turque, créée sept ans après la tragédie, n'a toujours pas réussi à se situer par rapport à ce lourd héritage. Toutefois, les Arméniens de Turquie restent pour la plupart hostiles aux revendications de la diaspora, exigeant la reconnaissance du génocide comme condition préalable à une adhésion turque à l'UE. Etyen Mahçupyan, journaliste arménien d'Istanbul, avec Hirant Dink, directeur d'*Agos*, et l'historien Taner Akçam font actuellement la tournée des capitales européennes pour expliquer ce point de vue: «La population turque n'a pas encore pris pleinement conscience du problème et, dans un tel contexte, imposer une solution ne peut que susciter des réactions hostiles.»

RAGIP DURAN

Security vs. Rebuilding: Kurdish Town Loses Out

By JAMES GLANZ

HALABJA, Iraq, April 11 — For years Nuradeen Ghreeb has dreamed of bringing clean drinking water to his hometown. That town happens to be Halabja, where 17 years ago he and his parents cowered in a basement as Saddam Hussein's airplanes attacked with chemical weapons, killing at least 5,000 people.

But on Sunday, Mr. Nuradeen learned that his dream was over, because the United States had canceled the water project it had planned here as part of a vast effort to rebuild Iraq after the 2003 invasion. Ordinarily a quiet and reserved civil engineer, he sat on one of his beloved water pipes on hearing the news and wept, his tears glistening in the afternoon sun.

"If the Americans think that training the Iraqi Army comes before clean drinking water for the people of Halabja," he said quietly, "then we can't expect anything from them."

The Halabja project, worth around \$10 million, accounted for a small fraction of the \$18.4 billion that Congress approved in 2003 for the reconstruction of Iraq, including \$4 billion for water and sewage projects. But with the outbreak of insurgency in central and southern Iraq last year, the United States shifted \$3.4 billion from water, electricity and oil projects to pay for training and equipping the Iraqi Army and police forces.

The implications of that shift are only now becoming clear as individual projects are canceled in scores of communities across the country. Some of the largest cuts have come

in waterworks: of 81 water projects that were to be financed through the Public Works Ministry, all but 13 have been canceled, with many of the rest reduced in scale, ministry officials say.

The project in this northern Kurdish town, where Mr. Nuradeen has been head of water and sewage projects since 2001, was one of those to lose out.

"They cut Halabja, of all places," said Nesreen M. Siddeek Berwari, the national public works minister, who happens to be Kurdish. "I'm outraged and amazed. Where else is it more important to do a water project?"

No more than 50 percent of Halabja's population has regular running water, and even that may be contaminated by bat feces from the mountain cave where much of the water originates.

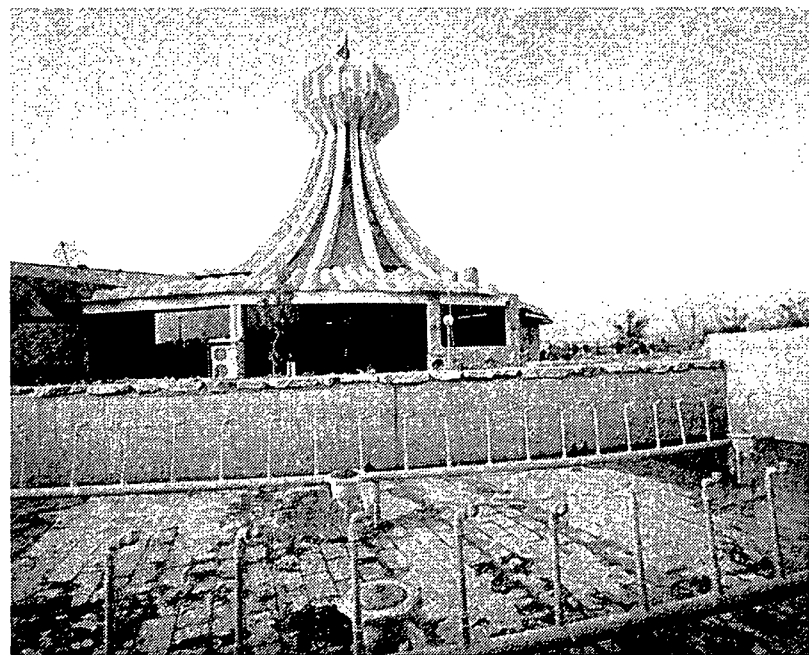
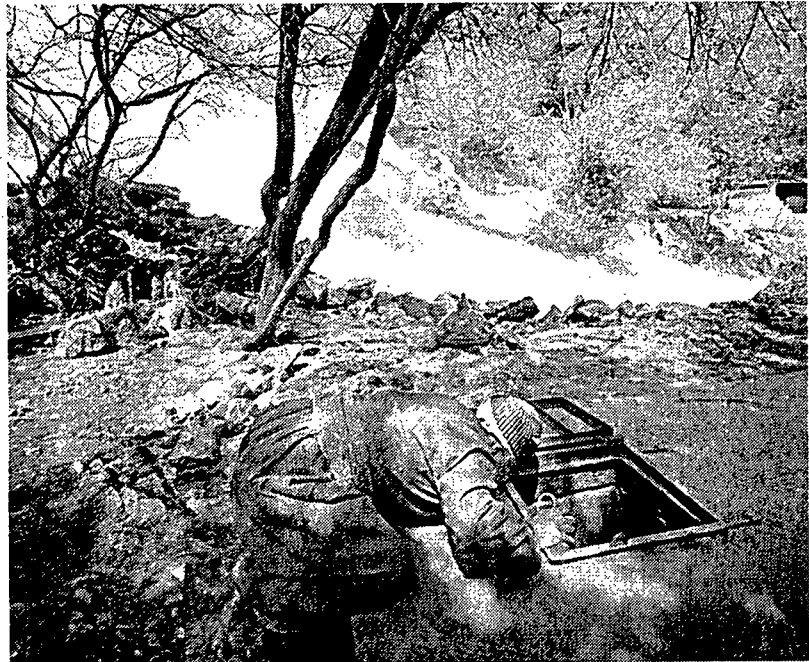
In November a delegation from the Environment Ministry visited the town and found that contamina-

No Water Project at Site of Hussein Gassing as Dollars Shift

tion of its water supply could be connected with abnormalities found in residents' white and red blood cell counts and the relatively high levels of kidney disease, miscarriages and other maladies that have been reported here.

Mr. Nuradeen became anxious about the project a few weeks ago when he heard rumors from relief organizations that it might have been cut. But none of the officials and contractors who had promised the project bothered to inform him of the cancellation, and he learned the full facts only on Sunday, when a reporter relayed information collected in Baghdad at the Public Works Ministry and the American Embassy.

Mr. Nuradeen, a chunky man with a broad face, looking very much the



Fared Allah Karam, top, checked a tank for the Halabja water department near where water surfaces from a bat cave. Above, the fountain is dry at Halabja's memorial to the victims of a chemical attack in 1988.

staid engineer in his sleeveless gray sweater and checked shirt, struggled to maintain his composure as he heard the news, seated on the water pipe, assiduously taking notes. Then he began sobbing.

"Everybody uses Halabja like a card," he said finally. "But when it comes to working in Halabja, nobody does it."

Along with most of the people in Halabja and its surrounding villages, about 100,000 in all, Mr. Nuradeen is very aware of the symbolic role their town has had in helping to justify the invasion of Iraq. Local residents also understand the central importance that the mass graves in the local cemetery will have in the impending war crimes trials of Mr. Hussein and Ali Hassan al-Majid, known as Chemical Ali.

While American officials hold that the shift of billions of dollars from reconstruction to security was essential for maintaining stability in Iraq, the tradeoff carries a special resonance in Iraqi Kurdistan, where peshmerga fighters resisted Mr. Hussein's army for decades and have handily kept the peace since 2003.

For Mr. Nuradeen, whose memory of details verges on the photographic, the issue is particularly fraught. After he and his parents reached the high ground on the

mountains beside his town in 1988, when he was 15, he had watched in anguish as Iraqi military planes strafed the long lines of citizens fleeing Halabja in their colorful Kurdish garb.

But there is more than historical quid pro quo at work in calls for a new water system. Although many Kurds believe that the health problems in the town can be traced back to lingering environmental effects of the chemical attack, officials at the

Halabja, the site of an infamous gas attack, loses its water project.

Environment Ministry say more likely culprits are the sewage that seeps into cracks in the town's damaged water network and other pollution sources.

Those sources could include the thousands of bats that live in the mountain cave, although the town has not been able to obtain the comprehensive water tests that could tell for sure. Many townspeople are also forced to rely on well water of unknown quality.

Kurdistan was particularly hard hit in the water cuts, as the number of projects to be financed through the Public Works Ministry dropped to two from 20, a ministry official said.

The Halabja project was to have been financed through an obscure American government entity called the Projects and Contracting Office, which is overseen by another office in the United States Embassy in Baghdad called the Iraq Reconstruction Management Office, directed by Bill Taylor.

Mr. Taylor said in an interview that the investment in training Iraqi security forces had already started to pay off, most notably during the Iraqi elections. "If you want to add to something like security, you have to

take the money from somewhere," he said.

"There's no easy cut," he said of the water projects. "Every one of these projects is needed, Halabja as well as the others."

According to embassy figures, as of March 30 there were 249 water and sewage projects — 185 in progress and 64 completed — financed by the Congressionally approved money across Iraq. A total of 92 projects have been canceled because of the shift of money to security, the embassy said.

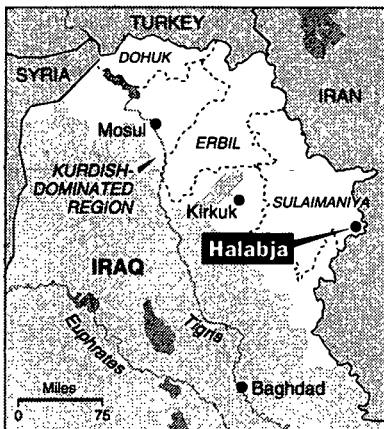
With his usual fine-grained recall, Mr. Nuradeen said his father, a guard at a local school, had once mentioned to him that in 1959 the central government in Baghdad had sent a team of engineers to Halabja to look for a water source.

Although the engineers concluded that a water project was feasible and the visit was reported in the papers, political upheaval in Iraq prevented anything from getting done. But gradually, through two stints of exile in Iran that were wrapped around a stellar academic career, Mr. Nuradeen became captivated with the idea of bringing water to Halabja himself.

The day after he learned that the American project had been canceled, Mr. Nuradeen drove up the rutted mountain road to the cave with the spring. The sections of salvaged pipe he had used to build a jury-rigged water supply line, 10 inches in diameter, meandered to one side. In several places, hissing sprays of water showed where rocks had fallen and punched holes in the pipes.

A roaring waterfall tumbled hundreds of feet down craggy rock walls from the cave itself, but Mr. Nuradeen found a side entrance, took off his shoes and socks and waded through the icy water into the darkness. Deep in the cave, he sat down on an outcropping so close to a cleft where the water burst forth in a deafening stream that it looked as if he might be swept away.

He sat there calmly looking at the water, and began singing to himself.



No more than half of the population of Halabja has running water.

In the chaos of Iraq, rumor too often rules

By Robert F. Worth

BAGHDAD: Anyone in Baghdad on Sunday morning could have been forgiven for thinking the country was on the verge of civil war.

Three Iraqi Army battalions had surrounded the town of Madaen, just south of the capital, where Sunni kidnappers were said to be threatening to kill hundreds of Shiite hostages unless all Shiites left the town. As the National Assembly met, Iraq's top political figures warned of a grave sectarian crisis. Iraq's most revered Shiite cleric issued a plea for restraint. Even the outgoing prime minister, Ayad Allawi, released a statement decrying the "savage, filthy and dirty atrocities" in Madaen.

But as the army battalions arrived in Madaen, they saw streets full of people calmly sipping tea in cafés and going about their business. There were no

armed Sunni mobs, no cowering Shiite victims. After hours of careful searches, the soldiers — assisted by air surveillance — found no evidence of any kidnappings or refugees at all.

By Sunday afternoon, Iraqi Army officials were reporting that the crisis in Madaen — which had been narrated in a stream of breathless television reports and wire stories — was nothing but a tissue of rumors and politically motivated accusations.

The hysteria over Madaen was one vivid illustration of the way Iraq's daily violence and sectarian tension, which are real enough, can be easily twisted into fantasy here.

In a country where phones are unreliable and roads between cities often blocked, facts can give way to a fast-running engine of rumor.

And most people have good reason to believe the worst.

The wild rumors are also an index of Iraq's current political turmoil. Some of the early reports about the Madaen kidnappings on Friday night came from Shiite political figures who are bitterly angry at the outgoing government of Allawi. In the past, some Shiites have been quick to emphasize any hints that his government may be losing control.

The Shiites' anger at Allawi, a secular Shiite and former Baathist, stems in part from his decision to rehire a number of other former Baathists into the government and military. Like the Kurds, Iraqi's Shiites were brutally oppressed by Saddam Hussein's Baathist government.

Allawi handed in his resignation as prime minister last week, but the new Shiite-led coalition government has not yet taken power, and many of its members are impatient.

"We are in a political vacuum," said Sabah Kadhim, a spokesman for Iraq's outgoing interior minister. "Politicians will be politicians, but I blame them for not forming a government quickly enough."

The rumors in Madaen did not grow from nothing. A group of traveling Shiites was kidnapped last week near the town, about 15 kilometers, or 10 miles, south of Baghdad, Iraqi Interior Ministry officials said Sunday. That generated a retaliatory kidnapping of a group of Sunnis by Shiites a few days later.

Sunni Arabs and Shiites have clashed often in the area south of Baghdad, particularly the so-called Triangle of Death, a lawless zone northeast of Madaen.

On Friday night, Interior Ministry officials said the police in Madaen were

reporting that a group of Sunnis with roots in Anbar Province, where sectarian tensions have risen lately, had kidnapped three Shiites and were threatening to kill them unless all Shiites agreed to leave the town.

The story, with its overtones of Bosnia-style ethnic cleansing, quickly grew. On Saturday, Iraqiya television reported that 150 hostages had been taken. Western news agencies began reporting that Shiites were fleeing Madaen and seeking refuge to the south, and that Iraqi Army units were preparing to sweep into the town.

Residents in the town played down the reports on Saturday. But a bomb exploded in a Shiite mosque in Madaen, fanning the notion of a sectarian conflict. No one was wounded in the blast, which left the mosque in ruins.

By Sunday morning, the story had become the first item on the agenda at the week's first National Assembly meeting. The national security minister, Qasem Dawood, briefed the assembly members on the crisis and the military's plan to encircle and pacify the town.

"There is an attempt to drag this country into civil war," he said.

A Shiite assembly member, Jalal Adin al-Saghir, told the gathered members of riots and lashed out angrily at Allawi's government for not protecting the people. Another influential member told of mines that had been placed around Madaen by terrorists and spoke of the events there as "a kind of ethnic purge."

Not to be outdone, Allawi issued his own comment later in the day. "These wild acts of destroying peaceful homes,

kidnapping innocent people and assaulting properties and families will not go without punishment," he said in a statement about the events in Madaen.

Iraq's most revered Shiite cleric, Grand Ayatollah Ali al-Sistani, made phone calls to government officials and urged them to solve the crisis in Madaen peacefully.

Before long, the reactions to the crisis

Herald
INTERNATIONAL
Tribune
APRIL 18, 2005



Soldiers in the Iraqi Army sealed off the town of Madaen on Sunday, where hundreds of hostages were reportedly being held. By afternoon, army officials were saying the crisis was nothing but rumors and accusations.

took on a sectarian coloring of their own. On Sunday afternoon a prominent group of hard-line Sunni clerics held a news conference and issued a statement, saying the Madaen crisis was a fabrication to stoke animosity against Sunnis.

Even Abu Musab al-Zarqawi, the Jordanian terrorist who is Iraq's most wanted man, weighed in. His network, Al Qaeda in Mesopotamia, issued a statement on Islamist Web sites saying that the kidnappings were a fabrication by Iraqi and American authorities. The statement went on to say it was the Iraqi Army and the police who rounded people up in Madaen, and the victims were Sunnis, not Shiites.

In the end, the Iraqi Army officers

who searched Madaen delivered their own, more balanced verdict.

"This issue was exaggerated for political reasons related to the formation of the new government," said Major General Mudhir Mola Abboud of the Iraqi Army. "We entered the city and did not find any hostages."

Elsewhere, three American soldiers were killed and seven service members wounded overnight when insurgents fired mortar rounds at a U.S. Marine base near Ramadi, about 110 kilometers west of Baghdad, the military said Sunday. Residents said dozens of armed militants had tried to force their way into Camp Blue Diamond, but the U.S. military denied that, The Associated

Press reported.

The assault raised to 24 the number of people who died in Iraq on Saturday, including an American civilian who died in a car bomb attack in the capital. The U.S. Embassy said that it believed the slain American was Marla Ruzicka of the Washington-based human rights group Civic Worldwide, but that it was still waiting for DNA results.

The New York Times

Mass graves in south are linked to Saddam

By Robert F. Worth

BAGHDAD: Investigators have discovered mass graves in southern Iraq that are believed to contain the bodies of people killed by Saddam Hussein's government, including one estimated to hold 5,000 bodies, Iraqi officials say.

The graves, discovered over the past three months, have not yet been dug up because of the risks posed by the continuing insurgency and the lack of qualified forensic workers, said Bakhtiar Amin, Iraq's interim human rights minister. But initial excavations have substantiated the accounts of witnesses to a number of massacres.

If the estimated body counts prove correct, the new graves would be among the largest in the grim tally of mass killings that have gradually come to light since the fall of Saddam's government two years ago. At least 290 grave sites containing the remains of 300,000 people have been found since the U.S. invasion two years ago, Iraqi officials say.

Forensic evidence from some graves will feature prominently in the trials of Saddam and the leaders of his government. The trials are to start this spring.

One of the graves, near Basra, in the south, appears to contain about 5,000 bodies of Iraqi soldiers who joined a failed uprising against Saddam's government after the Gulf war of 1991. Another, near Samawa, is believed to contain the bodies of 2,000 members of the Kurdish clan led by Massoud Barzani.

As many as 8,000 men and boys from the clan disappeared in 1983 after being rounded up in northern Iraq by security forces at the command of Ali Hassan al-Majid, widely known as Chemical Ali. It remains unclear, however, how the victims ended up in the south.

Investigators have also discovered the remains of 58 Kuwaitis spread across several sites, including what appears to be a family of two adults and five children who were crushed by a

tank, Amin said. At least 605 Kuwaitis disappeared at the time of the Gulf war, and before the latest graves were discovered, fewer than 200 had been accounted for, he added.

A smaller site was discovered near Nasiriya earlier this week. Arabic satellite television showed images of residents digging up remains there.

Amin declined to give the exact locations of the graves, saying it could endanger witnesses to the massacres and anyone working at the sites.

One obstacle to exhuming bodies has been an absence of DNA labs and forensic anthropologists, Amin said.

In the aftermath of Saddam's fall, thousands of Iraqis overran mass-grave sites, digging for their relatives' remains with backhoes, shovels, even their bare hands.

A number of sites were looted, making identification of victims difficult, said Hanny Megally, Middle East director for the International Center for Transitional Justice.

The U.S. occupation authority began classifying grave sites, and international teams began traveling to the sites in 2003 to conduct assessments or exhumations. But toward the end of 2004, rising violence led nearly all the teams to abandon their work.

The New York Times

4 killed as car bombings rock Iraq

By Robert F. Worth

BAGHDAD: A suicide bomber steered his car into an Iraqi police patrol south of Baghdad on Friday, killing four officers, while two car bomb attacks in the capital wounded at least five people, Iraqi officials said.

The attacks followed two deadly car bombings in the capital on Thursday, and extended the recent surge of violence that has shattered two months of relative calm after the January elections.

The suicide bomber struck about 10 kilometers, or 6 miles, north of Hilla, in the Mahaweel district. Three police officers and five civilians were wounded in the attack, witnesses said. Mahaweel lies just south of the lawless area known

as the Triangle of Death, where attacks on American and Iraqi patrols have been common.

In Baghdad, a suicide bomber detonated his vehicle near a U.S. military patrol in the affluent Mansour district during the morning rush hour, wounding five civilians. There were no reports of U.S. casualties. Later in the day, another suicide attacker exploded his car near an American patrol in the western Amariya neighborhood, but there were no casualties reported.

Al Qaeda in Iraq released a statement on Islamist Internet sites claiming credit for the Mansour attack. The group, led by the Jordanian militant Abu Musab al-Zarqawi, also claimed responsibility for Thursday's twin car bombs in Bag-

dad, which left at least 14 people dead.

Flyers from Zarqawi's group warning

of more suicide bombings to come appeared in the northern city of Mosul on Friday. "This is just to inform you that we have prepared, with God's will, a suicide youth for each of your vehicles, and you will see our glory in the city streets."

West of Baghdad, a U.S. marine was killed Wednesday by enemy mortar fire at a U.S. base, officials said Friday.

In southern Iraq, an Iraqi prisoner was murdered by a fellow inmate Thursday night at Camp Bucca, the sprawling detainee camp, U.S. officials said Friday.

The New York Times

Notre terrible secret collectif

L'historien turc Taner Akcam évoque les raisons qui empêchent la Turquie de reconnaître le génocide arménien et propose de créer une commission d'enquête pour accélérer le processus de reconnaissance.

BIRGUN
Istanbul

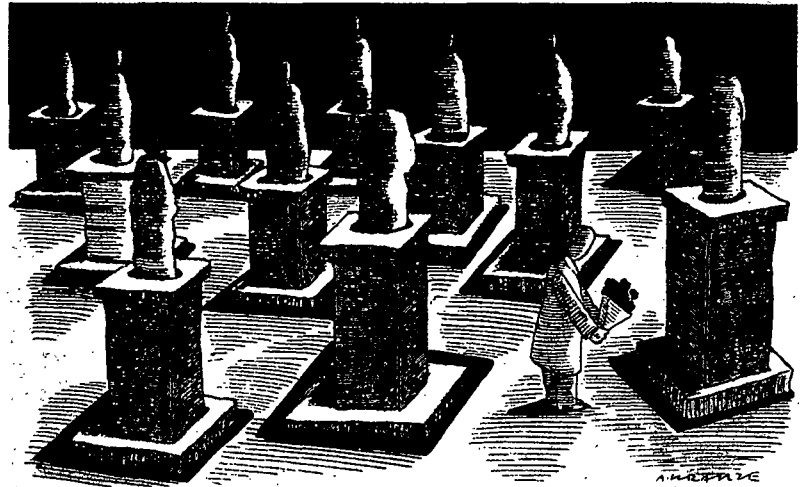
Pourquoi la Turquie a-t-elle du mal à faire face à son histoire ? La réponse est au premier abord très simple : elle pense qu'on l'accuse de façon injuste et elle adopte une position défensive. Il est frappant de voir à quel point la conscience de l'Histoire fait défaut dans ce pays. On peut même qualifier cette amnésie de maladie sociale. En Turquie, les trous de mémoire ne concernent pas uniquement la période de la Première Guerre mondiale : même l'histoire récente – les années 1960-1970 – semble déjà appartenir à un passé lointain, effacé de la conscience collective. L'une des raisons de cette attitude serait le côté fataliste de l'islam anatolien. Ce qui fait que non seulement le génocide arménien (qui, selon la logique culturelle turque, remonterait presque à l'Antiquité), mais aussi tous les autres événements de l'histoire proche ou lointaine sont condamnés à l'oubli.

Cette tendance est renforcée par d'autres facteurs historiques. Après l'effondrement de l'Empire ottoman [1920], la nouvelle République turque s'est confrontée à la tâche de s'inventer une nouvelle interprétation de l'Histoire. Pour créer un État-nation, il faut toujours qu'existe, à côté des éléments objectifs tels que l'homogénéité ethnoculturelle ou ethnoreligieuse, un élément subjectif, qu'on peut appeler la conscience collective. Pour créer une nouvelle histoire turque, les fondateurs de la République ont voulu effacer les six cents ans d'histoire ottomane où l'islam, qui transcendait les identités ethniques, empêchait la formation d'une nation. Plusieurs démarches ont donc été entreprises pour effacer la mémoire collective liée à la période ottomane. La plus décisive d'entre elles a été le remplacement de l'alphabet arabe, en 1928, par l'alphabet latin et la transformation de la langue, qui s'est opérée de façon tellement radicale que l'ottoman est presque devenu pour les générations de l'époque républicaine une langue étrangère. Aujourd'hui, en Turquie, les jeunes sont incapables de lire les lettres ou les journaux conservés par leurs grands-parents. En dehors d'une poignée d'historiens spécialistes de la langue ottomane, la société est totalement déconnectée de l'histoire d'avant 1928.

Une autre difficulté à faire face au passé pourrait résider dans la peur de

► *Dessin de Krauze paru dans The Guardian, Londres.*

■ **Commission**
Le Premier ministre turc Recep Tayyip Erdogan vient d'écrire au président arménien Robert Kotcharian pour lui proposer de créer une commission mixte composée d'historiens chargés d'étudier et de clarifier la question éminemment sensible des "événements" de 1915. Cette initiative s'inscrit dans une stratégie visant à anticiper les pressions relatives à la demande de reconnaissance du génocide arménien, qui devraient culminer le 24 avril, date du 90^e anniversaire du début des massacres d'Arméniens dans l'Empire ottoman.



paraître coupable et d'affronter la honte qui en découlerait. La sociologue Ruth Benedict classe les sociétés existant dans le monde selon qu'elles sont organisées soit autour de la culture de la culpabilité, soit autour de celle de la honte. Les premières se sentent obligées d'évoquer les fautes du passé, tandis que les secondes préfèrent les passer sous silence. La question arménienne est ainsi refoulée au point de devenir un secret collectif.

Pour comprendre le refus de la Turquie de faire face à son passé, on peut encore citer la peur d'une sanction sous forme d'indemnités aux victimes du génocide. Si on laisse de côté les indemnités financières, y aurait-il pour les victimes un fondement légal et réaliste à procéder à des revendications territoriales ? La frontière entre les républiques de Turquie et d'Arménie a été fixée par les accords de Moscou et de Kars [1921]. Selon le droit international, personne ne saurait prétendre que la Turquie est en train d'occuper des territoires appartenant à la république d'Arménie. Celle-ci, consciente d'ailleurs de la sensibilité turque à cet égard, ne cesse de répéter qu'elle n'a aucune revendication territoriale sur la Turquie.

Quant aux indemnités financières aux victimes, elles ne constituent pas vraiment une menace. Selon la résolution du Parlement européen de 1987, les événements de 1915 peuvent être qualifiés de génocide, mais la même résolution statue aussi que la république de Turquie actuelle ne peut pas en être tenue pour responsable et qu'aucune revendication politique, matérielle ou légale ne pourrait être formulée contre elle à cet égard.

Toutefois, la Turquie ne trouve pas

suffisamment rassurantes les déclarations du Parlement européen et de l'Arménie. On pourrait dire que certaines garanties supplémentaires de la communauté internationale lui donneraient plus de confiance pour accomplir quelques pas vers la reconnaissance du génocide. Mais, même si cette condition était remplie, le problème ne serait pas résolu, car les raisons du refus turc demeurent bien plus profondes.

La question arménienne rappelle à la société turque l'événement le plus traumatisant de son histoire : l'effondrement de l'Empire ottoman. Etalé sur trois continents, l'Empire devait perdre, pendant sa phase de désintégration (1870-1920), 85 % de ses territoires. Des guerres interminables, de nombreuses défaites et d'énormes pertes humaines ont installé un sentiment de disparition définitive. Les fondateurs de la nouvelle République croyaient avoir tourné à jamais cette page noire de l'histoire du pays et pensé pour toujours les blessures du passé. L'année 1923 [création de la République] a été pour eux un nouveau départ, l'an zéro. Et il fallait gommer tout ce qui pouvait rappeler les années sombres d'avant cette date. C'est pour cette raison qu'un sujet sur lequel on n'hésitait pas à parler pendant les premières années de la République s'est transformé par la suite en tabou. Si l'on veut faire une métaphore, la société turque s'est perçue comme le Phénix renaissant de ses cendres, et les Arméniens symbolisaient justement les cendres dont elle était née.

Comment pouvons-nous guérir des traumatismes du passé pour que cela ne se reproduise plus ? Comment raviver le passé sans en devenir l'otage ? Un grand éventail de choix s'offre aux

Cadaver
MILITARY
GENERAL

DU 21 AU 27 AVRIL 2005

Turcs, de l'oubli collectif à la reconnaissance puis à la condamnation. Bien que cela puisse paraître étonnant, l'amnésie collective est une méthode qui a donné de bons résultats en Espagne et au Mozambique. A l'opposé de cette méthode se trouve le

modèle des tribunaux et des condamnations à Nuremberg [en 1945] ou en Allemagne de l'Est après 1989. Une troisième méthode consiste à créer des commissions d'enquête, en prenant connaissance des expériences des commissions encore au travail dans d'autres

parties du monde. Si la société turque apprend que son problème n'est pas un cas unique, que ce type de question se rencontre ailleurs, cela pourrait l'encourager à faire un pas vers la solution.

Taner Akcam

Reconciling history ■ By David L. Phillips

Hopeful signs for Turkey and Armenia

INTERNATIONAL
Herald Tribune
April 20, 2005

NEW YORK

As Armenians gather worldwide this weekend to commemorate the 90th anniversary of the Armenian genocide, they are debating Turkish-Armenian reconciliation. The nationalist fringe believes there should be no contact between Turks and Armenians until Turkey stops denying the genocide, pays reparations and returns territory. Most Armenians support dialogue and cooperation. They endorse opening the border in order to end Armenia's isolation and impoverishment.

For 90 years, Turkish-Armenian relations have been defined by enmity and distrust. Misunderstandings are compounded by dramatically different versions of history. Armenians and most international historians describe pogroms in the late 19th century that killed a quarter of a million Armenians in eastern Anatolia. On April 24, 1915, some 800 Armenian community leaders were executed, and the deportation of Armenians resulted in the deaths of 1.5 million between 1915 and 1923.

The Turkish government emphasizes the war context in which events occurred. It points out that the deportation was in response to security concerns arising from the Armenian rebellion during which hundreds of thousands of Turks died. Turkey rejects use of the term genocide and resents efforts by Armenians to gain international recognition. Progress is further complicated by diaspora politics and the occupation of territories in Azerbaijan by Armenians.

In 2001, a heroic group of Turks and Armenians decided it was time to talk. They established the Turkish-Armenian Reconciliation Commission, which broke a taboo about Armenian issues in Turkey and spawned civil society projects involving business leaders, women's associations, youth groups and government officials.

This is not a substitute for official diplomacy. The goal is to explore the underlying conditions that gave rise to conflict and develop strategies. As a result, the conflict comes to be seen as a shared problem.

The commission's primary goal was to encourage Turkey and Armenia to open the Kars-Gyumri border gate as a first step toward establishing diplomatic relations. But the genocide issue cast a long shadow over discussions.

To address this problem, Turks and Armenians agreed to seek a nonbinding legal opinion facilitated by the well-respected International Center for Transitional Justice on the "applicability of the Genocide

Convention to events in the early 20th century."

To the satisfaction of the Turks, the analysis concluded: "The Genocide Convention contains no provisions mandating its retroactive application. Therefore, no legal, financial or territorial claim arising out of the events could successfully be made against any individual or state under the Convention." This was important to Turks who believe that from the 1920 Sèvres Treaty to today, great powers misunderstand Turkey and seek to diminish their country.

The analysis also examined the events in the context of international law. To the satisfaction of Armenians, it concluded that one or more persons were killed; such persons belonged to a particular ethnic,

racial or religious group; the action took place as part of a pattern of conduct against the group; and at least some of the Ottoman rulers knew that the deportation orders would result in many deaths. Therefore, their actions possessed the prerequisite genocidal intent.

Though the win-win analysis could be used by Turkey and Armenia to break the impasse, it is clear that Ankara is a long way from recognizing the genocide. Armenians are just as resolute in continuing their efforts to gain recognition.

At this juncture, Turkey and Armenia should broaden the discussion. The Armenian government can create conditions conducive to Turkey opening the border by reaffirming its commitment to the 1921

Kars Treaty, which demarcated the countries' modern-day boundary.

Turkish officials should recognize that Turkey has nothing to fear and lots to gain from opening the border. Normal travel and trade would have a huge economic impact on the provinces bordering Armenia while reducing the transportation cost of Turkish goods to Central Asia and beyond.

The United States can play an indispensable role. It should encourage Armenia to reach out and point out to Turkey that good neighborly relations would enhance its prospects of joining the European Union.

A 'win-win' analysis of the Armenian genocide could be used to break the impasse.

David L. Phillips is a senior fellow and deputy director of the Center for Preventive Action at the Council on Foreign Relations in New York. This article first appeared in *The Boston Globe*.

Irak: 57 cadavres repêchés dans le Tigre

Cette découverte relance la polémique sur l'enlèvement non confirmé de 80 chiites à Madayen.

21 AVRIL 2005



Une nouvelle fois, la sinistre région du sud de Bagdad que l'on appelle «le triangle de la mort» a mérité son nom. Cette fois, l'horreur a dépassé le lot d'enlèvements et d'assassinats quotidiens, puisque cinquante-sept corps d'hommes, de femmes et d'enfants viennent d'être repêchés dans le Tigre, près de Soueïra, à une cinquantaine de kilomètres seulement de la capitale. «Les corps décomposés ont été repêchés sur les berges du fleuve entre les régions d'Al-Wahda et d'Al-Hafriya», a précisé hier un lieutenant-colonel de la police de cette localité, que l'AFP a contacté par téléphone à partir de la ville voisine de Kout. «Ces corps ont été enterrés dans un cimetière situé à trois kilomètres à l'ouest de Soueïra après que les services de police ont pris des photos des victimes.»

Rumeurs. Cette découverte relance la polémique sur l'affaire de Madayen (Libération du 19 avril), ville pluriconfessionnelle de 7000 habitants située à une vingtaine de kilomètres

en amont de Soueïra, où de récentes rumeurs avaient, le week-end dernier, fait état de l'enlèvement de plus de 80 chiites, dont des femmes et des enfants, par des insurgés sunnites. Selon des habitants de la petite ville, les rebelles sunnites menaçaient de les exécuter si la communauté chiite ne quittait pas la ville. Ces informations avaient été accréditées par plusieurs hauts responsables irakiens puis démenties catégoriquement lundi par le ministre de l'Intérieur sortant, le sunnite Falah al-Naqib. «Il s'agissait simplement de rumeurs propagées par les médias et d'autres parties pour susciter un combat dans la zone», avait-il affirmé. Il avait mis en cause les services secrets irakiens dans leur propagation. Le ministre de la Sécurité, Qassem Daoud, avait évoqué «une tentative de faire plonger le pays dans une guerre confessionnelle». Les forces de sécurité irakiennes, qui ont investi la ville dimanche, avaient assuré n'avoir trouvé aucun otage. Contredisant violemment les deux ministres, le nouveau

président irakien, Jalal Talabani, établit un lien avec les enlèvements de Madayen: «Ce n'est pas vrai qu'il n'y a pas eu d'otages, il y en a eu, ils ont été tués, et leurs corps jetés dans le Tigre, et plus de 50 morts ont été repêchés.» Et d'ajouter qu'il disposait «des noms complets de ceux qui ont été tués et des criminels qui ont commis ces actes» et que «le Premier ministre [sortant] Iyad Allaoui allait s'occuper de l'affaire».

Paralyse. La prise d'otages de Madayen témoigne une nouvelle fois de la polarisation entre les communautés sunnite et chiite. La première juge que l'affaire a été montée de toutes pièces pour justifier une prise de contrôle de la ville par les forces américano-irakiennes. La seconde dénonce la volonté d'extermination à son égard de la guérilla sunnite. La confusion générale est aggravée par la paralysie où se trouve le pouvoir. Plus de deux mois et demi après les élections du 30 janvier, le gouver-

nement n'a toujours pas été formé, les représentants des différentes ethnies et confessions religieuses se disputant la répartition des portefeuilles, notamment ceux de la Défense et de l'Intérieur. Les négociations bloquent aussi sur la prétention d'Iyad Allaoui à obtenir un grand ministère.

Le porte-parole d'Allaoui a déclaré à l'AFP qu'Allaoui avait échappé à une tentative d'assassinat. Le Premier ministre sortant aurait été victime d'un attentat-suicide dans la soirée. Une voiture piégée a explosé devant le quartier général de son parti, faisant deux morts parmi les policiers et un blessé, selon le ministère de l'Intérieur. En vingt-quatre heures, pas moins de six attentats à la voiture piégée ont frappé Bagdad.

Par ailleurs, dix-neuf soldats irakiens qui se rendaient en bus à leur base ont été exécutés par des rebelles à Haditha, au cœur de la province sunnite d'Al-Anbar. ◀

JEAN-PIERRE PERRIN

Tehran sets deadline on atom talks

Month or two at most is left, it warns Europe

By Nazila Fathi

TEHRAN: Iran set a deadline of a month or two Wednesday for its negotiations with the three European nations over its nuclear program and warned it would walk away if they dragged on longer.

Hassan Rowhani, Iran's chief nuclear negotiator and secretary of the Supreme National Security Council, said after a closed-door meeting with members of Parliament that Iran would abandon the talks as soon as it felt Europe was wasting time.

"The negotiations have been going on for three months now," the Iranian Students News Agency quoted him as saying. "We might continue the talks for another month or two if we feel they are progressing. The minute we feel there is no progress, we will quit."

Rowhani also said in an interview with The Financial Times this week that Iran expected its proposal, which it recently put on the table with Europe, be the basis of the talks.

"The Europeans should tell us whether these ideas can work as the basis for continued negotiations or not," he said. "If yes, fine. If not, then negotiations cannot continue. These ideas are the very last possible ideas that we could come up with as compromise options."

Despite that warning, Rowhani spoke optimistically Wednesday about the new round of talks with Europe, which began Tuesday. The talks are expected to continue on a more serious level in London on April 29.

"The talks on Tuesday progressed very well," he said. "They were logical and technical. Another meeting resumed today and we hope the same atmosphere dominate the meeting on

April 29," he said.

Since 2003 Britain, France and Germany have been negotiating with Iran toward a deal to convince Iran to abandon its uranium enrichment program. The technology can be used for making nuclear fuel as well as nuclear bomb.

Iran has refused to stop the program permanently. It recently put forward a proposal to provide "objective guarantees," proving its program was for peaceful purposes. No details have been released about the proposal, but a diplomat familiar with the case said the Europeans were "looking at it seriously."

Europe had said the only objective guarantee was cessation of uranium enrichment. But Rowhani said Wednesday, "Since March 24, we told Europe the subject of cessation is not on the table anymore."

"We said the basis of the talks should be the ideas we have put forward," he added, "and how they should be implemented and how we should coordinate so that enrichment would continue without international concerns."

The New York Times

Citing 50 bodies, Iraq president keeps story alive

By Richard A. Oppel Jr. and Robert F. Worth

BAGHDAD: The new Iraqi president said Wednesday that more than 50 bodies had been discovered in the Tigris River and suggested that they were victims of a massive kidnapping south of Baghdad that Iraqi officials insisted was a hoax just three days ago.

President-elect Jalal Talabani, who made the surprise assertion after a meeting with Shiite leaders over allotting top jobs in the new government, offered no details about the crime, including when or precisely where the bodies had been found.

In his comments to reporters Talabani offered no documentation that could help independently verify his statement, like a list of victims, photographs of the bodies or the names of witnesses.

He said the government knew the names of victims and had such photographs, however.

In the latest turnabout in a succession of assertions about whether any kidnappings occurred, Talabani said hostages had been killed and their bodies thrown into the Tigris.

An American military spokesman in Baghdad said Wednesday that he had no information about the bodies.

The pronouncement came on a day when 20 Iraqi troops were taken from their trucks near the western city of Haditha, dragged to a soccer stadium and lined up against the wall and shot, according to an Interior Ministry official.

Nineteen of the Iraqis died and one was taken to a hospital.

Regardless of whether Talabani's claims are later verified, the reported massacre in Haditha came amid a renewed surge of insurgent attacks — including six deaths and three suicide car bombings Wednesday in Baghdad — that have underlined anew the challenges facing the new government expected to take power in the coming days.

The violence, which has left dozens dead in Baghdad over the past week, has called into question suggestions that the tide in the war is turning.

Two Iraqi policemen were killed and another was wounded when a suicide car bomber struck Wednesday at a checkpoint outside the Baghdad headquarters of the party of the departing prime minister, Ayad Allawi, an Interior Ministry source said.

The bomber blew himself up at the checkpoint leading to the Iraqi National Accord compound near Zawra Park on the capital's west side, said the source. The casualties were police officers on



Cris Bouroncle/Agence France-Presse

A U.S. soldier from the 1st Battalion, 5th Infantry, guarding suspects Wednesday during a search for insurgent leaders in Mosul. About 120 men were questioned.

guard at the checkpoint.

Four people were killed and 24 wounded in a truck bomb at the same site on Jan. 24.

The kidnapping dispute threw the nation into turmoil last weekend, as Shiite

leaders claimed Sunni terrorists had pulled off a large-scale abduction of Shiite men, women and children in Madaen, south of the capital.

But on Sunday, after surrounding and searching the town, Iraqi troops found no bodies or hostages, and suggested the accusations were fabricated.

Allawi, among other leaders, confirmed that no hostages had been found and that lurid accusations about violence there appeared to be false.

Yet Shiite leaders remain angry their assertions of a massive kidnapping were widely discredited.

Talabani made his comments to reporters after a session with top Shiite leaders where the officials continued horse-trading over who would be awarded top posts in the new government.

Shiite leaders, who hold a majority of Parliament seats, are negotiating with other factions — including Kurdish officials led by Talabani — over how many cabinet posts each side will get.

Talabani's comments revived accusations that could prove politically explosive.

If the hostage massacre is confirmed, it could worsen tensions between Shiites, who form the dominant partners in the new government, and the disaffected Sunni minority.

Some Sunni political figures have expressed anger that they are not better

represented in the assembly.

Sunnis also dominate the insurgency, and some hard-line Sunni figures have reacted with fury to the accusations about the Madaen hostages, calling the charges a ruse to justify invading Sunni-dominated towns south of Baghdad.

If the past is any guide, many Sunnis will continue to take that stance even if Iraq's political leaders try to resolve the matter by providing the names of the victims and killers, as Talabani on Wednesday said he would.

Iraqi leaders say they are on the verge of announcing their new cabinet — perhaps on Thursday — and senior Iraqi officials had warned that they expected insurgents to launch a new round of attacks timed to news of the new government.

In an interview on Wednesday evening, an aide to Talabani elaborated on the president's comments, saying that there are names and pictures of the victims, and names of the killers, in the possession of the government.

"There were hostages who were killed and thrown into the Tigris, and we found 50 dead bodies," the aide said.

He said other details would be released soon.

The New York Times

INTERNATIONAL
Herald Tribune
April 21, 2005

Le Point

21 avril 2005

TURQUIE

ERDOGAN, LE NOUVEAU SULTAN

L'ancien footballeur est un homme pressé. Maire d'Istanbul à 40 ans, Premier ministre à 48, il se voit déjà en icône de la Turquie européenne. Portrait.

DE NOS ENVOYÉS SPÉCIAUX MARC NEXON
ET OLIVIER WEBER

« **C**e serait vraiment une bonne chose ! » En ce jour d'automne 2004, Günter Verheugen, alors commissaire européen à l'Elargissement, est heureux. Recep Tayyip Erdogan, le Premier ministre turc, vient de lui annoncer une mesure « révolutionnaire » ; il s'agit de changer la loi turque afin de protéger les femmes abandonnées par leur mari et dépossédées de leurs biens communs. Une belle avancée sociale, pense alors l'Allemand Verheugen, chargé de préparer les conditions d'adhésion de la Turquie à l'Union.

Un espoir vite balayé. Deux jours plus tard, la presse turque expose le projet gouvernemental. Et l'histoire est bien différente... Il s'agit de punir d'une peine de deux ans d'emprisonnement tout époux coupable d'adultère. Le texte ne trompe personne. C'est la femme qui est d'abord visée. Tradition familiale oblige. Désastreux ! A Bruxelles, Verheu-

gen éructe. Et prend son téléphone. A l'autre bout du fil, Erdogan s'étonne du malentendu. « *Mais il fallait me demander des explications !* » Trop tard. Le mal est fait. Et bientôt l'Europe entière fustige la régression turque.

Erdogan tient bon une semaine. Jusqu'à l'intervention de l'armée. Celle-ci exige le retrait du texte. Cette fois, Erdogan s'incline. Il a beau être depuis deux ans le chef d'un gouvernement islamo-conservateur, il ne peut rien contre les militaires, gardiens de la laïcité et des idéaux de Mustafa Kemal Atatürk, le fondateur de la république.

Que d'impairs pour un candidat à l'intégration européenne ! Autre exemple : la manifestation des femmes, le 8 mars. Que des policiers traînent des participantes par les cheveux et les frappent au sol ne l'ébranle nullement.

A 50 ans, le Premier ministre de Turquie reste l'homme pressé qu'il a toujours été. Maire d'Istanbul à 40 ans, chef de gouvernement à 48, il ne ralentit pas l'allure. « *Depuis qu'il est rentré de Bruxelles en décembre, lorsque la candidature turque a été avalisée, Recep Tayyip n'est plus le même*, avoue l'une des stars de la télévision turque, amie d'Erdogan depuis douze ans. *Il surfe sur l'Europe et il est plus cassant. Au point que certains l'appellent désormais le "sultan"...* »



En quelques années, il a réussi son pari : transformer une base électorale islamiste plutôt radicale en un vaste mouvement populaire, l'AKP (Parti du développement et de la justice), qui rafle 34 % des voix et deux tiers des sièges au Parlement en novembre 2002. Mais en Europe comme en Turquie, beaucoup se posent la question : qui est vraiment M. Erdogan ?

« **Une cour de conseillers** ». L'intéressé ne renie en rien son passé fondamentaliste. Et supporte de moins en moins les critiques. « *Je ne peux pas contrôler les journaux et, de toute façon, je ne les lis plus* », confie-t-il à un ami lors d'un récent déplacement à l'étranger. Peut-être. Mais il les traduit en justice. Au début du mois, un caricaturiste l'ayant dépeint sous les traits d'un chat



« Il n'écoute plus personne », constate un éditorialiste turc

REPÈRES

1954 : Naissance à Istanbul, dans la quartier populaire de Kasimpasa.

1994 : devient maire d'Istanbul.

Juin 1997 : le Premier ministre

islamiste Necmettin Erbakan, son mentor, est contraint à la démission par les militaires.

1998 : condamné à dix mois de prison pour incitation à la haine religieuse ; purge une peine de

quatre mois.

2002 : son parti, l'AKP, remporte les élections, avec 34 % des voix.

2003 : recouvre ses droits civiques ; nommé Premier ministre.

emmêlé dans une pelote de laine a ainsi été condamné à payer 2835 euros au Premier ministre.

Même raidissement sur le dossier de la reconnaissance du génocide arménien, évacué par le biais d'une commission d'enquête, ce qui fait hurler les associations arméniennes. Ou encore sur Chypre, l'île de la discorde, partagée entre les Turcs et les Grecs depuis le conflit de 1974 : d'accord pour une union douanière, mais « pas question de reconnaître le secteur chypriote grec », prévient Abdullah Gül, le ministre turc des Affai-

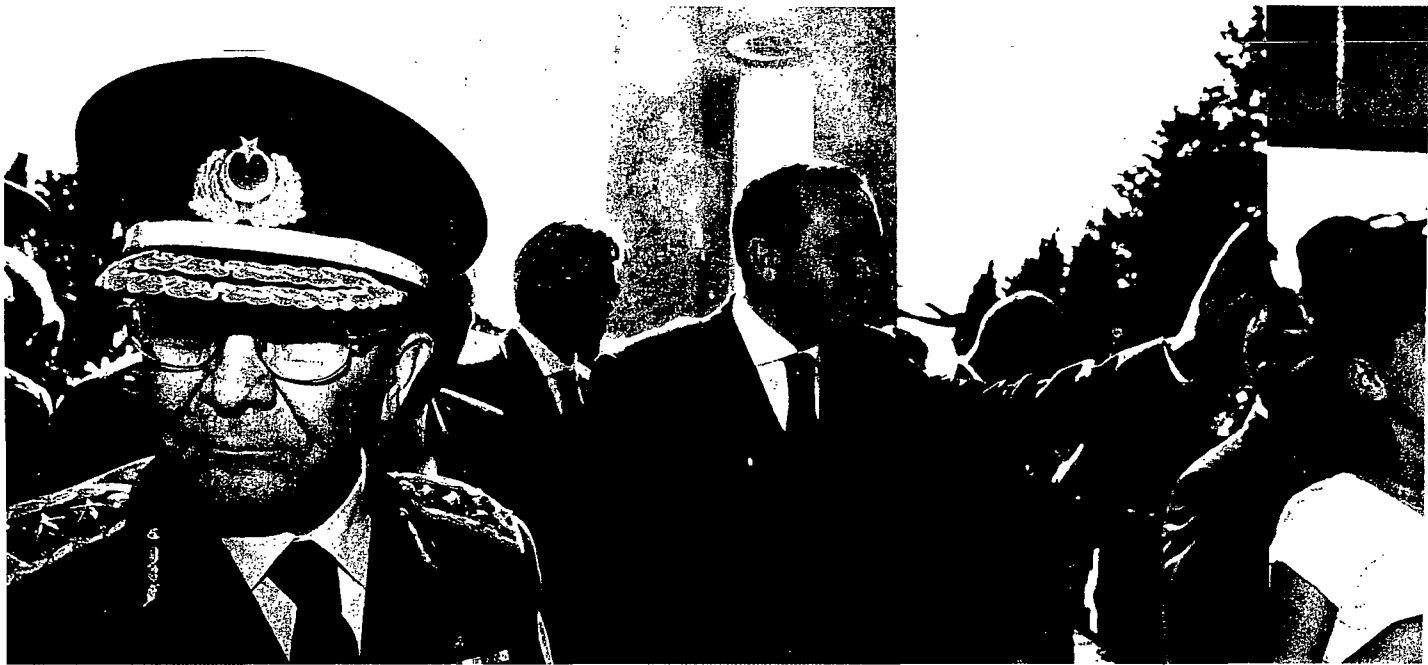
res étrangères. Un « secteur grec » pourtant devenu membre à part entière de l'Union européenne...

Le Premier ministre, moustache poivre et sel et poches de plus en plus marquées sous les yeux, multiplie les colères. « Il n'écoute plus personne », constate Okay Gönensin, éditorialiste au journal *Vatan*. » A l'exception de trois ou quatre conseillers. Parmi lesquels Egemen Bagis, surnommé « l'Américain », un ancien consultant turc repéré à New York par Erdogan. « Une cour de conseillers plus dangereux que lui-même », juge Emin Si-

rin, un député ulcéré par le recul de la démocratie et qui vient de démissionner des rangs de la majorité comme treize autres de ses collègues.

Comme si Erdogan renouait avec ses vieux réflexes. Ceux hérités d'une culture islamiste rigoriste. Car le petit Tayyip a grandi à Kasimpasa, un quartier populaire et religieux d'Istanbul. Au pied de l'immeuble de quatre étages aux balcons rouillés, des gamins tapent dans un ballon au milieu de la poussière. Et des femmes en noir des pieds à la tête achètent du poisson à un marchand ambulancier. C'est ici, au troisième étage, que le jeune Erdogan a dévoré des livres religieux. Et a vécu dans la discipline.

D'abord de celle de son père, ancien capitaine du port d'Istanbul. « Un despote, se souvient Ibrahim Keles, longtemps le dentiste de la famille Erdogan.



Avec le général en chef Ozkok en mars. Avec son épouse à sa sortie de prison en juillet 1999. Avec Louis Farrakhan en 1996, chef des Black Muslims

Moi-même je le craignais. » Enfant, Tayyip lui baisait les pieds. Et gare aux incartades. « *Un jour, notre père a surpris Tayyip en train de dire une grossièreté, raconte son frère Mustapha, il l'a saisi et l'a secoué à bout de bras. Il devait avoir 13 ans et n'a plus jamais recommencé.* » Le jeune Tayyip se renferme. Il n'avouera jamais à son père sa passion du football. « *Il cachait ses crampons dans un sac de charbon, dit Hayri Engyn, 50 ans, un ami d'enfance. Pendant sept ans, son père n'a rien vu.* »

Autorité du père, mais aussi de l'école religieuse. Car Tayyip affirme sa foi très tôt. « *Il a refusé un jour de faire sa prière sur du papier journal parce que les photos pouvaient égarer l'esprit, poursuit Mustapha. Il a donc réclamé un tapis. En voyant cela, l'instituteur a encouragé notre père à l'envoyer à l'école des imams.* » Le jeune footballeur se voit alors affublé d'un surnom : « *Imam Beckenbauer* ». Car ses dons sportifs se doublent vite de talents de prêcheur. « *Dès 16 ans, c'est lui qui remplaçait l'imam à la mosquée, récitait des prières pour les naissances ou organisait le rituel des décès,* raconte le dentiste Keles. « *On jouait aux cartes, on buvait de la bière et on draguait les filles, ajoute Dursun Kaya, 47 ans, un ancien compagnon de football. Lui, c'était tout le contraire. On le trouvait trop sérieux. Il nous disait: "Vous êtes des hommes. Ressaisissez-vous! Et ne regardez les femmes qu'une fois!"* »

Erdogan rencontre la sienne dans un meeting politique. Elle s'appelle Emine. Tous deux se marient en 1978, six mois après. Emine, née d'une famille arabe de la lointaine province de Siirt, a aussi reçu une éducation conservatrice. « *A l'adolescence, son frère la battait pour l'obliger à porter le voile, explique Oral*

Frictions avec les militaires

Dans son bras de fer avec les militaires turcs, gardiens de la laïcité, Recep Tayyip Erdogan a longtemps joué avec le feu. Quand il déclame un poème en décembre 1997, il ne pense pas cependant dépasser les limites. « **Les mosquées sont nos casernes, les minarets nos baïonnettes, les dômes nos casques.** » Le poème est signé Ziya Gökalp, un auteur nationaliste, et lui vaut la prison (voir la bio express). Ses conseillers en communication lui ont recommandé d'en faire un argument. Aujourd'hui, Erdogan ne rate pas une occasion de rappeler aux militaires par voie de presse... qu'il est un ardent défenseur de la poésie. Et qu'il a tâté de la geôle pour avoir défendu la liberté d'expression.

Calislar, journaliste à *Cumhuriyet*. *Elle a même songé à se suicider.* » Aujourd'hui Emine affiche ses convictions. Et porte en permanence le voile.

Lors de la nomination de son mari au poste de Premier ministre, elle fait néanmoins une concession. Elle quitte son ordre religieux Shafi pour rejoindre ce-

lui du Hanafi, moins strict. « *Je le lui ai conseillé, raconte Nazli Ilıcak, une amie du couple, sinon son rite l'obligeait à se laver les mains chaque fois qu'elle serrait la main d'un homme.* » Sur le voile, en revanche, Emine ne transige pas. Au point d'être refoulée en octobre 2003 d'une cérémonie officielle dans la résidence du président Necdet Sezer. Pour la Journée internationale de la femme, le couple Erdogan a droit à une fête à huis clos : toutes les femmes présentes sont voilées. « *Certaines se prosternaient même à leurs pieds,* confie un témoin de la scène.

« La loi sur la criminalisation de l'adultère, c'est elle » [l'épouse d'Erdogan]. Cette dramaturgie serait-elle due à Emine, qui exerce une grande influence sur son mari? « *Elle est d'une jalousie paranoïaque, lâche un proche d'Erdogan, la loi sur la criminalisation de l'adultère, c'est elle.* » Discrètement, elle s'implique dans la vie politique de son mari. En pratiquant le porte-à-porte ou en donnant son avis sur la composition de listes électorales.

Un soutien utile. Mais l'islamiste Erdogan est habile. Il se sait impuissant dans une Turquie laïque s'il ne joue que sur la fibre religieuse. Alors il présente une autre face : celle du moderne et du démocrate. Sa conquête du pouvoir, il la doit à cette reconversion. « *Il passe parfois dans la rue avec sa Mercedes, fe-*

INTERVIEW

Le plaidoyer d'Erdogan

Le Premier ministre turc, dans un entretien exclusif, défend sa conception de la laïcité et la vocation européenne de son pays.

Le Point: Vous êtes un ancien joueur de football. Dans le match Turquie-Union européenne, où en est-on maintenant?

Recep Tayyip Erdogan: En ce moment, comme vous le savez, nous essayons d'entrer dans la surface de réparation. Nous sommes à la veille des négociations et nous travaillons de façon intense pour la mise en œuvre des réformes. Il y a bien sûr des problèmes et des difficultés, mais nous réussirons à les surmonter avec l'aide et en compagnie de nos amis. Nous travaillons actuellement sur le protocole d'harmonisation. Nos experts ont accompli des tâches préliminaires et nous allons bientôt commencer le dialogue avec la Commission européenne à ce sujet. Après les échanges de lettres avec Bruxelles, le processus de négociation va pouvoir se lancer sous de bons auspices. Nous attendons de la Commission le document qui va servir de cadre, et cela va permettre d'achever les préparatifs.

Avez-vous changé depuis votre arrivée au pouvoir? Et comment vous définiriez-vous? Comme un islamiste modéré ou un démocrate accompli?

Je suis un musulman, je suis démocrate et je suis laïque. Quand je dis laïque, je veux dire un dirigeant d'un Etat laïque. Parce que les individus, eux, ne sont pas laïques, contrairement aux Etats qui le sont, et il faut bien faire la distinction. Dans notre Constitution, on dit que la République de Turquie est un Etat démocratique, social et laïque. On ne dit pas que les hommes sont laïques. Cette interprétation serait une erreur.

Presque toutes les épouses des dirigeants de votre parti, l'AKP, portent le foulard islamique, alors que beaucoup de femmes en Turquie ne le portent pas. Votre parti n'est-il pas en contradiction avec l'image de pays moderne que veut se donner la Turquie?

Quel est le parti qui a recueilli le plus de voix en Turquie? Mon parti a eu 42 % des voix aux dernières élections. Cela veut dire 13,5 millions d'électeurs. Et si vous comptez l'ensemble de leurs fa-

milles, cela fait au moins 20 millions de personnes. Nous avons des électrices qui portent le foulard et des électrices qui ne le portent pas. Il y a aussi des électrices qui portent le foulard et qui ont voté pour d'autres partis, comme le Parti républicain du peuple, le Parti de la juste voix, le Parti nationaliste, et il y en a même qui ont voté pour le parti Dhap (le parti des régions orientales). Mais il y a aussi des femmes qui ne portent pas le foulard et qui ont voté pour chacun de ces partis! Nous nous plaçons au centre de la vie politique. Notre identité est une identité démocratique et conservatrice.

La perspective d'un non pour le référendum sur l'Europe, en France, voulu par Jacques Chirac vous inquiète-t-elle?

Bien sûr, il serait complètement erroné de mélanger la situation de la Turquie au référendum sur la Constitution européenne en France. Ce serait faire de la Turquie un enjeu de politique intérieure et ce serait une très grave erreur. Comme vous le savez, les relations entre la France et la Turquie n'ont pas commencé au XXI^e siècle ni même au XX^e, elles datent de bien avant. Le processus de démocratisation de la Turquie s'est notamment inspiré de la Révolution française. 1789 fut une très grande référence pour nous tous, et c'est grâce à cet élan que tous les débats actuels en Turquie sur les droits de l'homme ont pu avoir lieu. L'influence de la France en Turquie se fait sentir dans tous les domaines, jusque dans l'architecture d'une ville comme Istanbul. Et même aujourd'hui, pour les investissements en Turquie, vous pouvez voir que la France reste toujours dans les premières places, entre le troisième et le cinquième rang. Ces investissements ont une grande importance en Turquie. Cela nous attristerait qu'il y ait des problèmes entre deux pays qui ont des relations si proches et si denses.

Mais certaines opinions publiques en Europe considèrent avec scepticisme, voire inquiétude, votre demande d'adhésion à l'Union européenne...

Il faut rappeler plus souvent que la Turquie est un pays laïque. Mais c'est surtout l'attitude objective de la presse et sa bonne volonté qui sont importantes. Malheureusement, il y a beaucoup d'approches erronées, dans la presse écrite et télévisée, dans la manière de représenter la Turquie. Et puis, l'Union européenne n'est pas un club chrétien. Nous considérons l'Europe comme un lieu de conciliation et de rencontres des différentes civilisations. La Turquie apportera une très grande contribution pour que l'Union devienne une puissance globale. Donc la Turquie va contribuer à un développement positif de l'Union à la fois par cette dimension de rencontre des différentes civilisations et par l'apport de sa population dynamique.

Votre ancien parti, le Parti de la prospérité, qui était radical, avait une base



étroite. Vous avez été élu par un électorat plus large, correspondant aux classes moyennes. Avez-vous modifié votre discours politique?

Après la dissolution, tous ceux qui étaient mécontents de la structure du parti se sont réunis. On a fait un sondage auprès de 42 000 personnes pour savoir sur quelles bases nous allions repartir et nous avons créé une autre formation (le Parti de la justice et du développement), tout à fait différente, sur de nouvelles bases. Nous avons aussi été rejoints par des amis venant d'autres formations. Nous avons ainsi créé un espace de manière à rassembler les différentes couches représentatives de l'ensemble du pays. Nous avons trois lignes rouges dans notre parti, que nous nous sommes interdit de franchir. D'abord, nous ne laisserons pas de place à un nationalisme régional, quel qu'il soit. Pas de place non plus pour un nationalisme ethnique. Enfin, nous ne laisserons jamais d'espace à une forme quelconque de nationalisme religieux.



REUTERS-MAXPPP/SARILAR/L.A.ABACA/MILLIYET-SIPA

L'armée laisserait-elle un islamiste reconverti accéder au sommet de l'Etat ?



nêtre ouverte, et on s'aperçoit qu'il écoute de la pop musique», sourit Ozkan Sendir, un commerçant d'Istanbul, un laïque convaincu mais sous le charme.

De fait, Erdogan montre un vrai talent : il séduit toutes les catégories. Ses expressions populaires, sa voix perçante et ses accents nationalistes enflamment les auditoires. Résultat : son parti, l'AKP, jusqu'alors replié sur une base islamiste radicale, devient un vaste mouvement populaire. « L'AKP est devenu un véritable fourre-tout », dit Mümtaz Soysal, ex-ministre des Affaires étrangères et président du Parti de la République indépendante, dans l'opposition. La clé du succès ? Un inlassable travail de terrain. Qui lui permet de conquérir dès 1994 la mairie d'Istanbul au terme d'une campagne anticorruption de porte-à-porte, y compris par des jeunes filles en jeans et non voilées. Là aussi une première pour un islamiste.

Très vite, Erdogan veut faire d'Istanbul son tremplin. Il prolonge le métro, achève l'eau dans tous les quartiers. Il

s'attaque aussi à la corruption. Un jour, il piège des chefs d'entreprise réunis autour d'un projet de construction. « Quelle est ma commission ? leur lance-t-il. - 10 % », lui répondent les intéressés. Erdogan avait pris soin d'inviter des journalistes incognito !

Quatre mois de prison qui le marquent à jamais. Irréprochable, Erdogan ? L'homme a le goût du clientélisme. A Kasimpasa, son quartier d'origine, « il a placé à la mairie une centaine de ses anciens voisins », raconte son ami d'enfance Hayri Engyn. En décembre 1997, un événement vient interrompre ce parcours. Lors d'un rassemblement dans la région de Siirt, il déclame les vers d'un poème radical. Condamné pour « incitation à la haine religieuse », il effectue quatre mois de prison. Une expérience qui le marque à jamais. « Il nous disait : "ne me laissez pas tout seul, venez me voir" », raconte Dursun Kaya, son compagnon de football. « Il a lu dix mille lettres et a répondu à toutes », assure Ege-

men Bagis, député d'Istanbul, l'un de ses plus proches conseillers. A sa sortie de prison, en juillet 1999, Erdogan change radicalement de tactique. Il renonce à affronter les militaires. Il gagnera le pouvoir en pragmatique. Il rompt avec son mentor en politique, Necmettin Erbakan, Premier ministre islamiste contraint à la démission par les généraux en 1997. Depuis, Erdogan travaille sans relâche. Il vit dans une villa d'un modeste quartier d'Ankara et ne s'octroie comme distraction que les matchs de football, où il se rend à bord de sa Mercedes blindée à la plaque « 0002 ». Avec une prédilection pour Fenerbahçe, où joue Anelka, qu'il avoue suivre de près. Il visite aussi un nombre impressionnant de pays. Mais la griserie du pouvoir l'amène à commettre des erreurs. Il refuse de vendre ses parts dans l'entreprise de confiserie Ulker, son ancien employeur. Harcelé par la presse, il s'y résout il y a un mois et empoche la coquette somme de 3 millions de dollars. Autre épine : il organise deux mariages princiers, ceux de sa fille et de son fils. Chaque invité reçoit un écrin en argent massif. Le peuple n'a guère apprécié. Alors, islamiste ou conservateur ? Erdogan joue sans cesse sur cette ambivalence. « Il convoite déjà le poste de président de la République où il sera à l'abri », assure l'un de ses proches. L'armée laisserait-elle un islamiste reconverti accéder au sommet de l'Etat ? Car derrière le sultan veillent toujours les janissaires ■

Mais la Turquie a beau être un Etat laïque, elle connaît un retour du religieux, comme dans de nombreuses régions du monde. Est-ce que vous ne craignez pas que cela mette en danger ce principe de laïcité?

La laïcité et la religion sont deux choses différentes. La laïcité est un mode d'administration et de gouvernement. Et quand nous examinons la définition et le mode de gestion de la laïcité, nous apercevons qu'il se situe à distance égale de toutes les croyances et de toutes les religions. Donc il ne faut pas mélanger la religion et la laïcité. Les gens peuvent tout à fait se sentir profondément attachés à une croyance religieuse, mais certains peuvent se sentir opposés ou indifférents à la religion. Le monde contient tout cela, avec des gens tout à fait différents! Il y en a même qui sont

la population turque jeune et de haute formation est un avantage ou un désavantage pour l'économie européenne. Et il convient de mener cette réflexion en ayant en tête les propres projections démographiques de l'Europe.

On dit souvent que l'armée turque est le dernier rempart de la laïcité en Turquie.

En voyez-vous d'autres?

Tout gouvernement qui dirige la République de Turquie se doit de défendre ce concept de laïcité avec la même détermination. Le rôle des institutions est clairement défini par la Constitution. En dehors de cela, il peut certes y avoir des gens qui se sentent dotés d'une mission plus particulière que d'autres. La Constitution définit notre armée comme l'une des institutions chargées de protéger l'Etat laïque, démocratique et social. Mais n'oublions pas que, selon la même

Nous rassemblons toutes nos forces pour surmonter ces difficultés. Les autres pays ont réussi à lever tous les obstacles pour l'intégration à l'Europe, et nous le ferons de la même façon. Avant toute chose, la volonté politique existe dans notre gouvernement. Et nous exprimons cette volonté pour réaliser cette mise en œuvre. Mais il y a une chose qu'il faut dire très franchement. C'était facile pour nous de voter ces réformes parce qu'on prépare la loi, on la soumet au Parlement et on vote. Mais les appliquer est une autre paire de manches, car il nous faut changer aussi les mentalités.

Vous avez eu maille à partir avec la justice pour « incitation à la haine religieuse ». Cette période est-elle révolue?

Cette condamnation, qui n'avait pour but que de barrer la route à un politicien, a été prononcée en raison de la lecture d'un poème de Ziya Gökalp, l'un des idéologues et pères fondateurs de la République, publié de surcroît dans un recueil recommandé aux écoles par le ministère de l'Education nationale. C'est la nation turque qui a donné la meilleure réaction à cette condamnation, par son vote lors des élections du 3 novembre 2002. Cette période est définitivement révolue en Turquie.

Estimez-vous que l'adhésion à l'Europe passe par une reconnaissance de la République de Chypre?

Non. La question de Chypre est une question qui doit trouver une solution dans le cadre des Nations unies. En apportant leur soutien au plan élaboré par Kofi Annan, le secrétaire général des Nations unies, et soutenu par l'Union européenne, la Turquie et la République turque de Chypre du Nord ont clairement démontré que c'étaient elles qui étaient en faveur de la paix sur l'île. Ce qu'il faut désormais, c'est faire des pas concrets pour lever les mesures d'isolation économique, culturelle, commerciale et sportive qui pèsent sur la République turque de Chypre du Nord, qui a dit oui au plan Annan.

Les Arméniens demandent que la Turquie reconnaisse le génocide qui a eu lieu en 1915. Qu'allez-vous leur répondre?

La Turquie a ouvert ses archives à tous les chercheurs, turcs ou étrangers, qui veulent étudier cette question. Si les Arméniens font de même, les historiens auront la possibilité d'étudier cette période avec des méthodes scientifiques ■

PROPOS RECUEILLIS PAR OLIVIER WEBER

« Faire de la Turquie un enjeu de politique intérieure française serait une très grave erreur. »



entre les deux, à mi-chemin entre la croyance et la non-croyance. Aucun d'entre eux ne devrait nous déranger et nous mettre mal à l'aise. Si les gens veulent être plus religieux et être plus attachés à leur tradition, eh bien, laissons-les tranquilles et laissons-les faire! S'ils sont à mi-chemin, respectons-les également! Et s'ils sont athées, même chose.

La démographie de la Turquie, qui comptera 100 millions d'habitants en 2040, constitue un autre sujet d'inquiétude pour l'Europe...

Ce ne sont pas des faits que l'on vient à peine de découvrir. Il s'agit de réalités connues déjà à l'époque aussi bien du sommet de Helsinki, où le statut de candidat a été accordé à la Turquie, que du sommet de Copenhague ou de celui du 17 décembre dernier. Vouloir mettre aujourd'hui cette question à l'ordre du jour, comme s'il s'agissait de découvertes récentes, ne me semble pas être un acte bien intentionné. Par ailleurs, il faut aussi se poser la question de savoir si

Constitution, l'armée est liée au gouvernement.

Vous avez déclaré voilà quelques mois que « l'Occident n'est pas un modèle de perfection pour tout ». Dans quelle mesure la Turquie veut-elle garder sa spécificité dans son rapprochement avec l'Europe?

Il y a des choses que nous devons prendre de l'Occident et il y a des choses que nous devons lui apporter. J'ai dit tout à l'heure qu'il s'agissait d'une rencontre de civilisations. L'Union européenne se fera dans l'unité mais aussi dans la diversité. Cela veut dire également qu'il y aura une richesse dans cette diversité. Mais cette richesse ne pourra s'exprimer que si toutes les civilisations se retrouvent ensemble. C'est pour cela que la Turquie a beaucoup de choses à apporter à l'Union. Mais elle a aussi beaucoup à prendre et à adopter.

La difficulté consiste aussi à appliquer les réformes que vous avez entreprises, dont celle, douloureuse, du Code pénal...

ÉSOTÉRISME *Achevée en 1999, la pyramide de Sainte-Janie attire dans*

le Loir-et-Cher des pèlerins du monde entier, adeptes du culte kurde Ahl-e Haqq

Un étrange mouvement chiïte installé dans le Perche

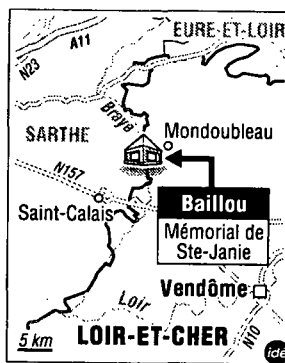
LE FIGARO SAMEDI 23 - DIMANCHE 24 AVRIL 2005

« Une histoire complexe et politisée », dit un policier, « perplexe » face au dossier des amis de la famille Elahi. Cette histoire, qui suscite des interrogations sur d'éventuelles dérives sectaires, comporte de multiples tiroirs. Le premier s'ouvre au Kurdistan iranien. Installé depuis 1993 en France, où il est venu passer sa retraite après y avoir effectué ses études de médecine, Bahram Elahi, l'actuel chef de cette famille, est le descendant d'une lignée de maîtres spirituels chiïtes Ahl-e Haqq (*lire encadré*). Dans la première édition de *La Voie de la perfection*, Bahram Elahi respecte cette tradition, faite d'ouverture à l'autre et à tous les monothéismes, mais aussi de fermeté sur l'inféodation du disciple au maître. Dans les éditions ultérieures, Bahram Elahi présentera une version épurée de la « guidance ». Il publiera ensuite de nombreux ouvrages, afin de définir ce que pourrait être une approche rationnelle et scientifique de la spiritualité.

De tels écrits, ajoutés à son aura personnelle et à ses relations haut placées, vont permettre à Bahram Elahi de créer à Paris sa fondation, *Éthique et solidarité humaine*, reconnue d'utilité publique en avril 2000. Parmi les personnalités respectées y siégeant, le conseiller d'Etat Jean-Michel Belorgey s'amuse qu'on puisse le considérer comme un « adepte de la voie », et atteste, avec d'autres, du sérieux de cette entreprise. Cette fondation est liée à la fondation américaine *Nour* et à la britannique *Unicity*, qui semblent bénéficier de véritables moyens financiers.

Du Kurdistan, puis de Paris, on passe à Asnières, ville de la banlieue parisienne où réside Bahram Elahi, dans un pavillon où il tient des réunions spirituelles. Rassemblés dans des associations d'intérêt local, plusieurs de ses amis d'un quartier de la ville affrontent politiquement le député maire UMP d'Asnières, Manuel Aeschlimann. Lequel, malgré ses multiples interventions, n'est toujours pas parvenu, y compris devant les tribunaux, à prouver les « dérives sectaires » de la famille Elahi.

Dernier tiroir : la commune de Baillou, dans le Loir-et-Cher, à une trentaine de kilomètres de Vendôme. Vers ce village convergent les pèlerins désireux de se recueillir sur le mausolée de la tante de Bahram Elahi.



tants bâtiments annexes. Les nouvelles bâtisses sont censées accueillir les pèlerins qui convergent du monde entier vers cette commune rurale du Perche.

Érigé sur un terrain cédé par la princesse romaine Camilla Pallavicini, héritière du château de Baillou, le mausolée, achevé en 1999, avait déjà fait sensation. L'édification de cette pyramide de verre coiffée d'une toiture en frêne et d'une hampe dorée avait bénéficié d'une dérogation au code de l'urbanisme, car considérée « comme un enrichissement du patrimoine architectural du canton ».

Neveu de sainte Janie, Bahram Elahi, l'actuel chef de cette famille originaire du Kurdistan iranien, est le descendant d'une lignée de maîtres spirituels Ahl-e Haqq, une mystique issue du chiïsme. Installé en France, où il est venu passer sa retraite après y avoir effectué ses études de médecine, il en est aujourd'hui le guide spirituel.

Dans la première édition de son livre *La Voie de la perfection*, Bahram Elahi se montre respectueux de la tradition Ahl-e Haqq, faite d'ouverture à l'autre et à tous les monothéismes. Mais également de fermeté sur l'inféodation du disciple au maître, ce qui lui vaut d'être suspecté de dérives sectaires. Le maire UMP d'Asnières, ville où réside le chef spirituel, tente actuellement de faire interdire les activités de ce groupe religieux.

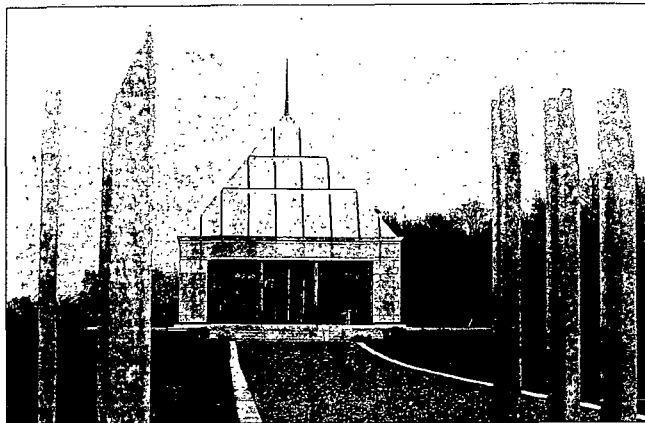
Bahram Elahi a publié de nombreux ouvrages afin de définir, écrit-il, ce que pourrait être une approche rationnelle et scientifique de la spiritualité. Il a créé la fondation *Ethique et solidarité humaine*, reconnue d'utilité publique en janvier 2000.

Les Fidèles de Vérité

Dans son étude consacrée, il y a plus de quarante ans, à l'ésotérisme kurde, le docteur Mohammad Mokri circonscrit l'origine du « foyer principal de la secte ésotérique des Fidèles de Vérité (Ahl-e Haqq) » à « l'Iran occidental » et, plus précisément, à « la province kurde de Kermanschah ». Tout en relevant que les Ahl-e Haqq constituent « une secte au sein du chiïsme », l'universitaire d'origine kurde iranienne souligne les « réminiscences prézoastrologiques » et les emprunts « postislamiques » de cette doctrine, apparue entre le XIII^e et le XIV^e siècle, qui s'inscrit dans une cosmogonie dans laquelle « Dieu, les anges et les créatures s'incarnent successivement au cours des cycles ».

Bahram Elahi est le descendant d'une lignée de guides spirituels Ahl-e Haqq de la province de Kermanschah. Auteur de plusieurs ouvrages, son grand-père, Hadj Ne'matollah, vécut une partie de sa vie en ascète. Son père, Nur Ali-Shah, après avoir été un magistrat important, écrivit à son tour plusieurs livres, dans lesquels il donna sa propre interprétation de cette tradition. Connu sous le nom d'Ostad Elahi, son art du tanbur, le luth kurde, séduit aujourd'hui encore des mélomanes et des adeptes Ahl-e Haqq, qui perçoivent la portée transcendante de ses notes. Depuis le décès, en France, de sa tante Malek Jan Nemat, qui fut révéralée de son vivant au Kurdistan, Bahram Elahi est considéré comme un maître spirituel par les Fidèles de la Vérité.

T. P.



A une trentaine de kilomètres de Vendôme, dans le petit village de Baillou (Loir-et-Cher), le mausolée de sainte-Janie, qui culmine à 18 mètres du sol, suscite l'émoi de la population locale, depuis que les adeptes de cette mystique kurde ont entrepris la construction d'impor-

Kurds' Leaders Said to Slow Talks in Iraq in Effort to Block Shiite Leader From Top Office

By ROBERT F. WORTH
and RICHARD A. OPPEL Jr.

BAGHDAD, Iraq, April 22 — Some leading Kurdish political figures are trying to stall the formation of a new Iraqi government in an effort to force out Ibrahim al-Jaafari, the Shiite chosen two weeks ago as prime minister, Iraqi and Western officials said.

Such an effort could further delay forming a government at a sensitive time. The past week has seen a sharp increase in insurgent violence, including the downing Thursday of a commercial helicopter that left 11 people dead. One of the victims was apparently executed by the attackers.

American officials say the continuing failure to form a new government — almost three months after elections — could be contributing to the resurgent violence.

The political momentum generated by the elections has “worn off a bit,” an American official here said Friday, and that “has given the insurgents new hope. The best thing to undermine the insurgency is to maintain momentum on the political process.”

A spokesman for the Kurdish alliance denied Friday evening that there was any effort to unseat Dr. Jaafari. But Kurdish leaders have never been comfortable with religious figures like Dr. Jaafari, the leader of one of Iraq's best-known Shiite religious parties. Any successful campaign against him could derail the pact between the Shiite and Kurdish alliances that emerged two months ago, opening the possibility

of a new alignment that would favor more secular figures like the departing prime minister, Ayad Allawi.

The American official said Friday that he expected that a new government would be formed within the next week with Dr. Jaafari as prime minister.

But several Iraqi political figures said they doubted that would happen. They cited strong opposition to Dr. Jaafari in the Kurdish alliance, which has agreed to form a coalition government with the Shiite majority. Under Iraq's transitional law, Mr.



Alan Chin for The New York Times

A grieving family mourned for a relative who was killed yesterday in a car bombing at a mosque in Baghdad.

Jaafari will automatically lose his position if he does not name a cabinet by May 7, a month after his appointment.

“The Kurds are intent on delaying the government so that Jaafari will fall,” said Sami al-Askari, a member of the Shiite alliance. A Western diplomat in Baghdad confirmed the effort to “filibuster” the negotiations.

Shiite officials say Kurds who oppose Dr. Jaafari offer several reasons, including a growing conviction that he does not favor the kind of federal arrangement that would allow for strong Kurdish autonomy.

If Dr. Jaafari is displaced, Iraq's new president, Jalal Talabani, a Kurd, and his deputies would then be forced to choose a new prime minister, the most powerful job in the government.

That would be a significant setback for the national assembly, which took more than two months just to agree on a new leadership. The delay sowed deep anger and disillusionment among ordinary Iraqis, who risked their lives to vote.

A further delay would stir more public rancor, and would further complicate efforts to meet the Aug. 15 deadline for drafting a new constitution.

Already, American officials say, the continuing absence of a new government may be strengthening the hands of insurgents, who launched more deadly attacks on Friday, including a car bombing outside a Shi-

ite mosque in southern Baghdad that killed at least 9 Iraqis and wounded 26.

With the interim government led by Dr. Allawi in limbo, Iraq is suffering from something of a political vacuum. Local governments in several areas are showing signs of disorder, with some police officials acting independently of the federal government, the American official said.

Dr. Jaafari has always had some opponents among the Shiites.

But it is mostly Kurds who have led the new effort to oust him from the prime minister's seat, Shiite officials say. Late last month, Massoud Barzani, the leader of one of the two major Kurdish parties, made clear that he was deeply opposed to having Dr. Jaafari as prime minister, said a Shiite official.

“We cannot trust this man,” Mr. Barzani said of Dr. Jaafari, according to the Shiite official.

The Kurdish opposition stems in part from a perception that Dr. Jaafari favors a strong centralized government and might not allow the Kurds the kind of regional autonomy they have enjoyed since 1991, Shiite leaders say.

It is true that last year, as a member of the American-appointed Iraqi governing council, Dr. Jaafari was one of several Shiite leaders who initially refused to sign Iraq's transitional constitution, saying he opposed a provision that would allow a

The New York Times
April 22, 2005

Americans say a lack of political progress fuels the insurgency.

two-thirds majority in any 3 of Iraq's 18 provinces to nullify the document in a referendum later this year. Dr. Jaafari, charged that the measure was undemocratic. Shiites represent 60 percent of Iraq's population.

He eventually signed, but said he might lead an effort to reverse the provision. That alarmed some groups here, including the Kurds.

Kurdish political figures, who tend to be secular, generally view Shiite religious groups such as Dr. Jaafari's Dawa Party with deep distrust,

fearing that they will bring aspects of Islamic law into Iraq's legal code.

One important element has been the party of Dr. Allawi, which won 40 of the 275 seats in Iraq's national assembly in January.

The Shiite and Kurdish alliances agreed to try to include Dr. Allawi's party in the new government. But he has been insisting on four cabinet posts, including key positions such as the Defense or Oil ministries. He has also demanded a deputy prime ministerial position.

Shiite officials say Dr. Jaafari cannot offer that much to Dr. Allawi without facing a rebellion among the Shiites. But the Kurdish leadership insists that Dr. Allawi be accommodated, said Salam al-Maliki, a member of the Shiite alliance.

Shiite leaders believe the Kurdish alliance is using Dr. Allawi's party as a wedge to prevent the formation of a government, said Mr. Askari, the Shiite politician.

Le premier ministre irakien sortant, Iyad Allaoui, échappe à un attentat

57 corps de civils sont découverts dans le Tigre et 19 soldats sont assassinés tandis que les attentats à la voiture piégée se multiplient à Bagdad

LE PREMIER ministre irakien sortant, Iyad Allaoui, a échappé, mercredi soir 20 avril, à une tentative d'assassinat lorsqu'une voiture piégée a explosé au passage de son convoi à Bagdad. « M. Allaoui a participé à une importante réunion sur la composition du gouvernement et rentrait chez lui, lorsqu'un kamikaze s'est fait exploser près du convoi alors qu'il s'approchait du barrage » menant au quartier général de son parti et sa maison, a affirmé, M. Thaër Al-Naqib, son porte-parole.

Les gardes du corps de M. Allaoui ont ouvert le feu sur le kamikaze, mais « il ne s'est pas arrêté et s'est fait exploser presque au milieu du convoi », a-t-il ajouté. Un porte-parole du ministère de l'intérieur a indiqué que deux policiers ont été tués et un troisième blessé lors de l'attaque. D'après ce porte-parole, un ancien officier de l'armée de Saddam Hussein, identifié comme Amer Mejbel Al-Medab, est soupçonné d'avoir participé à l'attaque et a été arrêté.

Les actes de violence ont fait au moins 32 morts en Irak au cours de la seule journée de mercredi et 57 corps de civils ont été repêchés dans le Tigre à une cinquantaine de kilomètres au sud de Bagdad. Parmi les 32 morts figurent 19 soldats irakiens assassinés par des rebelles à Haditha, à 260 kilomètres au nord-ouest de Bagdad, au cœur de la province sunnite rebelle d'Al-Anbar.

« Ces soldats faisaient partie d'un groupe de vingt militaires qui se rendaient en bus à leur base à Haditha lorsqu'ils ont été interceptés. Ensuite, ils ont été emmenés dans le stade et tués par balles, sauf l'un d'entre eux qui a été admis à l'hôpital », a-t-on déclaré au ministère de l'intérieur. On ignore s'il a réchappé à

la tuerie ou si sa vie a été épargnée pour témoigner du massacre.

Jeudi matin, un attentat s'est produit à Bagdad, sur la route de l'aéroport, au cours duquel un ressortissant australien et deux étrangers ont été tués lors de l'attaque à la voiture piégée. L'identité de deux dernières victimes n'est pas encore connue.

Mercredi, trois autres attentats à la voiture piégée ont été commis en moins de deux heures dans la capitale, causant la mort de deux civils et en blessant seize autres. L'une des attaques a visé un convoi de l'armée américaine dans le quartier Amiriyah à l'ouest de

eu lieu au cours du week-end par des rebelles sunnites. L'armée avait repris le contrôle de cette cité le lundi et le ministre de l'Intérieur sortant, Falah Nakib, avait démenti la prise d'otages otages assurant qu'il « s'agissait simplement de rumeurs propagées par les médias et d'autres parties pour susciter un combat dans la zone ». Mercredi, le président kurde Jalal Talabani s'est inscrit en faux contre ces propos déclarant : « ce n'est pas vrai qu'il n'y a pas eu d'otages, il y en a eu, ils ont été tués, et leurs corps jetés dans le Tigre, et plus de 50 morts ont été repêchés. »

Par ailleurs, plusieurs autres victimes sont à déplorer dans diverses autres attaques. Un chauffeur employé au ministère de la santé a été abattu par des inconnus dans l'est de Bagdad, trois irakiens, dont une femme et un dignitaire chiite, ont été tués et un quatrième a été blessé dans une attaque menée par des hommes armés dans le sud de Bagdad et trois soldats irakiens et un camionneur turc ont été tués dans différentes attaques dans le nord de la ville.

Le président Talabani a de nouveau lancé, jeudi matin, un appel à l'unité nationale et exclu d'accorder une amnistie. « Appeler à la réconciliation nationale ne signifie pas baisser les bras devant les gangs fidèles à Saddam Hussein qui terrorisent les Irakiens, sabotent leurs infrastructures pétrolières et civiles », a-t-il déclaré par ailleurs. « Accorder l'amnistie à ceux qui ont été trompés ne signifie pas en faire bénéficier ceux qui ont du sang irakien sur les mains », a-t-il dit, en dénonçant « les attaques qui font des victimes dans les mosquées, les husseiniyas (lieux de prières chiites), les églises et les marchés. » - (AFP, Reuters.)

Le président Talabani a de nouveau lancé, jeudi, un appel à l'unité nationale

Bagdad, tuant deux civils, dont un enfant. Le second, perpétré une heure et demie plus tard contre un poste de police dans le quartier de Doura, a fait huit blessés civils. Et, un quart d'heure plus tard, toujours dans le même quartier, un troisième attentat à la voiture piégée a été commis au passage d'une patrouille de la police irakienne blessant trois civils.

A cette série d'attentats et de meurtres est venue s'ajouter la découverte, flottant sur le Tigre, des corps de 57 hommes, femmes et enfants qui ont été repêchés près de Soueïra à environ cinquante kilomètres au sud-est de la capitale. Ces corps pourraient provenir de la ville de Madaiyen où une prise d'otages d'environ 80 chiites avait

TURQUIE Le 24 avril marque le 90^e anniversaire des massacres perpétrés à partir de 1915 dans l'Empire ottoman

Ankara refuse d'assumer le génocide des Arméniens

LE FIGARO SAMEDI 23 - DIMANCHE 24 AVRIL 2005

Les Arméniens commémorent dimanche le génocide d'environ 1 million de leurs compatriotes sous l'Empire ottoman, de 1915 à 1922. Ankara, qui assure qu'il n'y a pas eu de plan concerté pour massacrer la population arménienne, refuse de reconnaître le génocide. La perspective de l'ouverture, le 3 octobre, de négociations d'entrée de la Turquie dans l'Union européenne, remet à l'ordre du jour ce grave contentieux. Plusieurs pays, dont la France où vit la plus grande communauté arménienne d'Europe, exhortent la Turquie à assumer son passé.



A Erevan, la capitale de l'Arménie, un jeune garçon observe un mur de photos présentant 90 survivants du premier génocide du XX^e siècle. Environ un million d'Arméniens ont trouvé la mort de 1915 à 1922, massacrés ou déportés par les autorités ottomanes. (Photo Herbert Bagdasaryan/AP.)

Istanbul :
Marie-Michèle Martinet

Même si la Turquie est prête à quelques avancées discrètes sur le terrain diplomatique avec l'Arménie voisine, elle n'est pas disposée à faire son mea culpa sur les massacres des Arméniens qui, en 1915, constituaient dans l'Empire ottoman une importante minorité chrétienne. Plus l'Europe insiste pour dire l'importance que revêt à ses yeux la reconnaissance du génocide, plus Ankara se raidit dans un refus proche du déni. Quatre-vingt-dix ans après le début des massacres et déportations forcées, pendant lesquels environ un million d'Arméniens ont trouvé la mort, la Turquie refuse de tenir compte des récits concordants de diplomates ou de missionnaires qui témoignèrent des exactions.

Les relations entre Ankara et Erevan en souffrent. En dépit d'un désir réciproque de renouer le contact, la frontière commune reste étanche. Par l'intermédiaire de son ambassadeur à Tbilissi (Géorgie), Ankara vient de faire un pas timide. Elle a invité l'Arménie à s'associer à une commission mixte qui aurait libre accès aux archives des deux pays pour enquêter sur les massacres. Cela n'a pas empêché le journal arménien *Agos*, publié conjointement en turc et en arménien à Istanbul, de parler d'un « dialogue de sourds ».

De la même façon que le premier ministre, Recep Tayyip Erdogan, balayait récemment d'un revers de manche toute problématique kurde en évoquant une question « purement imaginaire », le ministre des Affaires étrangères, Abdullah Gül, a évoqué le problème arménien, en affirmant que le génocide avait été « inventé par la diaspora ». Depuis plusieurs semaines, la presse turque a publié de nombreux documents, parmi lesquels des témoignages d'Arméniens repentis racontant, photos à l'appui, comment ils ont eux-mêmes massacré des Turcs, après avoir tenté d'assassiner le Sultan Abdulhamid II en 1905. Des « experts », comme le professeur autrichien Erich Feigl, invité à s'exprimer sur les « réalités historiques des relations turco-arméniennes », expliquent que le public est « induit en erreur au moyen d'incidents imaginaires et de chiffres erronés ».

Minoritaires, certains historiens turcs tentent pourtant d'analyser les blocages qui empêchent la Turquie d'assumer son passé. Halil Berktaç, qui enseigne à l'université Sabanci d'Istanbul, a montré comment le nationalisme turc, déjà actif, selon lui, en 1915, avait joué un rôle majeur dans l'émergence de la violence. Comme pour illustrer ce propos, le romancier Orhan Pamuk a été dénoncé pour avoir, dans un en-

tretien accordé à un magazine suisse, évoqué le million de victimes du génocide arménien, ainsi que les 30 000 Kurdes morts de 1984 à 1999. Attaqué dans la presse nationaliste, Orhan Pamuk a été pris à partie lors de manifestations agressives,

amenant le Parlement européen à exprimer son malaise et à demander au gouvernement d'Ankara de faire cesser cette campagne contre l'écrivain.

Pour le journaliste arménienne Karin Karakasli, du journal *Agos*, ce ne sont pas les batailles de chiffres sur le nombre de victimes qui permettront de faire le deuil du passé. « La question des archives détenues par les uns ou par les autres ne peut rien régler, car tout a déjà été publié, dit-elle. Chacun jette à la figure de l'autre ses mensonges et ses vérités. Cela ne sert qu'à alimenter le conflit. » Le rédacteur en chef d'*Agos*, Hrant Dink, qui joue le rôle de porte-parole des 50 000 Arméniens de Turquie, est favorable à la candidature du pays à l'UE, meilleure chance, selon lui, d'une plus grande démocratisation. Récemment invité par le Parlement européen, il a jugé contre-productif de poser comme préalable une reconnaissance du génocide par la Turquie.

Cependant, l'ouverture vers l'Europe, portée par le gouvernement Erdogan et les démocrates

turcs, ne fait pas l'unanimité en Turquie. Les manifestations nationalistes qui se sont déroulées ce mois-ci pour défendre le drapeau national, que de jeunes Kurdes avaient tenté de brûler lors du nouvel an kurde, à la fin

mars, ont parfois pris l'allure de démonstrations d'hostilité à l'Europe et à ses valeurs. A Trabzon, cinq personnes qui distribuaient des tracts favorables à un assouplissement des conditions de détention dans les prisons ont été prises à parti. Accusées, sans fondement, d'avoir tenté à leur tour de brûler le drapeau turc, elles ont échappé de justesse au lynchage par la foule.

Dans ce contexte tendu, la politique pro européenne d'Erdogan devient délicate. La reconnaissance du génocide arménien n'apparaît pas, loin de là, comme une priorité du calendrier gouvernemental. Cependant, la journaliste Karin Karakasli refuse de désespérer : « Même si je suis parfois inquiète, je sais aussi qu'il y a eu ces dernières années de réels progrès. Et je veux songer à l'avenir. » A la question de savoir ce qu'elle fera dimanche, elle répond simplement qu'elle ira à l'église. « Pour prier pour les morts, soupire-t-elle. Et aussi pour les vivants. »

Quatre-vingt-dix ans après les faits, un rescapé réfugié à Paris raconte

Grégoire Ghazarian, l'un des derniers survivants

LE FIGARO SAMEDI 23 - DIMANCHE 24 AVRIL 2005

Laure Marchand

« Une voiture tirée par des bœufs s'est arrêtée devant la porte de la maison. On nous a dit de nous préparer. J'avais neuf ans ». Grégoire Ghazarian en a désormais 99. « Mais je n'ai rien oublié. Il faut tout dire », lance-t-il en s'agrippant à sa canne blanche. C'est l'un des derniers survivants du génocide arménien de 1915. Ses parents, ses deux sœurs et son frère, ses oncles et grands-parents... Il a vu mourir toute sa famille, jusqu'à son père dévoré par des chiens.

Aujourd'hui, Grégoire Ghazarian, dit Garbis, ne sort plus guère de son appartement parisien. Les exemplaires du quotidien arménien *Haratch* s'empilent sur sa commode car il ne peut plus les lire. Bien calé dans son grand fauteuil, le vieillard remplit une fois de plus son devoir de rescapé : raconter. Après lui, seules des archives craquelées et des photos floues témoigneront des massacres ordonnés par le gouvernement Jeunes-Turcs de l'Empire ottoman. Près d'un million d'Arméniens (entre 800 000 et 1 200 000) ont péri lors du premier génocide du XX^e siècle. « N'hésitez pas, posez-moi toutes les questions que vous voulez », insiste-t-il.

C'était le mois d'août 1915. La Première Guerre mondiale avait transformé l'Empire ottoman en poudrière. Les Arméniens d'Anatolie orientale avaient déjà été déportés. Mais, à Tchalgara, village peuplé uniquement d'Arméniens dans le vilayet ré-

gion de Bursa (à l'ouest de l'actuelle Turquie), Garbis menait encore une vie insouciant. Ses parents possédaient de vastes terres, les récoltes débordaient des greniers, la culture du ver à soie prospérait.

« Je jouais dans la cour avec un copain lorsqu'ils (les policiers locaux) sont arrivés, se souvient-il clairement. Nous avons juste eu le temps d'emporter du pain et il a fallu partir. » En route, les réserves de galettes sans levain

s'épuisèrent rapidement. Au bout de quelques jours, le décompte macabre commença : « Mon grand frère Ohan est mort le premier. » Sa famille eut le temps de faire sa toilette, pas de l'enterrer. Il fallut également abandonner la tante infirme sur le bas-côté de la route. Trop lourde à porter. Les gendarmes qui encadraient les déportés fusillaient les traîneurs. « Puis, ma mère m'a serré contre elle, je ne l'ai plus jamais revue », raconte-t-il en tremblant. Avec sa sœur Lucie, elles furent sans doute tuées sur-le-champ ou enfermées dans un harem. « Mais je n'avais encore rien vu des atrocités à venir », prévient Garbis à la fin de son énumération.

Pour le prix d'un billet de deuxième classe, les Arméniens furent entassés dans des wagons à moutons à deux étages. C'était sans doute à Afyon, une ville située sur l'axe ferroviaire Istanbul-Bagdad. Destination finale de la déportation : les déserts de Mésopotamie et de Syrie, mille cinq cents kilomètres à l'est. « A ce moment-là, nous ignorions où on nous emmenait, mais nous savions que c'était vers la mort. Beau-

coup mouraient étouffés et leurs cadavres étaient jetés au bord de la voie. Papa ne m'a jamais lâché la main. » Les larmes roulent sur ses joues plissées par le siècle. Quatre-vingt-dix ans après, Garbis est toujours ce petit garçon arménien accroché à son père.

Dans son salon, il progresse à tâtons, la vue fatiguée. Mais dans sa mémoire, la mort apparaît toujours aussi nettement. « Des cadavres, il y en avait partout, on marchait dessus, revoit-il. Le matin, la moitié ne se relevait pas. » A la descente du train, ils ont en effet franchi les sommets du Taurus (à proximité de l'actuelle frontière avec la Syrie) à pied. Des colonnes de milliers de déportés ont cheminé dans les montagnes. On fusillait les plus faibles, on éventrait les femmes enceintes, on décapitait... Le typhus et le choléra faisaient le reste. Avec une pièce d'or, son père put acheter



Grégoire Ghazarian (99 ans) a vu mourir toute sa famille durant le génocide arménien, jusqu'à son père dévoré par des chiens. (Photo François Bouchon/Le Figaro).

en route de l'eau pour les deux enfants qui lui restaient. Garbis

but le premier. Il ne laissa qu'une goutte à sa sœur. Il s'en veut encore.

Son instinct de survie lui permit également de réchapper à l'épreuve la plus terrible : le désert de Deir Zor, dans le nord de la Syrie, le long de l'Euphrate. Les Ottomans l'avaient transformé en cimetière à ciel ouvert, en camp sans barbelés. Le désert à perte de vue était plus dissuasif que des miradors. L'administration ottomane y entassait les Arméniens dans le sable et sous le soleil. Seuls les plus fortunés purent acheter du pain aux tribus des environs. Pour les Arméniens, Deir Zor est le symbole du génocide. A partir de l'été 1916, le gouvernement Jeunes-Turcs ordonna l'extermination de tous les Arméniens rassemblés dans la région. 192 750 y furent massacrés à l'arme blanche. Garbis, lui, y échappa. Il avait été envoyé plus à l'est, à Mossoul, aux travaux forcés dans les fermes des paysans turkmènes.

La culpabilité du survivant ne l'a jamais quitté. « Une nuit, j'ai secoué ma sœur, j'ai senti qu'elle était froide. J'ai pris sa couverture et me suis rendormi, bien au chaud. » Lorsque son père comprit qu'il allait mourir à son tour, il réclama un plat de lentilles. « En rentrant le soir, j'ai vu qu'il ne bougeait plus, tient-il à raconter. J'ai pris l'assiette, j'ai tout

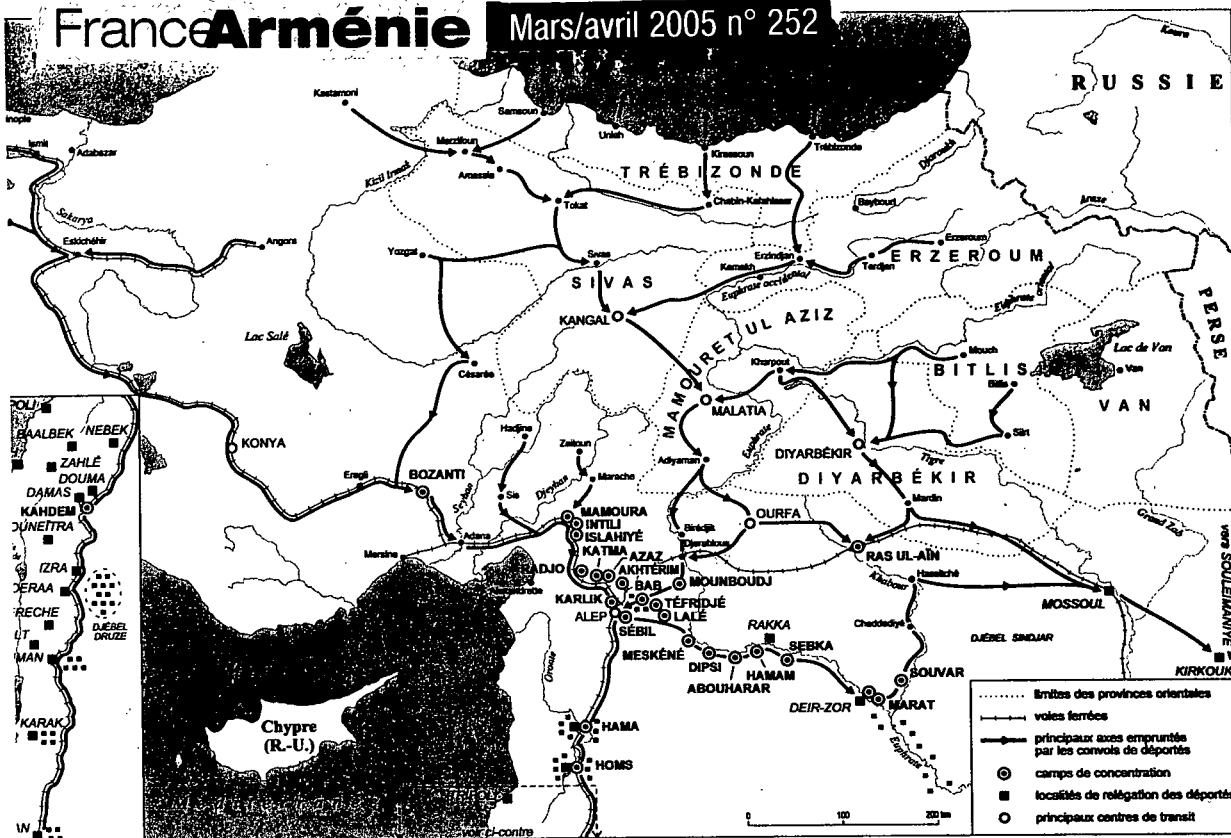
mangé. » Le corps de son père fut transporté à l'extérieur du village et recouvert d'un peu de terre. Des hoquets de sanglots dans la voix, Garbis saisit sa jambe en mimant des crocs : « Les chiens l'ont mangé. » Depuis, il déteste les chiens.

Enfin, l'armée britannique s'installa dans la région en 1918. Garbis était orphelin. Les Anglais le placèrent dans le camp de réfugiés numéro 34 réservé aux enfants arméniens. Puis l'adolescent vécut de petits boulots, monta un pressing à Téhéran, commença à militer au Dachnak, le parti nationaliste révolutionnaire arménien qu'il ne quittera plus. En 1929, il partit avec sa jeune épouse, arménienne d'origine russe, pour la France. « Une vie heureuse commençait. » Mais une vie de rescapé hantée par le passé.

Sa fille aînée, Lucie, raconte la réaction de son père lorsque sa femme est morte : « Nous avons acheté une concession au cimetière de Montparnasse. Papa s'est mis à sangloter d'émotion : « Enfin, la famille a un lieu pour ses morts. » Par la pensée, Garbis peut aussi y ensevelir ceux qui ont disparu dans l'ana-

(1) Désert en arménien.

FranceArménie Mars/avril 2005 n° 252



concerne les Arméniens de Thrace, Constantinople, Izmit, Brousse, Konya, Nigde, Adalia, Castamouni, et l'ouest du vilayet d'Angora (328 274 Arméniens en 1914). Ceux qui en ont les moyens paient leur billet pour être entassés dans des wagons à bestiaux, les autres le long du chemin de fer en direction du camp de transit de Bozanti. Quant aux Arméniens des vilayets d'Adana et d'Alep (308 979 Arméniens en 1914), ils sont déportés par vagues successives à partir de juin 1915. Sur ce troisième axe, les pertes sont moins importantes. Surtout victimes des épidémies et de la famine, 590 000 des 637 000 Arméniens déportés arrivent en Syrie. Au total, ce sont 870 000 Arméniens qui sont «ré-

Avril 1915- décembre 1916 :

La machine infernale du Génocide

Avril-mai 1915 : le coup d'envoi du Génocide

24 Avril 1915 : arrestation puis exécution ou déportation de 2 345 Arméniens de Constantinople, notables, intellectuels et dirigeants communautaires. Au même moment, les dizaines de milliers d'Arméniens de 20 à 45 ans incorporés dans l'armée ottomane depuis novembre 1914 sont désarmés, puis affectés dans des bataillons de soldats-ouvriers où ils sont progressivement exterminés.

27 mai : la "Loi provisoire de déportation" donne une couverture légale aux déportations qui ont déjà commencé dans certaines régions : il s'agit officiellement d'éloigner toute population "dangereuse", d'organiser la liquidation de leurs biens, dont le produit de la vente est "laissé en dépôt dans les caisses du ministère des Finances au nom de leurs propriétaires". Aucun déporté ne viendra en réalité réclamer son dû.

Mai-septembre 1915 : la première phase du Génocide

Elle est mise en œuvre par l'Organisation Spéciale (troupes constituées essentiellement d'anciens repris de justice : ce sont les «tchéttés» recrutés dès août 1914 par le Comité Union et Progrès), qui se charge des massacres de masse, sur place ou au cours des déportations.

Les hommes ayant été préalablement éliminés, les convois de déportés réunissent surtout des vieillards, des femmes et des enfants. A l'automne 1915, au terme de cette première phase, le bilan des massacres et de «la marche de la mort» s'élève à 800 000 victimes. Les déportations suivent trois axes principaux.

Le premier axe concerne les populations des régions du Nord de l'Asie Mineure : Erzeroum, Erzinjan, Shabin-Karahissar, Samsoun, Mersifoun, Amassia, Yozgat (740 416 Arméniens en 1914). Les convois s'acheminent entre juin et juillet, vers Sivas, puis Malatia, Birédjik ou Ourfa, pour terminer dans les déserts de Syrie ou de Mésopotamie (à Ras ul-Aïn). On ne compte à l'arrivée qu'environ 130 000 personnes, soit moins de 20 % de la population de départ (dans certains convois, moins de 5 % des déportés sont parvenus dans les camps).

Le deuxième axe touche les populations des régions Est et Sud-Est pendant l'été 1915 : vilayets de Diarbékir, de Bitlis et le sud du vilayet de Van (436 168 Arméniens en 1914). L'immense majorité des Arméniens de Van, de Bitlis et de Mouch et leurs environs est exterminée dès avril 1915. Près de 90 000 personnes ont réussi à se réfugier en Russie. Les déportés transitent vers Ras ul-Aïn par Diarbékir et Mardin ou vers les camps de Syrie par Malatia. Là, c'est 150 00 personnes qui arrivent à destination, soit moins de 50 % de la population de départ.

Le troisième axe de déportation, entre août et octobre 1915, suit le chemin de fer Constantinople-Bozanti. Il

concerne les Arméniens de Thrace, Constantinople, Izmit, Brousse, Konya, Nigde, Adalia, Castamouni, et l'ouest du vilayet d'Angora (328 274 Arméniens en 1914). Ceux qui en ont les moyens paient leur billet pour être entassés dans des wagons à bestiaux, les autres le long du chemin de fer en direction du camp de transit de Bozanti. Quant aux Arméniens des vilayets d'Adana et d'Alep (308 979 Arméniens en 1914), ils sont déportés par vagues successives à partir de juin 1915. Sur ce troisième axe, les pertes sont moins importantes. Surtout victimes des épidémies et de la famine, 590 000 des 637 000 Arméniens déportés arrivent en Syrie. Au total, ce sont 870 000 Arméniens qui sont «ré-

Fin 1915 - fin 1916 : la deuxième phase du Génocide

Elle est confiée à la « Sous-direction des déportés », basée à Alep qui organise, en étroite collaboration avec l'Organisation Spéciale et le gouvernement, la liquidation des déportés parvenus dans les camps de Syrie et de Mésopotamie.

Les méthodes varient dans le temps et dans l'espace. Au début, on laisse s'opérer un processus de «sélection naturelle» : on laisse croquer les déportés dans les camps pendant plusieurs semaines, puis on les déplace d'un camp à l'autre, sans soins ni ravitaillement.

En avril 1916, démarrent les liquidations de masse dans le camp de Ras ul-Aïn où 40 000 personnes auraient été massacrées. Dans les camps de l'Euphrate, c'est en juin 1916 que la sous-direction d'Alep décide d'en finir avec les déportés. Jusqu'en décembre, des convois les emmènent dans la région de Deir ez-Zor. D'après les informations recueillies par Aram Andonian, Deir ez-Zor est le lieu de sépulture de près de 200 000 Arméniens.

A l'automne 1918 : 630 000 personnes sont mortes dans les camps de Syrie-Mésopotamie.

Sévan Ananian

Sources :

Kévorkian Raymond H., « L'extermination des déportés arméniens ottomans dans les camps de concentration de Syrie-Mésopotamie (1915-1916) », in *Revue d'Histoire Arménienne Contemporaine*, Tome II, 1998.
Bruneteau Bernard, *Le siècle des génocides*, Paris, Armand Colin, 2004.

■ POINT DE VUE

Le génocide des Arméniens et l'honneur des intellectuels turcs

par Vincent Duclert

Le Monde

DIMANCHE 24 LUNDI 25 AVRIL 2005

ALORS que la candidature turque à l'Union européenne (UE) concentre les peurs du Vieux Continent devant son avenir, la lettre contre le nationalisme que 200 intellectuels turcs ont rendue publique le 11 avril (*Le Monde* du 13 avril) est un événement exceptionnel.

S'il est passé trop inaperçu, c'est en raison d'un déficit de connaissance dont souffre ce pays, aujourd'hui traversé par des tensions sociales et politiques dont le pire comme le meilleur peuvent sortir.

Cet appel réagissait à un soudain engrenage de haines ethniques. Le prétexte était venu d'une tentative de jeunes Kurdes de brûler le drapeau national dans la ville de Mersin. Cet acte a déclenché des représailles contre des militants des droits de l'homme et un véritable procès d'opinion contre le grand écrivain Orhan Pamuk, coupable d'avoir déclaré à un journal suisse que « 1 million d'Arméniens et 30 000 Kurdes ont été tués en Turquie », des chiffres proches de la vérité.

Ainsi la violence nationaliste a-t-elle immédiatement basculé dans la croisade politique contre la liberté d'expression et les droits civiques. Les signataires de l'appel du 11 avril dénoncent « l'hystérie collective née du nationalisme turc et kurde » et l'apathie ou la complicité des autorités. La décision d'un sous-préfet de la région d'Isparta de procéder à la destruction de tous les livres d'Orhan Pamuk « rappelle la période nazie », insiste la lettre pour souligner les responsabilités de l'Etat et du gouvernement.

En tirant les leçons politiques de cette explosion d'ultranationalisme, les signataires de la lettre du 11 avril ont montré qu'il existait en Turquie un pouvoir intellectuel et une conscience démocratique dont ne rougiraient pas nombre de pays dans le monde.

Mais le chemin est étroit pour ces acteurs minoritaires. L'Europe doit savoir qu'il ne suffit pas de faire pression sur les autorités officielles pour amener le pays aux « critères » de l'Union.

Il faut aider ce monde intellectuel, littéraire, artistique, qui est une des hautes richesses de la Turquie et représente le premier acteur démocratique, par sa capacité à faire pénétrer des idéaux universalistes et critiques dans une société civile qualifiée

d'« introuvable » par l'historien Hamit Bozarslan.

Ces intellectuels démocrates incarnent une alternative à l'affrontement de deux idéologies, celle du gouvernement islamiste modéré et celle de l'armée. L'enjeu est majeur, pour l'Europe comme pour la Turquie.

Si ce pays réussit sa mutation par un vaste mouvement de démocratisation intérieure, une « révolution de velours » sur le mode tchécoslovaque de 1989 ou l'arrachement aux « années de plomb » que connurent la Grèce, le Portugal et l'Espagne, alors l'intégration à l'Europe sera légitime.

« La Turquie est une société qui n'a jamais connu la démocratie », confiait en 1997 au quotidien *Turkish Daily News* le juriste Esber Yagmurdereli. Née de la volonté de son fondateur, Kemal Atatürk, de refuser le traité de Sèvres, qui entérinait la défaite de l'Empire ottoman dans la première guerre mondiale, la République turque développa un nationalisme qui est resté le ciment de l'Etat et de la nation.

Il véhicule une conception de l'espace et du temps qui interdit toute remise en question du régime kémaliste, lequel fut une dictature politique proche du modèle mussolinien, mais capable d'assurer une brutale et indéniable modernisation de la société comme de l'économie.

Le poids de ce modèle idéologique, où l'histoire et la géographie sont des savoirs sacrés sur lesquels ne peuvent s'appliquer la critique ou la discussion, légitime le pouvoir de l'armée, gardienne des dogmes kémalistes et véritable Etat dans l'Etat.

Ces démocrates représentent une alternative à l'affrontement de deux idéologies : celle du gouvernement islamiste modéré et celle de l'armée. L'enjeu est majeur, pour l'Europe comme pour la Turquie

VINCENT DUCLERT est historien, enseignant à l'EHESS.

Certes, la Turquie présente de nombreux attributs de la démocratie. Les Turcs votent, y compris les femmes dès 1934, bien avant les Françaises. Ils disposent de partis politiques, d'une presse d'opinion, d'associations des droits de l'homme.

Mais cet espace démocratique est strictement encadré par la soumission à un Etat-nation qui écrit sa propre histoire, excluant largement le passé ottoman et l'apport des minorités, et qui regarde son territoire comme le berceau de la « turcité ».

Les Turcs se définissent encore dans ce rapport à l'histoire et à la géographie qui a pu, aux débuts de la République, favoriser une cohésion nationale dans un pays à bâtir, mais qui aujourd'hui s'avère être un nationalisme étouffant et dangereux.

Le refus absolu de reconnaître le génocide perpétré par l'Empire ottoman sur quelque 1,3 million d'Arméniens qui l'habitaient à l'époque [génocide qui débuta le 24 avril 1915] et la lutte sans merci conduite contre les Kurdes ou les Alévis ont trouvé leur fondement théorique dans cette religion d'Etat.

Le nouveau cours ultranationaliste augure mal de la démocratisation que pourrait représenter l'islamisme modéré combattant le pouvoir militaire.

La situation est même jugée alarmante par certains spécialistes, qui insistent sur une dérive de plus en plus ethniciste, s'articulant avec un antisémitisme en

plein essor, encouragé objectivement par la passivité des autorités et l'islamo-nationalisme du gouvernement.

La lettre du 11 avril est encore plus signifiante dans ce contexte de menace de la paix civile. Elle fait suite à un autre appel de plus de 500 intellectuels qui refusaient l'approche « raciste » et « porteuse de haine » des nouveaux manuels scolaires (*Le Monde* du 9 janvier 2004).

Le mouvement défend, à l'instar de la Fondation indépendante pour l'histoire, l'émergence d'une

nouvelle conscience historique, capable aussi bien de diffuser dans la société l'esprit critique et les valeurs de démocratie que d'avancer dans la résolution des abcès les plus forts de la cristallisation nationaliste.

Plutôt que de faire un préalable de la reconnaissance par l'Etat turc du génocide, ces historiens et intellectuels plaident pour une approche globale du problème en permettant que se constitue une histoire ouverte aux multiples apports des minorités, s'intéressant à l'Etat, interrogeant le discours historique officiel et ses fonctions politiques.

De la même manière, lorsqu'Orhan Pamuk parle du million d'Arméniens morts en Turquie, ne permet-il pas de prendre en compte l'identité de toutes ces victimes, dont on ignore encore souvent tout et jusqu'à leur réalité, puisque les autorités ne reconnaissent qu'au mieux 300 000 morts.

La déclaration du romancier est un pas énorme, susceptible de lancer, à une échelle bien supérieure, le travail pionnier réalisé par Serge Klarsfeld, en France, pour toutes les victimes de la « solution finale » dans notre pays.

Les historiens savent qu'il n'est pas nécessaire de passer par la définition du génocide pour mettre au jour des processus d'extermination. Mais les diasporas arméniennes restent polarisées sur cette condition de la reconnaissance, sans réaliser qu'incrimination juridique et recherche historique ne font pas toujours bon ménage.

Cela vaut pour les autorités turques, qui viennent de proposer à l'Arménie, le 14 avril, la création d'une commission officielle de réconciliation, tout en niant dans le même temps le processus d'extermination et en continuant de menacer ceux qui emploieraient le terme de génocide.

Le combat actuel des intellectuels turcs, par les possibles qu'ils inaugurent, est leur honneur.

Vincent Duclert

Entre Turcs et Arméniens, de timides avancées malgré tout

EN PEU DE TEMPS, deux petits gestes sont venus apporter un bol d'air au vieux contentieux entre l'Arménie et la Turquie. A la mairie de Paris, deux historiens turcs,

■ ANALYSE

Le problème n'est pas historique. L'histoire a déjà jugé

Ragip Zarakoglu et Ali Ertem, devaient être décorés, samedi 23 avril, par le représentant de la communauté arménienne de France, Ara Toranian, pour leur contribution à la vérité sur le génocide de 1915. Début décembre, le premier ministre turc, Recep Tayyip Erdogan, inaugurerait le Musée de l'hôpital arménien Saint-Sauveur d'Istanbul, du jamais-vu dans l'histoire de la république kemaliste, où la question arménienne reste largement taboue. Ce pas croisé s'esquisse sur fond de 90^e anniversaire du génocide et à quelques mois de l'ouverture des négociations d'adhésion de la Turquie à l'Union européenne.

Pour être symboliques, ces timides avancées n'ont rien d'exceptionnel. En 2001, à l'initiative du think-tank américain Foreign Relations Council (Conseil des relations étrangères), proche du département d'Etat, une commission de réconciliation arméno-turque

(CRAT) était créée à Genève, au sein de laquelle d'anciens ministres et diplomates des deux camps allaient tenter de crever l'abcès arméno-turc, avec, au moins, la bienveillance de leurs gouvernements respectifs. Deux ans après sa création, la tentative échoua, faute d'accord entre les participants et de soutien de la part des opinions, à Erevan comme à Ankara. Selon l'initiateur de ce rapprochement, l'universitaire David L. Phillips, « les Turcs venaient y chercher un instrument pour convaincre les Arméniens de regarder vers l'avenir, alors que ces derniers entendaient en tirer parti pour inviter les Turcs à affronter leur passé ».

La suspicion mutuelle, le manque de confiance et, pour finir, le désengagement des gouvernements en précipitèrent l'échec. Comment les Arméniens pouvaient-ils faire confiance aux tenants d'un discours négationniste ? Comment les Turcs pouvaient-ils croire que leur aveu allait les protéger d'une demande de réparation territoriale ? C'est le noeud du problème arméno-turc, la zone interdite qui reste encore à explorer pour sortir les deux peuples de la peur de l'autre.

Le problème n'est pas historique, comme l'entend Ankara, qui a proposé récemment la création d'une commission mixte d'historiens. L'histoire a déjà jugé : archives nationales des puissances alliées et de l'Allemagne, documents ottomans et surtout, en 1919, la tenue, en Turquie, d'une douzaine de procès dont certains

s'achevèrent sur les condamnations à mort par contumace des responsables du génocide exilés en Allemagne.

En revanche, c'est d'une commission psychologique que les Arméniens et les Turcs ont besoin pour sortir du syndrome et rompre avec la représentation négative qu'ils ont les uns des autres. A une petite fille turbulente, sa mère turque demanda un jour : « Ne serais-tu pas arménienne, par hasard ? » Face à un petit-fils dissipé, sa grand-mère arménienne s'exclama : « Arrête ! Sinon le Turc va venir te prendre ! » Voilà pour la surface ; en profondeur un traumatisme en millefeuilles sommeille : une couche bourreaux-victimes, une autre vainqueurs-vaincus, avec, au cœur, le choc entre le traité de Sèvres (10 août 1920) et celui de Lausanne (24 juillet 1923).

LE TABOU ÉBRANLÉ

Sèvres, signé entre les Alliés, l'Arménie et l'Empire ottoman vaincu, incarne aux yeux des Arméniens leur renaissance, alors qu'il symbolise pour les Turcs le démembrement de leur Etat. Ainsi la carte de Sèvres est-elle reproduite en grand format dans le Musée du mausolée du « gazi » (le victorieux), à Ankara, devant laquelle défilent des générations de Turcs. Le traité de Lausanne, conclu trois ans plus tard par les Alliés et la Turquie moderne, résonne dans l'imaginaire arménien comme l'acte de décès d'un peuple inhumé à huis clos et sans sépulture. Vu d'Ankara, il fonde la jeune république de

Mustafa Kemal. Si l'un des traités, Lausanne, a été appliqué, l'autre, Sèvres - signé dans une ancienne manufacture de porcelaine -, est mort-né. Les deux peuples parviendront-ils un jour à surmonter cette double obsession ?

Si l'amorce de réconciliation tentée par la commission de Genève a périclité, l'expérience a eu un double mérite. Elle a créé une dynamique bilatérale irréversible dont les effets sont encore visibles aujourd'hui. En Turquie, publications, discussions, manifestations culturelles ont commencé à ébranler le non-dit arménien jusque dans la sphère politique, puisque, le 5 avril, une commission parlementaire entendait deux intellectuels turcs d'origine arménienne sur les événements de 1915.

L'autre mérite de cette initiative est qu'elle renvoie Turcs et Arméniens à leur conception de la démocratie. Les uns doivent sortir du déni, les autres pourront alors cicatriser leurs plaies. Le 11 avril, deux cents intellectuels turcs ont dénoncé, entre autres, le traitement infligé à l'un des leurs, l'écrivain Orhan Pamuk, dont les ouvrages avaient failli, sur ordre d'un sous-préfet de province, subir un autodafé. Son crime ? Avoir déclaré à un journal suisse qu'« un million d'Arméniens et 30 000 Kurdes ont été tués en Turquie ». Plus qu'une marque de solidarité, il s'agit bien là d'un acte de citoyenneté : se saisir de sa mémoire peut aussi faire avancer la démocratie.

Marie Jégo
et Gaïdz Minassian

DIMANCHE 24 LUNDI 25 AVRIL 2005

Le Monde

L'UE ne lie pas les négociations d'adhésion de la Turquie à la reconnaissance du génocide

Pour le Parlement, elle est « un pas essentiel »

BRUXELLES

de notre bureau européen

La Fédération euro-arménienne pour la justice et la démocratie vient de lancer, à Bruxelles, un appel à l'Union européenne pour qu'elle inclue la reconnaissance du génocide arménien dans ses futures négociations avec la Turquie. « Accepter la négation du génocide par ce pays, c'est mettre en danger les valeurs de justice et de paix, fondatrices de l'Europe », affirme-t-elle. Elle souligne que neuf Etats de l'Union - la Belgique, Chypre, la France, la Grèce, l'Italie, les Pays-Bas, la Pologne, la Slovaquie, la Suède - demandent désormais à

la Turquie de reconnaître le génocide. En Allemagne, un débat s'est ouvert, jeudi 21 avril, au Bundestag, à l'initiative de l'opposition conservatrice.

Ni la Commission européenne, dans sa recommandation du 6 octobre 2004 en faveur de l'ouverture de négociations, ni le Conseil européen, dans sa décision positive du 17 décembre, n'ont subordonné leur avis à la reconnaissance du génocide arménien. Ces deux institutions ont jugé que la question ne relevait pas des critères de Copenhague, qui imposent aux candidats le respect des principes de la démocra-

tie, des droits de l'homme et de l'économie de marché, mais pas d'une démarche historique.

L'étude d'impact conduite par la Commission indique qu'« en ce qui concerne les événements tragiques, notamment la souffrance humaine, qui se sont produits dans la région en 1915-1916, la perspective de l'adhésion de la Turquie doit conduire à une amélioration des relations bilatérales avec l'Arménie et à la réconciliation à propos de ces événements ».

La Turquie est invitée à établir des relations diplomatiques avec l'Arménie et à ouvrir sa frontière. Le Conseil européen a souligné en décembre « la nécessité d'un engagement sans équivoque en faveur de relations de bon voisinage ». Dans l'entourage du commissaire à l'élargissement, le Finlandais Olli Rehn, on estime que l'ouverture de la frontière créera « les conditions d'une réconciliation durable » et que les négociations aideront à faire naître un meilleur climat, qui rendra possible un dialogue plus confiant.

La résolution adoptée le 15 décembre à une large majorité par le Parlement européen, sur le rapport du Néerlandais Camiel Eur-

lings (PPE), ne lie pas l'ouverture des négociations à la reconnaissance du génocide, mais elle s'y réfère explicitement en mentionnant, parmi les « pas en avant essentiels » constatés dans les relations entre l'Arménie et la Turquie, « le remarquable travail des historiens turcs sur le génocide » et la renaissance des rapports d'Etat à Etat. Il reste nécessaire, ajoute le texte, d'« aller jusqu'au bout de cette démarche ». Le Parlement européen estime, dans sa résolution, que « les gouvernements turc et arménien doivent poursuivre leur processus de réconciliation, éventuellement avec l'assistance d'un comité d'experts indépendants, afin de surmonter de manière explicite les expériences tragiques du passé ».

Au cours du débat, le génocide arménien a été plusieurs fois évoqué. Parmi les adversaires de l'adhésion, le Français Bernard Lehi-

deux (UDF) a estimé qu'« il n'est pas pensable d'engager les négociations avec la Turquie tant qu'elle n'aura rien dit sur le génocide arménien ». Le souverainiste Paul-Marie Coûteaux a reproché à la Turquie son « arrogance ». « Pourquoi, a-t-il dit, refuser avec tant d'obstina-

tion de reconnaître l'épouvantable génocide arménien ? » Le Britannique James Hugh Allister, élu unioniste d'Irlande du Nord, a déclaré, pour justifier son opposition, que la Turquie « cache une honteuse histoire d'expansionnisme ».

Partisan de l'ouverture des négocia-

tiens, le Chypriote Ioannis Kasouliodes (PPE) a affirmé : « L'Union européenne doit exiger de la Turquie qu'elle reconnaisse le génocide arménien. » Le socialiste français Michel Rocard a appelé à une réconciliation « à partir d'une réalité historique établie », tout en

regrettant que « le rappel insistant et souvent répété des événements de l'histoire turque récente » réponde trop souvent à « une inspiration méfiante et hostile ».

Thomas Ferenczi

En Turquie, le déni à l'œuvre

par Philippe Videlier

IL existe dans certaines bibliothèques turques des livres du Britannique George Orwell. C'est une bonne chose. La Turquie a de belles traditions, depuis qu'au XIII^e siècle Nasreddine Hodja dispensait sa sagesse à qui voulait l'entendre. Un jour qu'il cheminait assis à l'envers sur son âne, il rétorqua aux villageois interloqués : « C'est l'âne qui est dans le mauvais sens. »

Mais la Turquie contemporaine ne médite pas assez les histoires de Nasreddine Hodja. C'est pourquoi la lecture d'Orwell, plus moderne, peut lui être profitable.

Non que la Turquie manque de grands écrivains. Nazim Hikmet et Orhan Pamuk lui ont taillé une place à sa mesure dans les lettres internationales. Seulement, elle les apprécie moyennement. Ainsi, en mars 2002, le ministre de l'intérieur a demandé qu'Hikmet soit rayé à titre posthume des registres de l'état civil, afin de parfaire la décision administrative prise du vivant du poète, en 1959, de le priver de sa nationalité turque. Pour que la mesure soit entière, que le passé se conforme au présent, il fallait qu'il ne soit plus né turc.

Les vérités de Nazim Hikmet heurtaient autrefois les oreilles des militaires et des fonctionnaires gouvernementaux : « Les lampes de l'épicier Karabet sont allumées/Le citoyen arménien n'a jamais pardonné/Que l'on ait égorgé son père/Sur la montagne kurde/Mais il t'aime/Parce que toi non plus tu n'as pas pardonné/A ceux qui ont marqué de cette tache noire/Le front du peuple turc. »

Le poète mourut en exil. Les vérités d'Orhan Pamuk (lire ci-dessous) sur le génocide des Arméniens et la répression des Kurdes irritent aujourd'hui les tympans des officiers et des officiels, déclenchant, comme par automatisme, les « Deux minutes de la haine ». « Pamuk a fait des déclarations sans fondement contre l'identité turque, les militaires turcs et la Turquie dans son entier », s'est emporté l'un de

ses procureurs, tandis qu'une figure de l'Union des historiens n'hésitait pas à qualifier le rappel du massacre d'un million d'Arméniens en 1915 de « grand mensonge ». Le quotidien *Hürriyet* a traité l'écrivain de « misérable créature ».

Les « Deux minutes de la haine » étaient dans 1984 la manifestation rituelle d'orthodoxie politique et d'allégeance au gouvernement à laquelle tout citoyen devait sacrifier. Dès l'apparition sur un télécran du traître, de celui qui réclamait la liberté, chacun, en une « hideuse extase », se devait de hurler à la mort. Tel était le mode de fonctionnement d'une société totalitaire qui avait détruit son passé pour le remplacer par la Cause nationale obligatoire. Et tous, à de rares exceptions, communiaient dans cette Cause, où le présent commandait au passé.

1984 a été considéré, à juste titre, comme le roman exemplaire d'un monde auquel il était vital d'échap-

socié au gouvernement « pour contrer la propagande arménienne ». De cette convergence est né le projet insensé d'interpeller la Grande-Bretagne sur la validité du « Livre bleu », recueil de documents et de témoignages sur l'extermination des Arméniens, publié en 1916. « Cela fait, la Turquie passera de la position d'accusée à celle de plaignante », a commenté un député d'Istanbul.

Mieux, le chef du Parti des travailleurs, issu de la mouvance communiste, a annoncé que son parti avait mené des recherches dans les archives soviétiques et qu'il y avait trouvé la preuve que « les allégations selon lesquelles la Turquie aurait perpétré un "génocide" contre les Arméniens durant la première guerre mondiale ne sont pas vraies ».

On se figure ces marxistes-léninistes allant vérifier à Moscou si un génocide a bien eu lieu en Turquie en 1915... Ces étonnants hérauts des travailleurs concluent en dépo-

Aujourd'hui, le président du département d'histoire de la médecine et d'éthique médicale de la faculté d'Istanbul réclame que ses restes soient ramenés en Turquie, afin qu'honneur leur soit rendu. Imagine-t-on les responsables de la faculté de médecine de Berlin demander au Brésil le rapatriement des restes

PHILIPPE VIDELIER est historien chercheur au CNRS.

du docteur Mengele, afin de lui rendre hommage ? Imagine-t-on que le ministère allemand de la culture ouvre un site Internet comportant une rubrique « assertions juives et vérité » ?

En Turquie, celui du ministère de la culture et du tourisme contient des pages « assertions arméniennes et vérité ». La pathologie négationniste qui affecte la société turque, en partant du sommet de l'État, prend des formes inouïes.

Cependant, la science avance à grands pas. Le ministère de l'environnement et des forêts a découvert avec stupéfaction que certains animaux sauvages refusaient de se conformer à la Loi nationale et étaient entrés en dissidence. Ainsi en est-il du renard rouge *Vulpes Vulpes Kurdistanica*, du chevreuil *Capreolus Capreolus Armenus* et du mouflon *Ovis Armeniana*. Cette déviation intolérable vient donc d'être rectifiée. Le renard rouge s'appellera désormais *Vulpes Vulpes*, cessant d'être kurde (bien qu'il reste rouge). Le chevreuil transformé en *Capreolus Cupreus Capreolus* et le mouflon en *Ovis Orientalis Anatolicus* cesseront d'être arméniens. Les noms anciens, indique le nouveau ministère de la Vérité naturelle, avaient été choisis par des scientifiques étrangers dans le but délibéré de « menacer l'intégrité de l'Etat ».

La Ferme des animaux n'est pas démodée. Elle existe. Son septième commandement, devenu unique, y est strictement appliqué : « Tous les animaux sont égaux. Mais certains le sont plus que d'autres. »

Et l'âne persiste à marcher dans le mauvais sens.

La pathologie négationniste qui affecte la société turque, en partant du sommet de l'Etat, prend des formes inouïes

per. La conjoncture l'a longtemps identifié au seul modèle soviétique. C'est une erreur. L'Etat turc emprunte bien des traits à cet Etat de fiction. La Turquie officielle s'est défini de grandes Causes nationales qui demeurent foncièrement étrangères à toute rationalité démocratique : la négation du génocide arménien de 1915, la négation de la question kurde, le refus de reconnaître Chypre.

Ces trois thèmes, qu'à une autre époque on aurait dits constitutifs d'une idéologie impérialiste, forment le ciment d'un illusoire socle national.

Pendant que Pamuk était voué aux gémonies, les agences de presse annonçaient que « la gauche turque », représentée par l'ancien parti unique kémaliste, était prête à s'as-

sant une gerbe sur le monument dédié à Talaat Pacha, principal responsable de l'extermination des Arméniens.

Comme dans tous les cas de génocide, des unités spéciales avaient été constituées pour le meurtre de masse. Ces bandes, appelées « Organisation spéciale », étaient dirigées notamment par un médecin idéologue du nettoyage ethnique, le docteur Behaeddine Chakir. Il donnait les ordres sur le terrain : « Qu'il ne reste plus d'Arméniens ! Egorgés les grands/Choisir les belles/Déporter les autres. » Condamné à mort par contumace en 1920 par un tribunal ottoman, cet exécutif du génocide tomba sous les balles d'un justicier arménien en 1922, à Berlin, comme Talaat Pacha un an plus tôt.

Jalal Talabani refuse l'instauration d'un Etat islamique en Irak

ANKARA (AP) - Les Kurdes irakiens ne vont pas accepter l'instauration d'un Etat islamique en Irak, a déclaré le président irakien, le Kurde Jalal Talabani, dans un entretien publié lundi dans le quotidien turc "Sabah".

Jalal Talabani, qui a été élu en avril au poste largement honorifique de président, a toutefois ajouté que l'identité islamique du pays serait respectée.

"Nous, les Kurdes, nous n'accepterons jamais la formation d'un régime islamique en Irak", a déclaré Jalal Talabani, alors que la création

d'un nouveau gouvernement irakien est mise à mal en grande partie due aux tensions internes entre la communauté kurde et chiite.

"Arabes, Kurdes, Turkmènes, sunnites, chiites, musulmans, chrétiens vivent tous ensemble et cette structure ne permettra pas un régime islamique", a-t-il poursuivi.

Le président irakien a en outre déclaré qu'il promouvra le principe de laïcité dans le pays, même si "nous n'utilisons pas le terme 'laïcité'".

"Ce que nous disons, c'est un Irak démocratique, fédéral, parlementaire, uni et indépendant, qui respecte l'identité islamique du peuple irakien. Et c'est une indication qu'il n'y aura pas de régime islamique ou de gouvernement islamique", a-t-il conclu. AP

Associated Press

25 avril 2005

Le Monde 28 AVRIL 2005

Dernières tractations sur le gouvernement irakien

LE PREMIER MINISTRE désigné le 7 avril, Ibrahim Al-Jaafari, a soumis, mardi soir 26 avril, une liste des membres de son gouvernement au président kurde Jalal Talabani. Si cette liste est approuvée, elle sera transmise à l'Assemblée nationale transitoire issue du scrutin du 30 janvier pour approbation. Il aura donc fallu pratiquement trois mois pour constituer le nouveau cabinet irakien. Et encore, tous les titulaires des ministères ne sont pas encore officiellement désignés puisqu'il y a encore des doutes sur les futurs ministres du pétrole et de l'intérieur. En revanche, le poste de la défense, très convoité, aurait été attribué à un sunnite, Saadoun Dlimi.

Outre la difficile répartition des postes entre les deux vainqueurs des élections du 30 janvier, les chiites de l'Alliance irakienne unifiée (AIU) qui a obtenu 143 élus sur 275 et l'Alliance kurde qui en a 77, les difficultés sont principalement venues des tractations destinées à associer les sunnites au nouveau pouvoir. Ces derniers avaient largement boycotté les élections et sont donc sous-représentés au sein de

l'Assemblée. Dans un souci de réconciliation nationale, les deux principales formations ont parlé avec l'ancien président Ghazi Al-Yaouar et surtout avec le premier ministre sortant, Iyad Allaoui, qui a obtenu seulement 40 élus le 30 janvier.

Comme l'a fait remarquer le numéro deux du parti chiite Al-Daawa, Jawad Maliki : « *Le bloc Allaoui est responsable du retard. Il a commencé par refuser de faire partie du gouvernement et, lorsqu'il a changé d'avis, ses membres n'ont cessé d'hésiter et de montrer leurs divergences pour finalement avancer des demandes maximalistes.* » La formation de M. Allaoui avait en effet exigé un poste de vice-premier ministre et quatre ministères.

« SECTARISME »

Alors que les tergiversations sans fin se poursuivaient et que la violence redoublait face à ce vide du pouvoir, les Américains ont haussé le ton par l'intermédiaire du secrétaire d'Etat, Condoleezza Rice, qui a averti, le 25 avril : « *Tout le monde estime que le peuple irakien mérite un gouvernement. Nous avons eu l'occasion de présenter ces vues à un certain nombre de dirigeants irakiens et nous allons continuer de dire qu'il est important de conserver un élan dans le processus politique.* »

Ces pressions de l'administration américaine et les nombreuses voix qui se sont élevées dans le pays pour dénoncer cette paralysie des politiques, après l'exemple démocratique donné par la population le

30 janvier, devraient permettre de donner rapidement à l'Irak un gouvernement qui, pour la première fois, sera dominé par les chiites. Le nouvel exécutif devrait comprendre au total trente-trois postes, dix-sept revenant aux chiites, huit aux Kurdes, six aux sunnites, un aux Turcomans et un autre aux chrétiens.

En principe, il devrait y avoir trois vice-premiers ministres, le Kurde Rouj Shaouiss, le chiite laïc Ahmed Chalabi et le sunnite Saad al-Louhaïbi. Certains ministres de l'ancien gouvernement, notamment le chef de la diplomatie Hoshyar Zebari et M^{me} Nisrine Al-Barouari, une Kurde, chargée des travaux publics, devraient conserver leurs postes. Mais le ministère de l'intérieur convoité par les chiites et celui du pétrole revendiqué par les Kurdes risquent encore d'être le fruit de tractations difficiles. Celles-ci ont déjà provoqué des défections au sein de la liste de l'AIU.

Trois élus sunnites de cette alliance dominée par les chiites ont décidé de partir accusant le principal vainqueur de l'élection de « *sectarisme* ». « *Nous sommes entrés dans la liste pour illustrer l'unité nationale, mais nous avons constaté qu'elle ne représente que la sensibilité chiite religieuse* », a expliqué l'un d'eux, Modhar Chawkat.

Une fois le gouvernement constitué, il faudra également mettre en place la commission chargée de rédiger pour la mi-août la nouvelle Constitution.

Michel Bôle-Richard

After Decades as Nonpersons, Syrian Kurds May Soon Be Recognized

By KATHERINE ZOEPF

RAS EL AIN, Syria — Saleh Osso, a Kurdish plumber, has tried to live as far outside the reach of the Syrian government apparatus as possible. Since Mr. Osso, 34, is stateless — one of perhaps 200,000 Kurds living in Syria who are denied citizenship — that has been fairly easy to accomplish.

He has no right to own property, to travel abroad or to send his four children to high school. Officially, Mr. Osso scarcely exists.

It was a surprise, therefore, when the mayor of Mr. Osso's district visited him at home two weeks ago and began to ask probing questions about his family.

"He asked how many children I had and about whether my brothers were married or not," Mr. Osso recalled. "He stayed for about half an hour, asking so many questions and writing everything down.

"I finally asked him, 'Why are you counting us?'" Mr. Osso continued. "He said, 'It's so that you people may become citizens.'"

Though there has been no official announcement, and Syrian officials would not comment on the subject, speculation that President Bashar al-Assad is planning to do something about the "Kurdish problem," as the issue of Syria's stateless Kurds is known, has been circulating widely in recent weeks. It has generated discussion among foreign diplomats and human rights activists and cautious hope among the nation's marginalized Kurdish population.

Now, reports that government officials in the heavily Kurdish northern province of Haseke on the Turkish border have been quietly taking a census of stateless families seem to be adding heft to the rumor.

Stateless Kurds in three towns in Haseke — Ras el Ain, Tell Tamir and Amude — told a reporter that government agents had been going from house to house in recent weeks, gathering information about Kurdish residents' registration status. In some cases, stateless Kurds said, there have been two visits: one from a local official collecting census data, followed days later by a visit from a political security agent who verified the information.

The reports come at a moment when international pressure has pushed Syria into withdrawing its troops from Lebanon and the United



Photographs by Ghazi Abdul-Ahdi/Getty Images, for The New York Times

Faisal Badr, right, a Kurdish lawyer, says Syrian Kurds harbor no separatist ambitions. He sat with his wife, Kifah Sarhan, and their children.

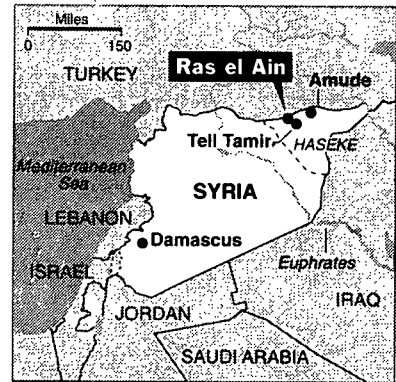
States is challenging it, along with other Arab governments, to be less autocratic.

Meanwhile, Kurds across Syria's eastern border, in Iraq, are coming into political power in the new government there, while Kurds to the north, in Turkey, are being granted new rights under pressure from Europe.

About 1.5 million Kurds live in Syria as the country's largest ethnic minority, and also its most historically troublesome. Their very difference presents a living challenge to the militant Arabism of the dominant Baath Party.

Kurdish parties, although illegal, are among the country's best-organized opposition groups, a fact that became clear in March of last year when, within hours, the parties organized a series of demonstrations across Syria to protest what they called police brutality against Kurds demonstrating in the northeastern town of Qamishli.

Official Damascus is silent, but a census raises hope that Kurds will gain citizenship.



The New York Times

In Ras el Ain, census takers are interviewing Kurdish residents.

In 1962 the government stripped thousands of Syrian-born Kurds of their citizenship. They and their descendants carry laminated orange identity cards that testify to their statelessness. International human rights groups estimate their numbers at 200,000; tens of thousands of other Syrian-born Kurds lack even the orange cards and are known as maktomin (those who are muted).

But the estimates are rough. Syrian Kurdish leaders say the total number of stateless Syrian Kurds is about 300,000. The government says the number is about 150,000.

In the past the government has re-

pressed expressions of Kurdish identity in a variety of ways, forbidding the publication of books or newspapers in Kurdish, for example, and jailing Kurdish leaders without trial.

But recently Syrian policy has seemed to ease.

On March 30, 312 Kurds who were imprisoned after the demonstrations last year in Qamishli were released under a presidential amnesty. On April 6, when the Iraqi Kurdish leader Jalal Talabani was chosen as president of Iraq, Kurds living in Damascus played the Kurdish national anthem without official interference in a street celebration, an act that

Syrian Kurds say would have been unthinkable a year ago.

But giving citizenship to stateless Kurds would be far more meaningful. Some experts on Syria believe that President Assad may be contemplating doing so as a good-will gesture, a way to partly pre-empt the international pressure to democratize that is likely to follow Syria's withdrawal from Lebanon.

"There are people close to the president who would like to see the Kurdish problem resolved quickly," said Joshua Landis, a history professor at the University of Oklahoma who is living in Damascus. "They know it makes Syria look bad."

The Syrian state is clearly doing its research first, because giving citizenship to the stateless Kurds could open up a host of practical problems. Kurds who were denied degrees because of their stateless status, for example, or whose family property was seized in 1962 might well begin clogging the courts to seek compensation.

But Ammar Abdulhamid, the director of the Tharwa Project, an organization based in Damascus that monitors minority rights issues in



Syrian Kurds chatting on a street in their shantytown in Dumar on the outskirts of Damascus. Under rules adopted in 1962, they are stateless.

the Arab world, said he had conducted a survey and believed that most Syrian Kurds were willing to accept a clean-slate approach: citizenship without immediate reparations.

"The Kurds just want basic rights," Mr. Abdulhamid said. "They're not thinking about accountability for the past. Ideally, along with citizenship, the government would set up a committee that would systematically look into some of these other demands."

Despite the possibility of technical problems, Mr. Abdulhamid added, the Syrian government has compelling political reasons to offer citizenship to stateless Kurds. The government fears that a domestic Kurdish separatist movement may be growing, he suggested, and that disenfranchised Kurds could be manipulated

by outsiders to destabilize Syria.

"The situation for the Kurds has really eased in Iraq and Turkey," a Western diplomat said. "The Assad regime probably realizes that the best way to weaken any separatist sentiment is to give the Kurds more of a stake in the country."

But according to Faisal Badr, a Kurdish lawyer based in Damascus whose wife is stateless, most Syrian Kurds harbor no separatist ambitions and, citizenship decree or no, their leaders will continue to push for change within Syria.

"The vast majority of us want our problems to be solved within the framework of the Syrian nation," Mr. Badr said. "Giving citizenship to the Kurds would be a positive step, but it's still very partial. We want to see democracy in Syria."

Car bombs kill 21 Iraqis and wound 87

By Richard A. Oppel Jr.

BAGHDAD: Twin car bombs killed 6 Iraqi police officers and wounded at least 30 at a police academy in Tikrit on Sunday, and in Baghdad, 15 people were killed and at least 57 wounded in two bomb blasts near a Shiite mosque, as insurgents continued their campaign of violence against Iraqis.

A statement from Yarmuk Hospital in Baghdad reported the number of casualties from the blast in a Shiite neighborhood there. Attacks on Shiite targets have raised concerns over increased sectarian strife.

On Sunday, the U.S. military said it had captured four more Iraqis suspected of involvement in the downing of a

civilian helicopter last week that killed six American security contractors and five others. The four Iraqis join six other suspects, who were seized Saturday morning after Iraqi informers led soldiers to the suspects' truck and homes, according to military officials.

In Tikrit, a suicide car bomb exploded inside the grounds of the police academy, Iraqi officials said. The first bomber was followed less than half an hour later by another bomber who also detonated inside the academy, according to an official at the Iraqi Interior Ministry.

The police imposed a curfew throughout Tikrit, about 160 kilometers, or 100 miles, north of Baghdad, after the bombings, which occurred as the police recruits were preparing to travel to

Jordan for training, The Associated Press reported, quoting a police lieutenant.

The military also reported two other killings over the weekend. On Saturday, a sailor assigned to the 2nd Marine Division was killed by a homemade bomb while conducting operations in Falluja. The Marines released no other details. In eastern Baghdad, a soldier from Task Force Baghdad died just after dawn Sunday when his patrol was hit by an improvised explosive device.

Separately, a Pakistani government spokesman said Sunday that an official from the Pakistani Embassy in Baghdad who had been kidnapped had been freed, The Associated Press reported from Islamabad.

The New York Times

IRAK

Les femmes veulent davantage de pouvoir

Qu'elles soient laïques prônant l'égalité, ou conservatrices défendant les lois islamiques, les femmes imposent leur présence dans la vie politique irakienne. Du jamais-vu dans le monde arabe.

THE NEW YORK TIMES (extraits)

New York

Un matin du début avril, une trentaine de femmes vêtues à l'occidentale se sont rendues dans le bureau de celui qui allait devenir le Premier ministre de l'Irak, Ibrahim Al-Jaafari. Pour la plupart membres de l'Assemblée nationale nouvellement élue, elles lui ont soumis une liste de revendications. Elles demandaient que sur la trentaine de postes de ministres, dix au moins soient attribués à des femmes. Elles voulaient que dès les prochaines élections, la proportion de femmes figurant sur les listes des différents partis soit portée à 40 %. Mais, surtout, elles voulaient obtenir la promesse que les droits des femmes seront désormais respectés.

Quelques heures plus tard, un autre groupe de femmes également élues à l'Assemblée se présentaient dans le bureau du D^r Jaafari. Elles portaient l'*abaya* noire qui couvre le corps des femmes de la tête aux pieds, et avaient de tout autres exigences à formuler. Elles voulaient intégrer des éléments de la loi islamique dans le Code civil irakien – dont la possibilité pour un homme d'avoir jusqu'à quatre épouses et la diminution de la part allouée aux femmes lors d'un héritage.

Tandis que le premier Parlement élu qu'ait connu l'Irak depuis des décennies s'apprête à se mettre au travail, les femmes, qui représentent près du tiers de ses membres, sont en tout cas d'accord sur un point : elles veulent plus de pouvoir. Beaucoup se plaignent d'avoir été écartées des discussions qui ont précédé la formation du gouvernement. Dans une assemblée peuplée de seigneurs de la guerre grisonnants et de religieux austères, les choses n'ont pas été faciles pour elles.

Pourtant, les femmes de cette assemblée sont profondément divisées. D'un côté, on trouve celles qui appartiennent à l'alliance chiite dominante, formée sous les auspices du grand ayatollah Ali Al-Sistani, le religieux le plus vénéré d'Irak. Beaucoup d'entre elles voient dans leur élection l'occasion de mettre les lois irakiennes en conformité avec la charia. Cela



▲ Une session du nouveau Parlement irakien, à Bagdad.

n'est pas un hasard. Avec une grande habileté, la direction chiite compte sur ces femmes pour se battre au sein de la nouvelle Assemblée pour déterminer quelle place doit avoir l'islam – et pas seulement les femmes musulmanes – dans la société irakienne.

Cette perspective a galvanisé de nombreuses élues laïques, y compris les membres de l'alliance kurde qui ont accepté de former un gouvernement de coalition avec les chiïtes. Elles disent que les lois irakiennes héritées de l'ancien régime, plus libérales que dans

■ Tension

En Irak, après une relative période d'accalmie au cours du mois de mars, les attentats revendiqués par des groupes armés connaissent une nouvelle flambée. Pour les analystes militaires interviewés par Al-Hayat, ce regain est dû à une nouvelle coordination entre les factions

armées. "L'espace environnant de Bagdad est depuis plusieurs mois aux mains des rebelles. Les opérations conjointes armées américano-irakiennes ne visent qu'à briser l'encercllement de la capitale ceinturée par des bourgades sunnites difficilement contrôlables."

beaucoup de pays de la région, doivent être réactualisées afin d'élargir les droits des femmes, et non les restreindre.

Alors que le nouveau gouvernement s'apprête à entrer en fonction, les deux camps s'observent avec méfiance. Les femmes chiïtes "veulent entraver la femme, lui mettre des chaînes", estime ainsi Songul Chapuk Omer, une Turkmène de Kirkouk. "Elles méprisent la femme laïque. Elles la considèrent comme une criminelle." Pour sa part, M^{me} Omer – dont l'éclatante chevelure brune est rehaussée de mèches de couleur et qui aime s'habiller en pantalon à pattes d'éléphant et chemise en jean – se gausse de ses collègues drapées de noir.

LES HOMMES PEUVENT-ILS ÉPOUSER QUATRE FEMMES ?

Un des premiers affrontements devrait se dérouler sur la question de la nouvelle Constitution irakienne, que l'Assemblée doit rédiger avant la mi-août. La place de l'islam dans ce document est l'un des obstacles qui ont retardé de deux mois la formation du nouveau gouvernement après les élections de janvier. Les laïques ont commencé à inviter les centaines d'organisations féminines irakiennes afin qu'elles participent à la rédaction du document.

Ce type de campagne a déjà prouvé son efficacité l'année dernière, lorsque des chiïtes religieux siégeant au Conseil de gouvernement provisoire ont proposé une loi qui aurait élargi le pouvoir des religieux en matière de droit de la famille. Les femmes du Conseil s'allièrent alors à ses membres masculins laïques et le projet de loi fut repoussé. La bataille qui s'annonce risque d'être plus ardue, ne serait-ce que parce qu'à présent la cause conservatrice est portée en grande partie par les femmes elles-mêmes. Shatha Al-Moussaoui, par exemple, est devenue

l'un des membres les plus visibles de l'alliance chiïte. Divorcée, mère de trois enfants, elle a travaillé pendant dix ans comme vendeuse sur les marchés tout en élevant seule ses enfants et en menant des études universitaires.

"Pour vous parler franchement, je ne suis pas féministe", déclare Mme Moussaoui dans une interview récente qu'elle a accordée en anglais. "Je ne veux pas commettre les mêmes erreurs que les femmes occidentales. Je voudrais que la famille soit le premier principe des femmes irakiennes." Certains élus libéraux affirment que les femmes qui s'expriment de la sorte le font sur ordre des religieux chiïtes de l'Assemblée.

Pourtant, cela n'explique pas totalement la passion et l'éloquence avec lesquelles M^{me} Moussaoui, 37 ans, évoque la nécessité d'aligner les lois irakiennes sur la tradition islamique. Elle est loin d'être timorée : lors de la première réunion de l'Assemblée, elle a prononcé un discours vigoureux demandant que les politiciens qui retardaient la formation du nouveau gouvernement viennent s'expliquer.

Interrogée sur le fait qu'elle est d'accord pour que les hommes aient le droit d'épouser quatre femmes, elle répliqua : "Avez-vous entendu parler de Nasreen Barwari ?" Cette dernière, diplômée de Harvard et ministre des Travaux publics sous le gouvernement provisoire d'Iyad Allaoui, était à la tête de la délégation de femmes laïques reçues par le D^r Jaafari au début du mois d'avril. Elle est également la troisième épouse de Ghazi Al-Yaouar, ex-président intérimaire de l'Irak.

M^{me} Moussaoui sait défendre ses opinions concernant la charia dans des termes que les laïques peuvent comprendre. Elle souligne qu'après trois guerres, les femmes représenteraient quelque 55 % de la population irakienne. Dans une culture où les rela-

tions en dehors des liens du mariage sont mal considérées, beaucoup de femmes, d'après elle, mènent des existences tristes et solitaires. De la même façon, M^{me} Moussaoui explique qu'on attend des hommes irakiens – pas des femmes – qu'ils subviennent aux besoins de leurs parents démunis. C'est pourquoi, soutient-elle, il est juste d'accorder moins d'argent aux femmes lors des successions.

Beaucoup de femmes laïques au sein de l'Assemblée conviennent que les modèles occidentaux ne peuvent pas toujours s'appliquer en Irak, et que l'islam doit y jouer un rôle important. Mais, comme le D^r Raja Al-Khouzai, une gynécologue élue députée, elles soutiennent qu'il existe de nombreuses écoles de pensée au sein de l'islam, et qu'il y a de la place pour des interprétations divergentes. Elles craignent toutefois que les islamistes s'en prennent au Code de la famille laïque en vigueur en Irak depuis 1959, et qui demeure l'un des plus libéraux de la région. Aujourd'hui, par exemple, les hommes ne peuvent prendre plusieurs épouses que sous des conditions très strictes.

Certaines Irakiennes affirment que repousser les propositions des traditionalistes ne suffit pas. Les lois irakiennes actuelles protègent les hommes qui commettent ce qu'on appelle des "crimes d'honneur" [le meurtre d'épouses ou de parentes soupçonnées d'infidélité]. Une loi affirme que les violences physiques ne sauraient justifier une demande de divorce. Une autre rend très difficile pour une femme de pouvoir garder ses enfants si elle se remarie après un divorce.

"Nous devrions réfléchir au moyen de combler ces lacunes, et non pas faire machine arrière", remarque Azhar Ramadan Rahim, une députée de Bagdad. "Je suis musulmane et chiïte, mais des règles écrites il y a mille quatre cents ans ne peuvent plus s'appliquer."

La diversité irakienne pourrait bien inciter les deux parties au compromis. La nouvelle Constitution sera soumise à référendum en octobre prochain, et si une majorité d'électeurs de trois des dix-huit provinces irakiennes se prononçaient contre, le texte serait rejeté. Un point, en tout cas, sur lequel laïques et traditionalistes s'accordent, c'est la nécessité de préserver la voix des femmes en politique. La forte proportion de femmes au sein de la nouvelle Assemblée – 87 sièges sur 275 – n'est pas due au hasard : la commission indépendante qui a organisé les élections en Irak a exigé qu'à tous les niveaux et dans chaque alliance politique, un candidat sur trois soit une femme. C'est la première fois, dans le monde arabe, que les femmes disposent d'une telle représentation.

Robert F. Worth



DU 28 AVRIL AU 3 MAI 2005

CONFLIT

Troubles ethniques

■ A la suite d'une (fausse) circulaire, attribuée à l'ancien chef de cabinet du président Khatami, selon laquelle "il faudrait réduire le nombre de citoyens arabes de la province du Khouzistan et peupler la région par d'autres ethnies du pays" [le nombre d'Arabes d'Irak est estimé à 2 millions de personnes, soit 3 % de la population], des émeutes ont éclaté dans cette province arabophone du Sud-Ouest où se situent les plus grands champs pétrolifères d'Irak. Bilan : cinq morts, des dizaines de blessés et plus de 300 arrestations, selon le BBC Persian Service.

Le gouvernement iranien tout comme l'opposition ont immédiatement accusé des gouvernements étrangers de fomenter des troubles ethniques dans

le pays. La commission des Affaires étrangères du Parlement iranien a sévèrement critiqué le rôle du gouvernement britannique qui, selon l'agence iranienne Fars, se comporte toujours comme un gouvernement colonial. A Téhéran, le bureau de la chaîne qatarienne Al-Jazira, soupçonnée d'avoir attisé les violences, a été fermé. L'éditorialiste du site *IranEmrooz* écrit que "l'un des gagnants dans l'affaire est certainement l'alliance américano-israélienne, qui considère l'Irak comme un pays 'trop' grand, même sans la bombe atomique, et qui souhaite aujourd'hui venir au secours des minorités réprimées du pays en soutenant des groupes prêchant le démantèlement de l'Irak".

Les anciens baasistes jouent la carte de la guérilla

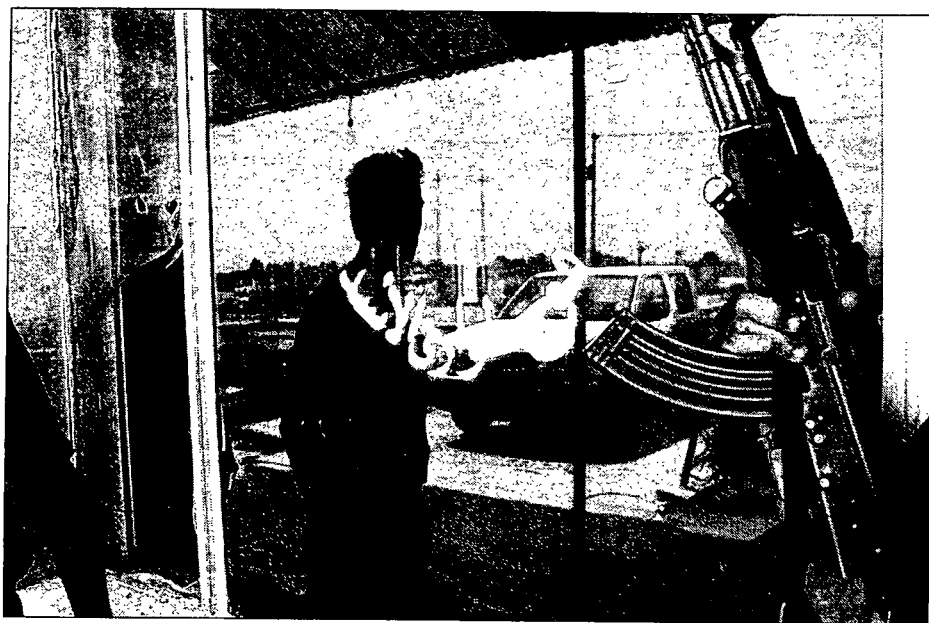
Les réseaux qui contrôlaient l'Irak au temps de Saddam Hussein veulent s'imposer comme des alliés incontournables pour les Américains et font monter les enchères par la violence

Début avril, le ministre de l'intérieur irakien sortant Fallah Al Nakib jugeait l'insurrection «dans l'impasse». Les faits statistiques semblaient lui donner raison. De source américaine, les attaques menées dans tout le pays avaient chuté de plus de 25 % en mars, mois, au cours duquel 33 soldats américains ont été tués, le bilan le plus faible depuis février 2004. La guérilla paraissait donc aux abois, et son icône la plus médiatique, le Jordanien Abou Moussab Al Zarqoui, aurait même été encerclé.

Cette embellie aura cependant été éphémère. Hasard ou coïncidence, la reprise des violences a concorde avec le passage éclair en Irak, voici deux semaines, de Donald Rumsfeld. Une visite au cours de laquelle le secrétaire américain à la Défense a salué le travail des 150 000 hommes des forces irakiennes pour évoquer une possible réduction du contingent américain basé en Irak avant le printemps 2006. Le réveil n'en a été que plus douloureux pour les Irakiens, revenus aux heures les plus sombres de l'automne 2004.

Les attentats sanglants se succèdent en effet à un rythme effrayant. Plus de deux cents morts en deux semaines, en majorité des membres des forces de sécurité et des civils irakiens, sans compter de continus affrontements opposant insurgés et troupes américaines près de la frontière syrienne et les macabres découvertes d'assassinats collectifs : une cinquantaine de corps dont des femmes et des enfants au sud de Bagdad, dix-neuf soldats irakiens à Haditha au nord-ouest du pays. Hier, une députée irakienne, Lamiya Abed Khaddouri, a été abattue par des hommes armés à Bagdad.

Qu'ils soient nommés «terroristes» ou «résistants», ces combattants sont donc encore loin d'avoir rendu les armes. Dans un récent rapport, la CIA avoue avoir toujours du mal à cerner un ennemi à majorité arabe sunnite, concentrée au nord et à l'ouest du pays, mais aux composantes et motivations multiples.



Près de Bagdad, des soldats irakiens recherchent des hommes faits prisonniers par la guérilla, une ennemie à majorité arabe sunnite, concentrée au nord et à l'ouest du pays, mais aux composantes et motivations multiples.

Anciens baasistes, nationalistes, laissés-pour-compte d'une société

qui se reconstruit avec peine, djihadistes irakiens et étrangers... En février, les services de renseignements irakiens estimaient ces forces à quarante mille combattants radicaux plus deux cent mille à temps partiel.

Des chiffres, largement surévalués, selon l'état-major américain, qui, l'hiver dernier, avait évalué la guérilla à 20 000 hommes.

Si la thèse d'une insurrection dépourvue de commandement unifié et aux actions sans véritable stratégie coordonnée prévaut

toujours, le commandement américain reconnaît aujourd'hui une plus grande sophistication des attaques portées contre ses troupes. À l'exemple de l'assaut contre la prison Abou Ghraib, deux jours durant, début avril, combinant attentats suicide à la voiture piégée et attaques au mortier.

«Toutes ces opérations portent la marque du Baas, analyse Raed Fahmi, responsable du Parti communiste irakien. Ceux qui attaquent sont peut-être des islamistes, mais ceux qui planifient, sont les anciens officiers de Saddam Hussein. Ce sont les seuls à avoir l'expertise du terrain et du renseignement, et aussi les moyens logistiques et financiers pour mener de telles attaques. Leur message est très clair. C'est un signal adressé aux Américains pour leur dire : sans nous, vous ne pouvez pas pacifier le pays. Ils veulent être de nouveau un interlocuteur incontournable.»

En mars, à peine nommé président, le Kurde Jalal Talabani avait proposé une amnistie, excluant toutefois les auteurs de crime contre les civils irakiens. Au nom de la réconciliation nationale mais aussi dans le but de diviser les rangs de l'insurrection. La proposition a cependant été repoussée par l'administration américaine qui refuse l'absolution aux combattants

ayant tué des soldats américains. Washington est soutenu par l'Alliance irakienne unifiée (AIU), la coalition des partis islamiques

chiites, vainqueur des élections de janvier, laquelle entend mater la guérilla par les armes. «Après la victoire aux élections, l'heure de la revanche a sonné pour les chiïtes, soutient Wamidh Nadhmi, professeur en sciences politiques et opposant au processus politique en cours. Les chiïtes mais aussi les Kurdes veulent envoyer leurs milices

privées pour combattre la guérilla sunnite. Cette politique mène droit vers la guerre civile.»

«Les chiïtes considèrent, à juste titre, que la lutte antiguérilla est un échec, explique Raed Fahmi. Le siège de Fallouja l'an dernier n'a

pas eu les résultats escomptés. Les insurgés se sont repliés pour mieux contre-attaquer ailleurs. Il est, en outre, avéré qu'ils sont renseignés de l'intérieur. Les chiïtes craignent donc un retour du Baas par des moyens détournés avec, cette fois, la bénédiction des Américains. Et ces derniers ne veulent pas de forces de sécurité noyautées par les milices islamiques chiïtes, formées et financées par l'Iran. Le combat contre l'insurrection passe donc au second plan, il s'agit surtout d'affirmer sa mainmise sur l'État irakien en contrôlant les forces de sécurité.» Ces dissensions ethniques et confessionnelles au niveau politique

redonnent un espace à une insurrection, consciente que sa survie passe par une stratégie du chaos en exacerbant les clivages au sein de la population.

Hier, le gouvernement irakien a annoncé avoir mis à prix pour un million de dollars la tête d'un responsable du parti Baas, Abdel Baqi Abdel Karim Saadoun. «Il recrute et finance des terroristes étrangers dans l'est et le centre de l'Irak. Il finance également des attaques contre la police et les civils à Nassiriya, Bassora (sud) et Diyala (centre)», a indiqué le communiqué du gouvernement.

JEAN-PHILIPPE HAMON

Iraq sets up first elected government in its history

By Robert F. Worth

BAGHDAD: Almost three months after the elections in January, Iraq's National Assembly voted overwhelmingly Thursday to approve a Shiite-led cabinet, establishing the first elected government in Iraqi history.

The assembly chamber burst into wild applause after a show of hands revealed that 180 of 185 legislators in attendance had voted in favor, with almost a third absent.

A traditional Islamic chant of praise — "God's blessings be on Muhammad and on his family" — went up soon afterward.

But the divisions that had delayed the government's formation for so long became apparent almost immediately. Abdul Aziz al-Hakim, leader of the Shiite political alliance that dominates the assembly and the cabinet, gave a warlike speech hinting at purges to come in the government security forces.

A Sunni Arab assembly member later stood up to angrily accuse the Shiites of dividing the country and said one member had threatened to gather evidence that would send him to the gallows.

"This is not a national government, it is a government of the winners," said the Sunni member, Meshaan al-Juburi. "I am here to say that the Sunni Arab members have been marginalized, and the Sunni Arab political forces should be aware of that."

Tensions were visible even in the list of cabinet members, which remains incomplete. Four important positions — the ministries of Defense, Oil, Electricity, and Human Rights — were given

to place holders, because the assembly's political factions have not yet agreed on candidates.

Under pressure from Washington as well as fellow Iraqis, the members agreed to submit the incomplete list rather than delay it further. Two deputy prime minister posts have also not been filled. Ibrahim al-Jaafari, the new Shiite prime minister, said he expected to fill those positions in less than a week.

Despite the gaps, the assembly vote placed Jaafari at the head of a multi-ethnic cabinet that will include 17 Shiites, 8 Kurds, 6 Sunni Arabs, 1 Christian and at least 6 women.

Iraq's Kurdish president, Jalal Talabani, and his two deputies approved the cabinet list late Wednesday night, allowing it to proceed to the assembly vote.

When it assumes power early next week, the new government will face an extraordinary array of challenges, from guiding the effort to write a new constitution to rebuilding Iraq's shattered cities to fighting an undiminished insurgency.

Jaafari and his aides will also need to assert firm control over the provincial governments, which began to drift into chaos in recent weeks as Iraq's post-election political stalemate continued. Last weekend, Bush administration officials warned Shiite and Kurdish leaders that the political vacuum appeared to be fueling the insurgency.

The violence continued on Thursday, as a high-ranking police official and a government official were shot to death by gunmen while driving to work in Baghdad. On Wednesday, a member of the National Assembly was assassinated in her Baghdad home, a reminder that members of Iraq's new government are highly vulnerable.

At the head of the new cabinet stand Jaafari and his deputies: Ahmad Chalabi, a Shiite, and Roz Nori Shawees, a Kurd. Two additional deputies, allocated to a Turkmen and a Sunni Arab, will be announced within the week, Jaafari said.

Chalabi, a former Pentagon favorite who helped make the case for invading

Iraq, may be the most controversial figure in the new Iraqi administration. He is widely disliked in Iraq, particularly among Sunnis, who have been angered by his campaign to oust former Baathists from government.

His new position could help him to carry out that agenda, particularly with an ally as the new head of Iraq's Interior Ministry, Bayan Salagh, who belongs to a Shiite political party that shares

Chalabi's anti-Baathist agenda. Many of Iraq's critical antiterrorist battalions are based in the Interior Ministry, and members of Salagh's party have sworn to purge some of the former Baathists who are among the top commanders there.

Chalabi has also been named as temporary head of the Oil Ministry until a full-time minister can be found. That appointment could raise alarms in light of Chalabi's conviction in Jordan on charges that he embezzled \$30 million from a Jordanian bank.

The new cabinet includes several holdovers from the outgoing government of Prime Minister Ayad Allawi, including Hoshyar Zebari, a Kurd, who will stay on as foreign minister. Barham Saleh, a Kurd who served as Allawi's

deputy, will be the planning minister in the new government. Nasreen Barwari, a Harvard-educated public-works minister, will retain her position, and Sami al-Mudhafar, who also served in Allawi's cabinet, will be the new minister of higher education.

One notable absence in the cabinet will be Allawi's party, which took 40 seats in the national assembly. Allawi and his cohorts had demanded four cabinet ministries and a deputy prime minister's post, and when Shiite leaders balked, Allawi chose to remain in the parliamentary opposition.

The New York Times

Abdul Razzaq al Saiedy in Baghdad contributed reporting for this article.

INTERNATIONAL
Herald Tribune
April 29, 2005

Certes, la Turquie occulte le massacre, mais ce n'est pas sans complicités occidentales.

Génocide arménien, les raisons d'un déni

29 AVRIL 2005



En ce 90^e anniversaire du génocide arménien, il ne suffit pas d'accabler la Turquie qui persiste dans le déni du génocide arménien. Il faut aussi comprendre les raisons tenaces de ce déni et les complicités occidentales qui le rendent viable jusqu'à aujourd'hui. La thèse officielle turque repousse l'idée de génocide et avance celle d'une répression effectuée dans un contexte de guerre générale. Elle évoque un projet de réimplantation des Arméniens ottomans de l'Est et non de déportation, après que ces mêmes Arméniens, alliés à l'ennemi héréditaire russe, auraient eux-mêmes tué plus d'un million de musulmans et 100 000 Juifs, pour la plupart des civils. Et pourtant, des massacres d'Arméniens s'étaient produits déjà en 1895-1896 sous le règne du «sultan rouge», Abdulhamid II. Les témoignages et les sources diplomatiques attestant la réalité du génocide sont rejetés par le gouvernement turc et les archives de cette époque ne sont pour le moment accessibles qu'aux

ment et légitimement perçu comme relevant du négationnisme. S'agissant des Arméniens, cela ne pose pas de problème. Pourquoi?

En 1944, un avocat juif d'origine polonaise, Raphael Lemkin, crée le néologisme de «génocide» pour définir les crimes perpétrés en Europe. Sa connaissance des massacres arméniens de 1915, qu'il cite en exemple, le conduit à définir le génocide comme «*tout plan méthodiquement coordonné pour détruire la vie et la culture d'un peuple et menacer son unité biologique et spirituelle*». Le terme est officiellement adopté par l'Assemblée générale des Nations unies dans sa convention de prévention et de punition du crime de génocide, le 9 décembre 1948. On l'applique aussi bien au massacre des Arméniens, qu'à celui des Juifs ou des Tsiganes. Mais sa portée universelle irrite ceux qui affirment l'absolue unicité du génocide juif.

Les grands spécialistes du génocide juif, tels Yehuda Bauer et d'autres, reconnaissent pourtant, dans une déclaration du 24 avril 1998, le caractère génocidaire du massacre arménien. Celui-ci n'enlève rien à la spécificité du génocide des Juifs, chaque génocide

A nous tous, et aux Juifs qui luttent constamment contre le négationnisme, de forcer le mur d'indifférence qui entoure encore le génocide arménien.

chercheurs qu'on ne soupçonne pas de déroger à la propagande turque. L'invocation de tueries de Juifs par les Arméniens, alors que les Juifs sont à cette époque à peine quelques milliers dans la région et que ces tueries ne sont nulle part attestées, vise à mobiliser l'opinion publique juive aux côtés de la Turquie. Nul ne nie que l'histoire ottomane ait été parcourue de tensions interethniques parfois très fortes, ni que les puissances occidentales aient eu l'habitude d'utiliser les minorités les unes contre les autres pour mettre à l'épreuve le pouvoir central, ni même que les Arméniens aient nourri des velléités indépendantistes et aient attendu le salut des Russes. On peut se demander en revanche si ces aspirations justifiaient un génocide. De même, on a encore trop souvent tendance à tergiverser pour savoir si les déportations à l'Ouest comme à l'Est des Arméniens et leur massacre sont un génocide ou non. Cela constitue déjà en soi un déni. Soulever une telle question au sujet du sort des Juifs pendant la Seconde Guerre mondiale est immédiate-

ayant été perpétré selon des méthodes particulières, liées à l'environnement et à la culture du lieu et du moment. Au contraire, il recontextualise le génocide des Juifs dans l'histoire du XX^e siècle et rappelle qu'en la matière, aucune culture, européenne ou non européenne, chrétienne ou musulmane, ne se distingue dans sa volonté d'annihilation d'un peuple, d'une race, d'un groupe ethnique. A défaut de servir de leçon, cette mise en perspective nous rappelle au moins de quoi l'homme est capable, nous invite à nous donner les moyens de nous prémunir contre la répétition de l'horreur par la sensibilisation à la souffrance de l'Autre, et en appelle à notre responsabilité. Il va de notre honneur d'humains de ne pas laisser se dissoudre dans un scandaleux déni un génocide qui a amputé un peuple de ses forces vives, plus d'un million d'êtres de chair et de sang.

Il y va aussi de l'honneur des Juifs eux-mêmes. A eux de partir, comme ils l'ont fait longtemps, de leur propre expérience, pour se battre pour une pleine recon-

Par ESTHER BENBASSA
directrice d'études à l'Ecole pratique des hautes études et chercheuse invitée au Netherlands Institute for Advanced Study.

naissance du génocide arménien. N'oublions pas que les ambassadeurs juifs des Etats-Unis alors en poste à Istanbul, tels Henry Morgenthau et Abraham Elkus, ont fait tout leur possible pour avertir l'opinion internationale sur la destruction en cours des Arméniens. Récemment, en 1993, les signataires juifs étaient encore nombreux au bas de la pétition dénonçant le refus de l'orientaliste Bernard Lewis d'admettre le caractère génocidaire des massacres arméniens. Il en était de même, le 27 janvier 1999, dans la pétition d'intellectuels qui mettait en cause les écrits de

l'ottomaniste Gilles Veinstein niant qu'il y eût eu volonté d'annihilation dans les déportations et tueries d'Arméniens, et qui demandait que celui-ci ne fût pas nommé à la chaire d'histoire ottomane du Collège de France (ce qu'il fut néanmoins).

En revanche, nombre d'universitaires aux Etats-Unis et en Israël, mais aussi en France, se sont mis au service de la propagande turque du déni, pour des raisons souvent futiles de pouvoir, pour préserver les honneurs dont ils bénéficient en Turquie, ou pour éviter, surtout, qu'on ne leur ferme l'accès aux ar-

●●● chives sur lesquelles ils travaillent sur place. En Israël, leur position s'insère dans la *Realpolitik* d'un pays qui compte garder de bonnes relations avec ce pays musulman voisin, et qui use de l'unicité du génocide juif comme d'un cordon de sécurité face à un Occident coupable et proarabe. C'est dans cette concomitance d'intérêts divers que la négation du génocide arménien s'installe confortablement, malgré sa reconnaissance par de nombreux pays, notamment la France en 2001.

Pour certains, mettre fin au déni introduirait le génocide arménien dans la

compétition des génocides et affaiblirait la compassion suscitée par le génocide juif, instrumentalisée politiquement dans certaines circonstances. Prenons le cas du musée de l'Holocauste à Washington, qui rappelle, ne serait-ce que par son emplacement, au Congrès américain son devoir de soutien à Israël. En 1983, ses responsables ont voulu l'ouvrir à d'autres génocides, à celui des Arméniens notamment. On sait maintenant que la place accordée au génocide arménien devait être plus importante, mais que, sous la pression, elle a été limitée. En 1989, les sénateurs américains proposent une journée nationale de commémoration du génocide arménien pour le 24 avril 1990. Sous l'influence de l'ambassade d'Israël aux Etats-Unis, puis sous la pression, entre autres, du lobby juif de Turquie sollicité par les dirigeants de ce pays où la communauté juive compte à peine 20 000 membres, cette proposition n'est pas retenue.

En Israël, la prise de conscience fait lentement son chemin. Si Shimon Peres acquiesce aux thèses turques, Yossi Sarid, lui aussi de gauche, alors qu'il était ministre de l'Education, en 2000, demande qu'on enseigne dans les écoles le génocide arménien au même titre que le génocide juif. Des voix s'élèvent en Turquie même pour s'opposer à un déni qui discrédite le pays. Depuis quelques années, les Turcs s'interrogent sur leur histoire, comprennent que les minorités en font intégralement partie, admettent que la Turquie fut effectivement plurielle dans un passé encore pas très lointain. Jouer du déni du génocide comme d'un argument définitif contre l'entrée de la Turquie en Europe serait une mauvaise stratégie. Encourageons plutôt une dynamique de démocratisation, laquelle poussera inéluctablement sa société civile à revisiter son passé pour construire un avenir en phase avec l'Europe, qui a su se repentir. Peut-être alors le natio-

nalisme exclusiviste turc cessera-t-il d'être rassembleur et s'écroulera-t-il de lui-même. A nous tous, et aux Juifs qui luttent constamment contre le négationnisme, de forcer le mur d'indifférence qui entoure encore le génocide arménien. L'ouvrage de Franz Werfel, juif pragois, *les Quarante Jours du Musa Dagh* (Albin Michel), un ouvrage achevé en mars 1933 qui relate le massacre arménien, avait alors été perçu par certains comme un avertissement sur ce qui attendait les Juifs en Europe. Il était, dans sa version yiddish, un des ouvrages les plus lus dans les ghettos de l'Est européen envahi par les nazis. La conscience des génocides du passé n'empêchera peut-être pas ceux de demain. A moins de comprendre que si unicité il y a, elle est dans l'humaine barbarie, pas dans tel ou tel des génocides d'hier ou d'aujourd'hui. Génocides pas en compétition, mais toujours en miroir. ◀

Le pétrole irakien éclabousse Pasqua

Son ex-conseiller Bernard Guillet a été mis en examen.

Bernard Guillet, ancien conseiller diplomatique de Charles Pasqua, a été mis en examen hier soir par le juge financier Philippe Courroye, pour «*recel d'abus de biens sociaux*» et «*trafic d'influence*», après le réquisitoire supplétif délivré par le parquet de Paris. Il a été laissé libre et placé sous contrôle judiciaire. L'ancien ministre de l'Intérieur pourrait aussi être inquiété par cette enquête sur des pots-de-vin qu'aurait versés le groupe Total au régime de Saddam Hussein afin d'acheter du pétrole, à une époque où l'Irak était sous embargo de l'ONU. C'est dans ce cadre que Bernard Guillet et Charles Pasqua sont soupçonnés d'avoir perçu des fonds occultes.

Revente. Hier, le journal italien *Il Sole-24 Ore* a révélé que d'après des documents recueillis par le juge Courroye auprès de l'ONU, Pasqua et Guillet avaient obtenu du régime de Saddam Hussein le droit de revendre respectivement 10,8 millions et

2 millions de barils de brut. Les noms des deux hommes étaient déjà apparus sur une liste de 270 personnalités et sociétés retrouvée dans les archives du régime et publiée en janvier 2004 par *Al-Mada*, un journal irakien, ce qui avait conduit les Nations unies à ouvrir une commission d'enquête.

Entre 1996 et 2003, l'ONU avait mis en place le programme «*pétrole contre nourriture*», selon lequel l'Irak pouvait vendre du pétrole à condition d'utiliser les fonds perçus pour des besoins humanitaires. Les recettes étaient placées sur un compte bancaire contrôlé par l'ONU. Pour contourner les règles fixées par l'embargo, Saddam Hussein a distribué des droits de vente de pétrole à des personnalités amies du pouvoir irakien, qui pouvaient les céder aux compagnies pétrolières souhaitant acquérir du brut irakien.

Ce fut le cas de Total, comme l'ont confirmé plusieurs cadres mis en examen par le juge Courroye dans l'enquête qu'il

mène depuis 2002. Celle-ci a démarré après que Tracfin, le service antiblanchiment de Bercy, eut établi que Total avait fait transiter près de 5 millions d'euros de commissions occultes sur les comptes suisses de la société Telliac, pour les intermédiaires ayant permis l'accès au marché irakien.

Telliac a notamment versé des fonds à Elias Firzli. Agé de 70 ans, membre du parti Baas libanais, cet homme d'affaires est aussi un des donateurs de France-Afrique-Orient (FAO), une association proche de Charles Pasqua déjà apparue dans une enquête du juge Courroye visant des ventes d'armes en Angola. Devant les policiers, Jean-Michel Tournier, directeur du pétrole brut chez Total entre 1993 et 2000, a expliqué: «*Elias Firzli représentait les officiels irakiens. Je pense qu'il leur rétrocédait la plus grande partie de la commission. Si nous n'avions pas payé, nous n'aurions pas eu de pétrole brut de la Somo [société d'Etat irakienne, ndr].*»

Société écran. Bernard Guillet et Charles Pasqua sont donc soupçonnés d'avoir cédé leurs droits de revente à Elias Firzli, qui les aurait à son tour reven-

due à Total. Pour ce volet de l'opération, le groupe pétrolier aurait utilisé, par discrétion, une autre société écran, Genmar, habilitée à travailler dans le cadre du programme «*pétrole contre nourriture*», ce qui

donnait une apparence légale à la transaction. Une apparence seulement, car le produit de la vente finissait sur les comptes d'intermédiaires et d'officiels irakiens, loin des besoins humanitaires.

Il Sole-24 Ore affirmait hier que les documents de l'ONU montrent que Pasqua et Guillet ont refusé d'apparaître nommément dans les transactions de Genmar, «*par crainte d'un scandale politique*». Elu sénateur des Hauts-de-Seine en septembre, Charles Pasqua - qui nie - est à l'abri d'un contrôle judiciaire ou d'un placement en détention. ▶

FABRICE TASSEL



29 AVRIL 2005

Soupçonné d'avoir perçu des fonds occultes, Pasqua pourrait être inquiété par l'enquête du juge Courroye.

Valeurs Actuelles du 29 avril 2005



Le premier ministre Recep Tayyip Erdogan avec sa femme Emine (voilée) à un meeting du parti gouvernemental AKP. Un défi à l'ultra-laïcité officielle.

TURQUIE

Dossiers piégés pour Erdogan

par Michel Gurfinkiel

La Turquie, l'Arménie et la diaspora arménienne étaient suspendues dimanche aux paroles de George Bush. Le président américain devait prendre la parole à l'occasion du quatre-vingt-dixième anniversaire des massacres anti-arméniens de la Première Guerre mondiale (1,5 million de morts). Allait-il employer le mot de génocide, comme le lui demandent de nombreux membres du Congrès, ou se contenterait-il d'un terme plus neutre, conformément au souhait d'Ankara ?

La prudence et la finesse diplomatique l'ont emporté : Bush a mentionné tous les éléments constitutifs d'un génocide – « l'exil forcé et les tueries de masse où ont péri 1,5 million d'Arméniens pendant les derniers jours de l'Empire ottoman » – mais sans employer le mot lui-

même. Cette position revêt d'autant plus d'importance que l'Europe, elle, se rallie à la thèse du génocide.

Le parlement français a voté une loi dans ce sens. Le parlement polonais vient de l'imiter. Le Bundestag étudie la question, non sans se pencher sur les responsabilités éventuelles de l'armée impériale allemande qui encadrait à l'époque les forces ottomanes. Voilà qui complique le dossier de l'adhésion turque à l'Union européenne. Que se passerait-il, par exemple, si le Parlement européen votait une résolution faisant de la reconnaissance du génocide par Ankara un préalable à toute admission définitive ?

Le 17 décembre dernier, l'UE a conclu avec la Turquie un accord sur le processus d'adhésion que le premier ministre Recep Tayyip Erdogan a présenté

Les dossiers du génocide arménien et de la minorité kurde compliquent la candidature de la Turquie à l'Europe. À Ankara, l'opposition attaque le premier ministre Erdogan. Son seul atout : l'économie.

comme « une victoire totale. » Les négociations prévues dans ce cadre devraient s'ouvrir le 5 octobre prochain. Mais Erdogan a commencé à exprimer des « doutes. » Il s'inquiète en particulier des « pressions proséparatistes » que l'UE se croit autorisée à exercer. En clair : de l'insistance des instances européennes en faveur des droits des minorités en Turquie, à commencer par ceux de la minorité kurde.

L'affaire est une aubaine pour Deniz Baykal, le chef du parti social-démocrate (CHP), la principale force d'opposition : « Le premier ministre aurait dû se rendre compte de ce qu'il signait au moment où il signait », a-t-il lancé en plein Parlement. Les autres partis d'opposition ne sont pas en reste : qu'il s'agisse du parti nationaliste BHP ou des libé-

LES KURDES CÉLÈBRENT LEUR NOUVEL AN
À Diyarbakir, dans l'est du pays, une jeune Kurde laïque
participe à la célébration du Newroz, le nouvel an aryen. La
plupart des Kurdes sont religieux et votent Erdogan.

raux du BYP, curieusement passés d'un proeuropéisme intransigeant au refus d'une "adhésion au rabais", qui ne permettrait pas à la Turquie de préserver son identité nationale.

Mais de nombreux analystes estiment que les "doutes" d'Erdogan et les indignations des opposants n'ont en fait aucune importance. « *De simples gesticulations* », affirme un éditorialiste du

quotidien *Radikal*. Tout comme les mises au point sur la laïcité de Yigit Alpogan, le président du Conseil national de sécurité, l'organisme chargé par la constitution de 1982, de veiller aux intérêts supérieurs de l'État. Le 21 avril, il croyait devoir rappeler que la Turquie ne devait être en aucun cas présentée comme un "pays musulman modéré" (une formule employée à plusieurs reprises par l'administration Bush) : « *Notre régime est une république laïque, point à la ligne !* »

Ce qui compte vraiment, selon les mêmes analystes, c'est l'économie. L'AKP, le parti islamiste d'Erdogan, est avant tout le parti des pauvres. S'il réussit à élever le niveau de vie moyen de façon durable, il gardera la confiance de ses électeurs, restera au pouvoir pendant vingt ans et pourra remodeler la société et l'État à son image. Sinon, il sera balayé, comme bien d'autres formations dans l'histoire turque récente...

La livre turque perd
six zéros d'un seul coup

Pour l'instant, Erdogan marque des points sur le plan économique, grâce à un ministre des Finances surdoué, Ali Babacan, et un président de la Banque centrale non moins remarquable, Süreyya Serğendeci. Ce tandem a gagné une première manche en lançant la nouvelle livre turque (NTL) qui vaut un million de livres turques anciennes (TL), et surtout en mettant fin, à travers ce changement de dénomination et de poids (six zéros en moins), à l'inflation galopante. L'État turc empruntait naguère sur le marché financier international au taux exorbitant de 13 ou 14 %. Désormais, il obtient des crédits à 6 ou 7 %.

Seconde manche gagnée par Babacan et Serğendeci : la montée des in-



► **Marche aux flambeaux à Erevan, le 23 avril, pour le 90^e anniversaire du génocide.**



vestissements étrangers, liée évidemment à la perspective de l'adhésion à l'UE. En 2004, ils ne dépassaient pas un milliard d'euros. En 2005, ils devraient atteindre les 3 ou 4 milliards... Le belge Fortis a investi plus d'un milliard d'euros dans le rachat d'une banque turque, le français BNP Paribas a mis 300 millions dans un rachat analogue, le néerlandais Rabobank et l'italien Credito Italiano sont aussi sur les rangs.

Voilà qui ramène la confiance dans l'ensemble de la classe entrepreneuriale turque. Et devrait créer assez d'emplois pour compenser le gonflement de la population active : un million de nouveaux travailleurs par an. Le taux de chômage est actuellement de 12 ou 13 % selon les statistiques officielles, de 25 % selon des analyses plus fines. ●

Iraq's new cabinet

Three months of jockeying among Iraq's victorious Shiite and Kurdish parties have finally produced a Cabinet that won quick ratification from a legislature where those same parties dominate. The January election that began this process was inspiring. The months of petty haggling that followed were not, and while the formation of an elected Iraqi government is a historic moment, its makeup is far from ideal. Crucial choices have been needlessly delayed, and an incomparable opportunity for drawing patriotic Sunni Arabs away from the insurgency was largely squandered. Many Iraqis, particularly supporters of secularism, women's rights and national unity, will greet this government warily.

What will matter most is whether Prime Minister Ibrahim al-Jaafari can summon the vision and the strength to master his unruly coalition and start living up to voters' expectations. His initial broadcast to the Iraqi people was promising, but he faces a lot of obstacles.

The most critical is finding ways to widen Sunni representation in the government, including in the security forces. That representation will have to include Sunnis who served in Saddam Hussein's army, police and intelligence services and former

Baath Party members. This is painful for Shiites and Kurds to accept. But excluding all Baathists is a prescription for endless civil war and endlessly postponed recovery. Only the Baathist leaders and security officials personally responsible for the worst crimes of the former dictatorship should be automatically excluded.

Jaafari had intended to make an important symbolic gesture by appointing a Sunni defense minister. But at the last minute, Shiite party leaders vetoed his choice, and Jaafari has temporarily assumed the defense post himself. That is a serious loss, one that Jaafari must quickly remedy.

Another damaging setback was the failure to find some way to include the interim prime minister, Ayad Allawi, and his party in the new Cabinet. Allawi made plenty of mistakes during his tenure. But in recent weeks he emerged as a vital Shiite voice for secular rights and for making overtures to elements of the dangerously estranged Sunni Arab community. Excluding Allawi will increase the leverage of militantly religious Shiites who want to include harsh elements of Koranic law in the forthcoming constitution, and of Kurdish parties, which are more interested in securing autonomy for their region than in protecting secu-

lar and minority rights in all of Iraq. While Allawi will not be in the new Cabinet, one of his least appealing rivals, Ahmad Chalabi, will, as a deputy prime minister and the acting oil minister. Apart from his double-crossing of the Bush administration, his dodgy financial reputation and his shady dealings with Iran, Chalabi is openly determined to sabotage any attempt to integrate former Baathists into Iraqi political and economic life.

Jaafari must recognize that he is the prime minister of all Iraqis, including women, Sunnis and secularists, and assert his authority over the scheming politicians and Shiite clerics who have not been shy about instructing him what to do. He needs to insist on appointing credible Sunnis to positions of authority, starting with the Defense Ministry. He has to see to it that intolerant religious zealots do not dominate the writing of Iraq's new constitution. And he must assert control over reconstruction contracts in order to combat corruption and direct as much of the work as possible into Iraqi hands.

History will look back on this as the moment when Iraqi democracy had its best chance to preserve a unified country and make good on the promise of human rights and economic well-being. We hope Jaafari rises to this momentous challenge.

April 30, 2005

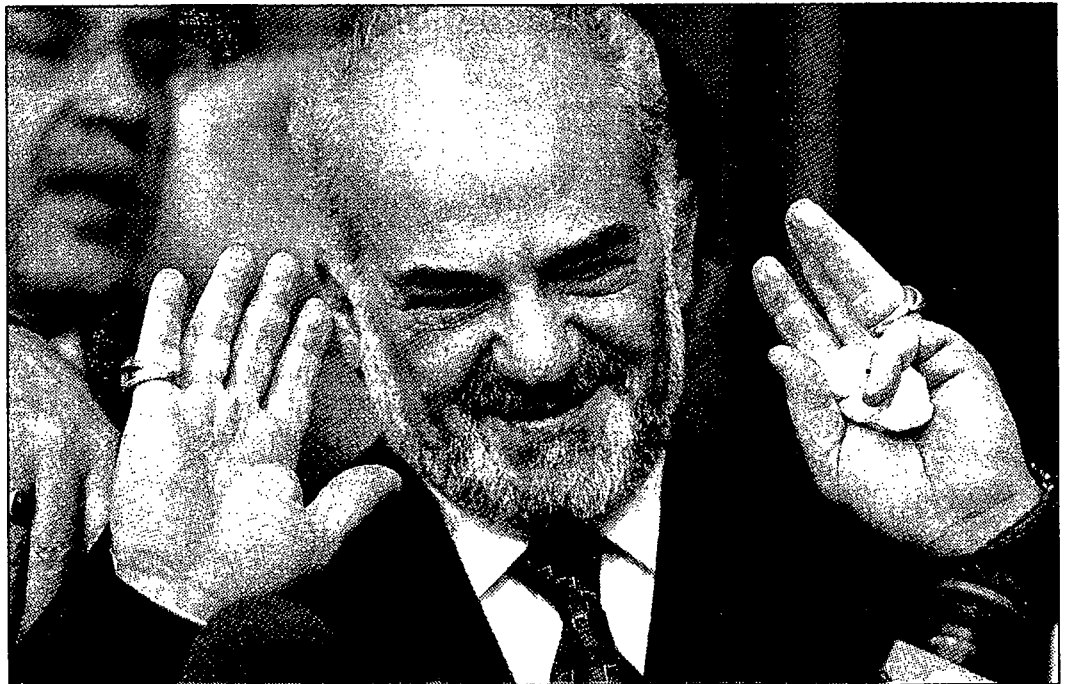
INTERNATIONAL
Herald Tribune

L'Irak enfin doté d'un gouvernement encore à compléter

BAGDAD L'Assemblée nationale irakienne a approuvé à main levée, hier, la liste partielle de 27 ministres et cinq ministres par intérim présentée par le Premier ministre désigné Ibrahim al-Jaafari.

Ce premier gouvernement issu d'une élection a été approuvé par 180 parlementaires sur les 185 présents alors que l'Assemblée compte 275 membres, a précisé son président, Hajim al-Hassani. Il n'est cependant pas encore au complet.

A l'issue de tractations laborieuses, le Premier ministre désigné Ibrahim al-Jaafari avait présenté un cabinet à base élargie, comprenant des chiites, sunnites et Kurdes. Mais la quelle n'est pas réglée sur deux postes de vice-Premier ministre, qui n'ont toujours pas été attribués, ainsi que sur plu-



metro / vendredi 29 avril 2005

siens portefeuilles-clés: défense, pétrole, électricité, industrie et droits de l'homme. Le Premier ministre chiite Al-Jaafari devrait en personne assurer l'intérim du ministre de la Défense, poste qui était censé aller à un sunnite. Le chiite Ahmed Chalabi, an-

cienn favori du Pentagone, sera l'un des quatre vice-Premiers ministres, et assurera pour l'instant le poste de ministre du Pétrole. Le Kurde Rowsch Nouri Shaways, ancien vice-président et lui aussi vice-Premier ministre, sera chargé de l'Electricité.

Les dirigeants chiites avaient dans un premier temps rejeté les choix d'Al-Jaafari pour les postes de vice-Premier ministre sunnite et de ministre de la Défense: ils soupçonnaient les candidats désignés de liens avec le parti Baas de Saddam Hussein, qui réprima brutale-

ment les chiites et Kurdes. Le nouveau gouvernement comprend 17 ministres chiites, huit Kurdes, six sunnites et un chrétien. Parmi ces ministres figurent six femmes, en charge de sept portefeuilles.

Le Monde 30 AVRIL 2005

Un gouvernement irakien incomplet a été formé, trois mois après les élections du 30 janvier

Pour la première fois dans l'histoire du pays, le nouvel exécutif est dominé par les chiites

FINALEMENT, les trois mois qui ont séparé les élections du 30 janvier de la formation du gouvernement, jeudi 28 avril, n'ont pas été suffisants. En dépit de son investiture par l'Assemblée de transition, le nouvel exécutif n'est toujours pas complet. Il manque toujours, dans la liste du nouveau cabinet, les noms de deux des quatre vice-premiers ministres et ceux de cinq titulaires de ministères: la défense, le pétrole, l'industrie, l'électricité et les droits de l'homme. Les tractations de dernière minute n'ont pas permis de trancher définitivement entre les différents postulants. « Ce sera fait dans les prochains jours », a assuré le président de l'Assemblée, Hajem Al-Hassni.

Ce dernier contretemps, survenant après d'interminables tergiversations depuis la nomination, le 7 avril, du premier ministre Ibrahim Al-Jaafari, n'a pas empêché les députés d'applaudir à tout rompre pour saluer la naissance du premier gouvernement irakien démocratiquement désigné depuis plus de cinquante ans. Sur les 185 élus présents, parmi les 275 que compte l'Assemblée transitoire, 180 ont voté en faveur du nouvel exécutif, qui sera composé de 32 membres dont 7 femmes. Comme prévu, la communauté chiite se taille la part du lion, avec 15 ministres, tandis que les Kurdes en totalisent 7 et les sunnites 4 si l'on ne tient pas compte des vice-premiers ministres.

Ghazi Al-Yaouar, l'ancien président de la République, a déploré le faible nombre de ministres sunnites. Mais les sunnites ont boycotté les élections du 30 janvier. Toutes les tentatives du premier ministre pour les associer au nouvel exécutif se sont soldées par des échecs, notamment en ce qui concerne la Liste irakienne du premier ministre sortant, Iyad Allaoui, qui n'obtient

aucun portefeuille et apparaît comme le grand perdant de la nouvelle donne politique en Irak, pour avoir présenté des exigences trop importantes: quatre ministères et un poste de vice-premier ministre, alors qu'il n'a que 40 députés. La formation de M. Allaoui n'en est pas moins la troisième force politique de l'Assemblée et, à ce titre, va sans doute être le fer de lance de l'opposition.

Après le vote de confiance, Ibrahim Al-Jaafari a reconnu que la

va assurer l'intérim de la défense tandis qu'Ahmed Chalabi, nommé vice-premier ministre, va assurer celui du pétrole. L'ancien protégé du Pentagone, tombé depuis en disgrâce, revient donc en force dans les instances dirigeantes du pays, en dépit de son manque de popularité et des malversations dont il est accusé.

« C'est le premier pas dans la construction du nouvel Irak », souligne M. Al-Jaafari, ajoutant que « dans le cabinet ou pas, toutes les

mière fois dans l'histoire du pays sur les épaules de dirigeants en majorité chiites, écartés des responsabilités depuis quatre-vingts ans et réprimés par l'ancien régime pendant trente-cinq ans. Toute la question est de savoir dans quelle mesure les sunnites, largement exclus de cette nouvelle donne vont accepter ce nouveau leadership.

Dans l'immédiat, la première tâche des nouvelles instances dirigeantes irakiennes sera de mettre sur pied une commission chargée de rédiger la Constitution. Ce qui, selon le calendrier établi, devra être fait avant le 15 août. Le texte doit ensuite être approuvé par référendum avant le 15 octobre et des élections générales doivent avoir lieu avant le 15 décembre. En cas de retard, le président de l'Assemblée peut, avant le 1^{er} août, demander un délai non renouvelable de six mois pour achever la rédaction de la Constitution. En raison du retard pris par la formation du gouvernement, il est vraisemblable que le calendrier initial ne sera pas respecté.

En résumé, il aura fallu quinze jours pour connaître les résultats des élections, deux mois pour élire un président, trois mois pour former un gouvernement. Combien de temps faudra-t-il pour écrire la Constitution qui forgera les institutions du « nouvel Irak » ? Si lors du référendum constitutionnel, trois des dix-huit provinces du pays votent contre à une majorité des deux-tiers, il faudra élire une nouvelle Assemblée. Comme le souligne Amar Al-Saffar, vice-ministre de la santé, « l'apprentissage de la démocratie est une longue patience, surtout après trente-cinq ans de dictature ».

Au moins dix-huit morts dans sept attentats

Le nouveau gouvernement irakien à dominante chiite a été salué, vendredi matin 29 avril, par sept attentats à la voiture piégée, à Bagdad et dans sa région, qui ont causé la mort d'au moins 18 personnes et fait 64 blessés. Dans la capitale, quatre attentats ont été perpétrés dans le quartier sunnite d'Adhamia et dans celui de Saligh, faisant 13 morts et une cinquantaine de blessés. Sept soldats, deux policiers et quatre civils ont péri dans ces attaques. A Madaïen, à 30 km au sud de Bagdad, trois voitures piégées ont explosé à proximité d'une patrouille de police, d'un central téléphonique et d'un hôpital, faisant 5 morts. A Erbil, dans le Kurdistan, deux personnes, un démineur et un civil, ont été tués par l'explosion d'une bombe et à Bassora, dans le sud du pays, un membre des gardes-frontières a été tué et deux autres blessés par l'explosion d'une bombe au passage de leur patrouille. Le groupe Ansar Al-Sunna, lié au réseau terroriste Al-Qaida, a affirmé avoir exécuté 6 Soudanais travaillant pour une société traitant avec les forces américaines en Irak, selon une vidéo mise en ligne jeudi. Enfin, un soldat américain a été tué et quatre autres ont été blessés, jeudi, par l'explosion d'une bombe près de Tikrit. — (AFP.)

constitution du cabinet n'avait pas été facile car « il y avait des divergences entre les candidats ainsi que des changements au dernier moment ». Il a assuré que les critères retenus pour les membres de son équipe avaient été « la compétence, la probité et l'histoire personnelle », la totalité d'entre eux étant des opposants à l'ancien régime de Saddam Hussein qui, par une ironie du sort, a fêté le jour même son 68^e anniversaire. Dans l'attente des toutes dernières nominations, c'est le premier ministre lui-même qui

parties auront le droit de participer au processus politique. » Et de conclure: « maintenant que le processus a commencé, nous n'épargnerons aucun effort pour redonner le sourire à nos enfants ». Pour ce faire, la tâche est immense et consiste principalement à réduire le terrorisme, à rétablir la sécurité, à redonner vie à une économie sinistrée et avant tout, dans un premier temps, à rétablir un semblant de vie normale en fournissant de l'eau, de l'électricité et de l'essence aux habitants. Ce défi retombe pour la pre-

Michel Bôle-Richard